

**Le dollar
à 8,36 F**

LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 85 c. ; Grèce, 350 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 375 ¥ ; Liban, 0,500 L.L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 200 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Bons vœux britanniques à M. Alfonsín

La désastreuse expédition militaire aux Malouines en 1982 a sans aucun doute accéléré le retour d'un régime démocratique en Argentine. M. Alfonsín, qui a promis sous les acclamations populaires de restaurer les libertés élémentaires et de lutter contre la très grave crise économique, sait aussi qu'une solution positive pour son pays de la question des Malouines dépendra de son gouvernement un prestige dont il aura bien besoin dans les mois qui viennent.

Si le nouveau président argentin obtenait par la négociation ce que les militaires n'ont pu conquérir par la force, il disposerait du consensus national nécessaire pour répondre à tous les défis et à toutes les menaces.

M. Alfonsín n'a pas tardé à prendre l'initiative. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire britannique *The Observer*, il a suggéré que le gouvernement de Londres réduise la zone d'exclusion de 150 milles établie autour des Malouines et gèle les travaux d'agrandissement de l'aéroport de Port Stanley. En échange de ce « pas positif », le président argentin se dit prêt à examiner avec Londres la « question d'un bail ». M. Caputo, le nouveau ministre des affaires étrangères, a confirmé que Buenos Aires envisageait de lancer une « énergique action diplomatique » dans le cadre des Nations unies, tout en précisant que l'Argentine ne négocierait pas la souveraineté des Malouines.

Le nouveau gouvernement argentin compte également, dans cette action, sur le soutien affiché des États-Unis et de la Communauté européenne. M. Reagan a déjà fait un geste significatif : il a décidé de lever l'embargo sur les ventes d'armes américaines à l'Argentine, embargo décrété en 1978 par le gouvernement Carter en raison des très graves atteintes aux droits de l'homme dans l'Argentine des généraux.

Les bons sentiments de la Communauté européenne ne font guère de doute. Le Royaume-Uni entend rétablir des relations étroites avec l'Argentine démocratique, l'Espagne, qui bénéficie de la cote d'amour dans toute l'Amérique latine, et l'Italie, qui a des liens de sang avec l'Argentine, vont s'efforcer d'intervenir en faveur d'une nation latine qui s'estime victime du « colonialisme européen ». Reste bien entendu, dans cette affaire complexe, le partenaire principal de Buenos Aires, M. Thatcher.

La « dame de fer » a été « fair play ». Elle a envoyé elle aussi ses bons vœux de réussite à M. Alfonsín alors que l'Argentine et la Grande-Bretagne sont toujours officiellement en guerre. Londres, en désaccord avec Washington sur la Grande-Bretagne, irrité par la levée de l'embargo américain sur les armes à l'Argentine, ne peut prendre le risque d'un isolement diplomatique alors que le monde entier salue la restauration de la démocratie sur les rives du rio de La Plata.

M. Thatcher est sans doute prête à normaliser ses relations avec la nouvelle Argentine. Certains journaux britanniques croient pouvoir affirmer qu'elle est disposée à renoncer à la politique dite de la « forteresse des Falklands ». En réalité, M. Thatcher n'entend absolument pas remettre en cause le principe de la souveraineté britannique sur les Malouines. Sur cet obstacle essentiel, les positions restent inconciliables. Mais un premier pas a été fait. « Là où il y a volonté, il y a une solution », a répondu M. Alfonsín à M. Thatcher en citant un proverbe anglais.

(Lire nos informations page 8.)

Vague d'attentats à Koweït

Les ambassades de France et des États-Unis sont au nombre des six objectifs touchés. Selon un bilan officiel, il y aurait deux morts et cinquante-quatre blessés.

Une vague d'attentats à l'explosif — six au minimum — a eu lieu ce lundi matin 12 décembre à Koweït. La principale visée l'ambassade des États-Unis. L'ambassade de France, également prise pour cible, fait état « de quelques blessés légers et de dégâts matériels », selon le Quai d'Orsay.

La représentation américaine, attaquée par un « camion-suicide » qui a forcé l'enceinte et explosé dans le jardin, a pris feu et s'est effondrée en partie. Des témoins cités par l'A.F.P. font état d'une « centaine de morts et blessés », mais Washington assure que deux employés koweïtiens ont été tués et une quinzaine blessés, et qu'aucun de ses ressortissants ne figure parmi les victimes.

Une organisation du « Jihad islamique » (guerre sainte) a revendiqué à Beyrouth la série d'attentats, qui, en outre, le bilan officiel diffusé par le gouvernement du Koweït, aurait fait « deux morts et cinquante-quatre blessés ». Cette organisation avait déjà revendiqué le double attentat du 23 octobre à Beyrouth.

D'autres explosions se sont produites dans la capitale koweïtienne lundi matin. L'une, provoquée par un camion chargé d'explosifs, a endommagé la salle radio de la tour de contrôle de l'aéroport international de Koweït, tuant une personne et en blessant plusieurs autres, mais le trafic aérien s'est poursuivi. Un autre attentat a visé la raffinerie de pétrole de Choucheib, à 40 kilomètres au sud de la ville, endommageant les installations gazières. Un immeuble habité par des Américains a également été pris pour cible dans la capitale.

Une explosion « relativement moins importante » que les autres, selon l'agence de presse koweïtienne Kuna, a eu lieu devant un service dépendant du ministère de l'eau et de l'électricité.

A propos de l'attentat le plus grave, celui dirigé contre la chancellerie de l'ambassade des États-Unis, l'agence Kuna a indiqué, d'après des témoins oculaires, que le chauffeur-kamikaze qui a lancé son camion dans le jardin du bâtiment diplomatique en forçant la porte principale a été blessé et hospitalisé.

(Lire la suite page 3.)

Nouveau recul de la gauche

Le bon score de M. Le Pen à l'élection partielle du Morbihan embarrasse l'opposition.

Deux élections législatives, sept élections cantonales : l'occasion était bonne de « vérifier » quelques-unes des tendances de la vie politique. Vérification faite, l'extrême droite s'affirme et la gauche continue de reculer. Mais les résultats permettent d'aller au-delà : ils ouvrent quelques pistes, ne sont pas aussi sombres qu'il y paraît pour la majorité et suscitent dans l'opposition des interrogations.

M. Jean-Marie Le Pen a décoré pour lui l'avantage de quatre opérations bien choisies (le vingtième arrondissement de Paris, Dreux, Aubusson-Bois et maintenant la deuxième circonscription du Morbihan) qui accablent l'idée d'une poussée nationale de l'extrême droite. Entre l'« épiphénomène » décrit par M. Bernard Pons au lendemain de l'élection municipale de Dreux et un phénomène national, il y a une marge qui n'est pas comblée. Il faudra sans doute attendre les élections européennes pour mieux en juger, puisque le Front national vent y participer.

Au-delà, il y a certainement l'un des signes, parmi d'autres, que la société française est en train de rejeter, par tous les moyens dont elle dispose, les immigrés : la seule menace d'une présence pourtant lointaine a servi la campagne, dans le Morbihan, du principal chef de file de l'extrême droite. Il y a aussi la confirmation d'un fait déjà établi : les électeurs de l'opposition sont plus durs que leurs élus-majors. La percée de M. Le Pen, qui se présente comme l'« opposition qui s'oppose », correspond à une phase attentiste chez les leaders de la droite traditionnelle (1).

Pour la majorité, le recul est net dans le Morbihan (-16,60 points), comme dans le Lot (-19 points) par rapport au scrutin législatif du mois de juin 1981. Cette chute affecte le P.S. et le P.C., même si ce dernier peut se prévaloir d'une régression moindre. Mais celle-ci dépasse le seul cadre des fiefs communistes, comme pour la « ceinture rouge » de la région parisienne, et confirme le recul que le P.C. avait enregistré aux élections municipales (2).

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 11.)

(1) Lire le *Monde* du 7 décembre et daté 2-3 octobre : « L'électorat d'opposition est plus pressé que ses chefs d'en découdre avec la gauche ».

(2) Sur ce point, lire l'article de M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la S.O.F.R.E.S. dans la revue *Pouvoirs*, numéro 27 (le *Monde* du 25 novembre).

La réforme de l'Université

Un texte qui apporte peu de changements.

La deuxième lecture du projet de loi sur l'enseignement supérieur, adopté le 10 décembre par l'Assemblée nationale, a permis aux députés de la majorité de rétablir le texte initial. Celui-ci, voté au mois de juin en première lecture, avait été profondément modifié par le Sénat.

Deux ans après avoir annoncé son intention de réformer l'enseignement supérieur, le ministre dispose donc d'un texte législatif. Mais s'agit-il vraiment d'une réforme ? Confronté aux corporations, aux pouvoirs des syndicats, aux groupes de pressions, M. Alain Savary a remanié au fil des mois les propositions que lui avaient soumises ses conseillers.

La nouvelle loi innove peu par rapport aux textes actuellement en vigueur. Elle maintient la division des études en trois cycles et n'introduit pas de sélection à l'entrée de l'Université. La composition et le mode d'élection des instances universitaires sont cependant modifiés et une nouvelle définition du doctorat est introduite.

Le débat, qui s'est engagé fort tard dans le milieu universitaire, n'a pas mobilisé les enseignants et les étudiants pour une vaste refonte des conditions d'enseignement et des finalités des formations universitaires.

L'opposition continue de manifester son rejet de l'esprit et des propositions formulées par le ministre de l'éducation nationale. M. Jean Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) a annoncé que l'opposition saisirait le Conseil constitutionnel à propos de la création d'un collège unique pour l'élection des représentants des enseignants au conseil d'administration des universités.

S.B.

(Lire page 14 les articles de SERGE BOLLOCH et de THIERRY BRÉHIER.)

AU JOUR LE JOUR

Rompez !

Parfois, les casquettes étolées rentrent dans le rang. Il y a eu les colonels grecs, jetés aux oubliettes de l'histoire. Il y a eu Franco et le régime botté qui ne survécurent pas à l'interminable agonie de son chef.

Il y a la Turquie où les militaires font mine de rendre leur tablier. Et voici l'Argentine, à la démocratie restaurée sur les ruines d'une jeune blessée à mort à la guerre des Malouines.

Voilà des disparus qu'on ne regrettera pas.

BRUNO FRAPPAT.

L'AVENIR DE LA COMMUNAUTÉ

Un entretien avec l'historien FERNAND BRAUDEL : « Il faut réinventer les États-Unis d'Europe ».

LIRE PAGE 2

Le ministre de PHILIPPE LEMAITRE : « Les Dix réexaminent le dossier agricole ».

LIRE PAGE 45

La Pologne deux ans après

Colmater les brèches

par JAN KRAUZE

Combien de temps faut-il pour effacer un rêve, et jusqu'à l'envie de rêver ? Deux ans ont passé depuis le 13 décembre 1981, et les dirigeants de Varsovie en sont toujours à colmater les brèches ouvertes par Solidarité seize mois plus tôt. Du moins sait-on maintenant précisément où ils veulent en venir.

Tout au long de 1982, une population en état de choc avait tenté de discerner quel pouvait être, au-delà de l'extraordinaire mise en scène de l'état de guerre, l'objectif réel du pouvoir : ne lui avait-on pas juré qu'il n'était pas question d'en reve-

nir aux errements du passé, qui avaient provoqué la crise ? L'année 1983 a levé toute incertitude : ce pouvoir en uniforme tient parole... à sa manière : ce qu'il entend corriger, ce n'est pas le défaut de démocratie du régime passé (celui de M. Gierk), mais bien au contraire sa « faiblesse ». Une faiblesse rendue responsable du scandale d'août 1980, de la naissance de Solidarité, en un mot de l'« anarchie », un mot qui fait fureur dans les discours officiels.

Le général Jaruzelski et son équipe se sont donc appliqués, avec un remarquable esprit de méthode, à boucher toutes les fenêtres par lesquelles le vent avait pu s'engouffrer : la dépendance économique à l'égard de l'Occident, la « relative » clémence de la police et de la justice, l'excès de liberté laissée aux intellectuels, et, avant tout, la mollesse de l'épine dorsale du régime : le parti.

Sur le dernier point, le succès est loin d'être atteint : le parti n'a pas fini de « reprendre souffle », comme dit l'un de ses responsables. Il ne s'est que « partiellement redressé », bref, il a toujours besoin du corset de l'armée. Alors que dans les autres pays socialistes un secrétaire général suffit à la tâche, il faut à la Pologne un général-secrétaire, premier ministre de surcroît, et depuis peu président d'un « comité de défense du pays » aux attributions à peu près illimitées. Une concentration de pouvoirs sans équivalent dans le bloc soviétique, et qui n'est pas forcément un signe de bonne santé pour le régime : pas plus que le recours à tant de généraux pour suppléer aux responsables civils défaillants, ou le redéploiement récent des « groupes opérationnels de l'armée », censés, en dehors de leur rôle dissuasif et proprement militaire, reprendre la lutte contre la « bureaucratie ».

Les efforts consentis en faveur de la police, sous toutes ses formes,

semblent avoir été mieux récompensés : la police dispose désormais de moyens considérables, et pas seulement pour réprimer les manifestations, quadriller le pays... et suivre M. Walesa avec des succès divers. Ses attributions légales ont aussi été élargies, les primes et privilèges accordés à ses membres substantiellement accrus. De plus, la loi permet désormais, si « les nécessités du maintien de l'ordre » l'exigent, d'utiliser les appels du contingent pour renforcer les rangs des policiers ou des gardiens de prison.

(Lire la suite page 4.)

LES GRANDS PRIX NATIONAUX

Jean Genet maudit et couronné

Les grands prix nationaux, décernés chaque année par des jurys que président les directeurs des diverses administrations du ministère de la culture, ont été remis, lundi 12 décembre, par M. Jack Lang. Le Grand Prix national des lettres a été attribué à Jean Genet.

Voleur, déserteur, taulard, homosexuel, chantre du crime, ennemi de tout sauf de la violence, qui aurait cru qu'un jour Genet laisserait ajouter à son casier l'infamie d'une récompense officielle ?

Certes, en 1966, l'auteur des *Paravents* avait admis, et savouré, que le ministre Malraux l'imposait, à l'Odéon, de Barrault, malgré l'indignation active des anciens d'Algérie, qui s'estimaient bafoués, non sans raison. Mais il s'agissait de se faire jouer, non de se faire célébrer par une société à laquelle le poète a toujours voué une exécration sans faille. L'anarchiste fait-il une exception pour un gouvernement qui lui paraît moins pendable ?

On peut se réjouir, en tout cas, que le ministère de la culture ait choisi, au mépris des conformismes moraux, ce maître de la langue française, et qu'il l'ait convaincu de laisser couronner une œuvre qui a l'éclat du diamant noir.

Né en 1910, de père et de mère inconnus, placé dans la Morvan par l'Assistance, Genet est envoyé, à quinze ans, au bagne d'enfants de Mettray pour un larcin minuscule. Il décide qu'il s'appliquera toute sa vie à mériter l'étiquette de voleur qu'on lui a collée ce jour-là, et à magnifier toute délinquance.

Avant guerre, il parcourt l'Europe des bouges à garçons et des maisons d'arrêt. A la Libération, Coteau le lance dans les salons. Les duchesses rêvent de se faire chipper leurs petites cuillères par ce poète maudit au crâne bagnard.

B. POIROT-DELPECH.

(Lire la suite page 21.)



Le Monde

idées

UN ENTRETIEN AVEC L'HISTORIEN FERNAND BRAUDEL

« Il faut réinventer les Etats-Unis d'Europe »

Professeur honoraire au Collège de France, auteur de deux « sommes » historiques, la Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II et Civilisation matérielle, économique et

capitale, Fernand Braudel a assuré la direction d'un ouvrage collectif sur l'Europe publié il y a un an (le Monde du 8 décembre 1982). Il va faire paraître prochainement le premier volume d'une

Histoire de France sous le titre l'Identité de la France. Il a accepté de répondre à nos questions sur le thème de « l'Identité de l'Europe ».

« Il semble bien que l'Europe ait du mal à devenir une réalité. Pourquoi, selon vous, ne s'est-elle pas faite plus tôt ? »

Pour les gens de ma génération, il y a eu évidemment l'héritage légué par la seconde guerre mondiale. Elle a laissé des souvenirs cruels et si brûlants qu'il a fallu du temps pour les laisser passer dans la mémoire morte des peuples. Songez à quel point il était difficile pour des Français, à commencer par moi, de se tourner à nouveau du côté de l'Allemagne. Le plus grand mérite du général de Gaulle est d'avoir ouvert la porte entre les deux peuples. Mais le rapprochement n'a pu se faire du jour au lendemain.

« Il faut bien dire aussi que les responsables des différents Etats n'ont pas voulu avec assez de force la construction de l'Europe. Ils ont consenti à une union économique. Mais ils n'ont guère poussé leur volonté plus loin. L'union économique a été et est très précieuse. Elle nous a apporté une certaine prospérité, une monnaie du bien-être. Mais elle ne nous a pas apporté l'Europe.

« Mais, à vos yeux, y a-t-il une unité profonde de l'Europe ? »

« Oui. Mais c'est avant tout une unité culturelle, c'est-à-dire une certaine façon de vivre et de penser, et qui nous est toujours compréhensible. Je puis me déplacer dans n'importe quelle partie de l'Italie, je ne m'y sens pas étranger. En Allemagne, c'est pareil. Même en Pologne. En Russie également. Je n'y suis pas désorienté comme en Inde ou en Chine ou dans l'Amérique précolombienne. Quand je suis à Moscou, au musée du Kremlin, je comprends sans peine l'imaginaire des miracles tirés de la Bible. Ce langage profond sur la vie russe ne m'est pas étranger. Car la Russie fait partie de l'Europe. Elle est une Europe particulière. La France aussi est une Europe particulière.

« L'inégalité des rythmes de développement économique à l'échelle historique n'est-elle pas sans cesse fissurée cette unité culturelle profonde ? »

« Sans doute. Mais une chose est frappante : jamais les capitales économiques du monde européen n'ont été ses centres culturels. Venise, puis Amsterdam, Londres enfin, n'ont jamais réussi à exercer la primauté culturelle et intellectuelle. On peut dominer le monde matériellement et politiquement, mais le dominer culturellement, c'est une autre affaire. Il y a comme une réaction culturelle à la domination politique, une résistance. Ce fait important, comment l'expliquer ?

Probablement, l'histoire culturelle a ses rythmes, ses régularités, elle est plus lente à se développer, à se mettre en place, à vivre que la politique ou l'économie.

« Au moment où Venise établit sur l'Europe sa suprématie matérielle, à la fin du quatorzième siècle, Florence en devient le centre intellectuel. Les flammes de la Renaissance s'y allument et le toscan sera la langue littéraire de l'Italie.

« Plus tard, le centre culturel ne se trouve ni à Amsterdam ni à Londres, mais à Paris. Au dix-neuvième siècle, alors que Londres domine économiquement le monde, Paris tient le sceptre de la culture. A ce moment-là, une Europe culturelle échange ses musiques, ses œuvres d'art, ses artistes, ses intellectuels. Mais le même siècle voit les nations entrer dans les antagonismes violents qui vont les dresser les uns contre les autres. L'enrichissement de l'Europe gonfle tout : ses populations, ses économies, ses pensées, ses joies et aussi ses haines. Mais l'unité culturelle sous-jacente est sauvegardée.

« Vous parlez d'unité culturelle, mais dans deux sens différents : les « façons de vivre » et la production artistique et intellectuelle. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

« Vous avez raison. Les peuples européens ont une histoire étagée. Il y a ce qui se passe au sommet et ce qui se passe au res-de-chaussée — culture et civilisation. Mais il me semble évident que les contacts se font beaucoup plus facilement par les élites que par les masses populaires. Cependant, de ces masses dépend le mot de la fin : les ouvriers qui se déplacent, les touristes, les étudiants...

« Pour une base populaire »

« Vous pensez qu'il y a bien aujourd'hui une Europe populaire ? »

« Il y aurait une Europe populaire si on lui donnait la possibilité de s'exprimer, de se mettre en place, de vivre. « Voici un exemple qui me tient à cœur : on a fait à Florence une université européenne. Il existe des institutions européennes à Turin et à Bruges. Je crois qu'aucun n'a réussi pleinement, malgré leurs qualités et leur dévouement. Parce qu'il ne s'agit pas simplement de grouper des enseignants, de rassembler des professeurs ou des conférenciers, d'avoir une poignée de bons chercheurs. Il faudrait organiser une large circulation d'étudiants, de jeunes.

S'il passait vingt mille étudiants par an à Florence, je serais satisfait. Mais ce n'est pas le cas. Pour cela, il faut des structures d'accueil et que les titres d'enseignants soient valables aussi bien en Italie qu'en France, ou en Allemagne ou en Belgique... Toute une organisation fait défaut. Ce n'est pourtant pas faute de l'avoir réclamée.

« Plus généralement, si l'on veut faire l'Europe populaire, l'Europe vraie, il faut en payer le prix. On ne doit pas se contenter d'une superstructure plus ou moins fragile, plus ou moins accomplie. Il faut une base populaire.

« Et cette circulation des « élites » dont vous parlez ? »

« Celle-là existe. Surtout aujourd'hui. Mais cette circulation des intellectuels, des hommes d'affaires, se fait à l'échelle du monde. Ces voyageurs privilégiés passent d'un coin de la planète à un autre sans problème. Ils vivent dans un univers à eux. Ce n'est pas un univers parfait, mais il tend à la perfection. Le malheur est que la France et l'Europe n'y jouent pas le rôle principal.

« Vous-même, avec Clemens Heller, avez beaucoup travaillé à l'Ecole des hautes études et à la Maison des sciences de l'homme, à instaurer des contacts culturels et intellectuels à l'échelle européenne. Je pense par exemple à votre action en direction de la Pologne.

« Oui, l'Ecole des hautes études et la Maison des sciences de l'homme se sont épuisées et s'épuisent à faire un travail attentif en direction des pays étrangers. Si vous circulez dans les couloirs de la Maison des sciences de l'homme, vous entendrez parler toutes les langues européennes. La Pologne, en effet, est l'un de nos plus beaux succès, un des plus beaux succès de la culture française depuis 1945. « La façon dont la Pologne s'est mêlée à la pensée française, tout en préservant sa fantaisie originale, est un des miracles de l'histoire récente de l'Europe sur le plan culturel. Nous avons réappris la français à toute une génération d'intellectuels polonais. L'administrateur polonais, Bronislaw Geremek, a été notre étudiant. En 1956, il commençait à parler notre langue. Il est aujourd'hui, qu'il parle ou qu'il écrive, un maître en français. Les avatars de la politique n'entraient pas les courants profonds de la culture, ceux-ci une fois amorcés, ils sont toujours en place, comme une eau profonde. « Il faudrait que la France travaille davantage dans toutes les direc-

tions de la rose des vents. Je trouve que notre pays n'est pas encore à la hauteur de ses privilèges, de sa mission, de sa vocation, de ses possibilités. La France n'ouvre pas assez largement ses portes. Or il n'y a pas de France culturelle brillante sans la présence d'autrui.

« J'ai enseigné plus de vingt ans au Collège de France. Je ne comprends pas qu'il n'y ait pas d'étrangers qui y soient professeurs titulaires, à part entière. Supposez une telle opération accomplie : le prestige incomparable de cette institution aiderait à un rayonnement supplémentaire de la France. Supposez cinq ou six professeurs venant d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Pologne, d'Angleterre... Le Collège de France a essayé hier d'ouvrir ses portes à Einstein. Mais ce dernier, sentant venir la guerre, est parti pour l'Amérique. Ce qu'on se propose de faire pour Einstein, on devrait le faire aujourd'hui pour d'autres intellectuels.

« Je parle du Collège de France, mais on pourrait dire la même chose d'autres institutions. Et l'on ne construit une culture européenne que si l'on met en place, non pas une, non pas dix, mais cent opérations de ce genre.

« Vous considérez que l'une des tâches importantes de l'heure est de travailler à construire et à consolider l'Europe culturelle ? »

« Oui, une Europe de la mobilité des hommes, de l'intelligence. Une Europe rayonnante. Aucun pays européen, à lui seul, n'est capable aujourd'hui, par exemple, de satisfaire aux demandes du continent latino-américain. Un grand moment. Comment voudriez-vous que la France seule puisse suffire à pareille tâche ?

« Mais l'Europe ne peut réellement être construite culturellement si elle n'est pas équilibrée sur le plan politique, si elle n'a pas un gouvernement européen, si elle n'a pas un Parlement européen avec de larges pouvoirs, si elle n'a pas une défense européenne commune.

« Il faut réinventer les Etats-Unis d'Europe. Autrement, on ne sauvera pas la culture européenne. Ni même l'avenir économique de l'Europe, qui dépend d'un certain sens de notre destin unitaire. Pour le moment, chaque puissance défend ses intérêts face au reste du monde, sans se rendre compte que, face aux Etats-Unis, au Japon, et même à l'U.R.S.S., seule une Europe solidaire peut faire le poids. « Propos recueillis par DIDIER ERIBON.

LU

« LA CRISE FINALE », d'Ervin Laszlo

Destruction créatrice ?

NON ! Ce n'est pas l'Internationale qui doit accompagner « la crise finale » d'Ervin Laszlo. Il ne s'agit pas de celle du capitalisme. Tous les systèmes économiques qui inévitent le monde seront emportés, selon notre auteur, dans la tourmente dont nous commençons à ressentir les effets.

Les scénarios de rupture se multiplient. Approche de l'an 2000 ? Les économistes n'insistent pas trop sur le feu nucléaire. Ils vitrifient leurs raisonnements. Car quel, après ? En revanche, l'apocalypse financière, démocratique, politique, culturelle, etc., stimule la réflexion. Celle de M. Laszlo, tout imprégnée des enseignements du Club de Rome dont il fait partie, va plus loin que celle de la plupart des analystes de la catastrophe. L'effondrement socio-économique qu'il entrevoyait, peut-être dans une décennie (« Encore une minute, monsieur le Bourreau ! »), provient de l'accumulation de désastres tous azimuts, car il est faux de dire que la nature ne fait pas de bruit.

Une fois repérée cette « dynamique de la transformation », M. Laszlo énumère les limites extérieures (énergie, ressources naturelles, population, emploi, finance) qui, selon lui, tariront les possibilités de développement. C'est sans doute la partie la plus contestable de son livre, car déjà maintes critiques justifiées avaient été faites, dès 1973, au premier rapport établi sur ce genre de bases par deux auteurs du Massachusetts Institute of Technology pour le Club de Rome.

En revanche, ce qu'il appelle « les limites intérieures » retiennent davantage l'attention : il s'agit aussi bien de notre scepticisme général qui touche la religion, la science, l'armée, la coopération internationale, etc., que du peu d'audience qu'ont finalement ceux qui se battent pour de nouvelles valeurs, moins matérialistes. L'intérêt national reste la force dominante dans le monde d'aujourd'hui, et les deux super-puissances sont plus sûres sur ce terrain que les autres.

Ervin Laszlo a le sens du suspense. Pour lui, le système international actuel est condamné à l'autodestruction. Et après ? Il se risque, avant de donner la réponse, à jalonner de dates la transition : 1990-1999 : arrivée de la crise finale ; 1999-2002 :

moment crucial, car on ne sait vers quel tout bascule : 2002-2020 : scénario de l'apocalypse, marqué par une prolifération de dictatures, celles-ci utilisant le terrorisme nucléaire pour dominer ceux qui voudraient leur résister. A moins que... Comme l'écrivait André Pieyre, « les chances d'une civilisation plus saine se trouvent au cœur même de la crise ». D'où l'urgence d'appeler celui du phénix.

Le système politique de l'avenir devra, autant se garder du chaos que de la gigantesque démocratie d'Etat. Il faut redonner beaucoup plus de pouvoirs au peuple. Pour ce faire, notre auteur, après défenseur de la décentralisation, envisage pour le vingt et unième siècle un système à triple étage de communautés locales, d'unités économiques et de fédérations continentales. Croissance, P.N.B., marché, seront relégués au magasin des accessoires pour céder la place à d'autres « indicateurs » de progrès fondés sur l'autosuffisance, la satisfaction des besoins essentiels, l'équilibre écologique.


Pour concrétiser ces schémas, Ervin Laszlo n'hésite pas à mordre sur la science-fiction et à décrire « comme si vous y étiez » la vie en l'an 2020 dans la communauté de New-York Long Island !

Certains reprocheront à l'auteur d'avoir « poussé le bouchon un peu loin ». Mais pourquoi ne pas laisser son imagination vagabonder, même dans un ouvrage sérieux ? En revanche, nous restons un peu sur notre faim dans certaines zones de passage. L'ancien et le Nouveau Monde, comme Schumpeter, nous voudrions croire à la destruction créatrice, mais il manque beaucoup de points de repère. Et quelle faculté d'oubli il faudra aux hommes de la nouvelle génération pour ne pas désirer les biens matériels dérivés de ceux d'aujourd'hui ! Comment diffuser partout une réelle « sagesse » ? Comment réguler les besoins sans opprimer ? Autant de questions qui restent pendantes. Mais, après tout, l'auteur voulait secouer les consciences et ouvrir un débat. Donc provoquer ses lecteurs. Il a réussi son opération.

PIERRE DROUIN.

La Crise finale, d'Ervin Laszlo. Editions Grasset, 300 pages, 79 F.

L'extraordinaire aventure de l'électricité.



Leprince-Ringuet.

Une fresque impressionnante, magnifiquement illustrée, destinée à un très large public. Une très bonne idée de cadeau ! 256 pages. Relié 90 F.

L'Odyssée/Flammarion

LETTRES AU Monde

Nuages sur la coopération culturelle

Par diverses mesures, les pouvoirs publics français avaient tenté d'améliorer la situation des personnels français de recrutement local exerçant dans des établissements scolaires à l'étranger. Il s'agissait, d'ailleurs, de porter enfin remède à des injustices difficilement supportables.

S'agissant des salaires, l'objectif était de les aligner sur ceux versés en France, avec effet au 1^{er} janvier 1983. Une somme de 50 millions de francs avait été demandée par le ministère des relations extérieures ; il ne lui en a été attribué que le cinquième, soit 10 millions. Et dans le budget pour 1984, cette somme, malgré l'inflation, est encore réduite à 6 millions. De l'aven du ministère, elle ne permettra que d'aider en partie ces personnels à acquiescer leurs cotisations sociales, et non pas à revaloriser, stricto sensu, les salaires versés.

La loi, dite « loi Le Pors », du 11 juin 1983 a certes prévu des mesures de titularisation. Pour l'enseignement supérieur en France, 150 postes ont été réservés à des non-titulaires, exerçant à l'étranger dans des établissements supérieurs.

Or, si les carrières gommées hors de France doivent légitimement donner lieu à valorisation, comme l'a souligné le Conseil supérieur des Français de l'étranger, il est injuste d'interdire aux agents titulaires de la fonction publique le bénéfice de ces affectations dans l'enseignement supérieur en France. D'autant que certains ont fait preuve de leurs compétences à la fois pédagogiques et scientifiques pour ce type d'enseignement.

Comme l'on sait, à l'évidence, que leurs chances d'affectation par la voie ordinaire sont plus que réduites, on mesure l'ampleur des réactions de ces personnels devant l'impossibilité de bénéficier des mesures de la loi du 11 juin 1983. Les intéressés et la presse syndicale y font largement allusion.

Cage de fer ou cage d'or

Luttant activement et depuis longtemps contre le racisme, j'ai suivi avec attention les manifestations pour la fraternité : sur les chemins de France, dans la presse, à la télévision. C'est bien, mais des lacunes importantes me sont apparues :

1) A la télévision on n'a montré — pour les signifier, bien sûr — que des comportements négatifs. Or il existe des communautés interraciales : familiales, professionnelles, religieuses ou tout simplement amicales, où règnent l'harmonie et la joie de l'échange. Pourquoi n'a-t-on pas interviewé des personnes pouvant en témoigner ? Le bon exemple est tout à moi aussi : moi-même que le mauvais : tout enseignant sait qu'il est plus efficace, pour faire passer un message, de mettre un tableau la bonne réponse que la mauvaise ; même si l'on effectue la correction.

2) A voir et à écouter ce qu'on nous montre, on pourrait croire que le racisme est une invention des Blancs européens et américains. La vérité est que l'on dit et montre que

ce fléau est aussi répandu parmi les Noirs, dont beaucoup sont racistes non seulement vis-à-vis des Blancs, des métis et des Juifs, mais également de race noire à race noire. S'il est vrai qu'en Afrique du Sud l'apartheid est imposé par des Blancs, je connais, pour y avoir vécu, des pays d'Afrique où (presque tous, je précise) les Blancs sont tenus à l'écart et obligés, de fait sion de droit, de vivre entre eux en ghetto. Que la cage où l'on nous enferme soit de fer ou d'or n'en est pas moins prisonnière.

3) S'il est juste de parler du droit à la différence et du devoir d'acceptation, il ne faudrait pas oublier cependant de rappeler les règles de la bienséance et de la politesse vis-à-vis de celui qui vous accueille. Quand on s'installe chez des étrangers, il convient de s'enquérir de leurs us et coutumes afin de ne pas choquer ses hôtes.

Celui qui veut vivre son « authenticité » sans mélange doit rester chez lui. Supposons qu'un Américain vienne chez moi et mette les pieds sur ma table en marquerie (à-bas c'est courant), qu'une fois je lui en fasse l'observation et que la deuxième fois je refuse de le réinviter, si cet Américain est blanc on dira que j'ai bien fait de remettre un malappris à sa place, s'il est noir on dira que je suis raciste.

J'ai des amis africains qui sont bien d'accord sur tous ces points avec moi. Une définition du racisme exige une véritable étude sociologique — c'est plus difficile à faire que des sketches, mais c'est comme un diagnostic face à une maladie : sans lui les traitements risquent fort d'être inefficaces.

CLAUDE RAKOWSKA-JAILLARD (Paris).

Les éboulements et les Beurs

Un matin d'hiver, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, reçoit quatre éboulements et les invite à partager son café au lait, ses croissants et sa marmelade ? Bravo ! Cela s'inscrit dans

le folklore d'un septennat, entre un accident de voiture à l'heure du déjeuner et la verroterie de Bokan.

Un soir d'automne glacé, bien sûr, M. François Mitterrand, président de la République, reçoit huit représentants des Beurs, ces mal-pâtis des Miniguettes qui viennent de donner une leçon d'humilité à la France, ces mal-fortés d'un nouvel An II qui ont saisi la conscience française. De nouveau, outre l'« Egalité », dont se réclamait leur bandeau sur 1 200 kilomètres de routes de France, c'est de « Liberté » qu'il s'agit et d'un tout un déferlement de « Fraternité » dans cette France frileuse, millénaire 1983, qui risquerait de voir son âme se prendre de gel.

Il n'y a pas le mot « Espérance » dans la devise de la République française. Or elle vient de l'insérer dans les consciences, au prix d'un cadavre sur le ballast, de grosses besognes tirées comme des lapins, au prix de la haine anonyme, de la félicité que rediment un Sissi ou un Stelm, au prix des balles « perdues ». Au-delà des péripéties de Drouot, des phrases maladroites sur « la classe aux clandestins », l'« Espoir » est de nouveau permis en France après le 3 décembre 1983.

JEAN FANCHETTE, médecin (Paris).

Septentrion libanais

A la suite de la lettre de M. Dominique Noguiez (le Monde du 29 novembre) à propos de l'expression « Nord-Liban », un autre lecteur, M. Lowell Bennett, nous a précisé : « Nord-Liban » ne vient pas de l'anglais « North Lebanon ». Nous dirions en anglais « Northern Lebanon ». « North » est réservé en anglais à des entités politiques ou physiques : North Carolina, North pole, North Korea.

Un troisième lecteur, M. Ben Roudine, nous signale que l'appellation officielle libanaise en français des deux moitiés (gouvernements) extrêmes du pays est « Liban-Nord » et « Liban-Sud », ce qui devrait mettre tout le monde d'accord.

Le Monde

LA CRISE LI

La situation politique dominée par la maladie

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

La situation politique du Liban est dominée par la maladie. Le pays est divisé en deux camps : les chrétiens et les musulmans. Les chrétiens sont représentés par le président Ezer Weizman et le premier ministre Rafik Hariri. Les musulmans sont représentés par le président Elias Hrawi et le premier ministre Fouad Stoufi. La situation est très tendue et les tensions sont élevées.

LA CRISE LIBANAISE ET LE SORT DES PALESTINIENS DE TRIPOLI

La situation politique à Beyrouth demeure dominée par la maladie du président Assad

Beyrouth. - Les conséquences politiques de la maladie du président syrien, M. Hafez El Assad, qui, depuis son entrée en fonction, devint, un mois après l'annonce de son hospitalisation, le 13 novembre dernier, un sujet de vive préoccupation dans les milieux officiels libanais.

Tout paraît, en effet, de nouveau bloqué. L'accord de sécurité, conclu le 8 décembre par une délégation militaire libanaise accompagnée du ministre des affaires étrangères à Damas, laissait espérer une consolidation du cessez-le-feu qui aurait permis de débloquer quelques-uns des points chauds de la ville. Cependant, après deux semaines, il n'y a eu aucune avancée. Le 10 décembre dans la banlieue sud de Beyrouth sans que la commission militaire mixte interlibanaise puisse se réunir, comme convenu à Damas.

Aussi, la perspective d'une réouverture de l'aéroport, fermé depuis le 30 novembre, s'est-elle estompée, de même que celle des écoles dont les élèves, en termes du premier trimestre, n'auront été en classe que quelques jours depuis une rentrée qui avait eu lieu en novembre, avec un mois de retard.

Le principal résultat de la visite de M. Elie Salem, ministre libanais des affaires étrangères, à Damas risque donc d'avoir été fait long feu. La seconde phase de la conférence interlibanaise de Genève paraît, du coup, plus qu'hypothétique au moment où le président Gemayel achève par une visite à Londres,

De notre correspondant

mardi 13 décembre, les consultations arabes et internationales qu'il a été chargé d'entreprendre, sans avoir pu rencontrer le président Assad.

La situation à Tripoli

La situation pourrait également à Tripoli où M. Yasser Arafat et ses quatre mille combattants sont maintenant bloqués par la volonté d'Israël. Le chef de l'O.L.P., qui ne voulait pas quitter Tripoli il y a un mois et se faisait prier pour accepter ce départ il y a deux semaines, revendique aujourd'hui avec force son « droit » à l'exode. « Israël prépare une opération de grande envergure contre nous », affirme son porte-parole.

C'est l'entourage de M. Arafat à Tripoli qui a relancé les spéculations sur la maladie du président Assad, devenu la « bête noire » des Palestiniens loyalistes. Ceux-ci, après avoir affirmé successivement qu'il était « mort », et qu'il avait été « gravement blessé dans un attentat », assurent que la lutte pour sa succession a été tranchée au profit de son frère, M. Rifaat El Assad, mais que Damas attend l'épilogue de l'affaire de Tripoli pour l'annoncer, afin que le nouveau régime ne soit pas inauguré par cet « épisode peu glorieux ».

Les informations obtenues de bonne source à Beyrouth sont plus

manquées. Elles indiquent que le président Assad, frappé d'hémiplégie, n'est pas en état de gouverner.

Selon ces mêmes sources, tant que le président Assad est vivant, sa succession ne peut être réglée au profit de qui que ce soit. Elle n'en sera pas moins ouverte en cas de décès, « pour le cas où », et paraît pour le moment circonscrite entre les dirigeants alaouites, tout autant que parmi les personnalités sunnites liées aux divers clans alaouites.

LUCIEN GEORGE.

Le président Reagan a réaffirmé, le samedi 10 décembre, que les « marines » resteraient au Liban pour y défendre les « intérêts vitaux » de l'Occident au Proche-Orient, malgré les « provocations répétées et les attaques meurtrières ». Dans son allocution hebdomadaire à la radio, le président américain a mis en garde la Syrie en affirmant que les Etats-Unis « feront tout ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité de leurs troupes et de leurs vols de reconnaissance » au-dessus du Liban.

M. Reagan a rappelé que le président Dwight Eisenhower avait déjà envoyé au Liban, en 1958, un contingent de huit mille soldats américains pour aider le gouvernement à rétablir l'ordre. Mais à l'époque, a souligné M. Reagan, « il n'y avait pas d'armées étrangères d'occupation (au Liban) et de présence soviétique en Syrie ». - (A.F.P.)

Le roi Hussein et M. Arafat se déclarent disposés à reprendre leurs tractations

Amman. - Il ne se passe guère de jour sans que M. Yasser Arafat, soumis au blocus, affiche sa volonté de renouer avec la Jordanie un dialogue interrompu en avril dernier. La Jordanie a « un rôle positif et important à jouer dans la recherche d'une solution au problème palestinien », vient de déclarer le chef de l'O.L.P., ajoutant : « Il faut que nous mettions tout en œuvre pour arriver à une confédération jordanopalestinienne ».

De son côté, le roi Hussein affirmait le 2 décembre au New York Times que Yasser Arafat serait le « bienvenu » en Jordanie. Il précisait même qu'il ne posait au dirigeant palestinien aucune condition préalable. Cette précision n'a pas manqué ici d'attirer l'attention des observateurs, qui s'interrogent sur sa signification réelle. En effet, les responsables jordaniens soulignent encore tout récemment que les dis-

De notre correspondant

cussions avec les Palestiniens devraient reprendre au point où elles en étaient au moment où elles ont été suspendues, c'est-à-dire sur la base du document de travail élaboré à l'époque par le roi Hussein et M. Arafat (le Monde du 15 novembre). Si l'on en croit des diplomates qui ont pu approcher ces derniers temps le souverain hachémite, celui-ci n'aurait pas changé d'avis sur le fond. Il serait cependant disposé à envisager certains aménagements tenant compte de l'évolution de la situation.

C'est, en tout cas, ainsi que l'on peut interpréter les propos de M. Hani El Hassan, conseiller de M. Arafat chargé des relations avec la Jordanie : « Au cours de mes contacts avec le roi Hussein, j'ai compris qu'il était prêt à discuter de toute idée pourvu qu'elle soit pratique, assure-t-il. Ce qui est sûr, c'est qu'en affirmant ne pas poser de conditions, le roi rend les choses plus faciles pour Yasser Arafat ».

Depuis avril, de nouveaux éléments sont intervenus, fait valoir M. El Hassan. Il cite, notamment, le renforcement de la coopération militaire et politique israélo-américaine lors de la visite de M. Shamir à Washington. « Nous savons, et les Jordaniens aussi, que 1984 n'apportera pas de solution au Proche-Orient, mais que c'est une année au cours de laquelle nous devrions réunir certaines cartes. Nous devons ensemble tirer les leçons de notre expérience avec les Américains et mettre un point sur la période à venir une politique commune qui devrait être orientée vers l'Europe ».

Le rôle de l'Europe

Le conseiller de M. Arafat affirme ainsi compter sur la France pour « convaincre » ses partenaires européens de jouer au Proche-Orient un rôle plus actif qui permettrait notamment de contre-balancer l'« alliance stratégique » israélo-américaine. « En contribuant, par exemple, à donner au plan arabe de l'États le mécanisme qui lui manque », poursuit M. Hani El Hassan, qui suggère que l'Europe occidentale fasse voter au Conseil de sécurité des Nations unies une nouvelle résolution allant dans ce sens. M. Hani El Hassan reconnaît que la « carte européenne » est surtout défendue par les Palestiniens. « Les Jordaniens ne sont pas contre, ils sont prêts à essayer, assure-t-il, mais ils pensent que ce n'est pas suffisant et qu'il est encore possible de faire quelque chose avec les Américains ».

« Quoi qu'il advienne, la clé d'un règlement au Proche-Orient demeure entre les mains des Améri-

Jérusalem entretient l'incertitude sur ses intentions

De notre correspondant

s'engageant solennellement ou secrètement à ne pas compliquer la tâche de l'O.L.P., une organisation qui, il y a moins d'une semaine, revendiquait la paternité d'un attentat ayant tué cinq civils. Ce serait renverser les rôles, et le monde ne peut espérer qu'Israël, en garantissant sa non-intervention, fasse cadeau en quelque sorte d'une saut-conduit à son pire ennemi.

On voit mal, en effet, M. Shamir consentir à un tel sacrifice. D'ailleurs, qui, hormis Washington, aurait les moyens d'extorquer une telle promesse à Israël et de convaincre l'O.L.P. qu'elle serait tenue ? C'est bien pour cela que M. Meridor a souligné dimanche que Jérusalem ne s'était à aucun moment senti obligé envers Washington à laisser le libre passage aux loyalistes de l'O.L.P.

Israël se trouve en position de force et ne se prive pas d'en tirer parti. En laissant croire que M. Arafat et ses hommes ne risquent rien, M. Shamir évite de tenir le rôle du vilain, de passer pour l'homme empêché de tourner en rond qui fait obstacle au bon déroulement d'une évacuation présentée comme « humanitaire » par les Nations unies. Mais en enveloppant ses véritables desseins d'un halo d'incertitude, le premier ministre israélien attise la nervosité de M. Arafat et paralyse, sans rien faire, toute l'opération. L'ambiguïté qu'il entretient délibérément lui permet de gagner sur tous les tableaux.

Appel au roi Hussein

Sa position a de surcroît le mérite de la cohérence, car si son pays prometait de ne pas intervenir, il pourrait donner au monde l'impression trompeuse qu'Israël renonce au combat qu'il mène depuis vingt ans contre l'O.L.P., ce qui, bien entendu, est inexact. « Cette organisation », rappelle M. Meridor, ne devrait être ni au Liban ni ailleurs. Elle ne devrait pas exister puisque son objectif avoué est la destruction de l'Etat d'Israël par des moyens terroristes ».

Cela dit, les observateurs s'imaginent pas une action militaire contre des bateaux battant le pavillon de nations occidentales avec lesquelles Jérusalem entretient des relations diplomatiques normales. « Ce serait, écrit l'éditorialiste du Jerusalem

« Un appel de France-Palestine. - La négociation avec l'O.L.P. et Yasser Arafat, débouchant sur la création d'un Etat palestinien, est urgente, et il est indispensable que les combattants et leur chef puissent quitter Tripoli dans la sécurité et la dignité. L'Association France-Palestine en appelle à toutes les puissances membres de l'ONU pour assurer, en fonction de leurs possibilités d'action immédiate, une protection militaire à cette évacuation ».

Post, un acte de folie. Et d'ailleurs, à quoi servirait-il d'empêcher l'exode de l'O.L.P. ? A capturer les loyalistes du Fatah pour les incarcérer à nouveau au camp d'Ansar ? A tuer Arafat en en faisant un martyr plus prestigieux qu'il ne l'aurait jamais été pendant sa vie ? Le gouvernement peut difficilement avouer publiquement que la meilleure solution consiste à laisser partir Arafat et ses hommes. C'est peut-être pour cela qu'il fait beaucoup de bruit. Mais c'est un exercice de relations publiques destiné à l'opinion internationale ».

Le gouvernement israélien a, d'autre part, invité une nouvelle fois et avec insistance le roi Hussein à « participer aux négociations amorcées par Israël avec l'Égypte dans le cadre des accords de Camp David ». « La perte d'influence de l'O.L.P., a souligné M. Meridor, autorise le souverain à se joindre à des discussions sans en demander la permission aux terroristes. Elles pourraient avoir lieu à Jérusalem, à Amman ou dans n'importe quel autre endroit neutre. Nous ne posons aucune condition préalable ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE LIBANAISE PROCLAME LE DROIT DES CITOYENS EXPATRIÉS À PARTICIPER À LA VIE POLITIQUE

Le conseil des patriarches et archevêques catholiques au Liban, présidé par le cardinal maronite Antonios-Boutros Khoreiche, a publié, le samedi 10 décembre à Beyrouth, un document résumant en neuf points les « options libanaises » du haut clergé catholique du pays, et sa conception de « l'entité, du régime et du devenir » du Liban.

Ce document réaffirme « l'unité du Liban, de son peuple et de ses institutions », le considère comme la « patrie définitive » des Libanais et réaffirme « son appartenance à son milieu arabe ». Tout Libanais, établi au Liban ou dans un pays d'émigration, a selon ce document, « le droit de participer à la vie politique, sociale et nationale du pays ».

Le haut clergé catholique au Liban « ne s'oppose pas à une laïcisation réelle de l'Etat » et réaffirme ses options concernant un « régime présidentiel démocratique » dans le cadre d'une « économie libre ». Au sujet des massacres de chrétiens commis cette année dans le Chouf, à Aley et dans le Haut-Metén, les prélats ont demandé « une enquête internationale pour faire toute la lumière sur les massacres et les ignominies qui y furent commis ».

(A.F.P.)

[Le Liban compte plus d'un million de chrétiens, dont 350 000 sont des expatriés non chrétiens, catholiques ou orthodoxes.]

M. BEGIN SORT DE SA RÉCLUSION VOLONTAIRE

(De notre correspondant.)

Jérusalem. - Amnagil, le téte pâle, M. Menahem Begin a mis fin, samedi 10 décembre, après le repos du sabbat, à une réclusion volontaire de cent deux jours. Les photographes de presse, qui battaient la semelle jour et nuit depuis de longues semaines devant sa résidence officielle de la rue Belzour, ont enfin reçu leur récompense. Leurs objectifs ont pu fixer un vieillard souriant mais apparemment très affaibli.

M. Begin, rasé de près, semblait flotter dans son pardessus noir. Un dermatologue avait, précise-t-on, commencé la semaine dernière à soigner la maladie de peau dont souffrait l'ancien premier ministre depuis trois mois. Cette affection l'avait obligé à laisser pousser une épaisse barbe grise. L'ancien reclus a été emmené dans un quatre pièces au foyer mensuel de 400 dollars, situé à Yaseh, d'un nouveau quartier de Jérusalem. Il y habitera, près de son fils Binjamin. On prête à M. Begin l'intention d'écrire la suite de ses Mémoires.

J.-P. L.

Koweït

Vagues d'attentats

(Suite de la première page.)

L'ambassade américaine se trouve sur la corniche de Koweït près du palais Dasman où réside le cheikh Jaber, émir de Koweït. Elle est entourée d'un mur de 3 mètres de haut et gardée en permanence par l'armée koweïtienne. Selon des témoins, l'incendie qui s'était déclaré a été maîtrisé. L'entrée de l'hôtel Hilton, proche de l'ambassade a été endommagée par l'explosion.

A l'aéroport de Koweït, la déflagration, une demi-heure après celle de l'ambassade américaine paraît s'être produite dans une Buick garée dans le parc-voiture des employés de la tour de contrôle.

Plusieurs quartiers de Koweït ont été bouclés par la police, et une grande nervosité règne dans la ville, traversée par des ambulances. Le cheikh Nawaf et le cheikh Sabah, respectivement ministre de l'Intérieur et des affaires étrangères se sont rendus sur les lieux des attentats. - (A.F.P., A.P., Reuter.)



Le drame de l'enfant doué

ALA RECHERCHE DU VRAI SOI

Par Alice Miller

Le drame de l'enfant doué, de l'enfant sensible et éveillé, consiste dans le fait qu'il ressent très tôt les besoins et les troubles de ses parents et s'y adapte. Il apprend alors à dissimuler ses sentiments les plus intenses, que ses parents supportent mal. Ainsi la partie la plus vitale de l'individu, la source du vrai Soi, ne sera pas vécue.

Collection « Le fil rouge », 144 pages - 55 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

PROCHE-ORIENT EUROPE

Un appel pour les disparus du monde arabe

M. Abbas Alduais, docteur d'Etat en pharmacie, membre fondateur de l'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe, nous a adressé le texte suivant :

Les projecteurs de l'actualité, braqués en ce moment sur le Liban, laissent dans l'ombre la masse des atteintes aux droits de l'homme qui sont perpétrées quotidiennement, de façon saugrenue parfois, plus foudroyée ailleurs, dans l'ensemble du monde arabe.

C'est pour que soient enfin reconnus et respectés ces droits que l'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe s'est créée en avril 1983 et qu'elle lance une campagne destinée à dénoncer une des plus lâches et des plus cruelles pratiques qui ont cours dans cette région du monde : l'enlèvement politique.

Combien sont les « disparus » du monde arabe ? Il est impossible d'en avoir une idée précise, puisque les auteurs de ces enlèvements ont précisément pour but de se soustraire à toute publicité. En additionnant les chiffres que nous possédons, qui font état de plusieurs milliers de disparus parmi les Libanais et les Palestiniens, en Arabie Saoudite, en Irak, au Maroc, en Syrie, au Yémen du Nord et au Yémen du Sud, on arrive à un minimum de cinq mille disparus, chiffre très en-deçà de la réalité, puisque nos listes sont loin d'être complètes.

Qui sont les « disparus » du monde arabe ? On relève parmi eux des commerçants et des ouvriers, des retraités et des mères de famille, des vieillards et des adolescents ; pour la plupart, des opposants politiques et aussi des personnes dont on ignore ce qui a motivé leur disparition. Il faut cependant souligner que les intellectuels et les jeunes constituent une part importante de ces « disparus ».

Que deviennent les « disparus » ? Il est le plus souvent impossible d'obtenir des renseignements à ce sujet, ce qui, en soi, suffit à inspirer les craintes les plus vives. Les quelques informations que sont parvenues à recueillir certaines familles ne sont pas rassurantes à cet égard : les lieux de détention clandestins, le froid, la faim, les maladies et les tortures sont bien souvent leur lot.

Les disparus du monde arabe sont en quelque sorte disparus doublement : éliminés physiquement, ils sont aussi les oubliés de l'opinion publique, qui ignore leur sort et jusqu'à leur existence... Aussi barbare et, hélas ! aussi répandue dans le monde arabe qu'en Amérique latine, la pratique de l'enlèvement politique mérite pourtant la même blâme et la même dénonciation que partout ailleurs.

ISTH 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
PREPA SCPO
EXAMEN D'ENTRÉE EN AP
SESSIONS SEMESTRIELLES
Janvier à Juin ou Février à Juin
TESTS D'ADMISSION
AUTEUR : G. A. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. : 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris
Tél. : 585.59.35

LE GRAND ESPACE DE L'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE A MONTPARNASSE.

RYO

UNE PRESTATION PROFESSIONNELLE QUI VA PLUS LOIN.

PLACES RÉSERVÉES POUR TRAITER VOTRE SURCROÎT DE TRAVAIL.

4 bons disponibles.

RYO, 94 Bd du Montparnasse 75014 Paris Tél. 281.45.35 42 rue de Paris 92000 La Plaine Tél. 429.50.50

La Pologne deux ans après

(Suite de la première page.)

Il faut croire que tout cela ne suffit pas, puisque le ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak, a annoncé que ses subordonnés allaient redoubler d'efforts pour lutter contre l'ennemi « antisocialiste », et regretté au passage la trop grande clémence des tribunaux. Le rythme des arrestations semble d'ailleurs s'être accéléré au cours des dernières semaines, et certains, à Varsovie, y voient la conséquence de la récente visite du chef du K.G.B. soviétique.

Plus important encore est le travail législatif accompli patiemment à l'instigation du général Jaruzelski : loi sur le « parasitisme social » — une invention soviétique inconnue jusque-là en Pologne, — loi sur le secret administratif et le secret d'Etat qui fait passer une menace permanente sous deux autres qui donnent des informations, en particulier à des étrangers, et aussi tout le dispositif juridique qui a accompagné la suspension au 1^{er} janvier dernier, puis la levée, au mois de juillet, de l'état de guerre, et qui a renforcé considérablement l'arsenal répressif « normal ». Toute participation à une action de protestation « illégale » est désormais passible de trois ans de prison (M^{me} Anna Walentynowicz vient d'être arrêtée à ce titre), tout comme la participation à une « organisation dissoute » (c'est-à-dire, par exemple, cotiser pour Solidarité).

Si tout cela ne suffit pas, le pouvoir peut désormais décréter à tout moment l'état d'exception — une autre nouveauté en Pologne, sans autre nouveauté en Pologne, sans

avoir besoin, comme ce fut le cas il y a deux ans, de réveiller en pleine nuit les membres du Conseil d'Etat et les prier de signer les décrets d'un « état de guerre » qui peut difficilement servir deux fois.

Le but de toutes ces mesures est clair : il est de rendre toute forme d'opposition illégale : la tactique des membres du KOR (comité de défense des ouvriers), qui, à la fin des années 70, avaient exploré toutes les franges de la légalité, utilisés les lacunes du dispositif répressif, est désormais impraticable. C'est pourquoi le concept de « clandestinité » est devenu si flou : l'opposition est clandestine presque par définition, si l'on excepte le cas de M. Walesa, protégé par le prix Nobel et sa renommée mondiale, ou de quelques prêtres, protégés provisoirement par leurs soutiens.

Des réalités incontournables

Le pouvoir n'a pas fait preuve de moins de méthode dans la mise au pas des milieux « créateurs » : les unions des journalistes, des écrivains, des artistes plasticiens, des auteurs, ont été dissoutes. L'association des cinéastes a dû sacrifier sa direction, Andrzej Wajda en tête : les associations parfaitement obéissantes, créées à leur place, existent à peine, mais les apparences sont sauves.

L'équipe dirigeante n'a donc pas ménagé sa peine pour combler, au

moins en partie, le fossé qui séparait la Pologne du modèle soviétique. Parallèlement, l'économie a été réorientée vers les échanges avec le bloc de l'Est et l'intégration : les sanctions occidentales et surtout le manque de crédits en devises ont, certes, joué leur rôle, mais les responsables soulignent sans cesse qu'il s'agit avant tout, là aussi, de réparer les erreurs du passé.

L'ennui, pour les dirigeants polonais, est que toute cette politique, logique en apparence, imparable même, ne fonctionne guère, ou plutôt se heurte à des réalités incontournables. D'abord, une situation économique toujours aussi inextricable, durement ressentie par la population, dangereuse pour le pouvoir, et dont personne ne semble voir l'issue, en l'absence d'une aide occidentale massive : comment obtenir ces crédits sans cesser de conspirer un Occident responsable de tous les maux, instigateur de la subversion ? Le problème demeure, comme en témoignent l'intérêt porté, au-delà des frontières de la presse officielle, aux récentes déclarations de M. Walesa en faveur d'une levée des sanctions américaines.

M. Jaruzelski n'ignore pas non plus qu'il n'a toujours pas réussi à chasser les acteurs qui lui font concurrence sur la scène politique (les dirigeants clandestins de Solidarité, le trublion Walesa), ni même à contraindre l'Eglise à se retirer sur le seul terrain de la religion : avec cet interlocuteur dont il reconnaît l'importance et le poids, il a joué depuis deux ans un jeu très serré, mais

sans en tirer d'avantage décisif. S'il a consenti à la venue de Jean-Paul II, au mois de juin, c'était sans doute pour montrer que le pape, au-delà de belles et fortes paroles, ne pouvait pas grand-chose : un pari gagné en apparence, mais qui n'efface pas vraiment le message laissé par le pape, son appel à refuser la répression. Cette visite a aussi insufflé une énergie nouvelle au clergé. Comment faire taire à présent ces prêtres qui proclament de plus en plus fort leur « refus du mensonge », réclament la libération des prisonniers, exaltent le rôle des clandestins ? Les pressions exercées sur l'épiscopat, les menaces de procès peuvent-elles suffire ?

Ni l'offre d'« amnistie » ni les efforts redoublés des policiers n'ont en tout cas suffi pour liquider les structures clandestines de Solidarité, la presse « illégale » qui continue à diffuser des dizaines de milliers d'exemplaires. Les arrestations ont été nombreuses, mais les défections rares, et même les prisonniers politiques dont le pouvoir voudrait se débarrasser en les expulsant refusent ces propositions « insultantes » : un sens aigu de l'honneur n'est pas seul en cause. Pour eux, la lutte n'est pas finie, et ils le montrent.

Et puis, à Gdansk, il y a toujours ce petit homme insaisissable, que les gens du pouvoir ont régulièrement sous-estimé : M. Walesa, prix Nobel de la paix, renforcé dans son autorité par ses rencontres avec les dirigeants clandestins de Solidarité, et plus déterminé que jamais à continuer.

Pendant combien de temps ? Il ne faut pas se faire d'illusions, a-t-il déclaré tout récemment, la victoire n'est pas pour demain. Et il faut y parvenir avec le moins de pertes possible. Pour M. Walesa, comme pour presque tous ceux qui préfèrent toujours agir dans l'« esprit » de Solidarité, le programme, le choix des actions, sont en fait secondaires. Ce qui importe, c'est durer, grignoter sans relâche ce que le pouvoir s'est approprié, reconquérir des petits espaces de liberté ou d'autonomie, et limiter les dégâts. Mais pas au point de renoncer à toute forme de manifestation, de protestation publique : car, malgré les risques, il faut là aussi témoigner : c'est pour cela que la commission provisoire de coordination (la T.K.K.) a appelé à manifester le 16 décembre, sans illusion sans doute sur le résultat.

Ce combat, à l'évidence, ne peut plus être celui d'une minorité : car pour la foule grise et lasse qui passe des heures à attendre devant des magasins à moitié vides, qui affronte chaque jour les mille difficultés insupportables en Europe occidentale de la vie quotidienne, durer, c'est simplement subsister.

Encore faut-il que les « sacrifices » demandés par le régime — comme cette nouvelle hausse des prix attendue pour janvier — restent dans les limites du supportable. Sinon, quelles que soient les précautions ou les menaces, tout pourrait à nouveau basculer.

JAN KRAUZE.

DANS LE DISCOURS LU EN SON NOM A OSLO

« Celui qui a respiré l'air de la liberté ne se laissera pas abattre » à déclaré M. Lech Walesa

Les autorités polonaises ont annoncé samedi 10 décembre en fin d'après-midi, avec six heures de retard sur l'événement, la remise officielle du prix Nobel de la paix 1983 à M^{me} Danuta Walesa, qui l'a reçu à Oslo au nom de son mari. Le président de Solidarité a suivi la cérémonie en direct à la radio, en écoutant la voix de l'Amérique, partiellement brouillée.

M. Walesa a lancé samedi un appel à la paix dans le monde au cours d'une conférence de presse

improvisée dans son appartement. « La situation en Pologne est mauvaise, et l'on ne peut pas exclure des gestes désespérés. La société polonaise est raisonnable, mais il y a des situations qui peuvent la contraindre » (à cesser de l'être), a-t-il ajouté. Le président de Solidarité s'est entretenu, à Gdansk, pendant un quart d'heure avec M. John Davis, chargé d'affaires des Etats-Unis en Pologne. Ce dernier lui a transmis les félicitations du président Reagan.

De notre envoyé spécial

des deux côtés qu'il fallait s'entendre pour empêcher une nouvelle effusion de sang. Ce qui semblait jusqu'alors impossible devient réalité : nous avions conquis le droit de nous associer dans des syndicats indépendants du gouvernement, créés et organisés par les travailleurs eux-mêmes.

Appel à la réconciliation

M. Walesa assura ensuite que le syndicat indépendant n'a pas convoité le pouvoir, qu'il n'a pas violé la Constitution et que, pendant les quinze mois de l'existence de Solidarité, pas une seule personne n'a été tuée ou blessée.

Le lauréat du prix Nobel souligne que les Polonais ne se résignaient pas à être privés de liberté syndicale, et il réclame l'annulation des procès en préparation contre les onze militants et dirigeants de son mouvement, ainsi que la libération des personnes détenues à cause de leurs convictions : « Celui qui a éprouvé la force de Solidarité et respiré l'air de la liberté ne se laissera pas abattre. Mon espérance la plus profonde est que mon pays retrouve sa chance historique d'évolution pacifique et que ce soit justement la Pologne qui montre au monde que la solution aux problèmes les plus difficiles ré-

sident dans le dialogue et non dans la force ».

A plusieurs reprises dans son discours, M. Walesa a lancé un appel au rapprochement entre les peuples, à la réconciliation nationale, car « je considère toujours, malgré tout ce qui se passe dans mon pays depuis deux ans, que nous n'avons pas d'autre choix que de nous entendre ». Il n'a pas mentionné une seule fois — pas plus que son épouse la veille — le nom du général Jaruzelski, sans doute pour ne pas transformer les cérémonies d'Oslo en une manifestation d'hostilité au pouvoir.

Le comité Nobel norvégien avait été, samedi, nettement plus sévère dans sa condamnation du régime polonais. Pour M. Walesa, la paix en Pologne est un élément indispensable de la paix en Europe. Il avait récemment souhaité la levée des sanctions économiques contre son pays. Dans le discours d'Oslo, il est allé plus loin en déclarant : « Il est nécessaire d'assister la Pologne, et la Pologne mérite d'être aidée », car la situation économique précaire dans laquelle elle se trouve touche directement les familles dans leur vie quotidienne. « Si la crise continue, dit-il, elle peut avoir des répercussions dans toute l'Europe ». Il semble donc que M. Lech Walesa demande maintenant à tous les pays occidentaux qui soutiennent la cause de Solidarité, non seulement de revenir sur les sanctions prises, mais encore d'accorder une aide économique à la Pologne. Enfin, le lauréat du prix Nobel a rendu hommage à tous ses camarades qui sont tombés dans la lutte pour les droits syndicaux et civiques, à ceux qui sont en prison ou attendent leur procès et à tous les Polonais qui « restent fidèles à notre cause ».

Les Norvégiens ont véritablement adopté Danuta et Bogdan, l'épouse et l'aîné des sept enfants de M. Walesa. Dans la soirée du 10 décembre, par -10°, environ 1 500 personnes ont défilé, un flambeau à la main, devant le grand hôtel où ils logeaient. A l'entrée de l'université, des Norvégiens avaient déposé plusieurs couronnes de fleurs ornées de bougies, comme on le fait un peu partout en Pologne. Dimanche, M^{me} Walesa et son fils ont assisté, à la cathédrale d'Oslo, à une messe eucharistique qui mettait le point final aux cérémonies.

ALAIN DEBOVE.

U.R.S.S.

M. Sakharov a été exilé pour des « raisons humanitaires » affirme un dirigeant soviétique

M. André Sakharov n'a pas été exilé à Gorki, en janvier 1980, pour avoir critiqué la politique soviétique, pris la défense de toutes les victimes de l'arbitraire ou demandé l'application des accords d'Helsinki, comme on l'avait cru à l'époque. C'est pour des « raisons humanitaires » que les autorités soviétiques ont relégué de force le prix Nobel de la paix à 300 kilomètres de Moscou, dans une ville fermée aux étrangers, dont il lui est interdit de sortir.

Cette étonnante explication a été donnée, récemment, par M. Ruben, président du Soviet des nationalités de l'U.R.S.S. M. Ruben a ajouté, au cours d'une conférence de presse tenue osou à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, que M. Sakharov était un homme très doux, mais aussi un homme malade avec des problèmes mentaux, que, à son avis, il s'agissait d'une maladie mentale. C'est pour sa propre tranquillité d'esprit que l'académicien a été relégué, où il a les mêmes droits que tous les citoyens soviétiques sans celui de quitter la ville.

De son côté, M. Sakharov n'en continue pas moins à lutter pour les droits de l'homme. Avec sa femme, M^{me} Helena Bonner, il vient de lancer un appel en faveur de M. Youri Chikhonovitch, un mathématicien arrêté le 17 novembre sous l'accusation d'« agitation et propagande antisoviétiques ».

Quatre lauréats du prix Nobel, MM. William Golding (littérature), William Fowler (physique), Henry Taube (chimie) et Gérard Debreu (économie) ont, de leur côté, adressé une lettre à M. Youri Andropov afin que M. Sakharov puisse recevoir des soins médicaux et soit autorisé à quitter l'Union soviétique, a annoncé le samedi 10 décembre le quotidien suédois Svenska Dagbladet.

A Moscou, seize personnes au moins, dont le fils du dissident juif Yossef Begun, ont été interpellés samedi alors qu'elles participaient à une manifestation organisée à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme. Les manifestants s'étaient regroupés sur la place Pouchkine, dans le centre de Moscou, pour participer à une veillée qui a lieu tous les ans. Des policiers en uniforme et en civil sont immédiatement intervenus.

Une dizaine de jeunes Soviétiques ont, d'autre part, observé dimanche

une veillée à la mémoire de John Lennon. La police a interpellé trois des jeunes gens et a saisi une affiche antiaméricaine. Cette commémoration a eu lieu sur les collines Lénine, lieu traditionnel de promenade pour les Moscovites le dimanche. (A.F.P., A.P., Reuters.)

Italie

SIX DIRIGEANTS DE PRIMA LINEA SONT CONDAMNÉS A LA DÉTENTION A VIE

Turin (A.F.P.-Reuters). — Le procès de cent trente-quatre membres du mouvement d'extrême gauche Prima Linea s'est achevé, le samedi 10 décembre à Turin, après plus de six mois d'audiences, par neuf condamnations à la prison à vie, dont six pour des dirigeants du groupe, et six condamnations à plus de trente ans. Les accusés, qui ont assisté au procès enfermés dans des cages, répondaient de plusieurs centaines d'inculpations dont huit pour meurtre.

Giulia Borelli qui, le mois dernier, a donné naissance à des jumeaux conçus pendant le procès, a été condamnée à trente ans de prison de même que son mari Enrico Galmozzi.

Marco Donat Cattin, fils de l'ancien secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Carlo Donat Cattin, et « repent » célèbre, a été condamné à huit ans de réclusion, mais la cour lui a accordé la libération provisoire, ainsi que le permet la loi. Marco Donat Cattin ne pourra toutefois recouvrer la liberté qu'au terme d'autres procès dans lesquels il est également accusé.

D'autres « repentis » ont aussi bénéficié de réductions de peines.

Yougoslavie

LE MINISTRE DES FINANCES AURAIT DONNÉ SA DÉMISSION

(De notre correspondant.)

Belgrade. — Selon des rumeurs qui circulent depuis plusieurs jours, M. Jozef Florjancic, ministre fédéral des finances, aurait présenté sa démission. Ces rumeurs cependant ne sont ni confirmées ni démenties par les sources officielles.

La démission de M. Florjancic — si elle était confirmée — n'aurait pas été provoquée par le problème de la dette extérieure yougoslave, dont les modes de règlement ont déjà été fixés par des rapports conclus entre républiques et régions autonomes sur des problèmes de politique intérieure. — P. Y.

Bangladesh

Le général Ershad se proclame chef de et libère des opposants

Le général H.M. Ershad, « adversaire avoué » du chef de l'Etat Ziaur Rahman, a été nommé chef de l'Etat du Bangladesh le 11 décembre, et a nommé le commandant en chef de l'armée, le général Ziaur Rahman, à la présidence de la République. Le général Ershad a déclaré qu'il avait l'intention de poursuivre la politique de développement économique et de libération des opposants.

Le général Ershad a déclaré qu'il avait l'intention de poursuivre la politique de développement économique et de libération des opposants. Il a nommé le commandant en chef de l'armée, le général Ziaur Rahman, à la présidence de la République. Le général Ershad a déclaré qu'il avait l'intention de poursuivre la politique de développement économique et de libération des opposants.

Le général Ershad a déclaré qu'il avait l'intention de poursuivre la politique de développement économique et de libération des opposants. Il a nommé le commandant en chef de l'armée, le général Ziaur Rahman, à la présidence de la République. Le général Ershad a déclaré qu'il avait l'intention de poursuivre la politique de développement économique et de libération des opposants.

Corée du Sud

LA RECONNAISSANCE DE PONGYANG « N'EST PAS D'ACTUALITÉ », déclare M. Park

La position de la République de Corée du Sud est claire à l'égard de la reconnaissance de la République populaire démocratique de Corée (P.D.R.). Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité.

Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité. Il a souligné que la République de Corée du Sud reste la seule Corée légitime.

Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité. Il a souligné que la République de Corée du Sud reste la seule Corée légitime.

Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité. Il a souligné que la République de Corée du Sud reste la seule Corée légitime.

Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité. Il a souligné que la République de Corée du Sud reste la seule Corée légitime.

Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité. Il a souligné que la République de Corée du Sud reste la seule Corée légitime.

Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité. Il a souligné que la République de Corée du Sud reste la seule Corée légitime.

Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité. Il a souligné que la République de Corée du Sud reste la seule Corée légitime.

Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité. Il a souligné que la République de Corée du Sud reste la seule Corée légitime.

Le président Park Chung-hee a déclaré que la reconnaissance de la P.D.R. n'est pas d'actualité. Il a souligné que la République de Corée du Sud reste la seule Corée légitime.

ASIE A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

Le général Ershad se proclame chef de l'Etat et libère des opposants

Le général H.M. Ershad, « administrateur en chef » de la loi martiale faisant fonction de chef de gouvernement, s'est proclamé lui-même chef de l'Etat, dimanche 11 décembre, et a annoncé la remise en liberté de personnalités de l'opposition arrêtées récemment. Le chef de l'Etat, M. A. Chowdhury, a démissionné. Il prend la tête d'un nouveau parti destiné à soutenir l'action du général Ershad.

De notre envoyé spécial

Dakha. - Dans une courte déclaration radiodiffusée, le général H.M. Ershad a annoncé, dimanche 11 décembre, sa décision d'assumer la présidence du pays. Arrivé au pouvoir à l'issue d'un coup d'Etat sans effusion de sang, le 24 mars 1982, il avait alors contraint à la démission le président en exercice, M. A. Sattar, élu lors des élections présidentielles, en novembre 1981.

Dans son discours, le général Ershad a expliqué que s'il n'avait pas voulu occuper la fonction de président à cette époque, c'était uniquement parce qu'il n'avait pas « des objectifs à court terme en vue ». En devenant l'« administrateur en chef de la loi martiale », il avait désigné un ancien juge, M. Ahsabullah Chowdhury, à la fonction présidentielle.

Le général Ershad avait justifié l'intervention de l'armée - la quatrième dans la courte histoire du Bangladesh - par la paralysie et la corruption du gouvernement Sattar. Il tire argument d'une reprise de l'économie, malgré une inflation

inquiétante - et dans une mesure moindre d'un assainissement de l'appareil administratif. Cependant le général Ershad n'a jamais réussi à convaincre les dirigeants politiques traditionnels, réduits au silence par l'imposition de la loi martiale et l'interdiction absolue de toute activité politique, de la sincérité de son intention de rendre le pouvoir aux civils dans « les plus brefs délais ». Il a tenté une première expérience, au mois de mars, lorsqu'il a annoncé un assouplissement de la loi martiale et levé l'interdiction de certaines réunions politiques. Six mois plus tard, « l'administrateur de la loi martiale » devait commettre sa première erreur d'appréciation en ne mesurant pas les conséquences de la levée de toutes les restrictions sur les activités politiques (Le Monde du 12 novembre). Presque aussitôt, plusieurs catégories professionnelles mécontentes avaient appelé à la grève, tandis que des manifestations politiques étaient organisées par deux coalitions d'opposition. L'une d'elles se place sous l'égide de l'ancienne ligue du peuple de Mujibur Rahman, premier président du Bangladesh, assassiné le 15 août 1975, lors d'un putsch militaire, et regroupe quinze organisations de gauche et de centre gauche. L'autre est conduite par la veuve d'un ancien président, assassiné le 30 mai 1980, M^{me} Khaleda Ziaur Rahman, qui rassemble autour d'elle sept formations alliées au parti politique fondé par son mari. Les dirigeants de ces deux regroupements font partie des personnalités remises en liberté.

Peu de temps plus tard, à l'issue de violentes émeutes, le général Ershad devait annoncer la suspension, à nouveau, des activités politiques (Le Monde du 29 novembre). Auparavant avait été créé un nouveau parti politique, composé notamment de factions dissidentes de la ligne Awami et du P.N.B., le Janadal (Parti du peuple). Il devenait alors évident que le Parti du peuple allait être pour l'administrateur de la loi martiale la plate-forme à partir de laquelle il allait lui-même contester les élections présidentielles devant, en principe, avoir lieu en 1984. L'opposition cependant demande que des élections législatives soient organisées avant la consultation présidentielle. Le général Ershad a sans doute craint que l'initiative lui échappe. Il a décidé de hâter les choses.

Dans son discours radiotélévisé, il a donné comme argument, pour justifier sa décision, le « succès de la conférence islamique » qui vient de se tenir à Dakha. Il a assuré ne devenir président que pour mieux permettre le « rétablissement de la démocratie ».

KIM GORDON-BATES.

Corée du Sud

LA RECONNAISSANCE DE PYONGYANG N'EST PAS D'ACTUALITÉ», déclare M. Fabius

La question de la reconnaissance de la Corée du Nord par la France « n'est pas d'actualité », a déclaré samedi 10 décembre, au cours d'une conférence de presse, M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, qui fait une visite officielle de trois jours en Corée du Sud. Il a aussi condamné l'attentat nord-coréen du 9 octobre à Rangoon au cours duquel quatre ministres sud-coréens ont été tués. M. Fabius a ajouté que M. Pierre Mauroy avait accepté le principe d'une visite à Séoul en 1984. Le président sud-coréen, le général Chun, « serait le bienvenu » en France. Quant à la visite en Corée du Sud de M. Mitterrand, il reste à fixer une date « adéquate ».

« La France est tout à fait disposée à opérer des transferts de technologie vers la Corée du Sud, comme elle l'a déjà fait par le passé », et la Corée du Sud est le premier pays asiatique à « coopérer de façon substantielle avec la France dans le domaine de l'énergie nucléaire », a déclaré M. Fabius. Parmi les principaux domaines évoqués au cours des conversations, figurent l'achat éventuel de l'Airbus par les Coréens, la participation de la France au développement de satellites de communication sud-coréens, la liaison ferroviaire rapide Séoul-Pusan, la nucléaire, la sidérurgie et la construction d'un métro. - (A.F.P., Reuters.)

Technique PICARD PROGRESS
MECANIQUE + ELECTRONIQUE
= PROTECTION RENFORCEE

En raison de la faiblesse de ses frais généraux, l'AFER (Association Française d'Epargne et de Retraite) ne peut faire une importante publicité mais elle tient à rappeler ses performances : 14,08 % en 1981 et 15,33 % en 1982, donc toujours supérieures aux organismes l'ayant imitée. Depuis 1976, l'AFER est à la source de la plupart des innovations en matière de retraite par capitalisation et notamment, avec la création du compte à versements libres.

Pourquoi se renseigner ailleurs ?

Remettez votre carte de visite à l'AFER, 74 rue Saint-Lazare, 75009 Paris, téléphone 285 72 12 en mentionnant la lettre M



Bolivie

DES PAYSANS TUENT DES PILLEURS D'EGLISE. - Des paysans furieux ont exécuté quatre pilleurs d'église qui avaient volé des tableaux de l'époque coloniale à Caquiaviri, au sud-est de La Paz et ont refusé de remettre aux autorités d'autres voleurs qu'ils détiennent encore, a-t-on appris, vendredi 9 décembre, de source policière. Les paysans ont coupé les mains d'un des quatre pilleurs avant de l'attacher, comme les trois autres, à un poteau d'exécution sur la place de la localité. - (A.F.P.)

El Salvador

SCISSON DANS LA GUERRILLA. - Les Forces populaires de libération (F.P.L.), l'une des organisations de guérilla, ont annoncé, le dimanche 11 décembre, qu'une scission s'était produite dans leurs rangs. L'origine de cette division, qui a provoqué la création d'un Mouvement ouvrier révolutionnaire (MOR), est liée aux événements du 6 avril 1983. Ce jour-là avait été assassinée, à Managua, Melida Anaya Montes, importante responsable des F.P.L. Deux semaines plus tard, le leader des Forces populaires, Cayetano Carpio, se suicida. A l'époque, il avait été indiqué que ce geste avait suivi la découverte, par le fondateur des F.P.L., que l'assassinat avait été commis par un de ses proches. L'organisation reconnaît aujourd'hui ce qui se murmure depuis lors : Anaya Montes avait été tuée par M. Carpio lui-même, en raison de divergences idéologiques. - (Reuters.)

Grande-Bretagne

ATTENTAT REVENDEUR PAR L'ARMÉE NATIONALE DE LIBERATION ÉCOSAISSE. - Un attentat contre la caserne de Woolwich (sud de Londres), qui a fait cinq blessés le samedi 10 décembre, a été revendiqué par l'armée nationale de libération écossaise, dans un appel téléphonique à l'agence de presse britannique Press Association. Quatre soldats et une femme ont été blessés par l'explosion d'une bombe. - (A.F.P.)

SAISIE D'ORDINATEURS AMÉRICAINS VRAISEMBLABLEMENT DESTINÉS À L'U.R.S.S. - Des ordinateurs fabriqués aux États-Unis et destinés probablement à l'Union soviétique ont été saisis, le dimanche 11 décembre, par les douanes britanniques dans le port de Poole.

Trois Britanniques ont été interrogés par la police à la suite de la saisie, qui est intervenue au moment où le matériel, enfermé dans un conteneur, devait être embarqué sur un ferry à destination de la France. Selon le Daily Mail, le conteneur, avec six ordinateurs américains, devait être envoyé en Tchécoslovaquie puis en Union soviétique. - (A.F.P.)

Namibie

APRÈS LE RETRAIT FRANÇAIS DU GROUPE DE CONTACT. - La position de la France est « très bien com-

prise » par la majorité des pays africains, a déclaré, jeudi 8 décembre, le président du Conseil des Nations unies pour la Namibie, M. Mohamed Sahnoun (Algérie), à la suite de l'annonce par M. Claude Cheysson, la veille, de la suspension de la participation française aux activités du « groupe de contact » sur la Namibie, comptant également les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Allemagne fédérale (Le Monde du 9 décembre). En revanche, le département d'Etat a fait savoir, jeudi, que le gouvernement américain « regretait » la décision de Paris, car « la France a joué un rôle important au sein du groupe de contact depuis sa création par l'ONU en 1978 ». - (A.F.P., Reuters.)

Suisse

MENACE SUR LA COALITION GOUVERNEMENTALE. - L'éviction de Mme Liliane Uchtenhagen, candidate officielle du parti au gouvernement helvétique, au profit d'un autre socialiste, M. Otto Stich, a relancé le débat sur la participation des socialistes au Conseil fédéral. Réunis, samedi 10 décembre, à Berne, le comité central du parti socialiste a ouvertement menacé de retirer ses deux représentants de la coalition gouvernementale. La décision appartiendra à un congrès extraordinaire, qui sera convoqué au début de l'année prochaine. - (Corresp.)

Tchad

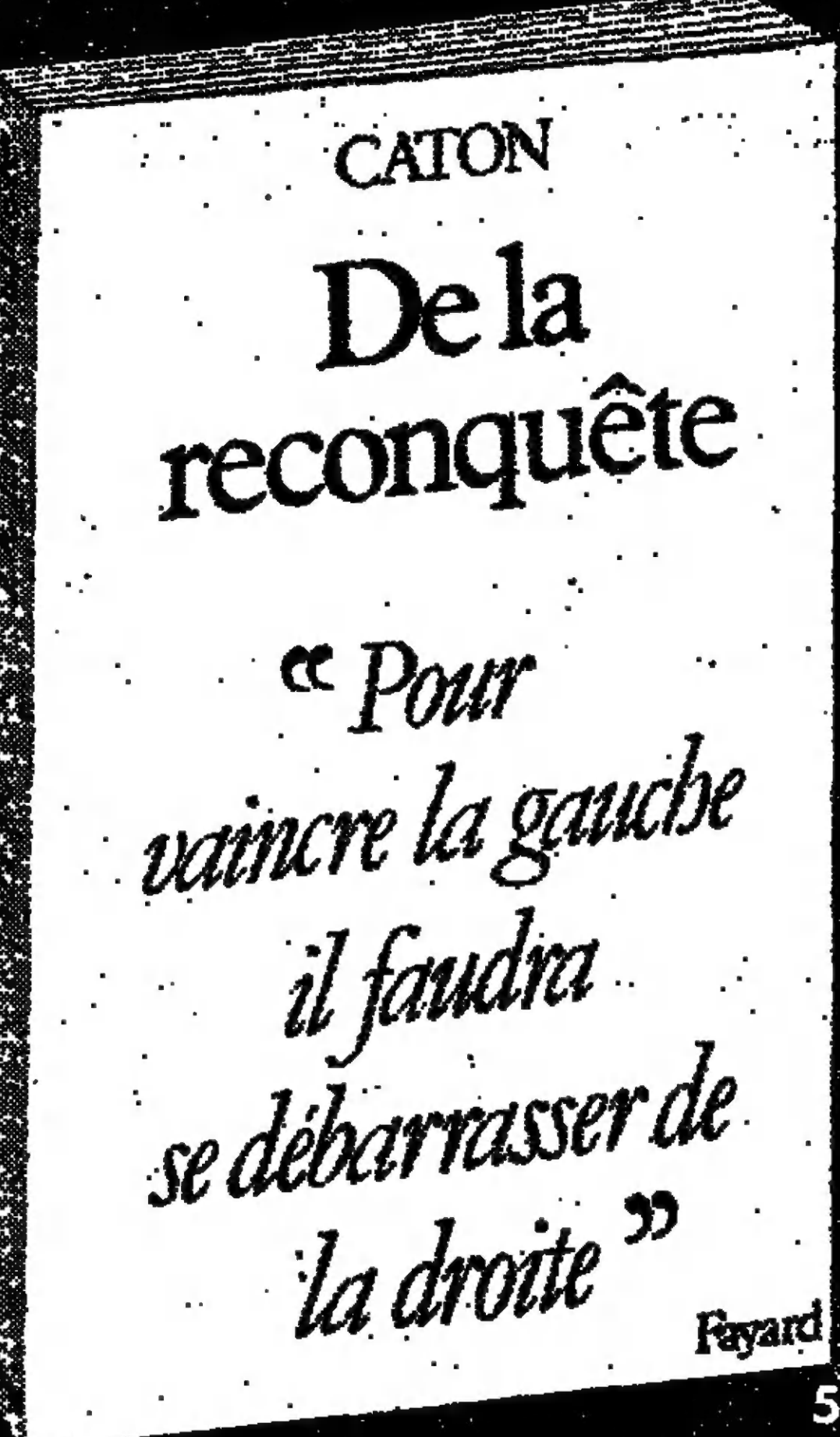
LA « TABLE RONDE » REPORTÉE EN JANVIER. - Initialement prévue pour le 21 décembre à Addis-Abeba (Le Monde daté 4-5 décembre), la conférence de réconciliation nationale a été reportée au 9 janvier, a annoncé, vendredi 9 décembre, le ministre éthiopien des affaires étrangères, président en exercice du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine. D'autre part, l'agence de presse tchadienne a affirmé vendredi que les récentes déclarations de M. Goukouni Oueddei (selon lequel le GUNT - gouvernement d'union nationale de transition, qu'il préside, - est le « seul gouvernement légitime du Tchad ») (Le Monde du 8 décembre) ont « porté un coup à l'espoir de réconciliation nationale ». - (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

ARRESTATION D'UN PACIFISTE. - M. Petr Pospichal, âgé de vingt-trois ans, militant pacifiste et dissident, a été arrêté à Prague, a-t-on appris, samedi 10 décembre. Ancien apprenti typographe, M. Pospichal avait déjà été condamné à onze mois de prison en 1978 et à un an et demi en 1982 pour « incitation à la rébellion ». Il avait été libéré en septembre dernier. Cette arrestation pourrait être liée à l'enquête menée par la police sur une pétition hostile à l'implantation de tous les missiles en Europe, y compris ceux que l'U.R.S.S. projette d'installer en Tchécoslovaquie, qui circule actuellement dans la région de Brno. - (A.F.P.)

LES CATONS CONTINUENT

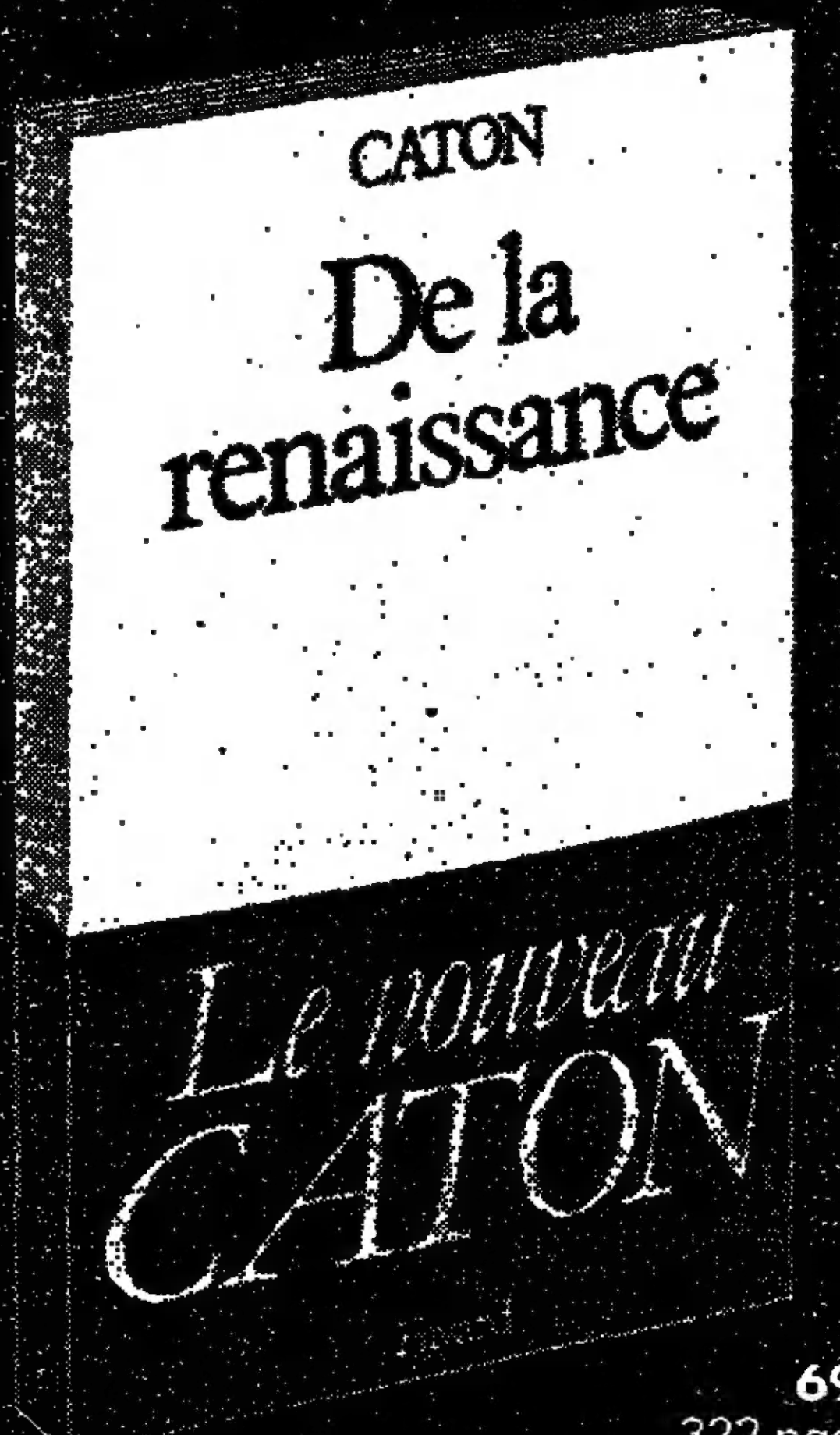
Quel meilleur professeur de volonté espérer que vous, Caton ?
Michel Prigent, Le Figaro



59 F
272 pages

Voilà sans doute l'un des ouvrages « politiques » les plus intelligents, les plus toniques, les plus démystificateurs qu'il nous ait été donné de lire depuis que la Gauche en dégelant le pouvoir a gelé les imaginations théoriques.

Jean-François Kahn,
Le Nouvel Observateur



69 F
322 pages

Je ne m'autodissous pas, je m'autorépands.
Caton - Bercoff
Les Nouvelles
FAYARD



L'image du père dans le mythe et l'histoire.

TOME I : ÉGYPTE, GRÈCE, ANCIEN ET NOUVEAU TESTAMENTS.

Par Hubertus Tellenbach et divers auteurs

L'image du père concrétise les questions fondamentales de toute anthropologie empirique, philosophique ou religieuse. Ce livre décrit la figure du père dans le récit et le monde quotidien, dans la réalité expérimentale et dans les systèmes philosophiques des civilisations méditerranéennes antiques. Collection « Psychiatrie ouverte » dirigée par Yves Pfiffner et Daniel Widlöcher, 192 pages - 110 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE.

POLONAIS
Les Nouvelles
FAYARD

DIPLOMATIE

APRÈS LES F.N.I. ET LES START

Les Soviétiques vont-ils également suspendre les conversations de Vienne sur la réduction des forces classiques en Europe ?

Après avoir mis fin à la négociation sur les armements nucléaires de portée intermédiaire (F.N.I.), puis suspendu les conversations sur les armements intercontinentaux (START), l'U.R.S.S. va-t-elle se retirer également d'une troisième négociation de désarmement, celle qui se déroule à Vienne depuis dix ans pour une réduction équilibrée des forces classiques en Europe centrale (M.B.F.R.) ? Telle est la question que l'on se pose dans les milieux diplomatiques et dont se fait l'écho ce lundi 12 décembre la New York Times.

Cette négociation M.B.F.R., qui, à la différence des deux pourparlers de Vienne, réunit non pas seulement les deux superpuissances, mais leurs principaux alliés du pacte de Varsovie et de l'OTAN, doit tenir jeudi 15 décembre sa dernière session avant la pause de Noël. Or, contrairement aux habitudes, aucune date de reprise au début de l'an prochain n'a été encore proposée par les pays de l'Est. En outre, un porte-parole du pacte de Varsovie à Vienne, cité par l'A.F.P., a déclaré le 7 décembre que le déploiement des missiles américains commençés en Europe occidentale crée une situation nouvelle et qu'il convient « d'élaborer et d'arrêter des concepts à long terme concernant la défense et le désarmement, et notamment l'avenir de la négociation de Vienne ».

Bien que les pourparlers M.B.F.R. ne portent pas sur les armements nucléaires, le lien avec les euro-missiles pourrait découler de l'intention soviétique de compléter par un renforcement de l'arsenal classique du pacte de Varsovie les contre-mesures nucléaires annoncées antérieurement par Moscou. Ce renforcement pourrait figurer parmi les autres mesures auxquelles a fait allusion le maréchal Ogarkov, chef d'état-major des forces ar-

mées soviétiques, au cours d'une conférence de presse à Moscou lundi 6 décembre.

Ainsi, le général soviétique Gribkov, chef d'état-major des forces armées unifiées du pacte de Varsovie, indique dans un entretien publié samedi 10 décembre par le quotidien de Berlin-Est Neues Deutschland que de nouvelles mesures, justifiées par « le caractère nouveau des préparatifs de guerre de l'OTAN », seront prises afin de « développer et perfectionner » les forces armées du pacte. Celles-ci seront dotées « des techniques et des armements les plus modernes », tandis que la « préparation au combat » sera renforcée.

Rendez-vous à Stockholm

En attendant l'échéance de jeudi sur les M.B.F.R., on note que le refus soviétique de poursuivre les pourparlers F.N.I. et START s'est durci ces derniers jours. Ainsi, M. Israël, représentant de l'U.R.S.S. auprès du comité du désarmement de l'ONU, a déclaré samedi au cours d'un colloque à Genève que ces négociations « sont mortes d'écroulement ». L'U.R.S.S., a-t-il ajouté, « ne participera plus à aucune d'entre elles, car les Etats-Unis s'en servent comme écran de fumée pour dissimuler des préparatifs militaires mettant notre pays en danger ».

Un autre son de cloche, il est vrai, est donné par M. Afanassiev, rédacteur en chef de la Pravda, dans un entretien publié samedi par le quotidien japonais Asahi Shimbun. M. Afanassiev, qui s'était déjà distingué par une critique du comportement des militaires soviétiques dans l'affaire du Boeing sud-coréen, y déclare que l'U.R.S.S. a l'intention de repré-

senter un jour les pourparlers START et qu'elle proposera alors de nouvelles réductions de toutes les catégories d'armements nucléaires, y compris à moyenne portée et tactiques.

Pour le moment en tout cas, la seule rencontre Est-Ouest qui demeure à l'ordre du jour est celle qui doit avoir lieu le 17 janvier à Stockholm à l'occasion de l'ouverture de la conférence pour le désarmement en Europe, prévue l'été dernier par l'accord de Madrid entre les trente-cinq participants au processus de la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Les pays de l'OTAN ont décidé d'y envoyer leurs ministres des affaires étrangères, et M. Shultz a exprimé l'espoir qu'il pourrait y rencontrer M. Gromyko. Mais les pays de l'Est n'ont pas encore fait savoir à quel niveau ils seront représentés à cette conférence.

La Roumanie devrait pousser au maintien du maximum de contacts entre l'Est et l'Ouest et plaider pour la poursuite des M.B.F.R. M. Ceausescu a redit dans un entretien accordé au Toronto Star et reproduit par l'agence roumaine Agerpres qu'il faut « que l'Union soviétique revienne sur sa décision de prendre des contre-mesures et que les discussions de Genève reprennent ». La Roumanie a été le seul pays du bloc de l'Est absent d'une réunion tenue vendredi 9 décembre à Moscou entre les secrétaires des partis responsables de l'idéologie et des relations internationales et qui, dans un communiqué, a attribué aux seuls Etats-Unis la responsabilité de l'aggravation de la situation internationale. Outre les six autres membres du pacte, les partis communistes de Cuba, de Mongolie, du Vietnam et du Laos étaient représentés à cette réunion.

M. T.

Manifestations pacifistes de Francfort à Greenham-Common

Des manifestations pacifistes ont eu lieu, samedi 10 et dimanche 11 décembre, dans plusieurs villes de R.F.A., en signe de protestation contre le déploiement des fusées américaines Pershing-2. A Francfort, quatre mille personnes, avec à leur tête des syndicalistes et des députés Verts, ont défilé avant de se retrouver devant la base américaine de Hahn où sont assemblés, selon les pacifistes, une partie des Pershing-2 arrivés fin novembre. Une centaine de personnes ont été interpellées et six policiers blessés au cours d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants.

A Dortmund, dans la Ruhr, plus de dix mille personnes ont assisté, dimanche, à une fête baptisée

« Les sportifs pour la paix, contre les armes nucléaires », organisée par le mouvement pacifiste. Des champions — le Soviétique Valeri Borzov, le Tchecoslovaque Emil Zatopek — ainsi que M. Willy Damm, président du comité olympique de R.F.A., assistaient à la manifestation.

Aux Pays-Bas, quatre mille manifestants ont protesté, dimanche, devant la base de Woensdrecht, dans le sud du pays, où doivent être installés des missiles de croisière. Organisée par le mouvement Les femmes pour la paix, la manifestation avait aussi pour but d'apporter un soutien aux femmes de Greenham-Common qui protestaient le même jour.

Quatre ans après la « double décision » de l'OTAN...

Londres. — « Un jour après... », vingt-cinq mille à trente mille personnes ont manifesté, le dimanche 11 décembre, autour de la base de Greenham-Common, où sont entreposés les premiers missiles de croisière arrivés en Grande-Bretagne. Pour le mouvement pacifiste britannique, il s'agit, non seulement, de marquer le quatrième anniversaire de la décision prise par l'OTAN, mais aussi — et surtout — de profiter de l'émotion causée par la diffusion, la veille au soir, sur l'une des deux chaînes de télévision indépendantes, du film *The Day After*, qui décrit l'effet d'une attaque nucléaire sur une petite ville des Etats-Unis et qui a dernièrement provoqué bien des remous outre-Atlantique.

Environ douze millions de téléspectateurs britanniques — y compris

De notre correspondant

M. Thatcher — ont assisté à cet « événement », redouté par le gouvernement. M. Michael Heseltine, secrétaire d'Etat à la défense, avait réclamé le droit de faire une mise au point au moment de la diffusion, mais la chaîne de télévision le lui a refusé. Il s'est rattrapé, dimanche, tant sur le petit écran qu'à la radio, dans de multiples interventions, pour souligner que le politique de dissuasion du gouvernement britannique de l'OTAN avait précédemment pour but d'éviter le danger relatif dans le film.

La diffusion du film n'a cependant pas provoqué autant de réaction qu'on le pensait auparavant. Des stations de radio qui avaient installé des standards téléphoniques spéciaux pour recueillir les impressions du public ont enregistré beaucoup moins d'appels que prévu.

Cinquante et une personnes ont cependant été arrêtées à Greenham-Common, lorsque les manifestants ont, attaché quelques dizaines de

● Les relations entre les P.C. chinois et français. — Les divergences qui opposent le parti communiste chinois au P.C.F. au sujet de l'Afghanistan, du Vietnam et du Cambodge ne brisent en rien l'amitié entre nos deux partis », a déclaré M. Xi Zhongxun, membre du bureau politique du P.C.C. à l'issue du séjour qu'il vient d'effectuer en France à l'invitation du P.C. français. M. Xi Zhongxun, qui est aussi membre du secrétariat du comité central du P.C.C., était arrivé à Paris le 23 novembre. Sa visite faisait suite au voyage en Chine, en octobre 1982, de M. Georges Marchais avec qui le dirigeant chinois a eu un entretien, vendredi 2 décembre, au siège du P.C.F.

mètres de la clôture entourant la base. Les militantes, qui campent depuis deux ans sur place, ont été encouragées par l'importance de la manifestation. (1) et ont rappelé qu'elles feraient tout pour empêcher la sortie des missiles hors de la base, lors des exercices qui sont nécessaires à la mise en œuvre de ce système d'armes.

FRANCIS CORNU.

(1) Selon un sondage de l'Institut Harris, 52 % des Britanniques interrogés, contre 36 %, désapprouvent la façon dont le problème des missiles de croisière a été traité par le gouvernement de M. Margaret Thatcher. 58 %, contre 33 %, estiment que le mouvement pacifiste britannique ne constitue pas un danger pour de futures négociations américano-soviétiques sur le désarmement, argument souvent employé par le ministre de la défense. Si les négociations de Genève reprenaient, 66 %, contre 24 % pensent que la Grande-Bretagne devrait proposer d'inclure sa propre force de dissuasion dans le potentiel occidental, ce que refuse le gouvernement Thatcher.

● Consultations franco-japonaises. — Des consultations bilatérales entre la France et le Japon ont eu lieu vendredi 2 et samedi 3 décembre, au Quai d'Orsay. Le Japon est représenté par M. Matsunaga, vice-ministre des affaires étrangères, et par M. Uchida, ambassadeur du Japon en France. M. Francis Guitman, secrétaire général du Quai d'Orsay, dirige la délégation française. Deux précédentes consultations franco-japonaises du même type ont déjà eu lieu au printemps 1982 et au printemps 1983.

La conférence islamique de Dakhla

LE COMMUNIQUÉ FINAL PASSE SOUS SILENCE LES CONFLITS IRAKO-IRANIEN ET INTERPALESTINIEN

Dakhla (A.F.P.). — Le conflit entre l'Irak et l'Iran a menacé l'unité de l'Organisation de la conférence islamique (O.C.I.) et failli entraîner l'échec de la quatorzième conférence ministérielle de cette organisation panislamique qui s'est tenue, du mardi 6 au dimanche 11 décembre, dans la capitale du Bangladesh.

L'opposition de la délégation irakienne à l'adoption d'une résolution sur le conflit — et son boycottage des séances pendant près de vingt-quatre heures — ont interrompu les travaux, samedi, et obligé les délégués à tenir une dernière séance ministérielle de quinze heures. Si la conférence a pu se terminer avec une unité de façade retrouvée c'est que l'Irak a proposé que soit renvoyé au sommet islamique de Casablanca l'examen du conflit du Golfe, sur lequel se sont opposés les pays arabes modernes, arabes saoudites en tête, et les progressistes, l'Iran et ses alliés syrien et libyen.

Cependant l'adoption de la proposition irakienne n'a rien fait pour faire progresser le problème sur le fond. Il n'est en effet pas certain, indique-t-on de source irakienne bien informée, que l'Irak envoie une délégation au sommet de Casablanca, à la mi-janvier. Aucune mention du conflit n'est faite dans le communiqué final.

Sur la plupart des autres problèmes, les délégués de quarante et un pays à population entièrement ou partiellement musulmane ont adopté des résolutions les plus souvent sans surprise. Les discussions interpaletiniennes ont été examinées sans pour autant figurer dans le communiqué final. Le représentant de l'O.L.P. a rejeté la notion « d'affrontements interpaletiniens » et a affirmé que c'est « la Syrie qui attaque l'O.L.P. aidé par des traitres ». Il a estimé que la conférence n'a pu se tenir pour le débat de la différence entre la Syrie et la Palestine, mais qu'elle avait toutefois permis « certaines clarifications ». Le communiqué réaffirme que l'O.L.P. est « le représentant légitime et unique du peuple palestinien ».

Sur le problème chypriote, l'O.C.I. n'a pas reconnu la nouvelle « république turque de Chypre du Nord » ni même appelé à son soutien. Elle a dans une motion, relativement modérée, exprimé son « soutien et sa sympathie » à la communauté chypriote turque — qui jouit du statut d'observateur à l'O.C.I. — et rendu hommage à sa volonté de poursuivre le dialogue.

En revanche, sur l'Afghanistan, le problème libanais ou le conflit israélo-arabe, la conférence ministérielle a « réitéré » et « réaffirmé » des positions déjà connues ou demandées au secrétariat général de « poursuivre ses efforts ».

Les pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (O.C.I.) ont, d'autre part, adopté une « déclaration de Dakhla sur les Droits de l'homme dans l'Islam ».

Celle-ci affirme que « tous les êtres humains appartiennent à la même famille dont les membres sont unis par leur subordination à Dieu et sont égaux en dignité, en droits et en responsabilité, sans aucune discrimination fondée sur la race, la couleur, la langue, la religion, le sexe, l'opinion politique, le statut social ou tout autre considération ». Ce long texte souligne que « les droits fondamentaux et la liberté selon l'Islam font partie intégrante de la foi islamique et que personne n'a le droit de les abolir, en partie ou en totalité, de les violer ou de les ignorer, car ils sont dans leur ensemble un commandement divin à caractère obligatoire ».

Cette « déclaration de Dakhla » sera proclamée solennellement lors du sommet de Casablanca en janvier prochain, de même que la constitution de la Cour internationale islamique de justice, dont le projet vient d'être définitivement approuvé par la conférence ministérielle de l'O.C.I. et qui sera installée à Koweït.

ALGÉRIE PIÈCES DE RECHANGE CONTRE REMBOURSEMENT

Plus de pièces irremplaçables, plus d'immobilisation d'engins, véhicules, électromoteurs ou machines, TV, décodeur, etc.

Tout l'équipage, toutes les pièces disponibles au plus juste prix.

MAFEX 607-42-28

9, rue de Châteauneuf, 75016 Paris

AFRIQUE

LA VISITE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN AU MAGHREB

Le rapprochement entre Israël et les Etats-Unis a valu à M. Shultz de « très vives réactions »

L'escalade d'Alger ayant été annulée à la demande des autorités algériennes, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a achevé à Rabat, dimanche 11 décembre, son voyage au Maghreb. Dans les milieux arabes, on précisait que l'entretien de deux heures qu'il a eu avec le roi Hassan II a été « moins acide » que celui qu'il a eu à Tunis. Tout en se félicitant du « ton constructif et informatif » de sa rencontre avec le roi, M. Shultz a ajouté qu'il s'est heurté « à une très vive réaction » dans le monde arabe au rapprochement américano-israélien. La presse de l'opposition marocaine se montre très critique. Le roi avait invité M. Abderrahmane Bouabid, ministre d'Etat et chef de l'Union socialiste des forces populaires (opposition) à assister à l'entretien au cours duquel ont été abordés divers problèmes, dont ceux du Proche-Orient, du Liban, des Palestiniens, du Sahara occidental. Interrogé sur ce dernier point, M. Shultz a répondu : « nous sommes favorables au référendum et maintenant il faut attendre ».

De notre correspondant

Tunis. — Lors de sa brève visite du samedi 10 décembre, M. Shultz n'a pas su convaincre ses interlocuteurs du bien-fondé de la nouvelle stratégie des Etats-Unis au Proche-Orient. Ce n'est pas sa référence très vague à la nécessaire prise en compte « des problèmes et des besoins du peuple palestinien », dans la recherche de la paix dans la région, aussitôt assortie d'une ferme réaffirmation que « les Etats-Unis ont eu, ont et continueront d'avoir de fortes relations avec Israël », qui était susceptible d'apaiser les inquiétudes.

En revanche, M. Shultz aura pu mesurer combien le fossé se creuse entre son pays et l'un des plus anciens et des plus sûrs amis des Etats-Unis dans le monde arabe. Les entretiens qu'il a eus avec le président Bourguiba et les principaux dirigeants tunisiens (1) lui ont clairement démontré que le temps où Tunis n'hésitait pas à demeurer l'une des dernières capitales à soutenir la politique américaine lors de la guerre du Vietnam est bien révolu.

Les nouveaux accords conclus lors de la dernière visite à Washington du premier ministre israélien, M. Shamir, le soutien permanent et inconditionnel apporté en toutes circonstances à Israël, les raids au Liban, la persistance à ignorer l'existence et la représentativité de l'O.L.P. dans toute perspective de solution au Proche-Orient, ont été autant de points relevés par les interlocuteurs du secrétaire d'Etat. Si ce dernier a admis avoir entendu « des commentaires critiques » mais « de ceux qui se font entre amis », il a omis de préciser qu'ils avaient été formulés avec une fermeté inusitée dans le traditionnel dialogue tuniso-américain.

MICHEL DEURÉ.

Les dirigeants tunisiens auraient mis aussi en évidence le danger de plus en plus réel de voir toute la région arabe se placer dans l'orbite de Moscou, si Washington persistait dans sa démarche actuelle.

(1) M. Shultz a également rencontré le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chebli Klibi, qui avait dénoncé récemment « l'axe militaire américano-israélien ».

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI SÉDUIT CEUX QUI ONT UN APPLE



Vous êtes plus de 100 000 à utiliser les 60 000 ordinateurs personnels Apple® installés en France. Voici Golden, un grand magazine indépendant qui vous est entièrement consacré, à vous, et à votre Apple®. Logiciels, périphériques, matériels mais aussi reportages, interviews, dossiers, dans Golden, chaque mois, 100 pages pour mieux créer et vivre avec votre Apple®.

Et découvrez dans le N°1 comment gagner un logiciel de jeu inédit.

GOLDEN

N°1 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

La stabilité politique permettent une

La stabilité politique permet une... (Text continues with various news snippets and commentary, including mentions of international relations and domestic issues.)

LA BAGAGERIE



GOLDEN, LE MAGAZINE QUI ÉPLUCHE VOTRE APPLE



Golden, le magazine qui épluche votre Apple... (Text continues with promotional information for the magazine.)

N°1 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

AFRIQUE

Djibouti

La stabilité politique et les concours extérieurs permettent une amorce de développement

De notre envoyé spécial

Djibouti. — « La population nous juge sur les progrès accomplis depuis l'indépendance, elle ne se contente pas des slogans d'une campagne électorale. » Le président Hassan Gouled, le « Vieux » de Djibouti, passe désormais une partie de la semaine dans sa ville d'Arra, petite ville à l'altitude située à une quarantaine de kilomètres au sud de Djibouti-Ville. Il semble particulièrement détendu. Non sans raison. Les baillures de fonds de la petite République viennent de lui promettre un picole — au moins 400 millions de dollars — pour en assurer le développement (le Monde du 25 novembre). « Maintenant, dit-il, il faut se mettre au travail. »

A soixante-dix ans, le défi est d'une nouvelle nature pour un homme qui, pendant six ans, a dû assurer avant tout le fragile équilibre d'un pays habité par des Somali et des Afars et qui demeure coincé entre la grande Éthiopie voisine et ses « alliés » arabes. La sécurité du petit territoire de Djibouti demeure garantie par des accords avec Paris et la présence d'une base militaire française. Mais M. Hassan Gouled se sent en confiance. Sa semi-retraite d'Arra se l'empêche nullement de suivre de très près les affaires, tout en se posant de plus en plus, ainsi qu'il le dit lui-même, en « arbitre ». Djibouti — « ail du cyclone », selon l'expression d'un diplomate — aurait-elle enfin sa chance ?

Pour l'instant, poursuit le même observateur, les questions politiques sont obliées par les projets de développement. L'opération, menée par des opposants en septembre 1981, a fait long feu. Les fondateurs d'un parti populaire d'opposition ont été arrêtés sur-le-champ, puis relâchés par petits paquets dans les mois qui ont suivi. Le 21 mai 1982, les premières élections législatives depuis l'indépendance, en juin 1977, se sont déroulées dans le calme. Le parti unique de facto — le R.P.P. (Rassemblement populaire pour le progrès) — a présenté une liste unique aux suffrages de quelque 85 000 électeurs inscrits. A la suite de quoi une personnalité assez effacée, M. Barakat Gourad Hamadou, a été reconduite dans ses fonctions de premier ministre.

Depuis, les opposants au régime se sont montrés moins actifs. Ancien premier ministre, M. Ahmed Dini s'est installé chez lui, à Obock, où il consacre une partie de son temps à la taille de pierres exposées dernièrement à l'Office du tourisme de Di-

bouti. Également fondateur du Parti populaire, autre ancien premier ministre, M. Abdullah Kamil a obtenu l'autorisation d'ouvrir une étude de notaire à Djibouti-Ville et, à cet effet, doit prochainement se rendre à Bordeaux pour un stage de trois mois.

Après l'indépendance, Djibouti aurait pu devenir le champ des rivalités entre Afars et Somali, qui forment l'essentiel de sa population. Ce risque a été, à ce jour, évité, même quand M. Dini, un Afar, accusa M. Gouled, lui-même Somali, de « tribalisme », comme il l'a encore fait l'an dernier. Si l'on en croit des étrangers qui travaillent en milieu afar, « tout est calme » dans les quartiers afars de Djibouti-Ville, même si l'on y reproche volontiers aux Somali d'accaparer les postes les plus importants. Seul incident à relever : l'arrestation récente de sept jeunes Afars, à leur retour d'Éthiopie, le gouvernement affirmant qu'ils ont participé, en 1979, à un attentat qui a fait quatre morts dans un poste militaire du district d'Obock.

Pour éviter d'échauffer les esprits, le gouvernement a renoncé à rendre public un recensement effectué début 1983 et qui semble démontrer que, contrairement aux idées reçues, les Afars sont nettement minoritaires à Djibouti. Sur trois cent mille habitants, ils ne seraient qu'à peine plus de cent mille. On pensait généralement que le territoire était beaucoup plus peuplé — près d'un demi-million d'habitants — et que la population se répartissait assez équitablement entre Somali et Afars, les premiers étant largement majoritaires à Djibouti-Ville, alors que les seconds nomadisent dans l'ouest et le nord de la République.

A moyen terme, le petit État paraît, sur le plan intérieur, confronté à deux problèmes plus sérieux. D'une part, les jeunes diplômés s'accommodent mal de la place toujours occupée par la génération précédente, notamment au sein de l'administration. « Ils sont gourmands ! », dit à leur propos le président Hassan Gouled, tout en ne niant pas l'importance du problème. On sent cependant une certaine frustration chez ces cadres qui se heurtent à l'obsolescence d'« anciens », maintenus à leur poste souvent pour des raisons de « dosages » ethniques ou claniques.

Le deuxième problème est la lutte féroce entre ceux qui aspirent à la

succession ou, plus exactement, ceux qui se placent en vue d'une telle éventualité. Celui qui se distingue le plus nettement est le ministre des affaires étrangères, M. Moumin Bahdan Farah, un homme au regard méditerranéen, mais qui, la cinquantaine acquise, n'a pas encore su se tailler la cote de l'« ancien », de celui qui a su se situer au-delà des rivalités de clans. On lui oppose volontiers M. Aden Roblé — démis de ses fonctions de ministre du commerce, des transports et du tourisme au printemps 1983, à la suite de la gestion catastrophique d'Air-Djibouti, — qui effectue, depuis quelques semaines, un retour sur le devant de la scène.

Ces luttes d'influence sont tempérées par le fait que M. Hassan Gouled demeure seul maître à bord, mais aussi par la priorité accordée aux problèmes de développement. En l'espace de six ans — Paris accordant protection militaire et coopération économique, — de sérieux progrès ont déjà été réalisés. La couverture sanitaire — dispensaires, équipes mobiles, hôpitaux — du territoire est désormais assurée. L'aide internationale a permis de surmonter la disette rurale, de 1980-1981.

Aligné sur le dollar, le franc Djibouti est une monnaie forte, même quand l'équilibre budgétaire est difficile à assurer, ce qui a été le cas tout récemment.

Sans ressources propres, Djibouti s'oriente vers des activités de transit. En attendant que le marché éthiopien se développe de nouveau — ce qui risque de prendre quelques années, — le chemin de fer qui remonte sur Addis-Abeba végète. Mais son avenir n'est pas nécessairement sombre. Ancien port de souage, Djibouti se reconstruit peu à peu en « port d'éclatement » régional. Une « zone franche » est en train de prendre vie. Dans une région particulièrement troublée, ce petit territoire entend être un havre de paix capable d'offrir à ses voisins des services dont ils ne disposent pas.

Cette ambition se heurte toutefois à des obstacles nombreux. L'énergie, importée, est hors de prix — ce qui explique, en partie, la cherté du coût de la vie, — et les recherches géothermiques en sont encore à leur stade exploratoire. La présence de dix mille Français — militaires, coopérants, commerçants, et leurs familles — assure la principale rentrée de devises. Mais il faut pratiquement tout importer, à commencer par les produits alimentaires. L'eau faisait terriblement défaut, l'ensemble du territoire n'offrait, au mieux, que quelque 500 hectares propres à des cultures maraichères irriguées.

L'intérêt stratégique de ce petit État tranquille, situé sur le détroit de Bab-el-Mandeb, face à la base soviétique d'Aden, explique sans doute l'aide que lui offrent non seulement la France, l'Arabie Saoudite et les États du Golfe, mais aussi, de façon plus récente, les États-Unis. M. Hassan Gouled entend maintenir les meilleures relations avec la Somalie et, surtout, avec l'Éthiopie. Le développement de la République ne peut, cependant, se faire que grâce aux dons ou crédits occidentaux et arabes.

Ces concours semblent acquis — même si de nombreuses questions demeurent en suspens — depuis le succès de la « table ronde des donateurs », réunie à Djibouti fin novembre. Les projets financiers vont permettre, s'ils se réalisent, de développer les maigres ressources de la République : géothermie, cimenterie, communications, pêche et, à un bien moindre degré, agriculture. « La poursuite du développement de Djibouti semble assurée pour quelques années », en a conclu l'un des auteurs du plan quinquennal de développement présenté aux bailleurs de fonds. Pour l'« ail du cyclone », promis voici quelques années à la tourmente, c'est là un résultat assez inespéré.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

THE LEAVESDROPPER NULLIFIER



Le "nullificateur" de magnétophones empêche pratiquement toute tentative d'intrusion dans votre vie privée, grâce à une nouvelle technique d'interférence sans fil.

- Les enregistrements deviennent imprécis dans vos locaux.
- Les enregistrements téléphoniques sont vides.
- Les micros et autres appareils d'écoute sont rendus inopérants.

Pour toute information écrivez à M. Bernard Communication Contrôle Sécurité Ltd 26 Place Vendôme 75001 Paris Tel. 297-5600 Telex. 215524 F

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI VOUS AIDE A DÉVORER VOTRE APPLE.



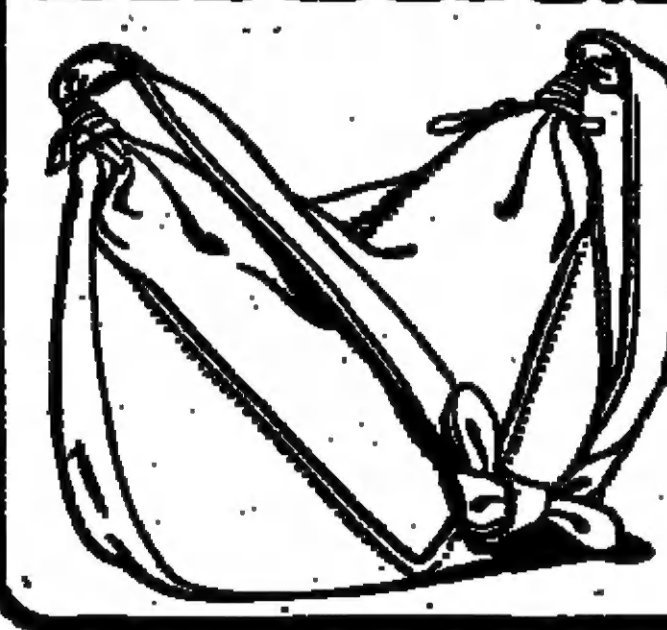
Vous êtes plus de 100 000 à utiliser les 60 000 ordinateurs personnels Apple® installés en France. Voici Golden, un grand magazine indépendant qui vous est entièrement consacré, à vous, et à votre Apple®. Logiciels, périphériques, matériels mais aussi reportages, interviews, dossiers, dans Golden, chaque mois, 100 pages pour mieux créer et vivre avec votre Apple®.

Et découvrez dans le N° 1 comment gagner un logiciel de jeu inédit.

GOLDEN

N°1 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

LA BAGAGERIE®

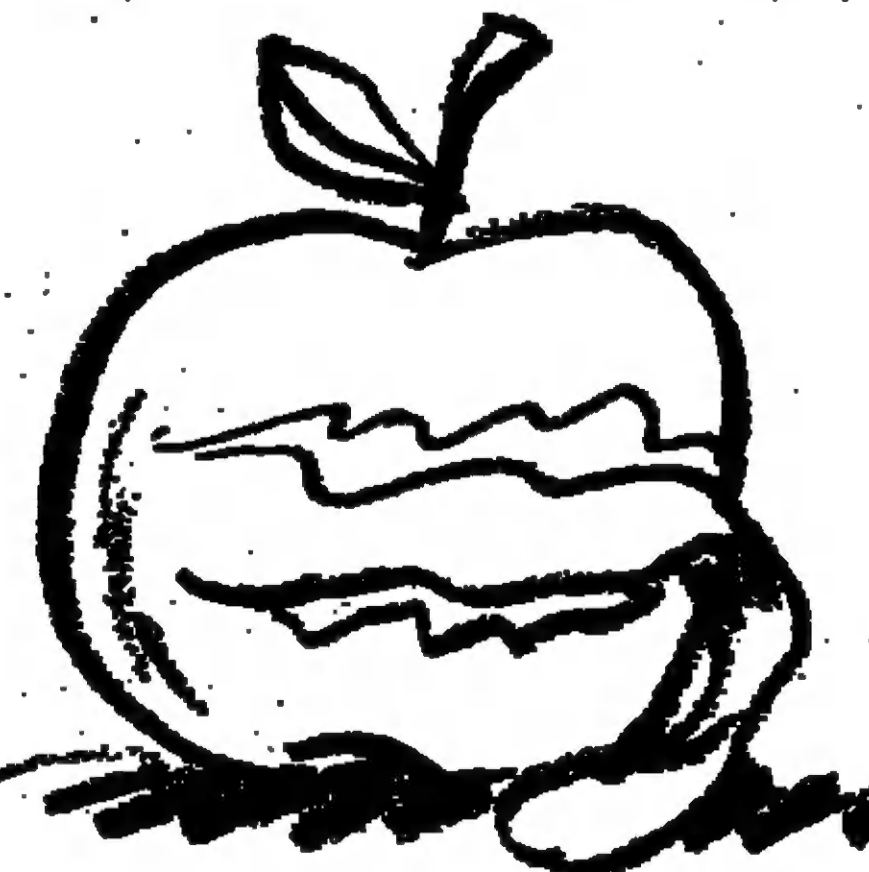


Raffiné,
veau ultra souple.

429 F

Paris: 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI ÉPLUCHE VOTRE APPLE.



Vous êtes plus de 100 000 à utiliser les 60 000 ordinateurs personnels Apple® installés en France. Voici Golden, un grand magazine indépendant qui vous est entièrement consacré, à vous, et à votre Apple®. Logiciels, périphériques, matériels mais aussi reportages, interviews, dossiers, dans Golden, chaque mois, 100 pages pour mieux créer et vivre avec votre Apple®.

Et découvrez dans le N° 1 comment gagner un logiciel de jeu inédit.

GOLDEN

N°1 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI SÉDUIT CEUX QUI ONT UN APPLE.



GOLDEN

N°1 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

SA MAJESTE BEBE

EN VENTE
CHEZ LES MARCHANDS
DE JOURNAUX 10,50 F

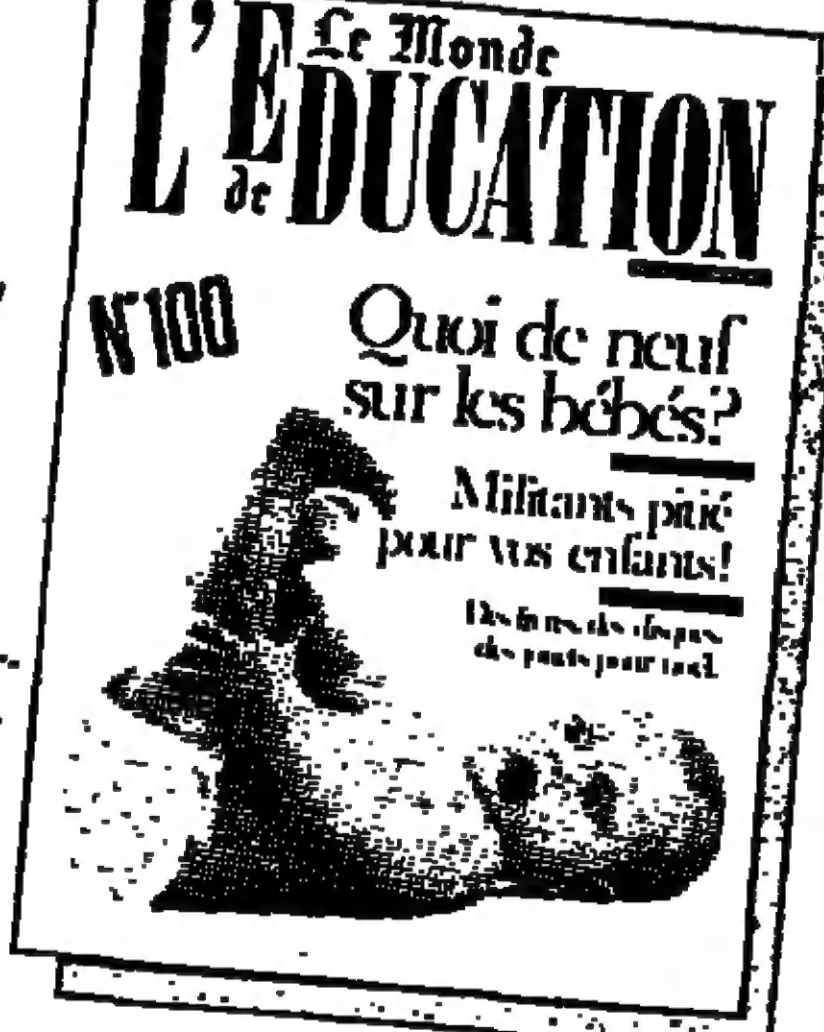
Bébé n'est plus ce qu'il était. Programmé, analysé, testé, étudié, dès sa conception, il est entré dans le champ des « bébés-loges » en tous genres.

Après l'avoir ignoré des années, médecins et psychologues s'émouvent de ses potentialités. Parents et enfants en partagent les bénéfices. Les éditeurs et les commerçants aussi. Voici venu le temps du bébé roi. Qu'est-ce qui a vraiment changé ?

Pour son numéro 100, le Monde de l'Éducation propose un dossier sur les découvertes récentes de la médecine et de la psychologie du tout-petit. Il décrit et analyse le « marché du bébé », ainsi que les 76 livres de puériculture qui se disputent l'anxiété des jeunes parents.

Le Monde de l'Éducation

Pour comprendre ses enfants. Pour préparer leur avenir. L'information sûre.



AMÉRIQUES

Argentine

L'investiture de M. Alfonsín

M. Raul Alfonsín a prêté serment comme trente-troisième président de la République Argentine, samedi 10 décembre, à Buenos-Aires, au milieu d'une liesse populaire. Des représentants de soixante-dix pays, dont M. Pierre Mauroy, ont assisté aux cérémonies, et des centaines de milliers, en particulier sur l'Amérique centrale, ont vu Ben. Mais M. Bush, vice-président américain, n'a pas rencontré,

comme on le pensait, les dirigeants sandinistes présents. Le chef du gouvernement français a insisté sur la volonté de Paris de rétablir des relations amicales étroites que possédait avec le gouvernement Alfonsín. Le nouveau président a choisi comme chef d'état-major intermédiaire le général de brigade Julio Alfredo Fernandez Torres, qui ne vient qu'au vingt-septième rang de la hiérarchie militaire.

Paris entend établir des relations étroites avec le nouveau gouvernement

De notre envoyée spéciale

Buenos-Aires. — Les chefs des délégations étrangères venues assister à la prise de fonction de M. Alfonsín ont pris avec lui de mémorables bains de foule. On se pressait devant le Congrès comme autour de la *Casa Rosada*, avec une ferveur difficilement contenue par les forces de l'ordre, pour applaudir, interpellier, toucher ceux dont la présence à Buenos-Aires symbolisait pour de nombreux Argentins la respectabilité retrouvée de leur pays.

Parmi eux, sept chefs d'Etat latino-américains, quatre premiers ministres européens, dont M. Pierre Mauroy, et le vice-président américain, M. Bush. Tandis que ce dernier, sifflé devant l'entrée du Congrès, ne paraissait goûter que modérément cette liesse populaire, M. Felipe Gonzalez, fêté comme un frère, baignait incontestablement tous les records de popularité à l'applaudissement.

« Maintenant que nous sommes en démocratie, il va falloir nous aider », lançait quelqu'un dans la foule au passage de M. Mauroy. La nouvelle démocratie argentine aura effectivement besoin d'appuis extérieurs, et la question de savoir où elle les cherchera fait déjà l'objet d'une polémique. Sur un ton sarcastique, le quotidien *la Prensa*, exprimant le sentiment des milieux pro-américains, tirait un éditorial consacré aux hôtes étrangers : « Le Tout-Paris », englobant dans cette formulation non seulement la délégation française, mais aussi les chefs des autres gouvernements sociaux-démocrates européens, MM. Craxi, Gonzalez et Soares. La droite argentine aura trouvé le thème de sa première campagne contre le nouveau régime dans cet assaut de sollicitude auquel, selon elle, sont venus se livrer à Buenos-Aires les socialistes européens.

La France, pour sa part, a tenu à marquer ses « retrouvailles » avec l'Argentine démocratique par beaucoup plus que des congratulations de circonstance. « En deux autres occasions seulement, confiait dimanche M. Mauroy, j'ai ressenti la même émotion qu'ici, le même sentiment de vivre l'histoire au présent : lors de la libération de Paris en 1944, dont je sais qu'elle fut faite dans l'allégresse à Buenos-Aires, et lors de l'élection de François Mitterrand. »

Dans le message qu'il a transmis à M. Alfonsín, le président français s'est félicité pour sa part de la victoire aux élections « d'un courant de pensée si proche de la sensibilité des Français ». Les signes ne manquent pas, qu'il s'agisse de la francophilie de certains membres du nouveau gouvernement comme M. Dante Caputo, jeune ministre des affaires étrangères qui a fait ses études à Paris, des contacts qui s'étaient établis avec M. Alfonsín avant même qu'il fût candidat à la présidence, ou bien aussi du côté « 14-Juillet » qu'avaient samedi soir les joyeux bals populaires organisés dans différents quartiers de Buenos-Aires.

Il y manquait toutefois la tradition. Autant les manifestations de la matinée dans le centre de la ville avaient été bruyantes, colorées, débordées, autant le soir, dans des quartiers populaires comme la Boca, le public semblait encore désorienté par cette liberté nouvelle qui consistait à se rassembler dans la rue.

Si, comme le disait M. Mauroy, « aucun pays sans doute n'a témoigné comme l'Argentine de son attachement à la culture française », de nouveaux liens sont venus s'ajouter, ces dernières années, à ces rapports anciens, à propos de la défense des droits de l'homme et grâce à l'accueil en France de plusieurs centaines de réfugiés politiques argentins. C'est à eux qu'il a le premier geste concret de Paris. M. Mauroy a, en effet, annoncé qu'un avion serait prochainement mis à la disposition de ceux qui souhaitent désormais regagner leur pays.

L'importance de la délégation française dont faisaient partie, outre M. Mauroy, le ministre du commerce et de l'artisanat, M. Crépeau, et plusieurs fonctionnaires, les nombreux entretiens qu'elle a eus avec les nouveaux responsables argentins, témoignent, eux aussi, de la volonté de Paris de relancer avec ce pays, « une grande politique de coopération ». Il a été convenu de créer une grande commission qui se réunira chaque année pour étudier tous les aspects de cette coopération. Cette structure faisait d'ailleurs l'objet d'une demande ancienne des précédents gouvernements argentins à laquelle la France, pour des raisons politiques, s'était jusqu'à présent refusée à répondre.

En matière économique où, rappelait le premier ministre, « les pos-

sibilités de la France ne sont pas illimitées », l'Argentine peut compter sur une attitude « particulièrement ouverte » de la France à propos de sa dette au sein des organisations concernées. Un effort sera fait en matière de coopération culturelle, scientifique et technique, et le gouvernement français s'est dit prêt, notamment, à contribuer à la formation de cadres civils dont la démilitarisation de l'administration argentine rend le besoin urgent.

En ce qui concerne les Malouines, le premier ministre a rappelé sans détour et sans ambiguïté la position de la France, qui refuse de se prononcer sur la question de la souveraineté, mais il s'est engagé à appuyer la recherche d'une solution négociée en intervenant dans ce sens auprès de la Grande-Bretagne. En marge des festivités, M. Mauroy s'est entretenu avec le président de l'Alliance démocratique chilienne, M. Lagos, avec M. Ortega, le leader sandiniste, et avec

M. Bush, à la demande de ce dernier. C'est M. Mauroy cependant qui, après un échange de vues sur la situation au Liban et en Iran, a abordé la question de l'Amérique centrale, en regrettant notamment que les gestes de modération faits récemment par le gouvernement sandiniste n'aient pas été mieux accueillis par les Américains. A quoi M. Bush aurait répondu qu'il les trouvait insuffisants et que les sandinistes présents à Buenos-Aires n'avaient même pas cherché à prendre contact avec lui.

CLAIRE TRÉAN.

« Nous héritons d'une situation déplorable » déclare M. Raul Alfonsín

De notre correspondant

Buenos-Aires. — La journée du samedi 10 décembre a été beaucoup plus que le spectacle bien monté de la transmission des pouvoirs entre le président sortant et le vainqueur du scrutin du 30 octobre. De l'imposant palais du Congrès, où M. Raul Alfonsín a prêté serment sur les évangiles et prononcé son premier discours, au balcon du Cabildo (maison du gouvernement), qui avait retrouvé pour la circonstance toute sa beauté et d'où il s'est adressé aux centaines de milliers de personnes massées sur la place de

Mai, en passant par l'avenue de Mai, que M. Alfonsín a descendue en voiture découverte, sous une pluie de confettis et les ovations de la foule, les Argentins ont eu le sentiment d'assister au début d'une « ère nouvelle ».

Le moment fort a été sans aucun doute l'allocution prononcée par M. Alfonsín depuis le balcon du vieux Cabildo. Le choix de cet édifice, construit lors de la fondation de Buenos-Aires et remodelé au début du dix-huitième siècle, avait une double signification. C'est à l'inauguration de ces murs que, le 25 mai 1810, une junte insurrectionnelle chassa le vice-roi et installa le premier gouvernement démocratique. M. Alfonsín a donc voulu entamer cette étape de « cent ans de liberté, de paix et de démocratie » par un retour à « la révolution de mai », un retour aux sources mêmes de la nation argentine. Mais en préférant le balcon du Cabildo à celui de la Maison Rose, il a aussi voulu marquer clairement la différence entre sa conception du pouvoir et celle du général Peron, dont la figure a dominé l'histoire des quarante dernières années. « Nous allons construire le pays que nous méritons, a-t-il déclaré, non pas grâce à l'action de gouvernants illuminés, mais parce que, comme vous êtes en train de le crier, le peuple uni ne sera jamais vaincu... Je suis votre serviteur, le plus humble des Argentins. »

Par un heureux concours de circonstances, qui avait sans doute échappé à l'attention des militaires, la date de la passation des pouvoirs coïncidait avec le jour des droits de l'homme. Cela ne pouvait mieux tomber. Car c'est bien le rétablissement et la défense des droits individuels et des libertés publiques les plus élémentaires, la reconstruction de la démocratie sans qualificatif, qui constituent la mission principale du nouveau président.

Fidèle à la meilleure tradition républicaine, M. Alfonsín a déclaré, dans son message au Parlement : « Nous représentons plus qu'une idéologie, nous représentons une éthique. » A la foule rassemblée sur la place de Mai, il a lancé : « Nous avons l'énorme responsabilité de garantir pour les temps présents et les temps à venir le respect de la démocratie et de la dignité de l'homme sur la terre argentine. »

La tâche sera rude, M. Alfonsín ne l'a pas caché aux Argentins. Il en a même fait l'un des thèmes principaux de ses interventions. Dans son discours prononcé devant les députés et les sénateurs, le nouveau président a affirmé : « Nous héritons d'une situation déplorable, dans certains cas, catastrophique. Tous les problèmes ne pourront pas être résolus de manière immédiate », et d'ajouter : « Nous savons que certains essaieront de profiter de ces difficultés pour combattre la démocratie. » Il est revenu sur ce thème lorsqu'il s'est adressé à la foule : « Nous entamons une étape qui sera sans nul doute difficile... C'est d'ailleurs un homme au visage grave, tendu par l'émotion, mais aussi par l'ampleur de l'entreprise, que les Argentins ont pu voir samedi. Un homme grave et décidé à tenir fermement la barre de l'Etat face à tous ceux qui « à l'intérieur et à l'extérieur veulent empêcher la démocratie ».

Le message est-il passé ? Les Argentins sont-ils conscients des sacrifices auxquels ils devront consentir pour préserver la démocratie ? « Maintenant que tu es la démocratie, prends-en bien soin », affirmait une pancarte géante accrochée à la façade d'un immeuble de l'avenue de Mai.

Les habitants de la capitale y ont bruyamment fêté samedi la « victoire » de la démocratie, un peu comme ils avaient fêté, en 1978, la victoire de leur équipe au championnat du monde de football et, en avril 1982, la « récupération » des Malouines. Sans trop se demander combien elle avait été obtenue ni trop se préoccuper de l'avenir. Quelque chose pourtant semble avoir changé dans la mentalité des Argentins : leur rejet de la violence. On aurait pu croire que les militaires seraient durement « coupés » comme ils l'avaient été le 25 mai 1973, le jour de l'entrée en fonctions du président Hector Campora. Il n'en a rien été. On a bien entendu quelques cris hostiles ici ou là, mais à l'évidence l'heure n'était pas au ressentiment. Les Argentins paraissent aujourd'hui soucieux de liberté et de paix. Et surtout de vivre.

JACQUES DESPRES.

+14,47%* en 1984

*Revalorisation garantie pour les contrats de la gamme "24". La cotisation progresse de 7,60 %. La différence renforce votre pouvoir d'achat

Capital Epargne-Retraite souscrivez maintenant!

+ 14,47 %, revalorisation exceptionnelle annoncée par les Mutuelles du Mans pour 1984 sur un capital Epargne-Retraite dont la cotisation, elle, ne progressera que de 7,60 %.

Concrètement, cela veut dire qu'un capital de 100000 F d'Epargne-Retraite, souscrit avant le 1^{er} janvier prochain, vaudra 114470 F un an plus tard (soit 14,47 % de plus-value) alors que la hausse de cotisation annuelle ne sera que de 7,60 %.

Et c'est cela l'événement Mutuelles

du Mans : un capital, quel qu'il soit, qui se muscle d'un coup sans augmentation proportionnelle de la cotisation ; capital qui se gonfle encore en attendant la retraite, par des redistributions d'excédents. Voilà bien la preuve qu'aux Mutuelles du Mans, les intérêts des sociétaires sont l'objet d'une saine et solide gestion. Voilà surtout l'efficacité concrétisée de l'esprit mutualiste.

Pour renforcer dès aujourd'hui votre pouvoir d'achat de demain, souscrivez maintenant!



les mutuelles du mans

1355 100 1355

Le Monde

politique

DEUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LOT : « l'héritier » de M. Maurice Faure est en bonne position

« *Légataire universel* » de M. Maurice Faure, M. Bernard Charles (M.R.G.) a donc emporté dans la « primaire » à gauche, qui constituait l'enjeu essentiel du premier tour de l'élection législative partielle, dans la première circonscription du Lot (le Monde du 10 décembre). Ce jeune radical de gauche, trente-cinq ans, pharmacien-chef de l'hôpital de Cahors et adjoint de Maurice Faure à la mairie de cette ville, a obtenu, en effet, 22,79 % des suffrages exprimés ce dimanche 11 décembre.

Devancé comme prévu par le candidat unique de l'opposition, M. André Carle, R.P.R., qui a rassemblé 43,41 % des voix, M. Charles a distancé nettement ses deux rivaux de gauche. M. Marc Baldy, candidat socialiste, lui aussi adjoint au maire de Cahors et vice-président du conseil général du Lot, n'obtient que 16,06 % des voix, score nettement en deçà de ses espérances.

M. Marc Baldy considérait qu'au-delà de la personnalité de M. Maurice Faure, le mouvement radical de gauche n'existait guère dans le Lot. Il espérait aussi voir se renouveler le phénomène des sénatoriales récentes où, parallèlement à l'élection de M. Maurice Faure, un candidat socialiste, M. Marcel Coste, maire adjoint de Figeac, avait obtenu le deuxième siège aux dépens d'un candidat M.R.G. Ce phénomène ne s'est pas reproduit. Bien plus, le parti socialiste qui avait, enfin, dans une élection législative lotoise, l'occasion de mesurer précédemment son influence, fait un constat amer : le radicalisme de gauche peut exister même sans M. Maurice Faure.

L'autre candidat de gauche, M. Henri Thamié (P.C.), figure lotoise, obtient un résultat tout à fait conforme à ce qu'il pouvait escompter. Avec 12,65 % des voix, M. Thamié a même la satisfaction de réaliser, à un demi-point près, le même résultat que celui obtenu au premier et seul tour des législatives de juin 1981, par le candidat communiste, M. Valla (13,24 %).

En revanche, la gauche dans son ensemble est en net recul dans la circonscription. Avec un total de 51,5 % des suffrages, elle ne retrouve ni son résultat des législatives de juin 1981 (70,47 %), un peu exceptionnel, ni est vrai, ni même celui du 12 mars 1978 (60,37 %).

Pour autant, l'arrivée en tête au premier tour de M. Bernard Charles, et l'appui maintenant sans réserve que lui apporte M. Maurice Faure, peut permettre au candidat M.R.G. de sauver l'essentiel, pour la gauche, de l'enlever le siège au second tour, le 18 décembre.

Assuré de bénéficier du désistement des deux autres candidats de gauche - avant le premier tour chacun des candidats s'était engagé à se retirer en faveur du mieux placé d'entre eux - M. Bernard Charles pourra aussi compter sur l'appui permanent et non négligeable du quotidien régional *La Dépêche de Toulouse*. Et peut-être pourra-t-il récupérer une partie des voix écologistes obtenues par la liste de M. Coste (3,40 %) même si les candidats écologistes se sont vu refusés par avance à tout désistement officiel.

Ce succès partiel de M. Bernard Charles devrait conforter, outre

l'amour-propre de M. Maurice Faure, l'opinion de celui-ci, selon laquelle les conditions sont réunies aujourd'hui pour la réactivation d'un « grand centre » radical.

A l'inverse, et même si son candidat, M. André Carle, R.P.R. discret, obtient un très bon score, l'opposition a fait le constat qu'il ne lui est pas très facile de mordre sur l'électorat modéré et centre gauche, sur ces fameuses voix « fauristes » qui ont, depuis trois décennies, fait les élections dans le Lot.

M. André Carle, maire de Luzoch, et vice-président du conseil général, estimait lui-même à 45 % le seuil de voix nécessaires au premier tour, seul ép-déca de quel que chance seraient compromises lors du second. Il ne les obtient pas, malgré ou peut-être à cause d'une campagne que ses amis ont fortement polémique. La venue de ténors de l'opposition, notamment MM. Jacques Chirac et Jean-Claude Gaudin, a conféré à cette élection un aspect national : l'affrontement ouvert droite-gauche ne lui a pas profité. Pas plus d'ailleurs que la venue de quelques chefs de file du P.S. - dont le premier, M. Lionel Jospin, - n'a pas avantagé M. Marc Baldy.

M. Carle va s'efforcer de convaincre les électeurs de M. Laroche, divers droite (1,55 %) de se rallier à lui, et tentera de jouer sa carte modérée contre l'Union de la gauche reconstituée. Quand à M. Bernard Charles, bénéficiant de l'atout jeunesse, il restera très probablement sur son créneau, celui d'une campagne ultra novatrice, au détriment des notables et de la vie associative, sans grand meeting ni éclats de voix. Une campagne lotoise en somme.

P.G.

LOT (première circonscription)

PARTIS	11 DÉCEMBRE 1983		14 JUIN 1981		19 MARS 1978		12 MARS 1978	
	Inscrits	Votants	Inscrits	Votants	Inscrits	Votants	Inscrits	Votants
R.P.R.	62 109	44 641	60 752	45 980	58 982	50 638	58 989	50 638
M.R.G.	44 641	22 126	45 980	24 311	50 638	30 375	50 638	30 375
P.S.	22 126	16,06	24 311	16,06	30 375	16,06	30 375	16,06
P.C.	16,06	12,65	16,06	12,65	16,06	12,65	16,06	12,65
U.D.F.	43 710	43,41	45 085	43,41	49 363	43,41	49 363	43,41
Rad.	1 498	3,40	1 498	3,40	1 498	3,40	1 498	3,40
M. A.	679	1,55	679	1,55	679	1,55	679	1,55
L.O.								
Ind.	57	0,13	57	0,13	57	0,13	57	0,13

CAPEL. Le choix le plus large pour les plus longs.

CAPEL prêt à porter hommes grande hommes forts
 • 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
 • 28, boulevard Malesherbes Paris 8
 • Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

● *Sondage IFOP - Journal du dimanche* : les cotes de M. Mitterrand et Mauroy en baisse. Selon le sondeur de l'IFOP, publié par le *Journal du dimanche* (daté 11 décembre) et réalisé entre le 29 novembre et le 5 décembre auprès d'un échantillon national de mille neuf cent trente-six personnes, M. Mitterrand, avec 37 % de « satisfaits », voit sa cote de popularité baisser de deux points. Le nombre de « mécontents » diminue d'un point, avec 47 % en décembre contre 48 % le mois précédent. La cote de popularité de M. Mauroy diminue d'un point (30 % de « satisfaits » contre 31 % en novembre). Le premier ministre recueille 51 % de « mécontents » (contre 52 % le mois précédent).

Au mois de novembre, dans un sondage équivalent, MM. Mitterrand et Mauroy avaient enregistré une remontée très sensible avec un gain de sept points pour le président de la République et de trois points pour le premier ministre.

PRÉCISION. - Dans le projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, adopté par l'Assemblée nationale, jeudi 8 décembre (le Monde du 9 décembre), le chiffre de 2,35 que nous citions n'est pas un pourcentage d'augmentation, mais un coefficient, dont l'application, à ce taux, conduit à une augmentation du montant des baux de 5 % pour l'année 1984.

Nous avons aussi omis de préciser que le même projet fixe à 5 % pour 1984 le taux d'augmentation des baux pour les locaux à usage professionnel autre qu'industriel, artisanal ou commercial, ainsi que pour les garages et les locations saisonnières.

1^{er} TELEPHONE SANS FIL
 AGREE PRT
2520 F.TTC
IMMEDIAT
 10, rue Foyot, 75002 PARIS Tél. 236.05.05

MAURICE DRUON
 de l'Académie française

REFORMER LA DEMOCRATIE

« Des solutions originales dont certaines rompent avec les recettes déjà utilisées. »
 ANDRÉ PASSERON « LE MONDE »

« Seul un gaulliste incontesté comme Maurice Druon pouvait réclamer des modifications fondamentales de la V^e République sans être taxé d'hérésie. »
 NICOLAS DOMENACH « LE MATIN »

PLON

CAPEL libère l'homme fort.

CAPEL prêt à porter hommes grande hommes forts
 • 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
 • 28, boulevard Malesherbes Paris 8
 • Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Lisez
Le Monde
 dossiers et documents

MORBIHAN : M. Le Pen fait la « preuve par trois »

M. Jean-Marie Le Pen a fait, dans la deuxième circonscription du Morbihan, la « preuve par trois » qu'il espérait. Après les résultats obtenus par sa formation aux élections municipales partielles de Dreux (16,72 % des suffrages exprimés) et d'Aulnay-sous-Bois (9,32 %), le président du Front national réalise personnellement un score (12,02 %) qui l'autorise à pavoiser. Il y avait bien longtemps que l'extrême droite n'avait été à pareille fête en France.

Il s'agit, certes, d'un succès limité. M. Le Pen n'arrive qu'en cinquième position, derrière les quatre candidats de l'U.D.F., qui se disputent l'héritage politique de M. Christian Bonnet, ancien ministre de l'Intérieur, devenu sénateur en septembre, et derrière le candidat socialiste. Il ne franchit pas le seuil des 12,5 % des électeurs inscrits, ce qui lui aurait permis, éventuellement, de se maintenir au second tour.

L'ancien député poujadiste ne regagnera pas le Palais Bourbon, qu'il a quitté en 1957 pour s'engager volontairement dans les troupes françaises combattant en Algérie, parmi les officiers du 1^{er} régiment étranger de parachutistes. Sa démonstration n'est donc pas aussi complète qu'il le souhaitait secrètement au terme d'une campagne électorale très spectaculaire. Mais tous les espoirs peuvent désormais lui être permis. Le Front national est

ses succès à Dreux et à Aulnay-sous-Bois. M. Le Pen avait mené campagne uniquement sur les thèmes nationaux défendus par sa formation : « Chômage, mariage fiscal, laxisme moral, ras-le-bol », disaient ses affiches. Il est aujourd'hui fondé à penser que ces thèmes rencontrent un écho dans l'ensemble du pays, et pas seulement dans les zones fortement urbanisées.

Cette confirmation de l'émergence d'un courant néo-poujadiste s'accompagne d'une autre observation : la progression du Front national se fait essentiellement au détriment de la gauche.

Les trois candidats de l'U.D.F. en présence dans cette circonscription du Morbihan n'ont rien perdu globalement du potentiel des suffrages dont disposait M. Bonnet, puisque le total de leurs voix représente 65,60 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire plus que le dernier résultat de l'ancien ministre de l'Intérieur, qui avait été battu, en juin 1981, avec 62,55 % des suffrages exprimés au premier tour.

L'opposition conservera ce siège, puisque le second tour de scrutin se réduira à un duel entre deux candidats se réclamant de l'U.D.F. Bien qu'il soit en tête du ballottage, le maire d'Auray, M. Naël, n'est pas certain de l'emporter. Arrivé en deuxième position, le maire de Plouhinec, M. Alain Kergueris, ancien suppléant de M. Bonnet et ancien député (1978-1981), bénéficiera du

désistement de son cousin, le troisième candidat U.D.F., M. Joseph Kergueris, maire de Landévant, qui s'est prononcé dès dimanche soir en sa faveur. Il est également appuyé par les militants R.P.R. de la circonscription. De toute façon, l'opposition renforcera ses positions locales.

En revanche, la gauche, qui n'était déjà pas bien forte, enregistre une égringolade. Le P.S. perd 14,40 points par rapport au scrutin de juin 1981. Le P.C. en perd 2,20. Le candidat autonome de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) ne profite guère de ce reflux. Pour les partis de la majorité, c'est « marée basse », la perte étant accentuée par l'augmentation des abstentions. Il y a en 7259 votants de moins qu'en 1981.

M. Le Pen, lui, se voit porté par une « marée montante ». Il affirmait, dimanche soir : « Si nous considérons que l'U.D.F. est un ramassis de partis, il est évident que le Front national constitue aujourd'hui la deuxième formation de l'opposition. » Une telle conclusion est évidemment excessive et pour le moins prématurée, car il faudra attendre le scrutin européen de juin 1984 pour mesurer quelle est exactement l'ampleur du phénomène au niveau national. Sa réalité représente en tout cas une donnée nouvelle dans la vie politique française.

ALAIN ROLLAT.

MORBIHAN (deuxième circonscription)

PARTIS	11 DÉCEMBRE 1983		14 JUIN 1981		12 MARS 1978				
	Inscrits	67 138	Inscrits	65 472	Inscrits	63 340			
	Votants	41 231	Votants	48 480	Votants	52 814			
	Abst.	38,58	Abst.	25,93	Abst.	16,61			
	Suf. expr.	40 628	Suf. expr.	47 955	Suf. expr.	52 162			
	Voix	%	Voix	%	Voix	%			
U.D.F.....	M. Naël	11 441	28,16	C. Bonnet	29 996	62,55	C. Bonnet	32 303	61,92
	A. Kergueris	8 932	21,98				B. Le Nézet	8 888	17,03
	J. Kergueris	6 281	15,45						
P.S.	P. Baudic	6 296	15,49	P. Baudic	14 335	29,89			
F.N.	J.-M. Le Pen	4 884	12,02						
P.C.	R. Mory	2 177	5,35	R. Mory	3 623	7,55	R. Mory	6 018	11,53
Ecol.							M. Le Corre	3 395	6,50
L.O.							M ^{me} C. Bataille	906	1,73
U.D.B.	B. Guérin	617	1,51				D. Dollé	652	1,24
C.C.A.				E. Le Proust	1	0,00			

bien, comme il le dit, « le parti qui monte ».

Sa percée dans cette circonscription bretonne est encore plus révélatrice que les deux précédentes, à Dreux et à Aulnay-sous-Bois. M. Le Pen n'a pas seulement bénéficié d'un bon quotient personnel dans cette circonscription où il est né. Que le président du Front national ait recueilli 51,04 % des suffrages exprimés à La Trinité-sur-Mer, sa commune familiale, est finalement moins significatif que les 26,03 % qu'il a obtenus à Carnac, commune dont M. Christian Bonnet est le maire, ou que les 9,37 % qu'il a réalisés à Auray, principale localité de la circonscription, dont le maire, M. Michel Naël, était le candidat officiel de l'opposition.

Son résultat total est d'autant plus significatif que, dans cette circonscription où l'agriculture, l'artisanat, les électeurs ignorent, dans leur vie quotidienne, l'insécurité et les problèmes relatifs à l'immigration, sur l'exploitation desquels le Front national avait fondé

● *La réaction du P.F.N.* - Le Parti des forces nouvelles (extrême droite) « se félicite du score réalisé dans le Morbihan par le candidat de la droite nationale ». « Aujourd'hui, c'est une réalité, la droite nationaliste existe et les Français se retrouvent de plus en plus nombreux derrière ses thèmes, dit-il.

M. KRIVINE (L.C.R.) DÉNONCE LA « POLITIQUE DE CAPITULATION » DE LA GAUCHE

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskyste), a déclaré mardi 6 décembre, au cours d'une conférence de presse, que la gauche est « malade de sa politique ». « L'échec actuel, a-t-il poursuivi, n'est pas celui du socialisme, mais celui d'une politique de capitulation. »

M. Krivine a présenté « un plan d'urgence face à la crise », que la L.C.R. veut soumettre à la discussion de toutes les forces de gauche. Selon M. Krivine, « le moment est venu de lancer la contre-offensive avant qu'il ne soit trop tard ». « Mais pour cela, a-t-il dit, il faut oser rompre avec le capitalisme, ses lois et ses hommes, et sur cette base s'appuyer sur la mobilisation. »

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

LA GRANDE GUERRE

Pierre Miquel

L'ouvrage majeur de Pierre Miquel, rédigé au présent pour les batailles et à l'imparfait pour la politique, vaut par son style, à la fois emporté et passionné quand il s'agit des victimes, mais circonspect et prudent lorsqu'il évoque le rôle des officiers généraux, qui subissaient plutôt qu'ils ne provoquaient l'action.

Ce livre est peut-être le plus beau monument aux morts 14-18 qu'on puisse imaginer, lucide, généreux, sans cocardes ni fanfares : honnête, en somme.

Jean-Dider Wolfframm
 L'Express

98 F
 664 pages

POLITIQUE

SEPT ÉLECTIONS CANTONALES

L'opposition conserve quatre sièges ; le P.C. progresse dans trois cantons ; le P.S.

ALPES-MARITIMES : canton de Beausoleil (premier tour).

Inscr., 9 750 ; vot., 6 439 ; suff. expr., 6 302. MM. André Vancu, P.C., 3 188, ELU ; Jean-Paul Bernardi, R.P.R., 3 114.

[Cette élection partielle faisait suite à l'annulation du scrutin de mars 1982, qui avait vu, au second tour, M. Bernardi l'emporter avec une voix d'avance sur M. Vancu. Les résultats avaient été les suivants : inscr., 9 807 ; vot., 7 107 ; suff. expr., 6 953. MM. Bernardi, 3 477 ; Vancu, 3 476. Au premier tour, le candidat communiste avait obtenu 2 512 voix ; le candidat du R.P.R., 2 107. M. Calvina sout. U.D.F., 1 020 ; M. Madieu, P.S.-S29, 616. Les suffrages exprimés étaient de 6 318. Il y avait 9 807 électeurs inscrits.]

M. Vancu, maire de Beausoleil, retrouve le siège qu'il avait obtenu de 1970 à 1982.]

ALPES-MARITIMES : canton de Vence (1^{er} tour).

Inscr., 18 690 ; vot., 9 027 ; suff. expr., 8 793. MM. Bernard Demichalis, U.D.F.-R.P.R., 5 291, ELU ; Marius Papi, P.C., 1 916 ; M. Odette Boivin, P.S., 1 585 ; M. Marc Double, R.P.R., 1.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jacques Falcoz, conseiller gé-

néral et maire U.D.F., décédé, qui avait été élu au premier tour du scrutin de mars 1982 avec 6 415 voix, contre 3 915 à M. Galy, P.S., et 2 012 à M. Papy pour 12 342 suffrages exprimés et 12 624 votants. Il y avait 17 621 électeurs inscrits.]

M. Marc Double, R.P.R., avait annoncé son intention de se retirer, mais il n'a pu le faire dans les délais légaux.]

BAS-RHIN : canton de Strasbourg-VIII (Neudorf).

Inscr., 14 762 ; vot., 5 363 ; suff. expr., 5 286. MM. Hervé Bussé, U.D.F.-C.D.S., 1 909 ; André Bord, R.P.R., 1 035 ; Jacques Provot, P.S.,

725 ; Luc Ernewein, P.R., 709 ; Jean-Claude Burekel, R.P.R., 649 ; M. Sonia Gebuhrer, P.C., 169 ; Marie-Dominique Dreyer, Alternative, 90. **IL Y A BALLOTAGE.**

[Cette élection partielle fait suite au décès du conseiller général de Strasbourg-Neudorf, M. Armand Bussé (U.D.F.-C.D.S.), qui avait été élu au deuxième tour de scrutin, le 18 mars 1979, avec 2 654 suffrages exprimés contre 2 631 à M. Bernard Loeffler, R.P.R. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 13 725 ; vot., 7 038 ; suff. expr., 6 841. MM. Bernard Loeffler, R.P.R., 1 779 ; Armand Bussé, U.D.F.-C.D.S., 1 587 ; M. Joëlle Armandet, P.S., 1 316 ;

M. Jean-Marie Mery (in. absente), 679 ; M. Sonia Gebuhrer, P.C., 333 ; MM. Serge Coniot, S.F., 306 ; Gabriel Andrieu, aut., 385 ; M. Christiane Ruert, a. e., 166.]

La ballottage favorable à M. Hervé Bussé, fils de M. Armand Bussé, ne devait pas permettre à M. André Bord de reprendre le siège qu'il avait occupé de 1961 à 1979, avant d'être élu conseiller sans succès M. Daniel Hoefel (C.D.S.) dans le canton voisin de la Médina.

La division de l'opposition avec un candidat U.D.F., un candidat P.R. et deux candidats R.P.R., n'a toutefois pas empêché M. Hervé Bussé de parvenir à un score très supérieur aux chiffres du premier tour de mars 1979. Le

(- 13,70 points par rapport à 1982 dans le canton de Vence). Ce dernier recel s'explique vraisemblablement par un fort taux d'abstentions (près de 52 %). Mais le parti socialiste améliore son score en Savoie (+ 10,46 points par rapport à mars 1979).

Dans le Bas-Rhin, où l'opposition s'est présentée divisée, le candidat du C.D.S., semble en mesure de l'emporter le 18 décembre. Le R.P.R. s'était déjà divisé lors des élections municipales de mars dernier (M. André Bord s'était présenté contre la liste U.D.F.-R.P.R. conduite par M. Marcel Radloff, C.D.S.). - N.A.

2 565 voix, contre 2 135 au candidat de l'U.D.F., M. Nicolas, pour 4 700 suffrages exprimés, 4 768 votants et 5 761 électeurs inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 782 ; vot., 4 562 ; suff. expr., 4 496. MM. Boizard, 2 086 ; Nicolas, 1 911 ; Le Fournis, 209 ; Flohic, 226.

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

MEUSE : canton de Montiers-sur-Saône (premier tour).

Inscr., 2 434 ; vot., 1 626 ; suff. expr., 1 515. M. Jean-François Renard, U.D.F., 1 161, ELU ; M. Elisabeth Dietrich, P.C., 354.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Luc Desmets, modéré d'opposition, décédé le 5 octobre dernier, qui avait été réélu au premier tour de scrutin de mars 1982 avec 1 298 voix contre 266 au candidat communiste, M. René Bley pour 1 564 suffrages exprimés, 1 746 votants et 2 413 électeurs inscrits.]

Dans ce canton rural aux traditions conservatrices, la majorité s'est jouée en 1982. Fort de son implantation locale, puisqu'il est conseiller municipal de Montiers-sur-Saône et président du Syndicat intercommunal de cantons, le candidat d'opposition l'emporte avec 76,64 % des suffrages exprimés.]

Confisqué par le KGB Disparu pendant vingt ans Un chef-d'œuvre "miraculé"

Vassili
Grossman
VIE
ET
DESTIN
roman

Julliard | L'Age d'Homme

Le "guerre et paix"
du XX^e siècle

LOUIS PAUWELS

"LE FIGARO MAGAZINE"

"Les fêtes de Noël approchent. Avez-vous le loisir de lire un livre ? Celui-ci est énorme. Cependant, choisissez-le. Je n'ai pas coutume de recommander des romans. Mais *Vie et Destin*, de l'écrivain russe Vassili Grossman, est une cathédrale. Une cathédrale élevée en secret à la pitié par le martyr et le génie. Une cathédrale de notre temps.

Dans un précédent numéro, François Nourissier a présenté ce roman interdit en U.R.S.S. Il a raconté l'histoire de cet écrivain mort de chagrin après que le K.G.B. eut saisi son chef-d'œuvre. Il y avait en Grossman la puissance du Tolstoï de *Guerre et Paix*. Cette puissance se déchaîna soudain. Jusque-là, Grossman avait été un bon ouvrier de la littérature soviétique. Il était un militant. Il devint un individu. Désormais, il se sentait soulevé par une mission : dire non.

Le goulag, l'antisémitisme, la terreur idéologique lui furent révélées sous Staline triomphant. Sa vision de l'histoire changea. Il découvrit que l'hitlérisme et le stalinisme étaient frères. Frères ennemis, bien sûr. Mais de même origine et de même comportement. Deux produits du totalitarisme, invention de notre siècle. A Stalingrad, où le sort du monde changea, la glace fut un miroir. Fascisme et communisme se reconnurent identiques. Pour les innombrables asservis et pour leurs maîtres, finalement quelle différence entre national-socialisme et socialisme national ? Fanatisme de classe et fanatisme de race se rejoignent. Une même bureaucratie non humaine anéantit les consciences à la Loubianka comme à Auschwitz. Dans les deux camps, il s'agit seulement de trouver un vague et illusoire fondement théorique à la contrainte absolue imposée par l'Etat : le III^e Reich millénaire ou le communisme libérateur.

Telle est la thèse, ou plutôt le constat, de Vassili Grossman. "Et pourtant, dit-il, la dispute silencieuse qui oppose le peuple à l'Etat se poursuit." Il voulut la rendre publique dans sa patrie. Il en mourut.

DEUX M

dans un

MEUSE
Canton de Montiers-sur-Saône (premier tour).
Inscr., 2 434 ; vot., 1 626 ; suff. expr., 1 515. M. Jean-François Renard, U.D.F., 1 161, ELU ; M. Elisabeth Dietrich, P.C., 354.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Luc Desmets, modéré d'opposition, décédé le 5 octobre dernier, qui avait été réélu au premier tour de scrutin de mars 1982 avec 1 298 voix contre 266 au candidat communiste, M. René Bley pour 1 564 suffrages exprimés, 1 746 votants et 2 413 électeurs inscrits.]

Dans ce canton rural aux traditions conservatrices, la majorité s'est jouée en 1982. Fort de son implantation locale, puisqu'il est conseiller municipal de Montiers-sur-Saône et président du Syndicat intercommunal de cantons, le candidat d'opposition l'emporte avec 76,64 % des suffrages exprimés.]

Dans ce canton rural aux traditions conservatrices, la majorité s'est jouée en 1982. Fort de son implantation locale, puisqu'il est conseiller municipal de Montiers-sur-Saône et président du Syndicat intercommunal de cantons, le candidat d'opposition l'emporte avec 76,64 % des suffrages exprimés.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

M. Le Floch, qui succède à Raymond Boizard, est agriculteur et maire de Fommereh-le-Vicomte.]

POLITIQUE

Le recul de la gauche

(Suite de la première page.)

Ces éléments rappelés, il convient immédiatement de les corriger. En premier lieu parce qu'il ne faudrait pas oublier que les deux circonscriptions législatives concernées sont des circonscriptions à héritage. Dans les deux cas, l'héritage (celui de M. Maurice Faure et celui de M. Christian Bonnet) a été transmis (même si cette transmission n'est pas encore acquise dans le Lot, où le candidat radical de gauche devra rassembler les suffrages du socialiste et du communiste pour l'emporter). Il y a donc encore, en France, des notables capables de passer le flambeau.

Ce constat n'est pas sans intérêt si l'on veut bien le rapprocher d'un autre : c'est un jeune radical de gauche qui a gagné la primaire au sein de la majorité. Il y a donc place, peut-être, comme l'espère M. Jean-Michel Baylet, pour un radicalisme renouvelé : il y aura peut-être aussi - mais cela suppose vérification ailleurs qu'en terre radicale - la promesse que la gauche quand elle n'est pas réduite au P.C. et au P.S. mais dirigée au centre-gauche peut rester majoritaire.

Les scrutins cantonaux, qui sont aussi - lorsqu'on considère des séries suffisantes - un bon baromètre de la « France profonde », donnent, une fois n'est pas coutume, des indications qui incitent également à la prudence : dans quatre cantons sur sept soumis à renouvellement, les partis de la majorité progressent.

Interrogations

Les interrogations sont donc plus nombreuses que les certitudes.

Pour la majorité, il est clair, face à l'extrême droite, qu'il ne suffit plus de crier au loup, et qu'il est insuffisant - comme le fait M. Marchais - « Qui a mis Le Pen sur orbite ? » - de dénoncer M. Chirac comme cause de tous les maux. La phase de « contre-offensive » qui s'est ouverte pour la majorité permettra de juger de l'efficacité d'une bataille qu'elle veut « idéologique ».

Pour l'opposition, les interrogations sont dans l'immédiat et à plus long terme. L'idée que l'extrême droite puisse réaliser un bon score national rend plus difficile la consti-

tution d'une liste unique de l'opposition aux élections européennes. En elle-même, une liste unique laisse un espace aux petites formations. Cette liste unique étant confiée à M. Veil, dont le profil est modéré, cet espace s'agrandit. A l'inverse, deux listes, dont une liste R.P.R., rendront la tâche de M. Le Pen plus difficile : le R.P.R. lorsqu'il se bat sous ses couleurs condense l'extrême droite ; à l'inverse, lorsqu'il est absent, ou en deuxième ligne, l'extrême droite perce (à Dreux, dans le Morbihan).

Voilà le mouvement de M. Chirac bien embarrassé : son intérêt objectif est de figer le rapport des forces au sein de la droite tel qu'il ressort, à son avantage, des législatives de 1981 et des municipales de 1983. Il lui faut donc ne pas « se compter » aux européennes, pour ne pas prendre le risque d'un réajustement au profit de l'U.D.F., le terrain européen étant a priori plus favorable à celle-ci. Mais alors il prend le risque d'aider à l'affirmation de l'extrême droite.

A plus long terme, cela repose à l'opposition les termes d'un débat soulevé par M. Veil : la victoire à quel prix ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

DEUX MUNICIPALES

ESSONNE : Vanhallan (2^e tour).

Inscr. : 1 386 ; vot. : 929 ; suff. expr. : 875. - Opp. (M. Delattre), 464 voix en moyenne, 3 ELUS. Maj. P.S. (M. Roy), 270 voix en moyenne, aucun élu.

Rappel du premier tour : inscr. : 1 386 ; vot. : 1 109 ; suff. expr. : 1 092 ; opp. (M. Delattre), 549 en moyenne, 11 élus ; P.S. (M. Jean Roy), 270 en moyenne ; P.C. (M. Le Béguec), 266 en moyenne.

[La liste d'opposition Vanhallan-Renouveau, emmenée par M. René Delattre (sans titre), a obtenu les trois derniers sièges à pourvoir, au deuxième tour de l'élection municipale partielle, dimanche 11 décembre, à Vanhallan (Essonne).

Avec une moyenne de 464 voix, cette liste d'opposition devancait assez nettement la liste Autrement avec les socialistes (391 voix en moyenne), qui n'a aucun élu. Quant à la liste du maire sortant communiste, M. Lucien Le Béguec, elle s'était retirée entre les deux tours.

Cette élection organisée précipitamment après l'annulation des résultats du mois de mars - en raison d'une fraude au second tour, qui avait provoqué l'annulation de la liste d'opposition Vanhallan-Renouveau, a été confirmée dans le succès de la liste d'opposition. Avec quatre élus du premier tour et six du second, cette liste a obtenu 10 sièges sur 15 au conseil municipal. La majorité présidentielle n'en conserve qu'un, le dix-neuvième et dernier, grâce à une cooptation socialiste élue au premier tour du mois de mars.

Le conseil municipal sera composé comme suit : Vanhallan, Renouveau (oppo. et apol.), 18 sièges. Autrement avec les socialistes (P.S.), 1 siège.

LOT-ET-GARONNE : Pont-de-Casse et Bajonnet (premier tour).

Pont-de-Casse : inscr. : 1 948 ; vot. : 1 268 ; suff. expr. : 1 240. Opp. (M. Fongaro, maire sortant), 846 voix en moyenne, 23 ELUS. Maj. (M. Gras), 391 voix en moyenne, AUCUN ELU.

Bajonnet : inscr. : 472 ; vot. : 421 ; suff. expr. : 414. Contre la fusion (M. Soulié), 236 voix en moyenne, 15 ELUS. Pour la fusion, M. Lalaurie, 178 voix, AUCUN ELU.

[L'ajustement d'ordre des assemblées municipales distinctes et indépendantes, dans les deux communes, anciennement associées, après un arrêté préfectoral du 23 novembre est venu précéder la séparation de Pont-de-Casse et de Bajonnet, qui a entraîné la dissolution du conseil municipal - associé - du mois dernier.

A Bajonnet, où la participation a atteint 89,19 % au lieu de 85 % en mars, la liste Soulié (« apostrophe » mais avec des sympathies à gauche), favorable à la séparation a emporté la totalité des vingt-trois sièges à pourvoir, contre la liste Lalaurie. En un mot, le comité de défense séparatiste a remporté son score de 1,9 %.

A Pont-de-Casse, c'est un homme de l'opposition, M. Fongaro - partisan de l'unionisme associatif - qui remporte un net succès sur la liste « à sensibilité de gauche ».

« Arrestation d'un indépendantiste en Martinique. - Un des secrétaires généraux de la Centrale syndicale des travailleurs martiniquais (C.S.T.M.), M. Marc Pulvar, a été écroué, dimanche 11 décembre, après avoir blessé un homme par balles au cours d'une rixe. La C.S.T.M. a appelé ses adhérents à une grève illimitée à partir de mardi, afin d'obtenir sa libération. L'incident est survenu à la suite d'un conflit opposant la C.S.T.M. à la direction d'une maison de commerce. Selon le syndicat, une altercation a éclaté quand un groupe de grévistes, accompagnés de M. Pulvar et d'un huissier de justice, ont voulu faire constater qu'un dépôt installé en dehors du magasin par la direction des établissements De Laguarigue servait de point de vente. M. Pulvar a déclaré avoir été obligé de se défendre après avoir été pris à partie par deux gardiens. L'homme qu'il a blessé a été transporté à l'hôpital et ses jours ne sont pas en danger. M. Pulvar, qui est aussi membre du Mouvement indépendantiste de la Martinique (MIM), a été inculpé de tentative d'homicide volontaire et de port d'arme.

FORMATION PERMANENTE :

La réussite et la compétitivité de votre entreprise. ISG F.P. propose 3 spécialisations : • Finance • Gestion • Informatique

Des sessions se déroulant en fin d'après-midi, de 18 h à 20 h.

ISG F.P. Association loi 1901 147 av. Victor Hugo 75116 Paris Tél. : (1) 553.11.05 Poste 20



INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

(Publicité)

13 DECEMBRE 18H30 MEETING DE SOUTIEN A SOLIDARNOSC

Présidé par Jacques MAIRE, président du comité de liaison permanent avec

- Jerzy MILEWSKI, directeur du bureau de coordination à l'étranger de Solidarnosc, - Daniel JACOBY, secrétaire général de la Fédération Internationale des Droits de l'homme, - François GUERIN, professeur en médecine, - Françoise BALUKA, - André BERGERON, secrétaire général de Force Ouvrière.

Square de Choisy - Avenue de Choisy, métro Place d'Italie CHARPITEAU CHAUFFE

Le 13 décembre prochain marquera le triste anniversaire de deux années de répression et d'arbitraire à l'encontre du syndicat SOLIDARNOSC et de ses militants et de ses dirigeants.

Il marquera aussi deux années de lutte admirable caractérisée autant par la fermeté de la résistance du peuple polonais que par son sang froid face aux violences et aux provocations.

C'est pourquoi, nous prenons l'initiative de lancer un appel à tous ceux, travailleurs, militants des droits de l'homme, syndicalistes, médecins, avocats, écrivains, artistes, journalistes, qui ont choisi de combattre pour le respect des droits de l'homme et des libertés syndicales, afin de faire du 13 décembre une journée de mobilisation active et efficace.

POUR LA DEFENSE DE SOLIDARNOSC ARRACHER LA LIBERATION DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES ET MARQUER NOTRE SOLIDARITE AVEC LE COMBAT DU PEUPLE POLONAIS

dans un

MEUSE : canton de Varennes-Argoeuze (premier tour).

Inscr. : 1 267 ; vot. : 1 044 ; suff. expr. : 1 019. MM. Yves Victor, div. d., 596, ELU ; Bernard Guérin, div. d., 423.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Jérôme Jacquemin, mortifié d'opposition, démissionnaire pour des raisons professionnelles. M. Jacquemin avait été élu en mars 1979 avec 712 voix contre 233 à M. Fort, P.S., et 47 à M. Lhéris, P.C., pour 592 suffrages exprimés, 1 079 votants et 1 308 électeurs inscrits.

La majorité était obtenue de ce scrutin. M. Victor de Varennes, M. Guérin n'a pas réussi à gagner ce duel qui l'opposait au docteur Victor, très connu dans ce canton à vocation agricole.]

SAVOIE : canton d'Aix-les-Bains (premier tour).

Inscr. : 15 503 ; vot. : 8 298 ; suff. expr. : 8 107. MM. Jacques Mouton, div. d., 4 877, ELU ; Frédéric Curtilis, P.S., 2 418 ; Pierre-Edouard Dorcas, div. d., 434 ; M. Catherine Tondello, P.C., 378.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. André Grosjean, R.P.R., contrainct par les élus du conseil général à la démission. M. Grosjean a été élu au second tour, le 22 décembre 1982, par la cour d'appel de Chambéry, à six mois de prison avec sursis et 20 000 F d'amende pour avoir écoulé 6 tonnes de faux gorgonzolas, par l'intermédiaire d'une société frontale, dont il est le principal actionnaire et où il occupe les fonctions de directeur technique.

M. Grosjean avait été élu au premier tour du scrutin de mars 1979, avec 5 643 voix contre 1 383 un candidat socialiste, M. Boquet, 1 164 à M. Palthe, 666, et 622 au candidat communiste, M. Bonnet pour 9 422 suffrages exprimés, 9 591 votants et 14 031 électeurs inscrits.

En l'état avec 60,15 % des suffrages M. Mouton, adjoint à l'urbanisme et aux travaux au conseil municipal d'Aix-les-Bains, et proche collaborateur de M. Grosjean à la mairie, les électeurs ont voulu manifester leur soutien à la politique conduite jusqu'alors par ce dernier. M. Dorcas, le seul candidat d'opposition, a été élu, en mars dernier, conseiller municipal par une liste qui faisait campagne pour le « retour à l'humanité ». Il ne recueille que 5,26 % des suffrages exprimés.]

UN ENFANT DE PLUS

« Il n'est de grand peuple que celui qui croit à la vie et qui, fort de cette conviction, se reconstruit sans faillir, désorganisé, » a déclaré le président de la République dans un texte lu, samedi 10 décembre, par M. Georges Dufour, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés à la clôture de la « semaine » organisée à Paris.

« Pour que chaque couple puisse choisir librement d'avoir un enfant, un enfant de plus, le gouvernement doit être, par étapes, soutien de nouvelles pratiques, nouvelles des conditions de travail de la future mère et du couple parental, environnement de la maternité et de la petite enfance, adaptation des prestations sociales », a conclu M. Mitterrand.

se dans trois cantons ; le P

Le scrutin qui s'est tenu le 12 décembre 1983, dans le canton de Varennes-Argoeuze (Meuse), a permis de pourvoir au remplacement de M. Jérôme Jacquemin, mortifié d'opposition, démissionnaire pour des raisons professionnelles. M. Jacquemin avait été élu en mars 1979 avec 712 voix contre 233 à M. Fort, P.S., et 47 à M. Lhéris, P.C., pour 592 suffrages exprimés, 1 079 votants et 1 308 électeurs inscrits.

La majorité était obtenue de ce scrutin. M. Victor de Varennes, M. Guérin n'a pas réussi à gagner ce duel qui l'opposait au docteur Victor, très connu dans ce canton à vocation agricole.]

SAVOIE : canton d'Aix-les-Bains (premier tour).

Inscr. : 15 503 ; vot. : 8 298 ; suff. expr. : 8 107. MM. Jacques Mouton, div. d., 4 877, ELU ; Frédéric Curtilis, P.S., 2 418 ; Pierre-Edouard Dorcas, div. d., 434 ; M. Catherine Tondello, P.C., 378.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. André Grosjean, R.P.R., contrainct par les élus du conseil général à la démission. M. Grosjean a été élu au second tour, le 22 décembre 1982, par la cour d'appel de Chambéry, à six mois de prison avec sursis et 20 000 F d'amende pour avoir écoulé 6 tonnes de faux gorgonzolas, par l'intermédiaire d'une société frontale, dont il est le principal actionnaire et où il occupe les fonctions de directeur technique.

M. Grosjean avait été élu au premier tour du scrutin de mars 1979, avec 5 643 voix contre 1 383 un candidat socialiste, M. Boquet, 1 164 à M. Palthe, 666, et 622 au candidat communiste, M. Bonnet pour 9 422 suffrages exprimés, 9 591 votants et 14 031 électeurs inscrits.

En l'état avec 60,15 % des suffrages M. Mouton, adjoint à l'urbanisme et aux travaux au conseil municipal d'Aix-les-Bains, et proche collaborateur de M. Grosjean à la mairie, les électeurs ont voulu manifester leur soutien à la politique conduite jusqu'alors par ce dernier. M. Dorcas, le seul candidat d'opposition, a été élu, en mars dernier, conseiller municipal par une liste qui faisait campagne pour le « retour à l'humanité ». Il ne recueille que 5,26 % des suffrages exprimés.]

« Pour que chaque couple puisse choisir librement d'avoir un enfant, un enfant de plus, le gouvernement doit être, par étapes, soutien de nouvelles pratiques, nouvelles des conditions de travail de la future mère et du couple parental, environnement de la maternité et de la petite enfance, adaptation des prestations sociales », a conclu M. Mitterrand.

Le 13 décembre prochain marquera le triste anniversaire de deux années de répression et d'arbitraire à l'encontre du syndicat SOLIDARNOSC et de ses militants et de ses dirigeants. Il marquera aussi deux années de lutte admirable caractérisée autant par la fermeté de la résistance du peuple polonais que par son sang froid face aux violences et aux provocations. C'est pourquoi, nous prenons l'initiative de lancer un appel à tous ceux, travailleurs, militants des droits de l'homme, syndicalistes, médecins, avocats, écrivains, artistes, journalistes, qui ont choisi de combattre pour le respect des droits de l'homme et des libertés syndicales, afin de faire du 13 décembre une journée de mobilisation active et efficace.

POUR LA DEFENSE DE SOLIDARNOSC ARRACHER LA LIBERATION DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES ET MARQUER NOTRE SOLIDARITE AVEC LE COMBAT DU PEUPLE POLONAIS

Des bouquins par milliers ! LES CLASSER, LES RANGER ?

RAYONNAGES ÉTAGÈRES A VOS MESURES Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODIQUE

avec le spécialiste LEROY FABRICANT qui a fait ses preuves « le Monde » du 29-3-1978

288, avenue de Maine, 75014 Paris. Tél. : 540-57-40 (métro Alésia).

enjeu

En kiosque Un besoin. Une ambition. Le mensuel de la majorité.

Abonnements : 1 an, 250 F. Règlement par chèque bancaire ou postal - 3 volets - à Editions du 10-Mai, 52 rue de Bourgogne 75007 PARIS CCP n° 17897 07 P PARIS

LE MONDE diplomatique

DÉCEMBRE 1983

LE DÉCLIN INDUSTRIEL DE L'EUROPE EST-IL IRREVERSIBLE ? (Philippe Messine et Georges Deville)

CONTRESENS SUR LA REPRISE ÉCONOMIQUE AUX ÉTATS-UNIS (Paul Chamsol)

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET LE DÉSASTRE PALESTINIEN (Paul-Marie de la Gorce)

L'ÉTAT JUIF ET L'INTÉGRITÉ DU LIBAN Controverse historique dans le Journal de Moshe Sharett (Yaacov Sharett)

POLITIQUE ET MYSTIQUE EN ISRAËL Le legs de M. Menahem Begin (Marcel Liebman)

1940-1941 : la douteuse philosophie de M. Shamir (Amnon Kapeliouk)

TURQUIE : UN LABORIEUX RETOUR A LA DÉMOCRATIE

Les élections contre la tyrannie des militaires (Ata Gül). - Le Kurdistan après trois ans de dictature (Hussein Yildirim). - Le crime des citoyens de Fata (Frédéric Furet). - Les immigrés en Allemagne : « Turken raus » ? (Leyla Yekilli).

- IRLANDE : Nouveau départ, vieilles ornières (Maurice Goldring). - Craintes et divisions des unionistes (Dominique Foulon).
- PAKISTAN : Le refus des militaires et les risques de désintégration (Eqbal Ahmad).
- LIBAN : Confessionnalisme et démocratie (Micheline Pamel). - Le sort toujours plus précaire des réfugiés (Marie-Christine Aulas).
- QUAND DAMAS VEUT FAIRE RENTRER LA RÉSTANCE DANS LE RANG (Samir Kassir).
- VITALE GRENADE... (Bernard Cassan). - Les vertus de la désinformation (Pierre-Michel Thiviolet).
- ANTISÉMITISME ET ANTIGUÉRILLA (Ignacio Klich).
- Les livres du mois.
- FINLANDE : Une consolidation patiente (supplément).

URUGUAY, UNE DICTATURE SANS VISAGE

La dictature latente (Ernesto Gonzales Bermejo). - Un assassinat : le général (Jorge Quartino). - Un symbole (Juan Goytisolo). - Unité d'une culture frénétique (Mario Benedetti). - Chants d'espoir sous les bâillons (Forge Musto). - Prison « Libertad » : « Les yeux des citoyens » (Roque Faraone).

EN VENTE, 10,50 F, CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

POLITIQUE

LE PROJET DE BUDGET POUR 1984

Le Sénat adopte un texte « dénaturé » selon sa minorité

La majorité sénatoriale n'a pas réussi à refaire son unité pour se prononcer sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1984. La plupart de ceux qui étaient hostiles à la première partie du budget (relative aux dépenses) ont maintenant leur opposition dans le vote d'ensemble (le Monde du 26 novembre). M. Philippe de Bourgoing, dont le groupe R.L. qu'il préside s'est divisé au moment du vote, expliquait que certains « ne veulent pas apporter leur vote à un budget, qui dans son essence est le moyen d'une politique qu'ils estiment néfaste ». Ceux qui ont en revanche approuvé le texte tel que modifié par le Sénat ont voulu donner du « grain à moudre » à la commission mixte paritaire chargée de trouver un terrain d'entente entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Ils ont ainsi répondu au vœu du rapporteur de la commission des finances, M. Maurice Blin (U.n.c., Ardennes), qui, tout au long de la discussion, a dû « monter au créneau » à de multiples reprises, pour faire comprendre à ses collègues que mieux valait amender que supprimer, afin de permettre un minimum de dialogue entre les deux assemblées. Il n'empêche que les

modifications qu'il suggère sont apparues bien timides. Un seul exemple : le Sénat a quasiment quadruplé le montant des suppressions de recettes que lui proposait sa commission des finances. L'opposition de la majorité sénatoriale s'est aussi manifestée nettement, par la suppression ou la modification des dispositions relatives à la publicité des impôts, aux prérogatives de l'administration des impôts en matière de contrôle fiscal, ou encore par son refus d'avaliser la contribution sociale de 1 % sur les revenus des personnes physiques. Le Sénat a certes autorisé le gouvernement à percevoir l'impôt et à faire fonctionner l'administration (les services votés ont été approuvés y compris ceux des P.T.T. qui avaient été supprimés « à la suite d'une erreur d'interprétation »). Sur ce point, M. Adolphe Chauvin, président du groupe de l'Union centriste, a émis une réserve et formulé une demande : que, dès le début de 1984, le rapporteur général entame un « examen détaillé » de ces services votés, afin de proposer « éventuellement une diminution de certains crédits » lors du prochain budget.

Il n'empêche : le texte voté ne recueille pas une approbation unanime. M. Chauvin lui a reconnu le mérite de « limiter » les effets les plus dangereux du projet initial. Il ne satisfait pas non plus M. Jacques Pelletier, président du groupe de la gauche démocratique, qui voit une « coquille vide » à la suite du « jeu de quilles » qui a conduit au rejet des crédits destinés aux mesures nouvelles. La minorité, qui avait soutenu le projet du gouvernement — même si M. Pierre Gamboa (P.C., Essonne) a regretté que les revenus du capital et ceux du travail soient mis sur le même plan — a dénoncé l'attitude « ostraciste » (selon M. Gamboa), « stérile » et « sectaire » (selon M. Henri Duffaut, P.S., Vaucluse) de la majorité sénatoriale. Dans un premier temps, P.C. et P.S. avaient décidé de ne pas participer au scrutin sur cette « caricature » de budget. A la suite d'une « bêtise technique », le P.C. n'a pas été averti du choix du P.S. de se prononcer finalement contre le texte, comme l'avait souhaité M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget.

M. GISCARD D'ESTAING ACCUSE DE « FAIBLESSE » L'ACTUELLE POLITIQUE DE DÉFENSE

Dans un entretien accordé au Figaro de ce lundi 12 décembre et où il se montre très critique envers la politique actuelle de défense, l'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, accuse le gouvernement de « faiblesse » dans la mesure, observe-t-il, où il n'a pas décidé, aujourd'hui, de moderniser l'outil de dissuasion de la France.

L'ancien chef de l'Etat révèle, à cette occasion, que le conseil de défense, qu'il présidait alors, avait décidé, en 1979, de préparer la construction d'un nouveau missile sol-sol, le SX, analogue au SS-20 soviétique, et d'un nouveau missile mer-sol, le M-5, destiné aux sous-marins. Ces études, précise-t-il, devaient aboutir à des décisions en 1982.

« Que son devenir ces programmes », demande M. Giscard d'Estaing. La loi plurianuelle 1984-1988 que le gouvernement a fait voter ne mentionne pas même le M-5. Quant au SX, la décision de fond n'est toujours pas prise et, en attendant, les vieux Mirage-IV seront prolongés jusqu'en 1994. L'ancien président en conclut : « La dissuasion française risque ainsi d'avoir une « fenêtre de vulnérabilité » pendant les années 90. »

D'autre part, M. Giscard d'Estaing considère que « la France défend son existence sur le Rhin, mais sa liberté sur l'Elbe », et que, dans ces conditions, une dissuasion nucléaire doit s'accompagner d'une dissuasion classique modernisée, faisant appel à des forces conventionnelles accrues telle la 1^{re} armée. « Pour des raisons peu claires », ajoute l'ancien chef de l'Etat, le gouvernement est en train de désorganiser cet ensemble cohérent pour constituer une unité à fonction ambiguë : la force d'action rapide (...). S'il s'agit d'une novation stratégique, l'adaptation des moyens aux objectifs témoigne de beaucoup de légèreté. »

« La vérité », conclut M. Giscard d'Estaing, c'est que la France voit diminuer sa capacité à peser efficacement sur la menace la plus plausible : l'effacement des forces conventionnelles en Europe. C'est une erreur de portée historique. »

STALINE CONTRE WALESA

La dernière commune de France qui abrite une avenue Joseph-Staline, La Seyne-sur-Mer dans le Var, a décidé, sous la pression des conseillers municipaux de l'opposition (U.D.F.-R.P.R.) qui réclamaient une avenue Lech-Walesa, de dépeupler l'artère de la commune pour la réattribuer, à l'initiative du conseil, avenue Stalingrad.

M. Maurice Blanc, le maire communiste de La Seyne s'en explique : « L'Union soviétique a perdu vingt-deux millions d'hommes au cours du dernier conflit mondial et Staline a été honoré par notre ville comme chef d'Etat d'un peuple en lutte ayant participé à la bataille de Stalingrad qui fut décisive dans l'issue de la guerre. » Dont acte.

A Nice, dans les Alpes-Maritimes, les conseillers municipaux U.D.F.-R.P.R., majoritaires au conseil, avaient, eux, à leur disposition un encombrant boulevard de Stalingrad. Aussi ont-ils décidé, leur maire Jacques Médéric en tête, de baptiser un tronçon de cette artère du nom du leader du syndicat Solidarnosc. Cette décision provoqua une vive réaction de l'union départementale C.G.T. qui a protesté contre cette décision.

PROPOS ET DÉBATS

M. Marchais : M. Gallo est un bien mauvais porte-parole

« M. Gallo (...) est peut-être un bon écrivain, mais un bien mauvais porte-parole pour un gouvernement de gauche. Dire que les travailleurs qui luttent actuellement dans leur entreprise, avec l'appui de leurs organisations syndicales, politiques, contre le patronat qui veut licencier, fermer arbitrairement les usines, veulent désarmer la France, sont des propos inacceptables. C'est un grand écart que je n'accepte pas », a déclaré M. Georges Marchais, dimanche 11 décembre, à l'Europe 1. Le secrétaire général du P.C.F. répondait ainsi aux déclarations de M. Gallo, porte-parole du gouvernement, qui avait contesté les propos tenus par M. Marchais, le 8 décembre, devant les salariés de l'usine S.K.F. d'Ivry (Val-de-Marne) occupée depuis un mois. « Croire et faire croire qu'on pourra toujours et partout empêcher des licenciements (...) c'est rendre un mauvais service aux travailleurs, aux entreprises et au pays. C'est désarmer la France », avait déclaré M. Gallo.

M. Marchais a ajouté, à propos des mutations industrielles : « Oui, mais conduites de telle manière qu'elles ne se traduisent pas par une aggravation du chômage. Le secrétaire général du P.C.F. a également affirmé que, malgré les aides aux entreprises, les investissements ont diminué. »

M. Juquin (P.C.) : la gauche dans une mauvaise passe

M. Pierre Juquin, porte-parole du P.C.F., a déclaré dimanche 11 décembre à Brest : « C'est vrai, la gauche traverse une mauvaise passe. Elle bute sur le chômage, le pouvoir d'achat des travailleurs, la croissance industrielle, mais ce n'est pas du tout insoluble. Selon lui, l'alliance P.C.-P.S. n'est pas un « mariage forcé », et il n'est pas question d'engager une procédure de divorce. »

M. Stasi (C.D.S.) : les idées d'abord

M. Bernard Stasi, député (U.D.F.-C.D.S.) de la Meuse, estime, dans un communiqué publié dimanche 11 décembre, que le choix d'une ou deux listes de l'opposition aux élections européennes de juin 1984 est « un problème secondaire par rapport à la nécessité de connaître d'abord les convergences possibles sur le devenir européen ». Pour lui, « le débat sur les idées doit relayer de toute urgence les discussions stériles et prématurées sur le tactique. (...) Si une communauté de vues est insaisissable (en matière de tactique), une liste unique est logique ; si elle ne peut pas se réaliser, deux listes s'imposent », affirme M. Stasi, qui précise que « cette seconde hypothèse ne saurait compromettre l'action commune engagée contre l'actuelle majorité. »

La « fête de la liberté » à Pontoise

M. BARRE : le pouvoir déploie une stratégie de survie

Organisée par l'union départementale de l'U.D.F. du Val-d'Oise, la « fête de la liberté » a réuni à Pontoise, samedi 10 décembre, quelque mille cinq cents personnes, sous la présidence de M. Raymond Barre et des principaux responsables des différentes composantes de l'U.D.F. : MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe à l'Assemblée nationale, François Létard, secrétaire général du P.R., Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., et André Rossinot, président du parti radical.

Si la constitution d'une ou deux listes aux élections européennes de juin 1984 n'a pas été franchement abordée par les intervenants, M. Raymond Barre a toutefois déclaré : « Les Français doivent se souvenir qu'on ne fait pas de considérations de politique intérieure. (...) Il a ajouté : « L'Europe ne doit pas être abaissée à un enjeu médiocre pour les ambitions et les combinaisons. »

L'ancien premier ministre a invité l'opposition à faire preuve de « lucidité et (de) courage ». « Nous avons besoin de lucidité, a-t-il dit, vis-à-vis du pouvoir qui a la volonté indiscutable de changer profondément les structures de notre société. Quant au courage, l'opposition en aura besoin, car, selon M. Barre, « il n'est pas facile de faire face à ceux qui se liguent contre les libertés. »

M. Barre a développé son projet de société libérale qui ne devra pas être « une société de réaction ou de revanche [mais] une société qui reposera sur l'authenticité et où les faux-semblants ne compteront plus ». Le député du Rhône a prédit : « Le déclin de la majorité actuelle », jugeant que « le pouvoir déploie par tous les moyens sa stratégie de survie pour les prochains scrutins. (...) compte arriver à ses fins en étendant chaque jour son emprise sur les activités nationales et en usant habilement des événements internationaux qu'il dramatisait à dessein. Nous sommes, a-t-il déclaré, engagés dans une longue marche, et

nous devons faire preuve de vigilance et de fermeté. » M. Jean-Claude Gaudin a, lui, comparé cette opération-survie à « une fusée à deux étages, par produit de la technologie de truquage socialiste : c'est un SS-20 socialiste contre l'opposition, avec pour premier étage une loi pour truquer la presse et pour deuxième étage une loi pour truquer le mode de scrutin ». Au paravent, M. Michel Poniatowski, président d'honneur du P.R., avait traité M. Mitterrand d'« imperturbable illusionniste » qui vient de donner « une nouvelle preuve de son absence de crédit et d'autorité à l'Assemblée ». Selon lui, « la France amuse tristement l'Europe. »

M. François Létard a parlé de l'extrême droite : « A force d'attiser l'épouvantail de l'extrême droite, on ne la favorise. Maintenant, l'extrême droite, c'est Pinochet : elle marche toute seule ! ». M. Pierre Méhaignerie a, lui, présenté l'année 1984 comme l'« année du jugement », et M. André Rossinot a dénoncé la « radicalisation des méthodes et des objectifs des socialistes [qui] affichent un culte de façade de l'unité nationale. »

JACQUELINE MELLON.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-33
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1194 F 1727 F 2260 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 857 F 1140 F

II - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1105 F 1430 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) bien jointe au chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le président (M.R.G.) de l'Assemblée de Corse est isolé au sein de son propre mouvement

Correspondance

Bestia. — La rupture est désormais consommée entre M. Prosper Alfonsi, président de l'Assemblée de Corse, et le M.R.G. de Haute-Corse, dont il avait conduit la liste, lors des élections régionales du 8 août 1982. Depuis plusieurs semaines, les relations entre M. Alfonsi et M. François Giscobbi, président du conseil général de Haute-Corse et véritable chef du M.R.G. dans le nord de l'île, s'étaient considérablement dégradées. La dissolution de la Commission des comités nationalistes (C.C.N.) (le Monde du 1^{er} octobre 1983), puis le vote sur la motion visant à inclure la notion de peuple corse dans la loi sur le statut particulier, ont permis de mesurer le hiatus existant entre les deux hommes. M. Alfonsi, en effet, à l'inverse des autres élus du M.R.G., avait jugé « inopportune » la dissolution de l'organisation nationaliste, tout comme il a voté contre son groupe et pour la résolution sur l'identité du peuple corse, finalement rejetée par trente-sept voix contre vingt-trois (le Monde des 27 et 28 novembre 1983).

Cette nouvelle incartade de M. Alfonsi a provoqué les foudres des élus radicaux, qui affirment, dans un récent communiqué, que ce texte présenté « ne visait rien moins qu'à élargir la notion de peuple corse, en y incluant les germes du séparatisme ». Ils se félicitaient aussi d'avoir « contribué à entraver des propositions irresponsables ». Si le

président de l'Assemblée de Corse n'est jamais nommé, il est clair que cette prise de position le vise directement. Mais l'offensive de son propre parti ne s'arrête pas là : le M.R.G. du Nord, constatant sur cette motion une identité de vues avec les élus radicaux du Sud, souhaite que celle-ci puisse déboucher sur une « unité organisée » entre les deux fédérations M.R.G.

Ainsi M. Alfonsi serait mis au ban de tout le clan radical, fortement implanté dans l'île. Fort habilement, le président de l'Assemblée, qui en est aussi l'unique exécutif, a choisi de se situer « au-dessus et en dehors des partis », attaché à une seule mission, « la mise en œuvre du statut particulier ». Cela ne l'a pas empêché de déchoquer quelques fidèles à l'adresse de ses anciens amis politiques et à principalement M. Giscobbi, affirmant qu'il n'était « ni sous tutelle ni soumis à autorisation préalable ». Une façon de s'affranchir définitivement de son parti d'origine, dont il dénonce pour la première fois publiquement le « conservatisme aussi absolu que dangereux ». M. Alfonsi, dont le mandat de président expire en août 1985, sent désormais qu'il est un homme seul.

Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR, SR ou GT ! une 505 TURBO ! INJECTION ! une 604 GT !

Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT

Le bon prix — le bon service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21



Fnac-Sport a sélectionné puis (très bien) acheté plus de 7000 articles* pour pouvoir les vendre 20% moins cher

*Skis, fixations, chaussures, bâtons pour ski de piste et ski de fond. Patins à glace. Après-skis. Vêtements de montagne. Et aussi vêtements de danse.

Fnac-Sport - Niveau place basse Forum des Halles. Le lundi, de 13h à 19h30. Du mardi au samedi, de 10h à 19h30

1501 60 44 30

M. Marchais :

[illegible]

M. Juquin (P.C.):

Mr. Juquin (P.C.):
 is caught in a mouse trap

M. Stasi (C.D.S.) :
les idées d'abord.

[illegible]

SECRET

LE SAHARA : le pouvoir déploie une stratégie de survie

[illegible]

1. The first step in the process of the investigation is to identify the problem. This is done by gathering information about the situation and the people involved. The next step is to determine the cause of the problem. This is done by analyzing the information gathered in the first step. The third step is to develop a plan to solve the problem. This is done by considering the different options available and choosing the best one. The fourth step is to implement the plan. This is done by putting the plan into action. The fifth step is to evaluate the results. This is done by comparing the results with the original problem and determining if the problem has been solved.

[illegible]

1. The first step in the process is to identify the problem. This involves gathering information about the situation and the people involved.

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the situation and the goals that need to be achieved. It is important to gather all relevant information and to define the problem clearly.

[illegible]

DATE: 11/20/2018

Le Monde

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

2. The second part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

3. The third part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

8. The eighth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

9. The ninth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

[illegible]

toujours

RTL

1^{ère} radio de France

Résultat du dernier sondage C.E.S.P.*

RTL reste en tête
de toutes les stations de radio
et remercie ses auditeurs

**Centre d'Etudes des Supports Publicitaires (Octobre 1983)*

Le Monde

L'ADOPTION DU PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le nouveau doctorat

L'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, samedi 10 décembre, le projet de loi sur l'enseignement supérieur. Comme elle avait commencé à le faire la veille (le Monde daté 10-12 décembre), la majorité a essentiellement rétabli le texte tel qu'elle l'avait adopté en première lecture et que le Sénat avait profondément modifié.

Le texte voté au printemps supprimait la distinction actuelle entre le doctorat de troisième cycle et le doctorat d'ingénieur, il supprimait également le doctorat d'État, M. Savary expliquant que les deux premiers « sont souvent considérés comme trop faibles » et le troisième « trop difficile et trop long » pour les comparaisons internationales. Dans la formulation votée à la demande du gouvernement, « sont maintenus », a expliqué le ministre de l'Éducation, les deux niveaux de reconnaissance : aptitude à la recherche, aptitude à la direction de recherches. La première sera consacrée par la délivrance d'un doctorat dont le titre mentionnera l'université qui l'a remis.

La deuxième sera « sanctionnée par une habilitation à la direction de recherches ». « Le nouveau doctorat », a ajouté M. Savary, sera d'un niveau supérieur aux anciens doctorats de troisième cycle et d'ingénieur. Il sera « un des éléments d'appréciation pour le recrutement des futurs maîtres de conférence, et, pour l'obtenir, il faudra faire état d'un diplôme d'études approfondies et de travaux de recherche personnels effectués pendant une période comprise entre deux et quatre ans après l'obtention de ce D.E.A., le tout devant aboutir à une soutenance devant un jury sur présentation d'une thèse ou d'un ensemble de publications ». L'habilitation à diriger des recherches « sera délivrée par une université (...). Les candidats soutiendront une thèse devant un jury auquel ils présenteront aussi des travaux postérieurs à cette thèse, le tout devant attester une aptitude à encadrer de jeunes chercheurs. L'habilitation sera exigée pour être nommé au grade de professeur ».

L'opposition n'a pas accepté ces dispositions. M. Gilbert Gastier

(U.D.F. Paris) a critiqué la disparition du doctorat d'État et M. Jean Foyer (R.P.R. Maine-et-Loire) regretté que soient « traitées toutes les disciplines de la même manière, alors qu'il faudrait diversifier les régimes ».

M. Georges Hage (P.C. Nord), aurait volontiers accepté le maintien d'un « doctorat de spécialité », mais les communistes se rallient à l'essentiel du dispositif du gouvernement. Ils s'abstiennent sur l'amendement précisant que le titre de docteur indiquera le nom de l'université l'ayant délivré pour manifester leur attachement « à l'affirmation sans ambiguïté du caractère national des diplômes ». En revanche, l'opposition vote cet amendement. Quant à M. Jean-Claude Cassaing (P.S. Corrèze), rapporteur de la commission des affaires culturelles, il aurait souhaité que l'habilitation à diriger des recherches ne soit que temporaire afin d'« éviter que certains érudits chercheurs cessent de produire après un certain temps ». Le gouvernement fait aussi admettre que l'habilitation à délivrer des diplômes accordés aux établissements d'enseignement supérieur ne sera pas forcément à durée déterminée.

● Les pouvoirs du président

Les députés communistes auraient souhaité que soit « mieux établie la prééminence du conseil d'administration » sur le conseil scientifique et sur le conseil des études et de la vie universitaire et que le président soit entouré d'une équipe assurée collectivement de la direction de l'université. Mais, finalement, ils retirent leurs amendements allant dans ce sens. Au contraire, M. Savary fait admettre que le bureau de l'université sera élu sur la proposition du président de conseil pour qu'il y ait parfait accord entre eux. De même, il a précisé que « les statuts de l'université s'efforceront de garantir la représentation de toutes les grandes disciplines enseignées », ce qui satisfait M. Foyer.

● Les conseils scientifiques

M. Savary, comme il l'avait déjà proposé au Sénat, a fait succéder, alors, car ce n'était pas suffisant aux yeux des députés, « propose un accroissement de la place des enseignants. Les « habilités » occuperont

au moins la moitié des sièges. Les docteurs non habilités, le sixième au moins, les autres au moins un douzième. De plus, chacune de ces trois catégories élira séparément ses représentants. Enfin, seuls les étudiants de troisième cycle y seront représentés.

M. Robert Galley (R.P.R., Aube) reconnaît que cela correspond aux vœux de l'opposition. En revanche, M. Hage (P.C.) regrette ce dispositif différent de celui voté en première lecture, et les députés communistes s'abstiennent lors du vote. Les socialistes eux-mêmes ne cachent pas leur réserve. M. Cassaing explique que ces propositions ne le « transportent pas d'enthousiasme » et M. Jean-Pierre Sœur (P.S., Loire), se préoccupe de la place des enseignants non habilités, craignant que certains dans leur catégorie soient moins représentés que les étudiants. Malgré cela, les socialistes votent les amendements du gouvernement après que M. Savary ait souligné qu'il mesurait « le prix » de leur « compréhension ».

M. Savary fait préciser que les unités de formation et de recherche ne comprendront pas « plusieurs disciplines » mais « une ou plusieurs disciplines fondamentales ». M. Sœur rappelle la préférence des socialistes pour la « pluridisciplinarité ».

● Les élections aux conseils

Pour l'élection au conseil d'administration et au conseil des études et de la vie universitaire, tous les enseignants sont réunis dans un collège électoral unique, même si chacun

dans sa catégorie a droit à une représentation minimale. Comme elle l'avait fait en première lecture, l'opposition se déchaîne contre cette disposition, souhaitant que le gouvernement fasse le même pas en arrière que celui accompli pour le conseil scientifique. « Les représentants des professeurs et des personnels d'un même établissement vont être désignés par un collège dans lequel ils seront noyés sous le nombre », rappelle M. Foyer, jugeant cela comme une « humiliation » et une « insulte » pour les professeurs. Expliquant que « les travailleurs d'une catégorie doivent désigner eux-mêmes leurs représentants », il s'appuie sur l'argumentation développée par M. Maurice Duverger (le Monde du 25 novembre 1983) pour juger ces collèges uniques contraires à la démocratie. M. Foyer demande que l'opposition saisisse le Conseil constitutionnel. M. Cassaing répond que ce collège unique « fera progresser la notion de communauté universitaire » dont les termes sont pour M. Savary « pleins de sens ».

Pour le reste du texte, l'Assemblée en revient, dans ses discussions, aux formulations votées en première lecture, le gouvernement faisant simplement préciser dans la définition des fonctions des enseignants que « les professeurs ont la responsabilité principale de la préparation des programmes, de l'orientation des étudiants, de la coordination des équipes pédagogiques ». Une ultime satisfaction accordée à la fronde des « mandarins ».

THÉRIER BRÉHER.

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

● Un sondage : une majorité de Français est favorable aux propositions de M. Savary

Les Français restent attachés à l'enseignement privé, mais ils ont, dans l'ensemble, bien reçu les propositions de M. Alain Savary à ce sujet. C'est ce que révèle un sondage Ifop qui n'a pas été rendu public, fait entre le 15 et le 18 novembre à la demande du ministère de l'Éducation nationale. A cette époque, les réponses des principaux partenaires du ministère étaient connues.

Sur les 71 % de Français favorables à l'existence de l'enseignement privé — ce taux est constant dans tous les sondages — plus de la moitié (52 %) se situent parmi les sympathisants de la majorité. L'opportunité d'une réforme « est clairement établie », commente l'Ifop, puisque 41 % des Français estiment qu'il est indispensable de rénover le système éducatif et que cela concerne aussi l'enseignement privé : s'y ajoutent 17 % (à part presque égale parmi les électeurs de la majorité et de l'opposition) pour qui les rapports entre l'enseignement privé et l'État doivent être harmonisés.

Sur le fond des propositions ministérielles, qui sont connues de la moitié des Français, moins d'un tiers craignent qu'il ne s'agisse de nationaliser l'enseignement privé, tandis que 54 % au total y voit la recherche de nouvelles modalités de coexistence entre les deux enseignements et la volonté de rénover l'ensemble du système éducatif.

C. A.

● Une manifestation : les parents d'élèves de l'école libre mobilisent au Puy

Trente-huit mille personnes, selon les organisateurs, ont participé, samedi 10 décembre, au rassemblement inter-régional des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL) au Puy dans la Haute-Loire, département où le secteur privé représente plus de 42 % des effectifs scolaires. Les manifestants, venus des quatre départements de l'académie de Clermont-Ferrand (Allier, Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire) et de départements voisins (Isère, Drôme, Ardèche, Lozère, Loire), se sont réunis sous deux chapiteaux.

Les orateurs ont notamment réagi aux derniers propos de M. Mauroy (le Monde du 9 décembre) : M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement

libre (UNAPEL), a notamment souligné « le total manque de collaboration entre le premier ministre et le ministre de l'Éducation nationale ». Il s'est demandé si M. Mauroy avait voulu « déguiser la hache de guerre pour le printemps » ou faire son « baroud d'honneur avant de disparaître ». Mais M. Daniel a appelé les parents d'élèves à « conserver leur sang-froid ».

M. Jacques Barrot, président du conseil général de Haute-Loire et secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, a reconnu dans les propos du premier ministre « les exigences de la Fédération de l'éducation nationale, qui a peur d'une décentralisation qu'elle cherche à limiter et à contrarier par tous les moyens ».

SCIENCE PO. Préparations Documentation sur demande

- Stage parallèle (février à juin)
- Stage intensif d'été

IPEC Enseignement supérieur privé 48, bd Saint-Michel, Paris 6 Téléphone : 033.81.22.32/33.03.71/35.45.87

ARTCURIAL LIBRAIRIE

UNE VRAIE LIBRAIRIE D'ART CONTEMPORAIN 7000 titres français et étrangers disponibles Catalogues sur demande

9, avenue Marigny Paris 8-359.29.81 Mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

UNE NOUVELLE AFFAIRE DE FAUSSES FACTURES

Le circuit du Mans

De notre envoyée spéciale

Le Mans. — Cinq notabilités de la ville, après deux jours de garde à vue, ont quitté librement le commissariat du Mans, le 9 décembre à 10 heures. Le suspens prend fin pour MM. René Cadoui et Christian Elary, respectivement directeur et directeur technique de l'Office départemental d'I.L.M. de la Sarthe ; M. Jean Jourdain, directeur administratif de l'Association pour la Formation du personnel (A.F.P.), clientèle florissante de l'office ; MM. Léonce Benoist et Jacky Gata, cadres chez deux fournisseurs locaux — la SCETEC pour la plomberie et Corail S.A. pour les travaux de peinture.

Convoqués sur des accusations de fausses factures et de détournement de fonds, lancées par M. Moulins, l'ancien receveur de l'office aujourd'hui en retraite, ils ont reconnu les faits. Le parquet continue son enquête. (à ce jour), ouvrir une information, ni requérir des inculpations. Serait-ce la fin ou le début de l'affaire ?

La ville, tapie dans sa tranquillité, n'a rien su de ces gardes à vue. Seul le personnel de l'office, sans trop savoir, était aux aguets. Ces dernières semaines, des inspecteurs du S.R.P.J. d'Angers avaient interrogé des collaborateurs subalternes. On devinait la menace. Serait-ce une simple bourrasque ou le début de la chute ? La question n'était pas nouvelle dans cette enquête ouverte à la fin décembre 1982, classée provisoirement en septembre 1983 et rouverte le 4 novembre.

Rumeurs

Échos feutrés pour graves accusations. Des noms, des chiffres pour des malversations variées. Fausses factures, argent blanchi, « saucis-sommes » suspects de marchés publics, cadeaux coûteux pour barbouilles politiques. Tous les ingrédients furent mêlés à la sauce, mais elle ne prit guère. Comment démentir le vrai du faux ? Le sujet, explosif, incita à la prudence.

L'office — un parc de onze mille logements — intéresse des milliers de locataires. Corail S.A. et la SCETEC ont pignon sur rue. Certains personnels mis en cause sont connus pour leur attachement au R.P.R. M. Cadoui, venu de Vannes à l'office du Mans en 1977, avait appartenu, jadis, au cabinet de M. Marcelin J. Jourdain, ancien militant de l'Action ouvrière et professionnelle, qui groupe les cahiers d'extrême droite du R.P.R. fut jusqu'à une date récente, trésorier local de ce parti. Les informations circulent mezzo voce. Sans réaction.

Coup de théâtre le 9 décembre. Après avoir fait le gros dos pendant un an, avoir eu tout le temps pour mettre au point leur système de défense, les cinq interpellés reconnaissent les faits dénoncés par l'ancien receveur, M. Moulins, plus d'un an auparavant. En l'absence d'information judiciaire, ce dernier commençait à s'inquiéter.

Venu de la trésorerie générale, M. Moulins a été, pendant quinze ans à l'office, le sésame du paiement. L'homme à la discrétion et la rigueur qui sèment à sa fonction. Hélas malgré lui, quelques peu malmené à peine, il perdit son dernier sens l'année dernière. L'acte de révolte devant sa confiance trahie.

En octobre 1982, avant de partir en retraite, M. Moulins envoya un rapport au trésorier payeur général et au directeur départemental de l'équipement — les supérieurs administratifs. Il y dénonça ce qu'il voyait, dit-il, de découvrir. L'office a été sollicité par l'A.F.P. pour construire un internat route de Laval au Mans. Offre classique. L'office a reçu pour ce projet, en 1982, 600 000 F en fonds versés par diverses entreprises, à titre de 0,9 % pour le logement. Financement classique.

Mais, fait curieux, la plupart des entreprises donatrices sont extérieures au département, installées à Paris et spécialisées dans le travail temporaire. Ordinairement, la majeure partie des fonds du 0,9 % provient d'entreprises locales travaillant pour l'office.

Quel bon vent a attiré ces entreprises parisiennes en Sarthe ? M. Moulins ne tarde pas à l'apprendre de la bouche même, dit-il, de M. Jourdain, le directeur administratif de l'A.F.P. Des bureaux d'études ont été chargés de « rabattre » les fonds, jouant ainsi les intermédiaires entre Paris et la Sarthe. Encore fallait-il, selon M. Jourdain, cité par le receveur, rémunérer ces bureaux pour les services rendus. C'est là que l'opération bascule dans l'illégalité. Les bureaux auraient réclamé entre 30 et 40 % des sommes collectées.

L'office de la Sarthe, comme tout autre, n'a pas le droit d'utiliser des fonds publics à de telles fins. Qu'à cela ne tienne ! Selon le schéma connu depuis les retentissantes affaires de Marseille et d'Alain-Provence, on fera sortir l'argent de l'office par petites sommes. L'office paie des factures surévaluées à des entreprises locales, dites

« taxis », qui servent de relais. A charge pour ces « taxis » de réintégrer les sommes indûment perçues aux bureaux d'études, « rabatteurs », sous le couvert de contrats plus ou moins imaginaires. Chacun y trouve son compte.

La combinaison se met en place. Les entreprises « taxis » sont Corail S.A. et la SCETEC. Dès juillet 1982, le receveur tombe sur quelques factures étranges. Dates de juin 1982, elles concernent des travaux de Corail S.A. près de Mamers, dans la région. Il refuse de payer. Le fournisseur, en la personne de M. Gata, de chez Corail S.A., s'étonne. Tout le monde semblait d'accord. M. Moulins demande des explications. Et chacun de lui en donner. M. Jourdain, de l'A.F.P., lui décrit le scénario liant l'office, les « taxis » et les bureaux d'études. Ainsi M. Moulins fait-il le joint entre le « 0,9 % » bizarrement venu de Paris et les bizarres factures. D'autant que d'autres « taxis » figurent dans d'autres factures émanant, elles, de la SCETEC. Le receveur donne quarante-huit heures à ses interlocuteurs pour régulariser la situation et faire rentrer le « trop versé » aux « taxis ». Sans résultat. M. Moulins met ses menaces à exécution : il envoie son rapport à ses supérieurs.

Peu après, les factures incriminées sont « blanchies ». L'une d'elles, par exemple, émanant de la SCETEC, d'un montant de 46 800 F en début pour l'office, est suivie d'un avoir de 16 228 F en crédit, soit trois fois. Est-ce pour compenser l'erreur ? Au bout du compte, il semble que l'office ait financièrement peu pâti de ces alibis et ventes de factures et d'avoirs. De simples « erreurs de métré », concluent à l'office, — qui d'ailleurs ont été « rectifiées ». L'enquête du S.R.P.J. d'Angers est provisoirement classée.

Le 29 octobre 1983, Jacky Benoist dans Ouest-France relate « la vraie histoire des fausses factures ». Cet article, venant après une série d'autres commençant en février, ramène la mêlée. Le parquet se fait communiquer le rapport Moulins et rouvre l'enquête préliminaire.

Un mois plus tard, au cours des gardes à vue, les cinq interpellés confirment le rapport dans sa totalité. Le montant des fausses factures — pour le moment — s'élève à 80 000 F, dont 42 000 émanant de Corail S.A. et le reste de la SCETEC. Le détournement est établi. L'enquête s'orienta maintenant vers les bureaux d'études parisiens bénéficiaires.

Mais qui sont-ils ? Les dépositions faites au Mans la semaine dernière, comme les rumeurs qui les ont précédées, mettraient en cause un sixième homme : M. Casimir Swierczynski, domicilié à Clamart, — un proche de M. Jourdain. Ce serait l'homme-charnière de l'opération avec l'office, dont la finalité, suggère-t-on, pourrait être le financement d'un parti politique d'opposition. C'est en tout cas l'hypothèse de trois bureaux d'études parisiens auxquels Corail S.A. et la SCETEC ont passé commande. Ces trois sociétés ont les mêmes bureaux à Vannes, mais pas le même siège social.

Euro Conseil Service (E.C.S.), S.A.R.L. créée en mars 1981, est gérée par Mme Marie-Claude Swierczynski, domiciliée à la même adresse que M. Casimir Swierczynski. La gérante possède la moitié des parts d'E.C.S. Euro Assistance Service (E.A.S.), S.A. créée en juin 1980, gérée par M. Casimir Swierczynski, a été liquidée en mai 1983. Fait anecdotique : M. Jourdain, de l'A.F.P., détenait dix des mille actions de la S.A. — quatre cents étant aux mains du gérant. Ces deux sociétés ont pour objet social l'assistance et le conseil aux entreprises.

« Consommateurs-conseils », le troisième bureau, une S.A.R.L. créée en janvier 1981, a pour objet, selon les statuts « la publication de tous documents (et services s'y rattachant) relatifs à l'éducation, la formation, l'information, la protection des consommateurs et à leur bien-être ». Mais, selon l'enquête des factures envoyées aux entreprises « taxis » du Mans, l'activité est devenue « conseil en commercialisation, développement de marchés ». Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Enfin, il y a peu, en mars 1983, la S.A.R.L. a changé de propriétaire. Pour moitié, elle est désormais la propriété de M. Casimir Swierczynski et pour l'autre moitié celle d'une employée d'E.C.S.

Telle est l'évolution juridique de ces bureaux d'études qui vont être maintenant au cœur de l'enquête. L'affaire de la Sarthe pourrait ainsi devenir « conseil en commercialisation, développement de marchés ».

Le circuit du M...

LES CATHOLIQUES ET LUTHER

Jean-Paul II au temple

De notre correspondant

Rome. — Pour la première fois dans l'histoire de l'Eglise romaine, dimanche 11 décembre, un pape est allé prier dans un temple luthérien. En franchissant le seuil de la blanche petite église luthérienne Chrétus Kirke, de la via Toscana à Rome, Jean-Paul II a accompli un geste œcuménique important.

C'est à 19 heures, sur la musique d'un choral de Bach, que Jean-Paul II, évêque de Rome, pénétre dans le temple de la petite communauté luthérienne allemande de Rome, où sont assemblés des invités et une foule de journalistes. Il est accueilli par le pasteur Meyer. Côté à côté, le pape, vêtu de blanc, et le pasteur, en noir, prient. Dans chaque travée la pourpre des cardinaux et la

violet des évêques se mêlent aux robes vêtues noires à colerette blanche des pasteurs.

La cérémonie commence par la lecture d'une prière de Luther rédigée à la fin de sa vie, dans laquelle celui-ci supplie Dieu de réunir ce qui est brisé, puis d'un passage d'une prophétie d'Isaïe qui commence par ces mots : « Écoutez la voix qui crie dans le désert ». Le pape, pour sa part, choisit un passage de l'Evangile selon saint Matthieu. Ensemble, Jean-Paul II et le pasteur Meyer récitent le *Pater noster*. Le pape, dans son sermon en allemand, parle de

l'unique Seigneur et Rédempteur, et il ajoute notamment : « En cette année marquant le cinq centième anniversaire de la naissance de Martin Luther, semble poindre la renaissance de notre unité et de notre communauté ».

Pour certains observateurs, comme le Père Sorge, directeur de la revue des jésuites *Civitas Catholica*, le geste du pape a une portée historique, « en lui-même, mais aussi dans le contexte œcuménique dans lequel il prend place : il vient confirmer les acquis des décennies de dialogue entre protestants et catholiques ». Selon le Père Sorge, « le plus impor-

tant résultat obtenu jusqu'à présent est la révision du jugement porté par l'Eglise sur la personne de Luther ».

C'est avec plus de réserve que des luthériens jugent l'initiative du pape. Le pasteur Dietrich Sattler, de l'Eglise évangélique allemande, précise, dans une interview au quotidien italien *la Stampa*, qu'il s'agit d'un « geste, certes beau, envers l'Eglise évangélique d'Italie, mais dont il convient de ne pas surévaluer la portée ». C'est un signe du rapprochement des catholiques et des protestants, « mais les problèmes théologiques et spirituels entre les deux Eglises demeurent ».

PHILIPPE PONS.

SPORTS

TENNIS

Wilander, champion d'Australie

Voici donc, pour la deuxième fois de sa jeune carrière, Mats Wilander vainqueur du tournoi du grand chelem [premier titre à Roland-Garros en 1981, à dix-sept ans] : le Suédois a remporté dimanche 11 décembre, sur le central de Kooyong, à Melbourne, les Internationaux d'Australie, en ne laissant aucune chance à son adversaire, le Tchèque Ivan Lendl, qu'il a battu par 6-1, 6-4, 6-4, au cours d'une finale 100 % européenne, jamais vue dans l'enceinte sacrée des grands Kangourous d'autrefois.

Ainsi, plus vite encore que Borg, son grand aîné, qui a creusé le sillon et auquel il doit tout — à commencer par la foi et le secret du fameux revers à deux mains — Wilander a su s'adapter au jeu sur herbe. Il est devenu le joueur « tout terrain » le plus redoutable du monde, après deux ans seulement de compétition au sommet.

Battu par Noah en finale de Roland-Garros 1983, par Tomic, en huitième de finale de Wimbledon, par Lendl, en quart de finale de Flushing Meadow, Wilander avait gagné, dans la matinée, le droit d'accéder à la finale australienne : il avait, en effet, éliminé vendredi le super-favori, John McEnroe, sur un score en quatre sets quasi identique à celui de son quart de finale gagnant de Roland-Garros. Il n'est pas douteux que cette revanche retentissante, obtenue sur gazon — la surface préférée de McEnroe — lui avait donné un moral d'acier.

Ivan Lendl, pour une victoire qui, outre la gloire, rapportait 70 500 dollars, auxquels viennent s'ajouter les 600 000 dollars de bonus pour le vainqueur du Grand Prix de la Fédération internationale de tennis (1), montra un état d'esprit tout à fait différent.

Les premiers comptes-rendus des experts le présentent comme privé de sa première balle de service, de passing-shot perforant, appuyant sans conviction ses retours, laissant son adversaire camper au filet. Il semble bien que, comme à Flushing Meadow devant Connors, il avait laissé sa force destructrice aux vestiaires.

Curieux cas que celui du Tchèque, qui est saisi de panique dès qu'il dispute un titre du grand chelem. Mais tout se passe dans la tête au tennis : on vient de le voir avec Noah, lequel en même âge — vingt-trois ans — garde sur Lendl l'avantage d'être un gagnant dans les grandes occasions (à Roland-Garros précisément contre Lendl, puis contre Wilander).

Dernière constatation : le tennis suédois, avec la victoire de Stefan Edberg (dix-sept ans) dans le tournoi juniors — qui lui fait remporter le grand chelem des juniors — a le vent en poupe. Bien épaulé par ses compatriotes Jardy Nystrom et maintenant Edberg, qui composent des équipes interchangeables en simple et en double, Wilander est à pied d'œuvre pour devenir, demain, sous le soleil des antipodes, le roi de la Coupe Davis. Boutés hors de leurs propres championnats par un homme du Septentrion, les Australiens n'ont qu'à bien se tenir.

OLIVIER MERLIN.

(1) Avant les Internationaux d'Australie, Lendl devançait Wilander de 113 points. Grâce à sa victoire, le Suédois termine premier avec 132 points d'avance.

Immigrés, quels droits ?
Libérés conditionnels, pourquoi ?
L'insécurité, encore ?

An cœur des débats,
des juges parlent...

JUSTICE

Journal du Syndicat
de la Magistrature

En librairie, à la FNAC-Forum,
tous les 2 mois, le N° 28 F :
N° 97 : L'héritage sécuritaire ;
Immigration, un nouveau droit
d'occupation ?
Abonnement, 1 an (6 n°), 150 F ;
Justice, BP 155,
75523 Paris cedex 11
(chèques à l'ordre de Justice)

cadeaux
d'entreprise ?

CATALOGUE COULEURS GRATUIT
DEMAIN SUR VOTRE BUREAU EN
APPELANT ETMOCEL (01 435 19 52)

LES PREMIERES ANNEES DE LA VIE

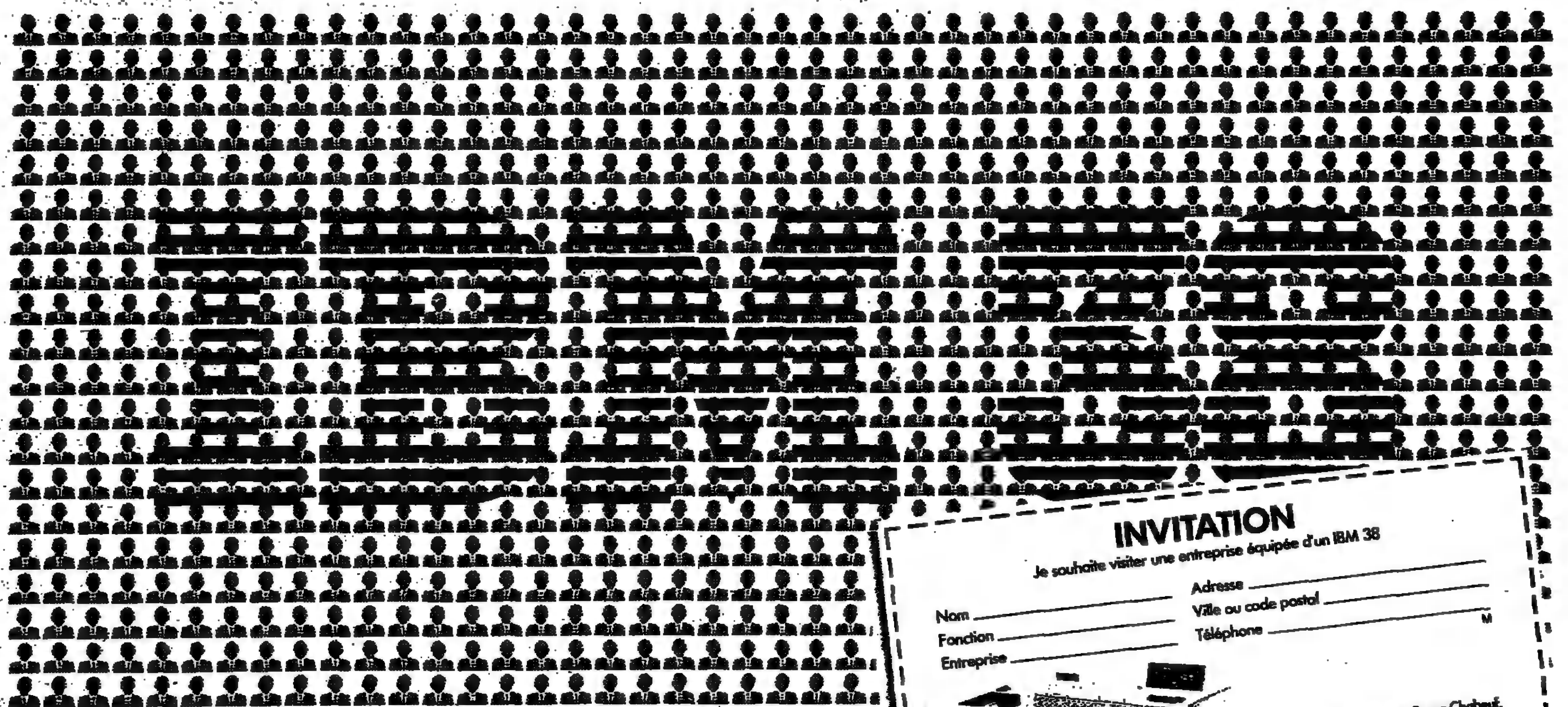
Avant de naître, le bébé mémorise la musique et la voix. Dès la naissance, sa vision s'étend sur 60°. Il reconnaît sa mère à l'odeur de son corps. Il sait, de lui-même, doser sa nourriture. Son premier babil est un langage universel, commun aux Français, aux Arabes ou aux Chinois. Et quand plus tard, il apprendra à lire, les pédagogues découvriront l'absurdité des vieilles méthodes d'enseignement.

"Les premières années de la vie". Un hors série de Science et Vie. En vente partout : 15 F.



UN HORS SERIE

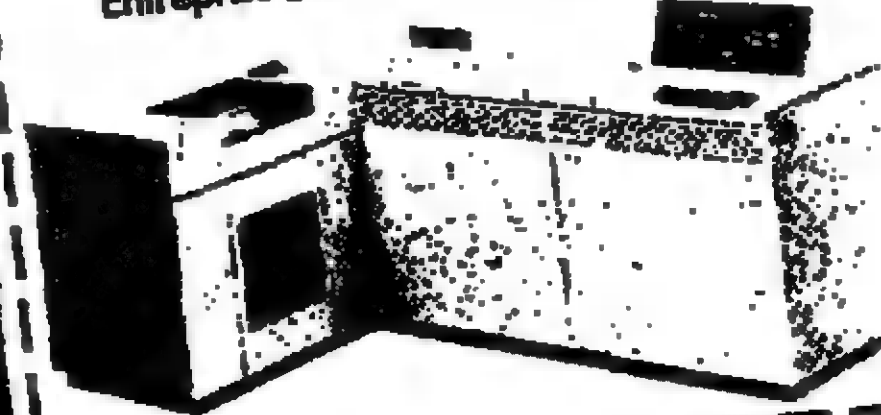
SCIENCE VIE



INVITATION

Je souhaite visiter une entreprise équipée d'un IBM 38

Nom _____ Adresse _____
Fonction _____ Ville ou code postal _____
Entreprise _____ Téléphone _____



Retournez cette invitation à Bruno Chabot,
IBM France, 97 avenue Charles de Gaulle,
92200 Neuilly ou téléphonez au
(1) 747.29.60.

900 PATRONS EN FRANCE ONT CHOISI D'ALLER DE L'AVANT EN INFORMATIQUE AVEC L'IBM 38.

Ces patrons ont choisi l'ordinateur IBM 38 pour élargir le champ d'action de leur informatique. Ils ont en effet trouvé dans le 38 un système original répondant aux exigences particulières

des fonctions de leur entreprise. Sa base de données est de type relationnel : directions générales, chefs de service, utilisateurs les plus divers peuvent accéder, avec une productivité accrue, à une source

unique d'information pour y puiser les éléments de leur décision. Vous qui souhaitez étendre sans bouleversement votre informatique à l'ensemble de vos services, rendez donc

visite à l'une de ces 900 entreprises. Dialoguez avec les utilisateurs de l'IBM 38, vous comprendrez pourquoi, autonome ou intégré à un réseau, il a fait autant d'adeptes.

DEMANDEZ-LEUR POURQUOI.

SPORTS

SKI ALPIN

Les équipes françaises renouent avec le succès

De notre envoyé spécial

Val-d'Isère. - Les dernières épreuves du Critérium de la première semaine ont été gagnées, le 10 décembre, par l'Autrichien Hans Hans qui s'est attribué le super-géant devant le Suisse Zbruggen et le Yougoslave Jurek Franko, et, le 11 décembre, par la Suissesse Erika Hess qui s'est imposée dans le slalom géant devant la Française Perrine Pele et Hansi Weiszel du Liechtenstein.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, les entraîneurs nationaux ont pu tirer un bilan positif de cette semaine d'effort à huit semaines des Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo face au bon comportement de filles comme Carole Merle et de garçons comme Jean-François Rey et Frank Piccard.

Samedi. Neige et brouillard sur la Tarentaise. Le premier super-géant masculin de la Coupe du monde de ski alpin 1983-1984 est couru à l'aventure. Le dossard 80 français la ligne d'arrivée avec le quatrième meilleur temps. Une particularité du règlement lui a permis de partir avant les crâches de la spécialité pour leur faire une trace. Une chance de rivaliser avec eux, Frank Piccard, dix-neuf ans, originaire des Seisies, champion du monde junior de descente à Annecy en 1981, ne l'a pas laissé passer.

Dimanche. Grand beau sur la Vanoise. Au terme des deux manches du slalom géant féminin, une Française est deuxième derrière la Suissesse Erika Hess, championne du monde de cette discipline. C'est Perrine Pele, vingt-trois ans. Sans rien perdre de son agressivité, la slalomeuse de Grenoble a retrouvé, dans les grandes courbes, la glisse qui lui avait permis de décrocher une médaille de bronze aux Jeux olympiques de Lake-Placid. Derrière elle, Carole Merle se classe cinquième comme dans le dernier épreuve de Coupe du monde de la saison passée.

Après la troisième place de Caroline Attia dans la première descente féminine et la quatrième place de Jean-François Rey dans la vitesse masculine, ces résultats ont permis aux dirigeants de la Fédération française de ski (F.F.S.) de s'abriter le champagne. Dix ans jour pour jour après l'exclusion de la sélection nationale de dix coureurs prestigieux en fin de carrière, qui scellaient un déclin du ski alpin national amorcé après la pluie de médailles des Jeux olympiques de Grenoble, le bout du tunnel semble enfin apparaître. Quand les directeurs des équipes masculines et féminines Jean Béranger et Sylvain Lena supportent les chances d'obtenir des médailles aux prochains Jeux de Sarajevo, cela ne sonne plus comme une vaine incantation aux gloires d'antan.

Les ambitions helvétiques

C'est d'autant plus sensible chez les filles, qui n'ont jamais tout à fait quitté le devant de la scène grâce à Michèle Jacot, Fabienne Serrat et Patricia Emonet. Accueilli, les descendues entraînées par Michel Boyer semblent le mieux armées pour faire obstacle aux ambitions helvétiques des héritières de Nadig et d'Agostini, grâce à la Parisienne Caroline Attia comme « locomotive ». En slalom géant, la rage de vaincre de la « vieille » Fabienne Serrat est toujours décapante par le défi des « jeunes », Carole Merle et Anne-Flore Rey, qui se sont déjà imposés dans cette discipline lors de la Coupe du monde 1982-1983. Les chances au slalom spécial reposent essentiellement sur Perrine Pele, qui paraît avoir retrouvé sa discipline lors de la Coupe du monde 1982-1983. Les chances au slalom spécial reposent essentiellement sur Perrine Pele, qui paraît avoir retrouvé sa discipline lors de la Coupe du monde 1982-1983.

En dépit de performances indiscutables, les Françaises étaient fréquemment considérées comme les meilleures skieuses du monde « jusqu'aux épaules ». Pour leur donner de la tête, c'est-à-dire résoudre les problèmes psychologiques inhérents à la haute compétition, un kinésithérapeute Jacques Rogot, s'applique à leur enlever tout complexe et à leur faire préparer chaque course avec le maximum d'efficacité.

Pour former, fin janvier, les équipes qui participeront aux Jeux olympiques, les sélectionneurs risquent d'avoir de sévères

(Publicité)

LE LIVRE D'OR DU RUGBY 1983

ROGER COUDERC - PIERRE ALBALADEJO

En remportant le Tournoi des Cinq Nations 1983, à l'été avec l'Irlande, le XV de France l'a bien mérité. Les rugbymans français ont reconquis la hiérarchie européenne. Pierre Albaladejo et Roger Couderc ont suivi, avec une passion qui ne se dément pas, cette équipe de France dans tout son parcours. LE LIVRE D'OR DU RUGBY 1983 est le prolongement clairvoyant et pénétrant de leurs commentaires. Albaladejo et Couderc vont plus loin qu'un micro et s'expriment plus généralement. Rien n'échappe à leur jugement. Mais cet ouvrage raconte aussi toute la saison française à travers le championnat de l'A.S. Béziers qui mène un deuxième titre de champion de France. Albaladejo et Couderc analysent l'évolution du rugby français. LE LIVRE D'OR DU RUGBY 1983 est plus qu'un récit : il a la valeur de témoignage.

Collection : Sports 2013

Éditions Solen. 20 F

SPORTS ÉQUESTRES

AU JUMPING INTERNATIONAL DE PARIS

Des cavaliers smicards ?

Le Suisse Willy Molliger, sur « Van Gogh », très en forme, a remporté, samedi 10 décembre à la porte de Versailles, le grand prix du Jumping international de Paris organisé à l'occasion du 12^e Salon du cheval et du poney. Au terme de l'épreuve, courue en deux manches et un barrage, il a devancé le Français Hubert Bourdy, sur « Jui-terus », deuxième, et le Britannique David Broome sur, « Mr Ross », troisième.

Les cavaliers français, dont les chevaux ont été très sollicités au cours de la saison, sont de - l'avis général - fatigués, ce qui explique qu'ils n'aient pas brillé plus qu'ils ne l'avaient fait à Bordeaux (Le Monde du 5 décembre). L'espagnol Patrice Delaveau, sur « Léna », et Michel Robert, sur « Jean de la Tour », ont, néanmoins, gagné respectivement la deuxième et la cinquième épreuve (parcours de maniabilité). « Loin d'être privilégiés, les cavaliers français sont des smicards », a écrit Godignon, l'un des trois professionnels français, avec Gilles Bertran de Balanda et Patrick Caron, qui compte successivement la Fédération équestre française (F.E.F.), dit cela sans trop y croire. Mais dans sa bouche ces propos témoignent que « le cheval n'est pas forcément synonyme de luxe ».

Marginal du sport équestre, il ne fait pas partie du stail. Formé à l'école professionnelle de l'homme de cheval à Poissy-la-Porte et à celle d'Hubert Parrot, Hervé Godignon a commencé à monter sérieusement à l'âge de vingt ans. Dix années plus tard, le cavalier français fait un choix. Il a décidé, en 1982, de signer un contrat de - cavalier numéro deux - avec la firme de champagne Mott et Chandon, qui compte déjà dans ses rangs le fameux Brésilien Nelson Pessoa.

« Ce contrat, dit-il, m'a permis d'acheter des chevaux, d'investir et de ne plus dépendre des décisions des propriétaires. » Crime de lèse, majesté ? Peut-être pas. Mais ni la Fédération équestre française ni les propriétaires ne voient d'un bon œil des cavaliers changer de statut. La F.E.F. n'apprécie pas, notamment, que ses meilleurs éléments renouent avec les Jeux olympiques ; les propriétaires, pour leur part, ne supportent pas que leurs chevaux servent de supports publicitaires.

La petite histoire montre, en tout cas, que la difficulté d'être cavalier est réelle. Après avoir perdu « Electre », Hervé Godignon a dû laisser partir « Gitan P », vendu aux Italiens, puis, pour cause, semble-t-il, de « passage chez les professionnels », « Khadidja », la jument qui a obtenu, en 1981, seize victoires consécutives.

GILLES MARTINEAU.

GILLES MARTINEAU.

OFFREZ !

J. COUVERCELLE
G. DELAMARRE
J. CARDUCCI

l'année
du
tennis

83

NOAH

roi de Roland-Garros.

McENROE

l'artiste de Wimbledon.

CONNORS

« la bête » de Flushing Meadow

Un vol. 22 x 27, nombreuses

photos noir et couleur

224 pages 160 F

CALMANN-LÉVY

Tennis

MAGAZINE

Traversée
de l'Islande
à cheval

Randonnées d'une
semaine en compagnie
de l'incomparable
cheval islandais

départ hebdomadaire
en juillet et août 84

demandez l'avis-programme à

« destination Islande »

ALAN'S TOURS

5, rue Danielle

Casanova

75001 Paris

296.59.78

NOËL

Chez DORIAN GUY

articles

de haut de gamme

Prix raisonnables

DORIAN GUY

Chemiste Habilleur

36, Avenue George-V

Paris

Les résultats

Athlétisme

LES CROSS DU DIMANCHE
Thierry Warée a obtenu, dimanche 11 décembre, à Marseille, sa huitième victoire consécutive en gagnant le cross du « Provençal » devant le Britannique Chris Buckley et le Portugais Carlos Lopes. Pour leur part, Jacky Bocheron a gagné à Nancy le cross de l'Est Républicain et Pierre Lhévica le cross du Pô.

Automobilisme

LES 1000 KM DE KYALAMI
L'équipe Derek Bell (G-B) - Stefan Bellof (R.F.A.) sur Porsche a remporté dimanche 11 novembre à Jochenheimsburg les 1000 km de Kyalami, dernière épreuve du championnat du monde d'endurance. Le Belge Jacky Ickx est devenu, au terme de la course, champion du monde des conducteurs 1983.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Deuxième journée)
Limoges b. Villeurbanne 94-83
Stade Français b. Rouen 72-69
Le Mans b. Valenciennes 74-73
Auch b. Châlons 94-83
Avignon b. Vichy 97-81
Ortès b. Lyon 82-76
Caen b. Reims 67-66
Classement. - 1. Limoges, 34 pts ; 2. Stade Français, 31 pts ; 3. Le Mans, 29 pts ; 4. Auch, 28 pts ; 5. Avignon, 26 pts ; 6. Vichy, 25 pts ; 7. Caen, 22 pts ; 8. Reims, 20 pts ; 9. Châlons, 18 pts ; 10. Rouen, 14 pts.

Boxe

CHAMPIONNAT D'EUROPE
Germán Le Maire a été battu, vendredi 9 décembre, à Saint-Nazaire, par le Britannique Herol Graham, tenant du titre européen des super-moyens. L'Argentin a été éliminé au huitième round après avoir constaté que le Français, victime d'un coup de tête de son adversaire, avait l'arcade sourcilière gauche largement ouverte.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Ving-deuxième journée)
Metz b. Saint-Etienne 1-0
Strasbourg b. Sochaux 0-0
Bordeaux b. Lille 5-2
Laval b. Reims 1-0
Paris-G b. Lens 3-0
Nantes b. Nancy 2-1
Toulouse b. Bastia 4-0
Rouen b. Nîmes 3-0
Rennes b. Toulon 1-0
Classement. - 1. Bordeaux, 34 pts ; 2. Metz, 30 pts ; 3. Paris-G., 29 pts ; 4. Nantes, 29 pts ; 5. Auxerre, 28 pts ; 6. Toulouse, 27 pts ; 7. Strasbourg, 26 pts ; 8. Laval, 23 pts ; 9. Lens, 22 pts ; 10. Rouen, 21 pts ; 11. Sochaux, 20 pts ; 12. Metz, 19 pts ; 13. Lille, 18 pts ; 14. Toulon, 17 pts ; 15. Saint-Etienne, 16 pts ; 16. Reims, 15 pts ; 17. Bastia, 14 pts ; 18. Nîmes, 13 pts ; 19. Rennes, 12 pts ; 20. Toulon, 11 pts.

Deuxième division

Groupes A
(Vingt-deuxième journée)
Marseille b. Martigues 3-2
Lyon b. Besançon 4-1
Limoges b. Libourne 1-1
Montpellier b. Angoulême 2-1
Grenoble b. Sète 2-0
Thonon b. Châteauneuf-Lons 0-0
Albi b. Béziers 2-0
Guéngon b. Villefranche 2-1
Nice b. La Roche-sur-Yon 3-0
Ensignat b. Cannes 1-0
Classement. - 1. Marseille, 36 pts ; 2. Lyon, 34 pts ; 3. Limoges, 33 pts ; 4. Nice, 31 pts ; 5. Montpellier, 30 pts ; 6. Grenoble, 25 pts ; 7. Albi, 24 pts ; 8. Cannes, Thonon 23 pts ; 10. Guéngon 21 pts ; 11. Martigues 19 pts ; 12. Sète 18 pts ; 13. Angoulême, Villefranche, Besançon, Béziers 17 pts ; 17. Libourne, La Roche-sur-Yon 16 pts ; 19. Châteauneuf-Lons 15 pts.

Groupes B

(Vingt-deuxième journée)
Reims b. Tours 2-1
Quimper b. Le Havre 0-0
Racing C.P. b. Red Star 4-1
Valenciennes b. Guingamp 2-1
Stade Français 92 b. Roubaix 2-1
Dunkerque b. Orléans 2-1
Abbeville b. Sedan 1-1
Châteauneuf b. Angers 1-0
Mulhouse b. Montceau 4-1
Classement. - 1. Tours, 31 pts ; 2. Racing C.P., Le Havre, 29 pts ; 3. Stade Français 92, 26 pts ; 4. Mulhouse, Guingamp, Reims, 25 pts ; 5. Orléans, Valenciennes, 23 pts ; 6. Sedan, 20 pts ; 7. Châteauneuf, 19 pts ; 8. Dunkerque, 18 pts ; 9. Abbeville, 17 pts ; 10. Red Star, 16 pts.

Volley-ball

COUPES D'EUROPE
La deuxième tour des coupes européennes a été plutôt favorable aux équipes françaises. Cannes face à Tivoli (championnes d'Autriche) face aux Suédois de Sollentuna, vainqueurs de coupe) et le Stade Français face aux Autrichiens de Sokol (coupe confédérale) se sont qualifiés.

En revanche, Grenoble a été éliminé par les Allemands de l'Ouest de Paderborn (coupe confédérale). Dans les épreuves féminines, le Milan est éliminé, avec deux qualifications, Clamart (championnes) et le PUC (coupe confédérale) contre les Portugaises de Laxos et de Guimarães, et deux éliminées : le C.A.S.G. face aux Italiennes d'Emilia (vainqueurs de coupe) et Hyères face aux Belges de Dilbeek (coupe confédérale).

Stade, Quimper, 15 pts ; 16. Angers, 14 pts ; 17. Montceau, 13 pts ; 18. Roubaix, 11 pts.

Star, Quimper, 15 pts ; 16. Angers, 14 pts ; 17. Montceau, 13 pts ; 18. Roubaix, 11 pts.

Star, Quimper, 15 pts ; 16. Angers, 14 pts ; 17. Montceau, 13 pts ; 18. Roubaix, 11 pts.

Star, Quimper, 15 pts ; 16. Angers, 14 pts ; 17. Montceau, 13 pts ; 18. Roubaix, 11 pts.

Star, Quimper, 15 pts ; 16. Angers, 14 pts ; 17. Montceau, 13 pts ; 18. Roubaix, 11 pts.

Star, Quimper, 15 pts ; 16. Angers, 14 pts ; 17. Montceau, 13 pts ; 18. Roubaix, 11 pts.

Star, Quimper, 15 pts ; 16. Angers, 14 pts ; 17. Montceau, 13 pts ; 18. Roubaix, 11 pts.

Star, Quimper, 15 pts ; 16. Angers, 14 pts ; 17. Montceau, 13 pts ; 18. Roubaix, 11 pts.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3430

1 2 3 4 5 6 7 8 9

10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200

201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300

301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400

401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500

501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600

601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700

701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800

801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900

901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000

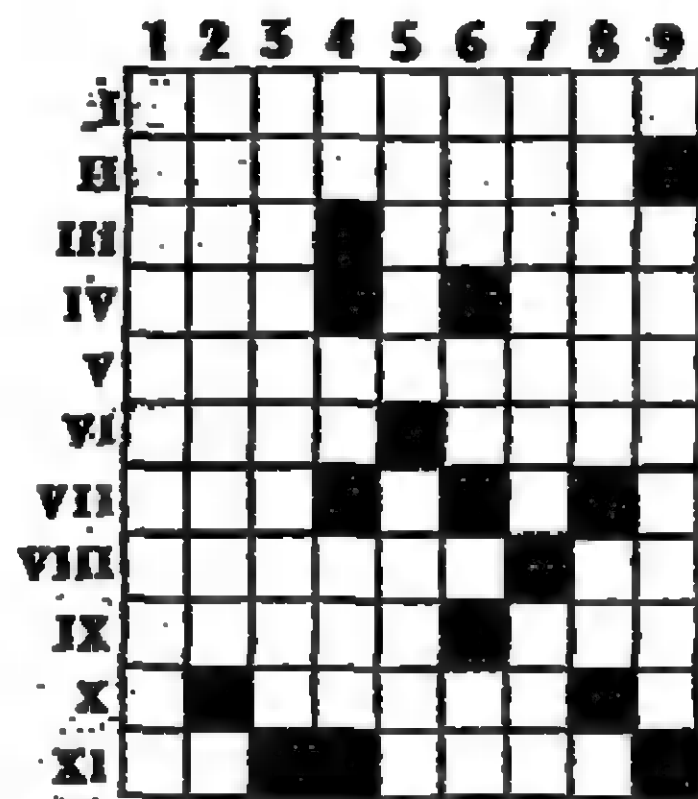
1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051 1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065 1066 10

INFORMATIONS « SERVICES »

Les résultats

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3600



HORIZONTALEMENT

I. Recherché par le chef, délaissé par le maître. - II. Voilà qui est bien dit ou qui peut bien jouer. - III. Qui fait donc le service après la messe. Une ville où l'on sait faire mousser ses produits. - IV. Son coup nous nous sommes. Au pied d'un mont. - V. Il faut être prêt à donner son sang pour l'avoir. - VI. N'est pas d'une espèce courante. Estime donc ou importante. - VII. Lot. - VIII. Effectue une transformation. Lettre grecque. - IX. Un nom qui restera dans la légende. Permet de toucher. - X. Nous donne des boutons. - XI. Possessif. C'est en expirant qu'il faisait montre de vitalité.

VERTICALEMENT

1. Ont donc pris quelques bouillottes. - 2. Sont souvent perdus au

bout du fil. - 3. Pratique le goutte-à-goutte. - 4. Note. Symbole de richesse. Quelque chose de frappant à tout âge. - 5. Dissimule à la vue ou attire les regards. Une fois montée, ce n'est pas toujours du gâteau. - 6. On la prend en passant. Lettres de rupture. Lettre grecque. - 7. Branche de paix. Agréable à la vue mais pas toujours à l'oreille. - 8. On y va souvent pour la journée (deux mots). Fleuve. - 9. Un endroit où la madone ne se fait pas prie.

Solution du problème n° 3599

Horizontalement

I. Ergothérapeute. - II. Menuisier. UV. Aze. - III. Pail. Urutition. - IV. Oct. Eruc. AJO. - V. Italiques. Piler. - VI. Sire. Ur-céole. - VII. Ovin. Tota. Et. - VIII. Nestor. Stem. Ma. - IX. Saisi. Issu. - X. Eperon. Echevelé. - XI. Misent. Mi. Régat. - XII. EV. Samedi. Lut. - XIII. Nerf. Neustrie. - XIV. Trié. Net. Lee. Or. - XV. Starter. Tes-sons.

Verticalement

1. Empoisonnement. - 2. Réactive. Pivert. - 3. Guitaristes. Ria. - 4. Out. Lent Ré (cf. « R3 »). Fer. - 5. Ti. Mi. Osons. - 6. Heu! Quarantaine. - 7. Erreur. Er. - 8. Rétrécissement. - 9. Insecticide. - 10. Puce. On. Iule. - 11. Eva. Plu-mier. Ses. - 12. Taise. Svetits. - 13. Taille. Ségur. - 14. Ecole. Emulation. - 15. Senorita. El. Ets.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 14 DÉCEMBRE

- L'île de la Cité, 12 h 15, 10, rue du Cloître, M^{me} Dubessac.
- Hôtel de Soubise, 14 h 30, 19, rue de Valenciennes, M^{me} Sopot.
- Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).
- La franc-maçonnerie, 15 heures, 16, rue Cadex (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Chez un tourneur d'ébène, 14 h 30, 30, rue de la Harpe (P-Y. Jais).
- Moufflard, 14 h 30, façade de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).
- Rue de Richelieu, 14 h 30, 30, rue de Richelieu (Résurrection du passé).
- L'art des Cyclades, 15 h 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

18 heures, amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne, M. B. Roy : Possibilités et limites d'une science de l'aide à la décision (MURS).

19 heures, Relais du Marais, 15, rue François-Miron, M. Brumfeld : Israël, pays de la Bible, villes saintes ; le Néguev saharien. 21 h 15 : « La Thaïlande comme et inconnue ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 décembre :

UN DÉCRET

• Modifiant le décret du 19 mars 1970 relatif à l'organisation administrative et financière de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP).

DES ARRÊTÉS

• Fixant le taux des allocations mentionnées à l'article 3 et à l'article 14 du décret du 18 novembre 1980 et les modalités de réévaluation du salaire de référence des allocations.

• Relatif à l'immatriculation des véhicules dans la série TT.

VIE QUOTIDIENNE

Le 20 décembre

LA FIN DU CARNET DE CHANGE

Le 20 décembre prochain, le carnet de change aura vécu. Institué en mars dernier, il limitait l'exportation de devises à l'occasion des voyages touristiques. Annoncé le 28 octobre, le nouveau régime des frais de voyage à l'étranger vient de faire l'objet d'une circulaire du ministère de l'économie et des finances, publiée le 8 décembre au Journal officiel.

On y confirme que les touristes français, indépendamment des dépenses réglées en France sur présentation de justificatifs et par voie de transfert (aucune limitation de montant), pourront désormais emporter avec eux, à chaque passage de la frontière, l'équivalent de 5 000 francs en espèces, devises ou chèques de voyage.

L'usage des cartes de paiement ou de crédit personnelles à l'étranger demeure cependant interdit, étant entendu que les cartes établies au nom d'une entreprise, resteront utilisables à l'étranger. De plus, pour les voyages d'affaires, une allocation complémentaire équivalente à 1 000 francs, par personne et par jour, sera autorisée.

« VOUS ET LE NOTAIRE »

Cette brochure, éditée par le Conseil supérieur du notariat et l'Association nationale pour l'information sur le logement (ANIL), précise la rôle et les missions du notaire dans le domaine spécifique de l'immobilier. Grâce à un mode d'emploi chiffré, cette brochure permet de comprendre comment se calculent et se répartissent les sommes que réclame le notaire. Vous et le notaire est gratuit.

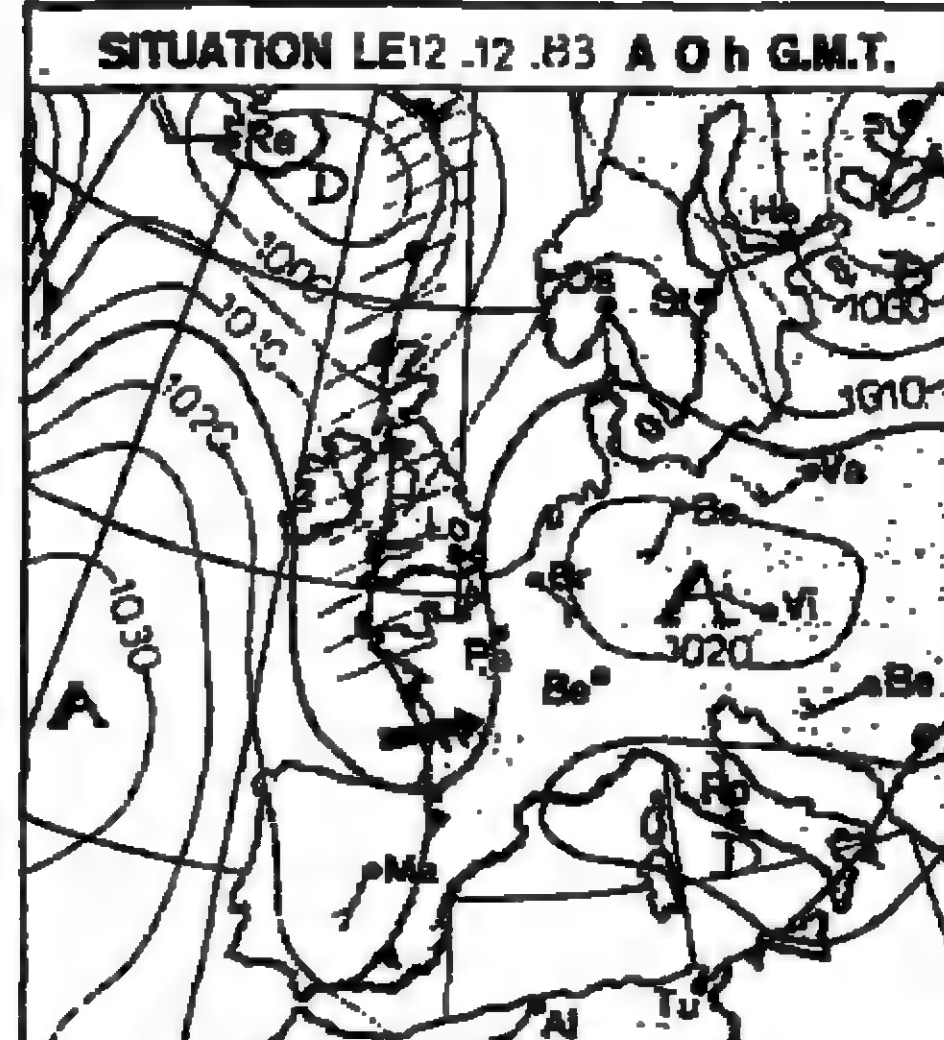
* ANIL, 2, boulevard Saint-Martin, 75010 Paris. Tél. : 202-65-95. Conseil supérieur du notariat, 31, rue du Général-Foy, 75008 Paris. Tél. : 293-86-45.

LOISIRS

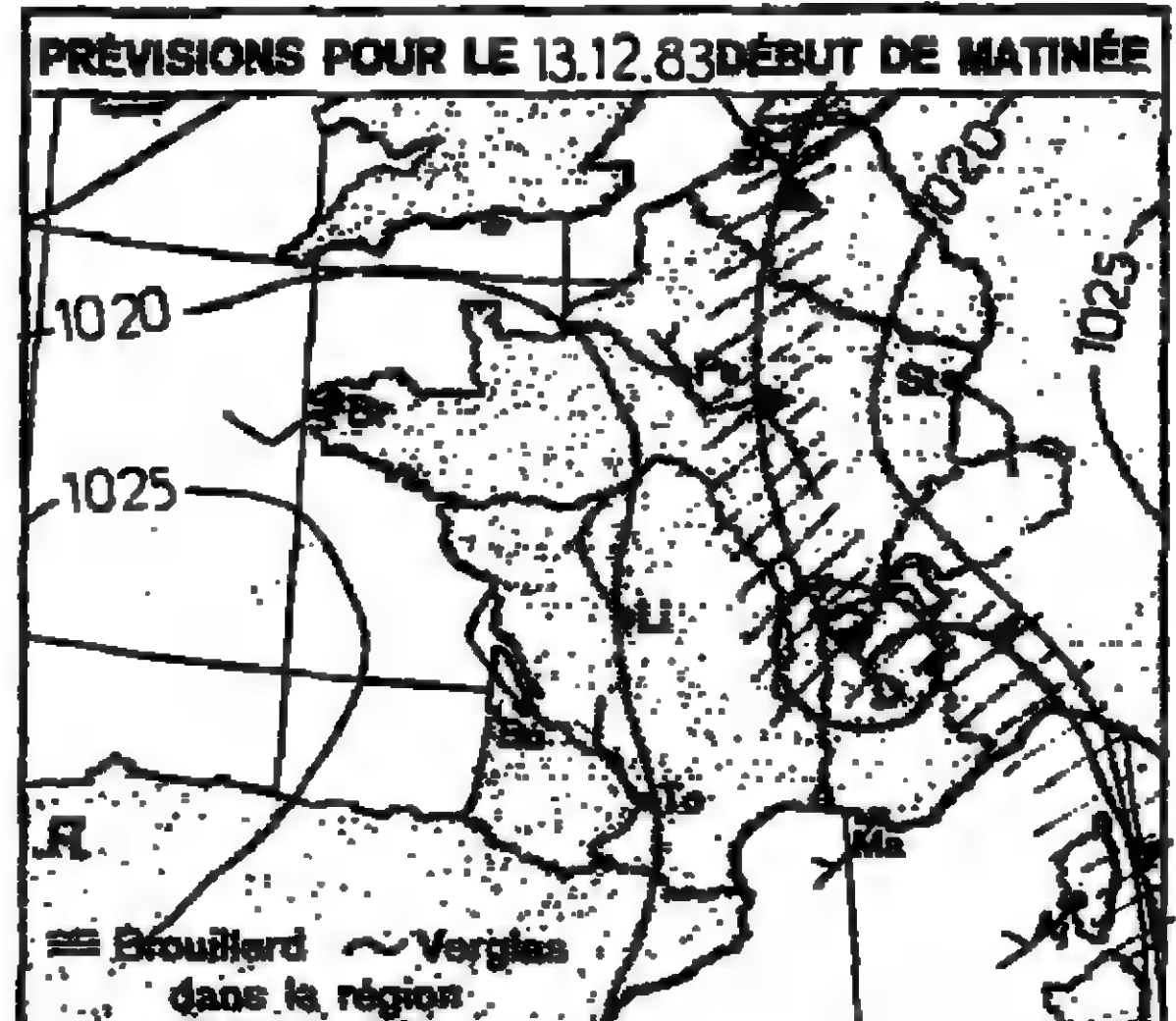
DEUXIÈMES OLYMPIADES DU CIRQUE. - La ville de Lyon et les affaires culturelles organisent, jusqu'au 20 décembre à Lyon, les deuxièmes olympiades du cirque, une manifestation de caractère international au cours de laquelle le sport et le cirque se retrouvent pour recréer une nouvelle forme de spectacle.

* Fédération des œuvres laïques, 28, rue François-Garcia, 69003 Lyon, tél. : 560-29-03, poste 12.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 12.12.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 13.12.83 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 12 décembre à 0 heure et le mardi 13 décembre à midi.

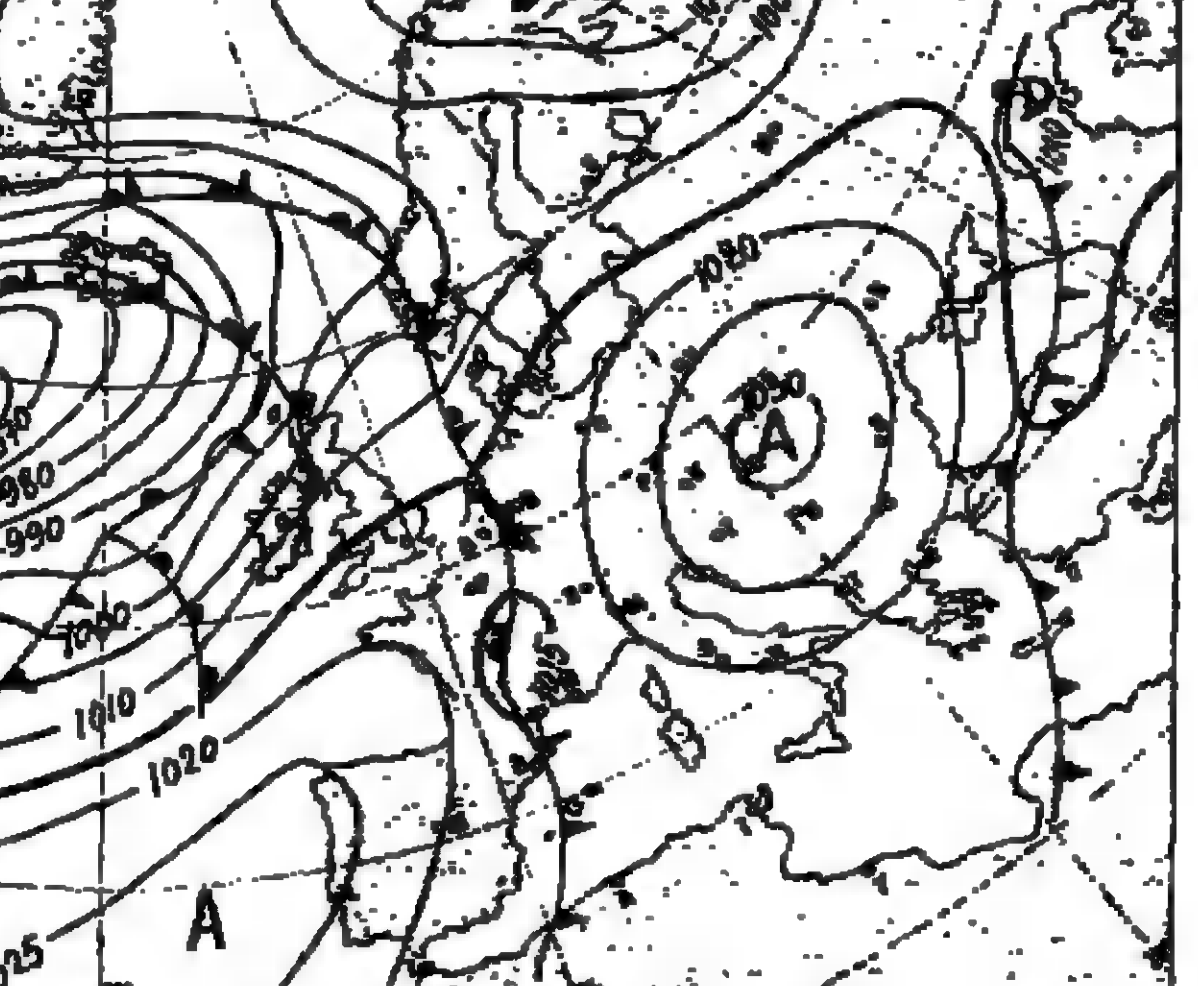
Une perturbation pluvio-neigeuse traverse lentement la France d'ouest en est, et elle sera suivie d'une hausse temporaire du champ de pression qui atténuera l'instabilité, avant l'arrivée mardi soir d'une nouvelle zone de mauvais temps.

Mardi, une zone faiblement perturbée sera située le matin des Vosges, au Jura et aux Alpes, et elle sera accompagnée de précipitations neigeuses à basse altitude ; ces mauvais temps s'éloigneront lentement vers l'est, mais des résidus pluvio-neigeux pourront persister sur le relief. Sur les autres régions, un temps froid et nuageux le matin prédominera avec quelques formations de brouillard sur l'Aquitaine ; au cours de la journée, des éclaircies vont se développer et deviendront prédominantes l'après-midi, malgré une nébulosité qui deviendra forte dans la soirée sur le nord-ouest du pays où les vents de Sud-Ouest se renforceront. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur, avec des gelées encore observées sur les régions du Nord-Est et de l'Est. Au cours de la journée, elles avoisieront 3 à 9 degrés du Nord au Sud, 10 à 12 degrés près de la méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris le 12 décembre à 7 heures de 1014,6 millibars, soit 761,0 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12 décembre) : Ajaccio, 14 et 5 degrés ; Biarritz, 10 et 6 ; Bordeaux, 9 et 4 ; Bourges, 2 et -2 ; Brest, 6 et 2 ; Caen, 5 et 1 ; Cherbourg, 4 et 1 ; Clermont-Ferrand, 3 et -3 ; Dijon, 1 et -2 ; Grenoble, 4 et -3 ; Lille, 3 et -1 ; Lyon, 2 et -5 ; Marseille-Miramas, 7 et -3 ; Nancy, 1 et -5 ; Nantes, 6 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 5 ; Paris-Le Bourget, 4 et 0 ; Paris-Montsouris, 5 et 0 ; Pau, 11 et 3 ; Perpignan, 10 et 0 ; Rennes, 5 et 0 ; Strasbourg, 2 et -3 ; Tours, 1 et 0 ; Toulouse, 8 et -1 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 7 ; Amsterdam, 4 et -2 ; Athènes, 17 et 10 ; Berlin, -2 et -8 ;



PRÉVISIONS POUR LE 13 DÉCEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Boon, 2 et -8 ; Bruxelles, 3 et -1 ; Le Caire, 8 (mini) ; Les Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, -2 et -9 ; Dakar, 26 et 22 ; Djibouti, 18 et 12 ; Genève, 3 et -1 ; Jérusalem, 11 et 6 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 3 et 1 ; Luxembourg, 0 et -4 ; Madrid, 7 et -2 ; Moscou, 0 et -8 ;

Nairobi, 27 (maxi) ; New-York, 4 et 5 ; Palma-de-Majorque, 14 et 3 ; Rome, 15 et -3 ; Stockholm, -8 et -17 ; Tézour, 16 et 4 ; Tunis, 16 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

NOËL

« LA CRÈCHE MERVEILLEUSE. » - Ce spectacle d'automates, un son et lumière de Primo Filippucci, est présenté place Saint-Sulpice, à Paris (6^e), jusqu'au 8 janvier, de 12 heures à 20 heures. Entrée : 5 F.

SPORTS

LOCATION POUR LE CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FOOTBALL. - Avant le tirage au sort du 10 janvier 1984, le Comité national d'organisation du championnat d'Europe de football 1984 s'ouvre, depuis le 5 décembre et

jusqu'au 6 janvier, une location publique limitée. En raison d'obligations contractuelles et réglementaires, tant au niveau national qu'international, cette première réservation publique est limitée à certaines catégories de places (de 35 à 80 francs) et ne concerne pas, pour l'instant, les trois matches disputés au Parc des Princes.

Cette location fonctionne uniquement par correspondance. Le bulletin général de commande peut être réclamé à Euro 84-location, 46-48, rue Saint-Lazare, 75439 Paris cedex 09, en joignant une enveloppe timbrée pour l'expédition.

Pour Séoul, qui d'autre que Korean Air Lines vous offre un confort de 1^{ère} classe à un prix de classe affaires ?

Si vous trouvez, bravo ! Oui : Korean Air Lines a conçu sa nouvelle classe affaires, Prestige, sur des standards de confort de 1^{ère} classe. 1^{ère} classe, les fauteuils de cuir, leur largeur et leur moelleux. 1^{ère} classe, les 24 sièges de Prestige à l'avant (là où sont situées habituellement les 1^{ères} classes). 1^{ère} classe, les deux films projetés avec son par écouteurs enveloppants.

1^{ère} classe, l'enregistrement et le retrait prioritaires des bagages. Avec, aussi, 1,04 m pour allonger ses jambes, les repas superbes, le bar particulier, la classe Prestige, c'est le fin du fin du confort pour les voyageurs d'affaires qui veulent faire des économies... de 1^{ère} classe. 4 vols par semaine pour Séoul : vols directs de Paris, chaque jeudi et samedi, à 13 h 00. Vols de Zurich, par Jeddah et Bahrein, chaque mercredi et dimanche, à 12 h 20.



KOREAN AIR LINES
Nous sommes honorés de vous servir autour du monde.

dolp c
bonne musique

Le Monde

régions

Ile-de-France

Les vieux habits neufs de la banlieue

Commencé sous le signe des grands travaux, le « septennat architectural » du président de la République a pris un tour plus réaliste avec la visite de M. François Mitterrand le 26 juillet dernier dans la banlieue parisienne.

Au plus fort de l'été chaud et des incidents nombreux et dramatiques qui ont surgi dans les grands

ensembles, cette visite imprévue a conduit le chef de l'État à la Butte-Rouge de Châtigny-Malabry dans les Hauts-de-Seine, cité-jardin construite de 1931 à 1940. Symbole que ce choix d'un quartier populaire et où pourtant il ne se « passait rien ». Car la Butte-Rouge, comme les trente autres cités-jardins d'Ile-de-France, est l'exemple même de la

réalisation d'ensembles de logements sociaux où la combinaison d'une architecture à taille humaine et d'un urbanisme raisonnable a permis à leurs habitants de vivre mieux.

L'importance quantitative de ces cités-jardins est relativement réduite puisque, en Ile-de-France, elles ne comptent que vingt-cinq mille logements sur

plus de quatre millions au total. Mais ce mouvement urbain, né de l'autre côté de la Manche au début du siècle, plébiscité par ceux qui, aujourd'hui encore, en sont les bénéficiaires, les habitants, pourrait bien retrouver toute son actualité au moment où, au moment de l'État, on cherche à rebâtir des banlieues simplement habitables.

POINT DE VUE

DEPUIS CINQUANTE ANS

Des cités dans les jardins

SAIT-ON que la région Ile-de-France conserve avec le nord de la France le plus important ensemble de cités-jardins ? Bien connus des spécialistes, regardés avec attention par l'administration, les cités-jardins témoignent, au milieu des banlieues, de la qualité et de l'originalité des recherches sur le logement social menées en Europe à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e.

Les cités-jardins d'Ile-de-France s'inspirent, pour l'essentiel, du modèle anglais, ainsi que les architectes Bassompierre, de Ruté, Sirvin, Payret-Dorville, le rappellent dans un texte rédigé pour leur projet de cité-jardin du Grand Paris au concours de 1919 : « Pour la composition, on s'est inspiré des excellents principes des grandes cités anglaises en les interprétant suivant les belles formules de la tradition française, assurément ainsi le pittoresque et la diversité dans les lotissements, sans nuire aux grandes lignes nécessaires pour une circulation facile... »

A l'origine du projet se trouvait la situation du logement social en France, au lendemain de la première guerre mondiale. La réflexion n'était pas nouvelle mais s'accroissait sous la pression des événements. On s'acheminait très vite vers un projet d'aménagement régional, et les cités-jardins furent proposées comme modèles.

L'ambition régionale était si vaste qu'une fois de plus on ne put assurer son financement. Le Sénat s'opposa à une demande d'emprunt de 300 millions pour l'acquisition de terrains, faisant ainsi basculer le projet vers des réalisations limitées, souvent au gré des opportunités foncières. C'est dans ce contexte que des cités-jardins furent réalisées par l'Office H.B.M. de la Seine et jouèrent un rôle de modèle pour d'autres maîtres d'ouvrage : la Compagnie des chemins de fer du Nord, la Compagnie d'assurances générales...

Qui visite aujourd'hui les cités-jardins de Châtigny-Malabry, de Stains, de Gennevilliers, de Suresnes, comprend mieux comment ces réalisations ont pu jouer le rôle de modèle. La remarquable adaptation au site — à Châtigny-Malabry en particulier — nous frappe encore. La forme urbaine qui en résulte, les types de bâtiment, l'organisation générale, tout montre un souci d'urbanisation contrôlée. La recherche de l'insolite, l'importance des espaces libres, le rôle des jardins, autant d'éléments inédits au début du siècle.

A l'intérieur des cités-jardins, chaque maison indépendante dispose d'un terrain équivalent, ce qui entraîne un découpage parcellaire en biais destiné à ne pas remettre en cause le groupement des maisons en façade. Les débuts de l'industrialisation du bâtiment ne sont pas synonymes d'uniformisation. La conception des maisons est certes programmée, mais les différents types de bâti sont combinés entre eux et donnent des créations diverses selon le nombre de pièces, de niveaux, l'orientation, l'emplacement... De là l'absence de toute monotonie pour qui sait voir et accepter d'emprunter les diverses voies prévues par les architectes.

Si les façades sur rue sont les plus riches de détails, bien que celles-ci soient standardisées, les arrière-façades, en outre, offrent une diversité de formes et de volumes qui les rendent plus aux normes d'habitabi-

lité actuelles, en particulier par l'absence de salle de bains et de chauffage central. Les cités-jardins doivent également faire face au problème d'une circulation évidemment plus importante qu'à leurs débuts et, corrélativement, à celui du stationnement pour lequel à peu près rien n'est prévu.

Les deux raisons conjuguées, si l'on n'y prend garde, peuvent encourager d'autres destructions ou bien des transformations telles que les cités-jardins n'en auront plus que le nom.

Quoi de plus simple que de construire des garages dans les espaces libres ? Que de plus facile que de rajouter, au gré des demandes, une salle de bains ici, un garage là ?

Les offices départementaux d'H.B.M., les municipalités, l'administration, sont conscients des risques que feraient courir aux cités-

jardins de telles adjonctions. Les réalisations purement et simplement ne sauraient résoudre le problème, d'autant qu'un certain nombre de logements ou de pavillons ont été vendus à des particuliers.

Il faut donc pouvoir répondre aux demandes légitimes des occupants, sans remettre en cause la forme des cités-jardins. Pour faire face à cette nouvelle situation, la délégation régionale à l'architecture et à l'environnement d'Ile-de-France a confié une étude sur la cité-jardin de Stains à un cabinet d'architectes. Agrandir ces espaces intérieurs pour permettre l'installation d'une salle d'eau, sans pour autant restreindre les autres pièces, telle est la mission confiée. L'étude n'est pas terminée, mais les propositions avancées montrent que modernisation et préservation peuvent être lancées ensemble : par l'adjonction de bow-windows en façade arrière, par exemple, ou par l'utilisation de la toiture...

La richesse de l'architecture d'origine autorise un tel usage, sa diversité rend possible des formules variées.

Parallèlement à cette étude, des réhabilitations sont entreprises à l'initiative des municipalités, comme à Gennevilliers, ou à celle des occupants. Le ministère de l'Urbanisme et du logement a fait faire de son côté une étude sur les différents types d'espaces constitutifs des cités-jardins, pour aider à leur gestion.

La cité-jardin de Stains est protégée au titre des sites inscrits dans le cadre de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des sites. Huit municipalités ont demandé la protection de leur cité-jardin au même titre, preuve qu'elles sont conscientes de leur qualité architecturale. La délégation régionale à l'architecture et à l'environnement prépare actuellement une exposition sur ce thème et un montage audiovisuel, qui seront présentés dans les communes concernées à partir du 1^{er} mars 1984.

Le but est de faire prendre conscience à l'ensemble des intéressés que si l'on ne peut méconnaître les besoins légitimes des habitants, ceux-ci doivent aussi savoir que les cités-jardins ne leur appartiennent pas en propre : elles font aujourd'hui partie du patrimoine architectural national.

BERNADETTE PREVOST-MARCIAC, déléguée régionale à l'architecture et à l'environnement.



versent et les entourent : des clois, comme à Gennevilliers, Stains, Champigny..., des venelles, à Drancy, Suresnes ou Châtigny-Malabry...

C'est en se promenant que la richesse de l'architecture des cités-jardins apparaît le mieux : quelquefois, un « régionalisme » adapté s'impose : jeux de toits en pente (Drancy, Suresnes), utilisation de motifs décoratifs inspirés de l'architecture rurale (Drancy, Stains), reprise de la fenêtre à la française, opposition briques apparentes et crépi en façade (Suresnes, Vitry-sur-Seine).

A partir des années 30, c'est l'influence du mouvement moderne qui marque les cités-jardins du Plessis-Robinson, de Châtigny-Malabry et du Pré-Saint-Gervais : apparition du toit plat, combinaison de volumes simples, suppression de la décoration, dans les dernières réalisations

Le laboratoire d'Henri Sellier

Dans le jeu complexe qui fait les villes, architectes et urbanistes ne sont pas seuls ; le rôle des administrateurs et des hommes politiques, donneurs d'ouvrage, et parfois d'idées, est déterminant.

L'importance d'Hausmann et de son « patron » l'empereur dans la création et l'aménagement d'une capitale moderne est aujourd'hui reconnue. C'est une influence comparable, même si elle n'a pas été directement ressentie partout, qu'a exercée sur la banlieue, entre les deux dernières guerres, le personnage d'Henri Sellier. On vient de célébrer le centenaire de la naissance à Suresnes (Hauts-de-Seine), ville dont il fut le maire de 1919 à 1941.

Né à Bourges en 1883, socialiste dès l'âge de quinze ans, bourgeois à la faculté de droit à Paris en 1899, puis rédacteur au ministère du travail, il est le disciple d'Edouard Vaillant et d'Albert Thomas. Conseiller général dès 1908, il obtient en 1915 la création de l'Office départemental des habitations à bon marché, dont il sera l'administrateur délégué jusqu'en 1939. Démi de ses fonctions de maire en 1941, il meurt d'une crise cardiaque en 1943.

Parallèlement à une activité politique intense il sera ministre de la Santé du Front populaire, remercié en juin 1937 pour avoir lutté trop ouvertement contre l'alcoolisme et contre les « chevaliers » de la pro-

stitution). Il consacre son pouvoir d'homme municipal et de constructeur public à un projet précis : faire de la ville « le laboratoire fécond de la solidarité sociale ». Il est, selon Katherine Burien, chercheur au C.N.R.S., qui a organisé le colloque de Suresnes à la fin novembre (1), un de ces élus locaux qui « pour la première fois se préoccupent des conditions de vie des populations qu'ils ont à gérer ».

Hygiéniste comme on l'était volontiers à cette époque, les assistants sociaux aideront à « corriger l'orientation mauvaise des instincts », soucieux d'enrayer le surpeuplement des taudis qui favorise l'alcoolisme, la prostitution et la tuberculose, de mettre bon ordre au développement anarchique de la banlieue (il propose un plan d'ensemble dès 1914), Henri Sellier veut aussi combattre le rentisme foncier : « Les villes doivent garder jalousement les terrains, dit-il, et ne jamais les rendre ».

A la tête de l'Office départemental, avec une équipe d'architectes qu'il entraîne dans de brèves mais intenses visites à l'étranger, il applique ses idées. L'architecte Marcel Lods, qui construira en 1935 l'école de plein air de Suresnes puis la cité de Drancy (démolie en 1976), se souvenait, devant Ginette Baty-Tornikien (2), de « la compétence d'un homme qui se dit qu'il veut » et appréciait « l'alliance avec le pouvoir politique

qui décide donc les moyens de travailler ». Une sorte de « paradis », selon Lods.

Dès le début, Henri Sellier est fortement impressionné par les cités-jardins construites en Angleterre, à Letchworth (1904), puis à Welwyn (1920), suivant les principes d'Ebenezer Howard et de Raymond Unwin. Il lance une quinzaine de projets en région parisienne, au hasard des terrains disponibles.

Au caractère pittoresque (rues sinuueuses, paysage de village, maisons accolées, souci du détail et de la diversité) du modèle anglais, les Français ajouteront de grande tracés qui ordonnent la ville, et une forte proportion d'immeubles collectifs, au fur et à mesure que l'augmentation du coût foncier oblige à densifier. En attendant les densités carrément hausmanniennes de la ceinture de H.B.M. qui remplacera les « forêts », les cités-jardins françaises seront plus urbaines que les anglo-saxonnes.

L'architecture elle-même évolue du style néo-rural de l'immédiat après-guerre au purisme moderne des années 30. Mais l'invention ne sera jamais à la hauteur de ce que fait l'école d'Amsterdam dès 1910 ou l'avant-garde dans les banlieues de Berlin et de Vienne.

L'innovation principale de ce service public de l'habitat est d'offrir, en plus du logement proprement dit, des services : écoles,

commerces, gymnases, maisons communes, facilités de transport.

La brasserie sociale affichée dans les intentions ne sera, en revanche, selon les spécialistes, jamais réalisée : une sévère sélection de représentants des classes moyennes (employés des postes ou des chemins de fer, petits cadres, ouvriers qualifiés, tous « bons pères de famille ») est assurée. Cinquante ans plus tard, les villes nouvelles sont un peu le suite des tentatives de l'Office pour imaginer un cadre de vie urbain idéal. Entre-temps, on a construit les grands ensembles, trop denses, sous-équipés, foyers actuels du mal-vivre. Et tout est à recommencer.

M. Ch.

(1) Les actes du colloque « Banlieue, municipalités et réforme, de 1900 à 1940 » seront publiés. Renseignements au C.N.R.S. : 260-90-05.

(2) « Architecture et social-démocratie, un projet urbain idéologique », par Ginette Baty-Tornikien, pour l'Institut d'études et de recherches architecturales et urbaines de la région Ile-de-France (IAURIF), volume 51 des Cahiers de l'IAURIF, paru en mai 1978. IAURIF : 21-23, rue Molière, 75132 Paris Cedex 15. Tél. : 567-55-03.

Jours tranquilles aux Lilas

Le toit de la mairie des Lilas, grosse commune de Seine-Saint-Denis, est resté au travers des temps le toit le plus haut du centre de la ville. Remarque anodine, pensera-t-on. Certainement pas : c'est le signe qu'il n'y a pas défiguré le cœur de la cité, comme on l'a souvent fait dans les nombreuses communes de banlieue. Rassurant.

Les Lilas doivent peut-être ce bon état de conservation à ce que la commune a très tôt bénéficié de l'attention des aménageurs parisiens. Au lendemain de la première guerre mondiale fut en effet lancé un concours pour l'extension de Paris. Les cités-jardins furent une des réponses à l'immense besoin de logements d'alors.

Sur le territoire de la commune, à proximité du centre, on décidait la réalisation, dès 1921, de 179 logements individuels sur plus de 6 hectares. Les règles de l'aménagement étaient simples : offrir un maximum de confort au moindre prix, respecter le site, organiser les espaces libres privés ou publics. Aux Lilas, tout en recherchant l'économie dans le tracé des voies et le lotissement, on s'est attaché à créer une cité pittoresque, aux façades multiples et rythmées, dans le plus pur style britannique, qui a inspiré les pères bâtisseurs des cités-jardins françaises.

En 1931, un programme de 106 logements collectifs fut adjoint à la cité. Onze immeubles de deux étages furent bâtis, en briques enduites de mortier de chaux rose et couverts par des toits de tuiles en pente très accentuée. Seuls ces immeubles subsistent aujourd'hui, les pavillons individuels ayant été démolis entre 1971 et 1973, car ils avaient été conçus pour durer quinze ans... Ils ont aussi été victimes de la très forte pression foncière dans la petite couronne de Paris et ont été remplacés par un ensemble de logements collectifs, ou, en d'autres termes, une cité de hautes tours.

Dans la cité-jardin elle-même habitent toujours plusieurs centaines de personnes, âgées pour la plupart, attachées qu'elles sont à leurs appartements. Louis, retraité de soixante-dix ans, habite ici depuis plus de quarante ans. Il sait bien que sa cité n'est pas comme les autres : « C'est un village, une oasis au milieu de grandes ensembles hideux. Tout le monde se connaît, on s'appelle par nos prénoms, on s'embrasse, franchement, on n'a pas honte d'habiter dans une H.B.M. »

Car la cité-jardin des Lilas est aujourd'hui gérée par l'office départemental des H.B.M. de Seine-Saint-Denis. Un ensemble de logements sociaux dotés, aux loyers modérés, Louis, retraité de longue date, paie 550 francs de loyer par mois pour un trois-pièces, cuisine et salle de bain. Avec les charges, son appartement lui revient à 900 F.

« Le seul défaut des immeubles est qu'ils sont très anciens », se plaint Josette Philippo, la gardienne de la cité-jardin. « Sinon, c'est un endroit parfaitement calme, habité surtout par des personnes âgées, qui sont là depuis très longtemps, depuis la création pour certaines d'entre elles. Aucun problème avec les voisins, aucun bruit dans la cité, pas d'inquiétude pour la sécurité... »

Alors, les cités-jardins, vieille idée du dix-neuvième siècle éternisée dans la tête des urbanistes anglais, seraient une réponse pour les urbanistes d'aujourd'hui ? Sylvain, dix-sept ans, qui habite ici depuis toujours, donne sa réponse : « C'est sûr que c'est très tranquille comme cité, il n'y a pas de vols ou de problèmes comme ailleurs. Mais c'est même trop tranquille, les vieux sont très embêtés quand on fait du bruit dedans et même quand on en fait dehors. Pour les garçons, c'est plus facile d'aller dans les autres cités, comme Gennevilliers à Rommerville, car quand on amène des copains ici, on se fait toujours engueuler. Pourtant, il y a de la place entre les immeubles, des jardins. Mais rien n'est prévu pour jouer comme ailleurs, il n'y a pas de cage à écrouille, par exemple, ou d'endroit pour jouer au ballon. Notre cité-jardin, c'est plus stylé... »

C'est vrai que ces bons vieux immeubles ont quelque chose de rassurant : l'ombre des tours toutes proches. C'est vrai que ces toits de tuiles, très pentus, ces petites avenues qui les rappellent au-dessus des parcs d'arrière, les jardins, jadis privés et aujourd'hui à la disposition de tous, ont plus que du charme. Certes, on sait bien qu'il s'agit d'un quartier modeste qui ont inspiré après la guerre les urbanistes modernes et fonctionnalistes. Mais ils ne portaient pas en eux la démesure qui a suivi. Ils demeurent, témoins de ce qui aurait pu être, de ce qui pourrait redevenir la banlieue. « Les cités-jardins, on n'en part que les pieds devant », chuchote Louis en guise de conclusion.

OLIVIER SCHMITT.

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

« Les Annonces » est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 36, rue de Ménil, 75011 PARIS - Tél. (1) 805-30-30

Disciplines de la Gestion

ACQUERIR UNE SPECIALISATION

Les cycles de formation proposés ci-dessous, d'une durée de 20 à 40 jours vous offrent la possibilité d'acquérir une véritable spécialisation et de la valoriser par l'obtention d'un diplôme délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- 1 - Marketing
- 2 - Comptabilité
- 3 - Contrôle de Gestion
- 4 - Affaires Internationales
- 5 - Directeurs d'Usine
- 6 - Perfectionnement aux méthodes de gestion
- 7 - Réinsertion professionnelle de diplômés

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

groupe escp

Centre de Formation Permanente
79, avenue de la République 75011 PARIS
Tél. 355.39.08 (p. 1299)

M. Fonction
Entreprise Tél.
Adresse

Souhaitez recevoir une documentation sur :

1 2 3 4 5 6 7

150 61 311

[illegible]

1. General Information
 2. Objectives
 3. Methodology
 4. Results
 5. Conclusions
 6. References
 7. Appendices
 8. Tables
 9. Figures
 10. Summary
 11. Abstract
 12. Introduction
 13. Background
 14. Scope
 15. Limitations
 16. Assumptions
 17. Definitions
 18. Notations
 19. Abbreviations
 20. Acronyms
 21. Key Words
 22. Keywords
 23. Index
 24. Glossary
 25. Footnotes
 26. Endnotes
 27. References
 28. Bibliography
 29. Appendices
 30. Tables
 31. Figures
 32. Summary
 33. Abstract
 34. Introduction
 35. Background
 36. Scope
 37. Limitations
 38. Assumptions
 39. Definitions
 40. Notations
 41. Abbreviations
 42. Acronyms
 43. Key Words
 44. Keywords
 45. Index
 46. Glossary
 47. Footnotes
 48. Endnotes
 49. References
 50. Bibliography
 51. Appendices
 52. Tables
 53. Figures
 54. Summary
 55. Abstract
 56. Introduction
 57. Background
 58. Scope
 59. Limitations
 60. Assumptions
 61. Definitions
 62. Notations
 63. Abbreviations
 64. Acronyms
 65. Key Words
 66. Keywords
 67. Index
 68. Glossary
 69. Footnotes
 70. Endnotes
 71. References
 72. Bibliography
 73. Appendices
 74. Tables
 75. Figures
 76. Summary
 77. Abstract
 78. Introduction
 79. Background
 80. Scope
 81. Limitations
 82. Assumptions
 83. Definitions
 84. Notations
 85. Abbreviations
 86. Acronyms
 87. Key Words
 88. Keywords
 89. Index
 90. Glossary
 91. Footnotes
 92. Endnotes
 93. References
 94. Bibliography
 95. Appendices
 96. Tables
 97. Figures
 98. Summary
 99. Abstract
 100. Introduction
 101. Background
 102. Scope
 103. Limitations
 104. Assumptions
 105. Definitions
 106. Notations
 107. Abbreviations
 108. Acronyms
 109. Key Words
 110. Keywords
 111. Index
 112. Glossary
 113. Footnotes
 114. Endnotes
 115. References
 116. Bibliography
 117. Appendices
 118. Tables
 119. Figures
 120. Summary
 121. Abstract
 122. Introduction
 123. Background
 124. Scope
 125. Limitations
 126. Assumptions
 127. Definitions
 128. Notations
 129. Abbreviations
 130. Acronyms
 131. Key Words
 132. Keywords
 133. Index
 134. Glossary
 135. Footnotes
 136. Endnotes
 137. References
 138. Bibliography
 139. Appendices
 140. Tables
 141. Figures
 142. Summary
 143. Abstract
 144. Introduction
 145. Background
 146. Scope
 147. Limitations
 148. Assumptions
 149. Definitions
 150. Notations
 151. Abbreviations
 152. Acronyms
 153. Key Words
 154. Keywords
 155. Index
 156. Glossary
 157. Footnotes
 158. Endnotes
 159. References
 160. Bibliography
 161. Appendices
 162. Tables
 163. Figures
 164. Summary
 165. Abstract
 166. Introduction
 167. Background
 168. Scope
 169. Limitations
 170. Assumptions
 171. Definitions
 172. Notations
 173. Abbreviations
 174. Acronyms
 175. Key Words
 176. Keywords
 177. Index
 178. Glossary
 179. Footnotes
 180. Endnotes
 181. References
 182. Bibliography
 183. Appendices
 184. Tables
 185. Figures
 186. Summary
 187. Abstract
 188. Introduction
 189. Background
 190. Scope
 191. Limitations
 192. Assumptions
 193. Definitions
 194. Notations
 195. Abbreviations
 196. Acronyms
 197. Key Words
 198. Keywords
 199. Index
 200. Glossary
 201. Footnotes
 202. Endnotes
 203. References
 204. Bibliography
 205. Appendices
 206. Tables
 207. Figures
 208. Summary
 209. Abstract
 210. Introduction
 211. Background
 212. Scope
 213. Limitations
 214. Assumptions
 215. Definitions
 216. Notations
 217. Abbreviations
 218. Acronyms
 219. Key Words
 220. Keywords
 221. Index
 222. Glossary
 223. Footnotes
 224. Endnotes
 225. References
 226. Bibliography
 227. Appendices
 228. Tables
 229. Figures
 230. Summary
 231. Abstract
 232. Introduction
 233. Background
 234. Scope
 235. Limitations
 236. Assumptions
 237. Definitions
 238. Notations
 239. Abbreviations
 240. Acronyms
 241. Key Words
 242. Keywords
 243. Index
 244. Glossary
 245. Footnotes
 246. Endnotes
 247. References
 248. Bibliography
 249. Appendices
 250. Tables
 251. Figures
 252. Summary

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

2. The second part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

3. The third part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

8. The eighth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

9. The ninth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

[illegible][illegible]

"Les Annonces" est en
pour la vente des fonds de commerce

ACQUERIR UNE SPECIALISATION

[illegible]

groupe escp

PROGRESSE

ONT REJOINT EUROPE 1

CESP AVRIL 83 18,3 - CESP OCTOBRE 83: 20
AUDIENCE CHANDLER

Vivez en
EUROPE 1

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Yves du PETIT THOUARS sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Amélie.

Paris, le 29 novembre.

Marianne a la joie d'annoncer la naissance de

Séverine.

le 30 novembre 1983.

Amélie et Patrick MARECHAL, 15, rue du Général-Leclerc, 92270 Bois-Colombes.

Mariages

Les STEWART

et Jean-Marie BERGAL sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 novembre 1983 à Rye, N.-Y. (Etats-Unis).

17 Roosevelt Avenue, Rye, N.-Y. 10580, 108, boulevard de la Reine, 78000 Versailles.

Décès

Janine et M^{me} Fik, ses enfants, Françoise et Bernard Duchesne, Jean-Jacques et Françoise Fik, ses petits-enfants, Nathalie, Marianne, Caroline et Florence, ses arrière-petites-filles, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien BOES, professeur honoraire, secrétaire général honoraire du Cercle parisien de la Ligue française de l'enseignement, militant syndicaliste, ancien combattant de 1914-1918 et de 1939-1945, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, commandeur dans l'Ordre des Palmes académiques.

Selon son désir, il a été inhumé au columbarium du Père-Lachaise, le 7 décembre 1983.

35, rue La Condamin, 75017 Paris.

La disparition accidentelle, le 7 décembre, de leur ami

Antonio-Ortega FERNANDEZ, architecte à Santander,

a profondément touché Dominique, Etienne, Gilles, Jean-Pierre, Pascale et Philippe.

Ils partagent l'émotion de Lola et de ses proches.

On nous prie d'annoncer le décès à Aix-en-Provence le 6 décembre 1983 de

Michel CERNET, conservateur de la bibliothèque municipale de Marseille.

De la part de,

Simone Gernet, Jean-Michel, Régine et Rémi Gernet, Gilbert Gernet, Odile Gernet, Bernard Merle et Julien.

Marianne Gernet, Jacques et Lucie Gernet, Francis Gernet, Simone Gernet,

villa des Collines, avenue des Amandiers, 13100 Aix.

Jacques et Lucie Gernet, 12, rue André-Theuriot, 92340 Bourg-la-Reine.

M^{me} A. Laude, M. et M^{me} Paul Pidancet et leurs filles,

M. et M^{me} Pierre Laude, M. et M^{me} Bernard Laude, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LAUDE, professeur à l'université de Paris-I,

leur fils, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent,

survenu pieusement, le 5 décembre 1983, dans sa soixante-deuxième année, à Paris.

Le service religieux sera célébré le mercredi 14 décembre 1983, à 13 h 45, en l'église Saint-Merri, 78, rue Saint-Martin, Paris-4.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} F. Pidancet, Le Bout d'Amont, 71133 Saint-Loup-de-la-Salle.

L'Association des professeurs d'archéologie et d'histoire de l'art des universités

La cérémonie religieuse aura lieu à Paris, le mercredi 14 décembre, en l'église Saint-Merri, à 13 h 45.

Né le 11 mai 1922 à Dunkerque, Jean Laude a fait des études de lettres et d'histoire de l'art au Collège de France en 1947 et 1948 (département Afrique), avant d'enseigner aux universités de Strasbourg, de Nantes et de Paris (S.E.S., d'arts plastiques et d'archéologie).

Spécialiste d'art africain et d'art moderne, il a coédité à divers moments « Critique », « Cahier d'art », « Colloquio Artes » et « Cahiers du Musée national d'art moderne ». Il a publié plusieurs ouvrages : « Les Arts de l'Afrique noire » (1968), « Les Peintures africaines et l'art nègre » (1968), « The Art of Dugout : The Myth of the Cave Dwellers » (1968), « Zuo-Wu-Ku » (1974). On lui doit également un préface au catalogue raisonné de l'œuvre de Bragou (1907-1914) un essai important : « La Stupidité des signes » (Manga, Paris, 1982). Il a écrit, au moment de sa mort, pour le Musée d'art moderne de New-York, une étude sur les rapports de l'art et de la littérature.

Parallèlement à son travail scientifique, Jean Laude poursuivait une activité politique et littéraire. Il fut président de la Ligue française de l'enseignement (1968-1974), « Le Mur bleu » (Dessins de France, 1968), « Discours Inaugural » (1974), et se consacra à la fin de sa vie à la « Dix de Cassandre » (1982), aux éditions Fata Morgana.

Le docteur et M^{me} Henri Moulouquet, leurs enfants et petits-enfants,

Le colonel et M^{me} Maurice Moulouquet, leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Jacques Moulouquet et leurs enfants,

Les familles Moulouquet, Joly, Guez, Molard,

font part du décès de

docteur André MOULOUQUET, officier de la Légion d'honneur, O.R.L. honoraire des hôpitaux de Paris, ancien président de l'Académie de médecine,

survenu le 6 décembre 1983 à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'église Saint-Vincent de Paul (Vienne) le samedi 10 décembre.

Une messe aura lieu en l'église Saint-Pierre de Chailot, avenue Marceau, 75116 Paris, son ancienne paroisse, le mercredi 14 décembre 1983, à 17 h 30.

Une pique-nique est demandée à l'intention de son épouse,

née Aline BOUCHER, décédée à Versailles le 13 novembre 1978.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, place Alexandre-I^{er}, 78000 Versailles.

2, impasse Ducas, 30000 Nîmes.

2, rue Marietta-Martini, 75016 Paris.

Né le 9 janvier 1907 à Pau, André Moulouquet avait fait ses études au lycée de Pau et à la faculté de médecine de Paris. Médecin otorhinolaryngologue de 1920 à 1983, puis médecin honoraire des hôpitaux de Paris, il avait été président, en 1969, de l'Académie nationale de médecine.

M^{me} Laurette Nozières, son épouse, Daniel, son fils,

M. et M^{me} Jean Nozières, ses parents, Michèle, sa sœur,

Jean-Pierre et André, ses frères, Toute la famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Antoine NOZIÈRES,

survenu à Paris, le 6 décembre 1983, dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques auront lieu à Murat (Cantal), le mardi 13 décembre.

[Entré au service des rotatives du « Monde » le 1^{er} janvier 1906, Antoine Nozières, par ses qualités et son dévouement, avait su conquérir l'amitié et l'estime de ses collègues.]

La direction et ses camarades du « Monde » présentent leurs condoléances à sa famille.

— Nous apprenons la mort de

docteur Anne RETEL-LAURENTIN,

survenue le 10 décembre à Paris, à l'âge de cinquante-huit ans.

Médecin, maître de recherches au C.N.R.S., Anne Retel-Laurentin vint de 1959 à 1969 en République centrafricaine, militant les travaux de médecine à la recherche anthropologique. Elle travailla aussi, notamment en Gabon et en Haute-Volta, sur l'anthropologie médicale et les rites de fertilité. Tout d'abord, elle participa à l'organisation du congrès d'anthropologie médicale organisé à Paris du 28 au 30 décembre.

Anne Retel-Laurentin désirait de nombreux ouvrages commandés à l'édition médicale en Afrique (1974), « L'Indochine et l'Afrique noire » (1976), « La Nigrité et le Mangrove », en collaboration (1978), « Un pays à la cuisine » (1978).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} F. Pidancet, Le Bout d'Amont, 71133 Saint-Loup-de-la-Salle.

Anniversaires

Le 16 décembre 1969, il y a maintenant quarante ans,

M^{me} Nicolette CASTELLI, épouse Serafini,

était appelée à Dieu.

Que ceux qu'elle a connus et aimés veuillent bien se souvenir de quelques instants en pensant à elle.

Qu'ils prient pour qu'elle connaisse le repos et la paix.

— On nous prie de rappeler à ceux qui l'ont connue et aimée, le souvenir de

Brigitte (« Mouche ») PONCIEU de CHAFFARDON,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre.

décédée d'une longue et cruelle maladie, munie des sacrements de l'Eglise, le 8 décembre 1982.

— Aix-en-Provence, Blida.

Pour le quarantième anniversaire de la disparition de

Monique LENGRAND-QUEFFLEC,

— Jacques, Bénédicte et Sophie Lengrand,

rappellent son souvenir à tous ceux qui l'aimaient.

— Les amis de

Guy MADIOT,

sont invités à assister à une messe qui sera célébrée le vendredi 16 décembre, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-de-Travail, 36, rue Guilleminot, Paris-14^e.

M^{me} Etienne BUFFET,

née Marie-Madeleine Guinand, Et de

M^{me} Sylvie GUINAND,

rappelées à Dieu les 3 et 18 décembre 1982.

Communications diverses

— Une soirée de lecture de textes de Simone Weil, par Claude Darry, Danièle Netter et André Cazaux, avec programme musical et débat, est organisée au Centre Pompidou (Beaubourg), le mercredi 14 décembre, à 21 heures, avec le concours de l'Association pour l'étude de la pensée de Simone Weil.

Renseignements : 5, rue Monticelli, 75014 Paris. Tél. : 540-57-04.

— M^{me} Laurette Nozières, son épouse, Daniel, son fils,

M. et M^{me} Jean Nozières, ses parents, Michèle, sa sœur,

Jean-Pierre et André, ses frères, Toute la famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Antoine NOZIÈRES,

survenu à Paris, le 6 décembre 1983, dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques auront lieu à Murat (Cantal), le mardi 13 décembre.

[Entré au service des rotatives du « Monde » le 1^{er} janvier 1906, Antoine Nozières, par ses qualités et son dévouement, avait su conquérir l'amitié et l'estime de ses collègues.]

La direction et ses camarades du « Monde » présentent leurs condoléances à sa famille.

— Nous apprenons la mort de

docteur Anne RETEL-LAURENTIN,

survenue le 10 décembre à Paris, à l'âge de cinquante-huit ans.

Médecin, maître de recherches au C.N.R.S., Anne Retel-Laurentin vint de 1959 à 1969 en République centrafricaine, militant les travaux de médecine à la recherche anthropologique. Elle travailla aussi, notamment en Gabon et en Haute-Volta, sur l'anthropologie médicale et les rites de fertilité. Tout d'abord, elle participa à l'organisation du congrès d'anthropologie médicale organisé à Paris du 28 au 30 décembre.

Anne Retel-Laurentin désirait de nombreux ouvrages commandés à l'édition médicale en Afrique (1974), « L'Indochine et l'Afrique noire » (1976), « La Nigrité et le Mangrove », en collaboration (1978), « Un pays à la cuisine » (1978).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} F. Pidancet, Le Bout d'Amont, 71133 Saint-Loup-de-la-Salle.

— M^{me} Laurette Nozières, son épouse, Daniel, son fils,

M. et M^{me} Jean Nozières, ses parents, Michèle, sa sœur,

Jean-Pierre et André, ses frères, Toute la famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Antoine NOZIÈRES,

survenu à Paris, le 6 décembre 1983, dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques auront lieu à Murat (Cantal), le mardi 13 décembre.

[Entré au service des rotatives du « Monde » le 1^{er} janvier 1906, Antoine Nozières, par ses qualités et son dévouement, avait su conquérir l'amitié et l'estime de ses collègues.]

La direction et ses camarades du « Monde » présentent leurs condoléances à sa famille.

— Nous apprenons la mort de

docteur Anne RETEL-LAURENTIN,

survenue le 10 décembre à Paris, à l'âge de cinquante-huit ans.

EN BREF

L'avenir du capitaine Barril

Le général Robert Andraud, inspecteur général de la gendarmerie, a remis son rapport sur les activités du capitaine Paul Barril à M. Charles Hernu, ministre de la Défense. Ce rapport devait déterminer si le foudroyant capitaine, alors qu'il commandait en second le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), avait eu des « initiatives personnelles » — et malheureusement — dans la lutte engagée par l'Elysée contre le terrorisme.

Tout semble indiquer que le ministre de la Défense considère que le capitaine Barril a fait son devoir. Bref, il serait « couvert ». Après avoir été suspendu quatre mois à titre conservatoire, n'a-t-il pas été affecté au commandement des écoles de gendarmerie à Maisons-Alfort ? Mais il a perdu le goût de l'armée ces temps-ci. Le capitaine, à sa manière, est un déçu de la « grande muette ».

En congé maladie lors de sa nouvelle affectation — il s'était sérieusement blessé au cours d'une séance d'entraînement — il s'est récemment présenté aux écoles de Maisons-Alfort. C'était pour partir aussitôt en permission. Depuis deux ans, le capitaine avait fait cadeau de son temps libre à l'armée. Aujourd'hui, il récupère. Il réchit. Plusieurs propositions de travail, hors de l'armée, lui ont été faites. Notamment par l'Arabie Saoudite. Le capitaine envisage sérieusement de demander sa mise en disponibilité au mois de janvier. — L. G.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

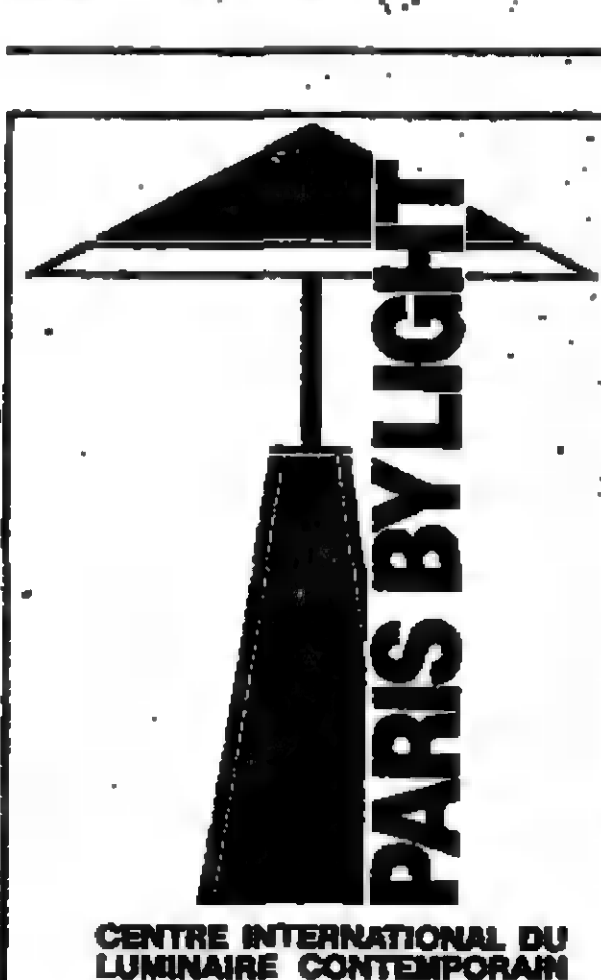
■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

■ Jean-Claude Krief écroué pour abus de confiance. — Jean-Claude Krief, qui par ses dénonciations, fut à l'origine de l'affaire du Coral, a été arrêté le 2 décembre à Valenciennes (Nord) et écroué à Fresnes, selon ce qu'il a déclaré. Jean-Claude Krief était recherché pour abus de confiance au détriment de la société villages-vacances-loisirs dont le siège est à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Jean-Claude Krief avait été en juillet et août, directeur d'un centre de V.V.-L. en Bretagne.

LA « CHUTE » D'UN PROMOTEUR IMMOBILIER

Alençon. — La chute de M. Gérard Mureau, ancien promoteur immobilier dans l'Orne, est consommée ou presque. Le tribunal de grande instance d'Alençon vient de le condamner à seize mois de prison avec sursis. Trente-huit ans, ancien boucher, M. Mureau était poursuivi pour infraction à la législation sur la construction, banqueroute et faux en écritures (le Monde des 6, 7, 11 et 13 avril 1978). Opérateur, ambitieux, il avait fondé cinq entreprises. Ce développement trop rapide et une gestion financière manquant de rigueur allaient aboutir, le 28 mars 1978, à la liquidation de biens et à son inculpation.

Sa chute touchait indirectement deux cent soixante et onze sous-traitants de la région et quatre-vingt-dix employés. L'insuffisance d'actif des diverses sociétés dépassait les cinq millions de francs. M. Mureau, aujourd'hui responsable de la formation d'un réseau d'une soixantaine de vendeurs de maisons, a expliqué au tribunal qu'il n'avait jamais été un escroc. Le procureur de la République avait requis une peine de prison avec sursis qui ne soit pas amnistiable. Le tribunal l'a suivi. — (Corresp.)



102, rue de Valenciennes, 75017 PARIS - Tél. : (1) 277 02 01

ÉCHECS

LES GRANDS PRIX NATIONAUX

JEAN GENET
maudit et couronné

(Suite de la première page.)

Le président Auriant le grâce pour sa vieillesse. Il publie ses romans : *Querelle de Brest* (1945), *Miracle de la rose* (1946), *Pompes funèbres* (1947), *Noir-Dame-des-Fleurs* (1948), *Journal d'un voleur* (1949).

Le théâtre suivra : *les Bonnes* (1948), *le Balcon* (1949), *les Nègres* (1959), *les Paravents* (1966). A travers des simulacres variés, Genet met en pièces tout ordre social et moral. Il retourne les valeurs admises. Le Mal devient l'autre face du Bien, la Beauté : preuve du Mal. L'ancien élève des autodidactes de prison célèbre cette subversion radicale, non à force d'argot comme souvent les révoltés, mais en cultivant l'héritage classique jusqu'à une précision flamboyante et baignée de liturgie.

Vers les années 60, Genet a cessé de publier et, croit-on, d'écrire, sauf à épouser des causes extrêmes (Black Panthers, Beaudry). Les six cents pages que lui a consacrées Sartre (*Genet, comédien et martyr*, 1952) avaient de quoi stériliser l'inspiration. Dans un entretien vidéo réalisé par la société Témoins, de Danielle Delorme, l'éternel errant et authentique rebelle explique qu'il s'agit de sortir de prison, et rien d'autre.

Après la consécration d'aujourd'hui, Genet semble consentir à ce que la société ne lui rende plus la haine qu'il lui voue. Couronné ou non, l'œuvre demeure : leçon d'immortalité rageuse et radieuse, dans la plus pure langue de l'« omme ».

B. PIROIT-DELPECH.

Cinéma

ALEXANDRE TRAUNER

Né le 3 août 1906 à Budapest, Alexandre Trauner vient à Paris présenter ses tableaux et s'établit dans notre capitale. Il collabore, dès 1930, avec Lazare Meerson, le décorateur attitré de René Clair et de Jacques Feyder. Son nom restera associé au « réalisme poétique » de la fin des années 30 (*Qual des brumes*, *Hôtel du Nord* et surtout *Le jour se lève*, tous de Marcel Carné). Trauner recrée en studio et contrôle, jusqu'au moindre détail, le monde quotidien. Sous l'occupation, il invente les décors des *Visiteurs du soir* et des *Enfants du paradis*, tous pour Marcel Carné. Dans les années 50, il commence à travailler en Amérique avec Billy Wilder : *The Apartment* marque l'apogée de leur collaboration (1960).

Peinture

JEAN HÉLION

A soixante-dix-neuf ans, ayant la vue qui baisse, mais continuant de peindre le monde fluide de la réalité des choses, Jean Hélon doit être bien surpris que les conservateurs officiels se souviennent de lui, peintre oublié par ceux qui considèrent les artistes en fonction de leur appartenance à une école, à un mouvement.

Né à Conterme (Orne) en 1904, Hélon est d'abord plus incassable que son itinéraire a été à contre-courant de l'art moderne. Ayant commencé par l'abstraction dans les années 30, il est aux années 50 revenu au parti pris des choses, à une peinture réaliste, sur la frange du populisme, qui hérisse le poil des partisans de l'avant-garde. Aujourd'hui, en période de retour à la figuration, la peinture de Jean Hélon apparaît d'un modernisme toute équivoque. On y a vu les prémisses du pop-art. Mystère du jeu de balancier des modes esthétiques, que, pour sa part, le peintre n'a jamais consenti à suivre.

Théâtre

DENISE GENGE

Denise Genge est entrée à la Comédie-Française le 1^{er} septembre 1948 comme pensionnaire après

ses années de conservatoire. Elle a été nommée sociétaire le 1^{er} janvier 1958.

Malgré sa jeunesse, sa première création a été un personnage de vieille fille : *Mademoiselle de Jacques Deval*. Elle s'est spécialisée dans cet emploi : *Marceline (le Barbier de Séville)*, *Béatrice (les Femmes savantes)*, *Arsinoë (le Misanthrope)* et même la comtesse Chénio et *l'indigne du Sexe faible* d'Edmond Bourdet. Denise Genge a joué Racine (*Agrippine*) Shakespeare (*la reine Marguerite de Richelieu*), Arrabal (*la Tour de Babel*) elle a créé la *Célestine* et est actuellement *Filicette* de Jean Audureau, dans la mise en scène de Jean-Pierre Vincent.

Poésie

ANDRÉ DU BOUCHET

Poète exigeant, André du Bouchet ne cesse de retravailler ses textes en les réduisant, en les pulvérisant. Dès le début avec *Dans la chaleur vacante* (Morceaux de France, Prix des critiques 1961), l'originalité de cette œuvre s'est imposée. De 1940 à 1949 — c'est-à-dire de quinze à vingt-quatre ans — André du Bouchet a vécu aux Etats-Unis, où il a fait ses études. Il a même enseigné un an à Harvard. C'est à son retour en France qu'il a commencé à publier, non seulement des poèmes (*Airs*, son premier recueil, a été édité par Jean Aubert en 1951), mais des traductions de l'anglais (Shakespeare, Joyce), de l'allemand (Hölderlin, Celan) et du russe (Mandelstam).

Entre 1966 et 1971, il a fait partie, avec Yves Bonnefoy et Gaston Picon, du comité de rédaction de la belle revue *Ephémère*, où se trouvaient rapprochées peinture et poésie. Parmi les peintres dont l'œuvre présente des affinités avec celle d'André du Bouchet et l'a parfois illustrée, on peut citer Bram van Velde, Tal Coat et Giacometti, auquel il a consacré un ouvrage : *Qui n'est pas tourmenté vers nous*.

Récentement, André du Bouchet a publié deux recueils de poèmes, *Leaves et Rapides* et *l'Incohérence* (Hachette, mai 1979) qui comprend des textes relatifs à la poésie, à la peinture, à la traduction.

Histoire

VADIME ELISSEFF

Archéologue et spécialiste des civilisations extrême-orientales, Vadime Elisseff est né en 1918 à Petrograd. Il a commencé sa carrière en Chine, comme attaché culturel de l'ambassade de France, puis au Japon, à la Maison franco-japonaise de Tokyo, avant de devenir enseignant à l'Ecole nationale du Louvre (1952-1956), à l'Ecole nationale des langues orientales vivantes (1952-1956) et à l'Institut national d'études politiques (1952-1972). Il est actuellement conservateur en chef des musées d'art et d'histoire de la Ville de Paris et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il a été commissaire général de nombreuses expositions de la Ville de Paris, en particulier de celle consacrée aux trésors de la Chine ancienne au Petit Palais en 1973.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les civilisations chinoise et japonaise, dont certains ont été réalisés avec son épouse Danièle, elle-même archéologue-paléographe. « La Civilisation de la Chine classique de Danièle et Vadime Elisseff », écrit Lucien Bodard dans le *Monde* du 11 décembre 1979, est un ouvrage magistral, de ceux qui incendient l'imagination, font vibrer les fibres et les nerfs (...). C'est bien plus qu'une explication savante, c'est un voyage initiatique — le Dragon enfin dévoilé en ses replis ombreux.

Photographie

ROBERT DOISNEAU

Né en 1912 à Gentilly, Robert Doisneau publia à vingt ans son premier reportage-photo (sur le marché aux Pucelles) dans *Excelsior*, un

grand quotidien parisien d'informations, plutôt conservateur, mais qui présentait chaque jour, sur toute l'étendue de sa dernière page, d'excellentes photos de toutes tendances. De 1934 à 1939, Doisneau travaille comme photographe industriel aux usines Renault. Ami d'écrivains comme Cendrars et Prévert, il devient un artiste mondialement connu, demandé par tous les grands magazines (*Fortune*, *Life*, *Match*, *Réalité*, etc.), et publie des albums (« la Beauté de Paris », « *Gosses de Paris* »), Robert Doisneau au fil du temps, a créé un portrait, on ne peut plus vrai et fort, du peuple de la périphérie travaillante de Paris. On lui doit notamment l'image saisissante du climat, de l'esprit, de l'histoire, des années du Front populaire. Mais l'art si direct, généreux, de Doisneau, apporte une vision et une poésie d'ordre général.

Archéologie

ROGER AGACHE

Roger Agache est né en 1926 à Amiens. Institutrice jusqu'en 1966, il consacre tous ses loisirs à la préhistoire et devient directeur des Antiquités de Nord-Picardie, puis de Picardie, à temps partiel en 1963, à temps complet en 1966.

Ses premiers travaux importants ont porté sur un gisement du paléolithique inférieur situé au pied des falaises d'Ailly (Somme), découvert seulement par grandes marées basses et sur des mines néolithiques de silex.

Roger Agache est un pionnier de l'archéologie aérienne. On lui doit, en particulier, d'avoir inauguré les prospections hivernales, et les survols systématiquement répétés : il a ainsi repéré, en Picardie, plus de dix mille sites pré-romains et romains alors qu'avant lui, quelques centaines à peine de sites analogues étaient connus.

En bon instituteur très soucieux de communication, Agache organise des expositions, des conférences, anime des associations. Il est l'auteur de plus de cent cinquante publications scientifiques, dont *Détachions aériennes* (1970), *Atlas d'archéologie aérienne de Picardie* (1975) *La Somme pré-romaine et romaine* (1978).

Danse

MAGUY MARIN

Venue du Ballet du vingtième siècle, Maguy Marin, née en 1951 à Toulouse, s'est très vite signalée par la vigueur et la subtilité de ses chorégraphies. En 1978, elle est primée à Lyon et à Bagnolet avec *Brouillard d'enfance*, pièce autobiographique qui stylise le flamenco d'une manière théâtrale.

Avec sa compagnie, elle s'oriente vers une sorte d'expressionnisme français. *May B*, inspiré de Beckett, est un petit chef-d'œuvre de dérision. *Babel Babel*, une caricature féroce de l'époque actuelle opposée à une vision nostalgique du paradis perdu.

Maguy Marin est implantée à la Maison des arts de Créteil. Le Prix du ministère vient à point pour l'encourager à prendre du recul, à aller au bout d'une recherche qui l'apparente à Pina Bausch.

Musique

MICHEL PORTAL

Né à Bayonne en 1935, Michel Portal offre l'exemple assez rare d'un musicien complet qui n'a jamais voulu séparer le répertoire classique (Mozart, Weber, Brahms) de la création contemporaine (Boulez, Dutoit, Globokar), l'improvisation, au sein du New Phonic Art et le jazz.

Cet éclectisme qui l'a souvent desservi auprès d'une partie du public et des maisons de disques, a contribué à faire de lui l'un des interprètes les plus inspirés de sa génération.

Cirque

LE TRIO « LES ANTARES »

Patricia, Bruno et Gilles, âgés respectivement de trente-cinq, vingt-sept et vingt-deux ans, composent le trio « Les Antares ». Ils ont succédé à leur père, Georges Commetton, dit Georges « Antares », qui créa, en 1949, un numéro aujourd'hui célèbre dans le monde entier, appelé « un avion au cirque » ou l'« avion infernal ».

Cet exercice d'une extrême difficulté, a déjà été récompensé, notamment par l'attribution d'un oscar à Madrid en 1975 et du Clown d'argent en 1977 au festival de Monte-Carlo.

Métiers d'art

JEAN BERNARD

Né en 1908 à Argenteuil (Seine-et-Oise), Jean Bernard, peintre, graveur, sculpteur, tailleur de pierre, est président de l'Association

ouvrière des Compagnons du devoir du tour de France. Il s'est attaché à remettre à l'honneur le tour de France de haute tradition.

Artiste et entraîneur d'hommes, Jean Bernard a par ailleurs réalisé une synthèse de ces deux qualités en créant, puis en dirigeant la Fondation de Coubertin. En 1974, celle-ci disposait de deux ateliers de maîtrise : l'un du bois, l'autre du métal. C'est alors que sous l'impulsion de Jean Bernard s'est ouvert un atelier de fonderie d'art, devenu l'un des premiers dans le monde. Des pièces majestueuses, des plus grands sculpteurs contemporains y ont été fondus, et les musées les plus prestigieux lui ont confié la fonte d'œuvres particulièrement difficiles.

Patrimoine

NORBERT DUFOURCO

Norbert Dufourcq, né en 1904, devient titulaire de l'orgue de Saint-Merri à Paris dès 1923. Parallèlement à sa formation musicale, il devient archiviste-paléographe en 1928, docteur ès lettres en 1935.

Il devient secrétaire général, lors de sa création en 1926, puis président de l'Association des Amis de l'orgue, qui est l'une des origines du vaste mouvement en faveur du patrimoine organique.

Il crée à partir de 1941 et occupe jusqu'en 1975 la chaire d'histoire de la musique et de muséologie au Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Il est l'un des animateurs, dès l'origine, des Jeunesses musicales de France.

Chanson

JACQUES HIGELIN

Jacques Higelin est né en 1940 à Brou-sur-Chantereine, en Seine-et-Marne. Il aborde la scène par le théâtre, dans les emplois de jeune premier romantique. Blondé, c'est la fantaisie qui l'emporte. Il débute réellement à la Vieillesse Grille, dans un one man show ironico-musical éblouissant. Il rencontre Rufus, puis Brigitte Fontaine, Areski. C'est le temps de « Maman j'ai peur », de chansons qui ont traversé les modes : « Cet enfant que j'avais fait, je suis mort, qui dit mieux. Le groupe travaille dans une « marginalité » organisée par Pierre Barouh — l'équipe Saravah — mais ne résiste pas à l'après-68. Jacques Higelin s'en va.

Il fait l'expérience de la vie communautaire en compagnie, revient en 1975, et prend le masque du rocker. Il devient rocker. Ses paroles folles, son sens de la dérision, ses qualités musicales, sa formation de comédien, le font grimper très vite au hit-parade des shows. A près de quarante ans, Jacques Higelin devient l'idole des adolescents et garde la faveur des adultes.

Sculpture

JEAN-PIERRE RAYNAUD

Jean-Pierre Raynaud, né à Paris en 1939, est diplômé d'horticulture. Depuis ses premières œuvres, des « psycho-objets » rouges et blancs, au temps du nouveau réalisme, il a suivi un chemin difficile, celui de la rigueur et du dépouillement extrême. Il utilise comme matériau de base des carreaux de céramique blancs qu'il met en rapport avec des végétaux, fleurs ou feuillages, jouant ainsi sur la confrontation de la matière inerte et de la matière vivante.

Curieuse austère, presque mystique, à sa son acuit plusieurs réalisations monumentales : sa propre maison dans la région parisienne, commencée en 1970, une œuvre toujours « *In progress* » ; les vitraux de l'abbaye cistercienne de Noirlac, en 1975 ; l'aménagement d'un espace au musée de Tokyo (1981). D'autres sont en cours ou en projet : l'aménagement d'un jardin à Monaco, une sculpture (un soleil noir ou « l'Eclipse ») pour les hautes chaises de Flaine, notamment.

« L'ACTEUR AMERICAIN SLIM PICKENS est mort le 8 décembre à Modesto (Californie). Il était âgé de soixante-quatre ans. [Né en 1919, Slim Pickens, de son vrai nom Louis Bert Lindley, était spécialisé dans les rôles de cow-boy (*Le shérif* est en prison, *Pas Gavet* et *Billy the Kid*, l'Aventure du « Posidon », au cinéma ; *Manix* ou *Bonanza*, à la télévision). C'est surtout son numéro dans le film de Stanley Kubrick, *le Docteur Folamour*, où il chevauchait une bombe atomique, qui l'avait rendu célèbre.]

« ALECHINSKY ET VELICKO-AUX BEAUX-ARTS. — Les peintres Pierre Alechinsky et Vladimir Velicko viennent d'être nommés chefs d'atelier à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSA), en remplacement de Louis Nallard à l'atelier de peinture et de Roger Piss à l'atelier de dessin et composition. L'Ecole va accueillir en outre deux professeurs étrangers pour une année : le sculpteur israélien Dani Karavan et le photographe anglais Leslie Hamilton.

MUSIQUE

Callas satellisée

Une étoile du chant — et quelle étoile puisqu'il s'agit de Maria Callas ! — retransmise à la fois sur trois scènes internationales par satellite et jusque dans l'au-delà où elle culmine dans sa solitude sacrée : tel est le spectacle de prix, diffusé sur grand écran, dont ont bénéficié dimanche soir 11 décembre à l'Opéra les privilégiés du bal canto, au profit de la Fondation Maria-Callas.

De la Scala de Milan nous est parvenue la scène finale de la Carmen de Bizet, chantée par Agnès Baltsa et Plácido Domingo ; du Covent Garden de Londres la scène finale également de l'Otello de Verdi, interprétée par Kiri Te Kanawa et James McCracken ; du Lyric de Chicago, entre autres l'air de la Wally de Catalani, qui reprit le film *Diva* de Jean-Jacques Beineix et qui fut chanté (livrement) par Rinaia Scotti ; enfin, pour la partie proprement théâtrale sur la scène même du palais Garnier, des extraits de la *Dernière nuit de Faust* de Berlioz où Jessye Norman, accompagnée par les chœurs et l'Orchestre de l'Opéra superbement dirigés par le merveilleux chef d'orchestre japonais Seiji Ozawa, triompha des terribles halètements syncopés qui ponctuent la lamenta-

tion de Marguerite. Et là, soudain, rendaient les phatras magiques que seul peut créer le théâtre lyrique « en chœur et en os ».

Car les opéras savamment filmés comme la *Traviata* de Zeffirelli nous ont trop habitués à voir les cantatrices sans aucune de ces contractions labiales ou gorge déployée par l'effort vocal que l'on distinguait ici à l'œil nu...

A cet égard, Maria Callas filmée gardait en premier plan une beauté, une aisance et un charme souverains. Elle était pourtant loin d'être à son meilleur dans la Carmen andalouse ou l'Eboli de Don Carlos, deux rôles de mezzo qui ne convenaient pas à son timbre et qu'elle avait enregistrés au cours d'un récépissé à Hambourg en 1952. En revanche, malgré une synchronisation défectueuse, la duo qu'elle interpréta en grande tragédie aux côtés du magistral Tito Gobbi dans la *Tosca* nous ramènera avec une émotion intense la première soirée parisienne de décembre 1958 où la prima donna assoluta à jamais regrettée fut acclamée en ces lieux mêmes par la parterre parisien.

OLIVIER MERLIN.

NOTES

Cinéma

« Get Crazy »

d'Allan Arkush

Rock en stock

Pour fêter le Nouvel An, Max Wolf, le propriétaire de la dernière bonne vieille salle à dimension humaine de la ville, décide d'organiser le concert de rock le plus fou de la région. Las ! Le promoteur véreux de la région, qui rachète toutes les salles pour en faire d'ignobles stades, imagine les pires machinations pour contrecarrer cette fête sublime. Il bénéficie en outre de la complicité du nouveau Max Wolf, un benêt sorniois qui ne pense qu'à l'héritage.

Tandis que les groupes arrivent et que le public s'installe, l'équipe du Saturn Theatre doit déjouer d'insupportables pièges (incendie criminel, bombe).

Le scénario est mince, et pourtant on s'amuse comme des fous : le film est bien tiré. Présenté à une heure tardive cette année au Festival de Deauville comme une « surprise », *Get Crazy* en fut vraiment une. Malcolm McDowell (c'est lui qui chante) en pastiche de Mick Jagger, Lou Reed en parodie de Bob Dylan, tous les clichés accumulés sur trente ans d'histoire du rock sont réunis ici avec justesse et tournés en dérision. Le vieux bluesman noir, riche et pingre, c'est Chuck Berry. Les attardés du psychédéisme qui débordent en continuant, les clochettes, les joints, les acides et le *peace and love* en bandoulière. Le punk grandguignolesque qui grogne. *Le dealer* de cocaïne et d'amphétamines, les groupes de luxe, les fans hystériques, les petits malins : tout est là, personne ne manque à l'appel. A elle seule, la reconstruction, dans les moindres détails, de la pochette du *Bringing It All Back Home* de Dylan, avec Lou Reed couvrant de toiles d'araignée, vaut le déplacement.

A. W.

★ Ce lundi 12 décembre à 20 heures à l'Eldorado.

★ Discographie chez CBS.

Rock

Chaz Jankel

à l'Eldorado

Il y a un mois, Chaz Jankel débatait à Londres une tournée européenne. C'était la première fois qu'il se produisait sur scène en son nom propre. On l'a découvert avec les Blockheads, qu'il produisait et pour qui il a composé ses plus grands succès, puis par la voix de Quincy Jones dont le *At No Cowbird* a fait le tour du monde. Mais Chaz Jankel n'a pas, devant un public, la trempe d'un leader. S'il fait merveille en studio sur un funk rock et une rythmique en souplesse, son talent de mélodiste, comparable à celui de Boz Scaggs, tourne un peu à vide en concert. Même soutenu par un groupe exceptionnel (dont l'étonnant bassiste des Blockheads), Jankel ne parvient pas à mettre en valeur la richesse et la puissance des compositions.

★ Ce lundi 12 décembre à 20 heures à l'Eldorado.

★ Discographie chez CBS.

Jazz

Rava joue Rota

Le plus populaire des jazzmen italiens, Enrico Rava, Turinois, joue la musique du plus populaire des compositeurs de films : Nino Rota (*la Strada*, *la Dolce Vita*, *Huit et demi*, *Amarcord*...). Rava n'interprète pas Rota. Nuanca, il joue Rota : c'est toute la différence du jazz. Rava compose aussi pour le cinéma, et la trompette qu'il pratique depuis qu'un jour, au hasard des programmes de radio, il a entendu Miles Davis, est son instrument de prédilection. Nino Rota a retenu du jazz la splendeur de ses timbres, le maché du phrasé, un souvenir de swing et l'écho du lyrisme.

C'est dans cette parenté, dans ce croisement d'origine et de parcours que se justifie la rencontre. Dans le fil de la carrière *l'art américain* (européenne) de Rava, la rencontre est comme naturellement prévue. Depuis vingt-cinq ans, éclatante ou délicatement contrastée, mobile, souple et soudain violente, nuchalante avec soin ou précise avec désinvolture, sa musique s'insinue partout où il y a de la musique.

Sur scène ou dans la rue, avec Steve Lacy, Les Konitz, Carla Bley ou le Globe Unity, avec les musiciens italiens dont il s'entoure cette fois (plus Tony Oxley à la batterie), Enrico Rava maintient avec aisance une ligne peu facile à tenir : entre l'exigence des audaces et le goût confirmé d'une musique populaire. Et Nino Rota ? Il a déployé en résonnant un monde sonore qui semble inventé pour lui.

FRANCIS MARMADE.

★ Enrico Rava à Paris, T.E.P. (le 12), Rouen (le 15), Tours (le 16), Lyon (le 22).

★ SOUS LE PATRONAGE DE SOLIDARNOSC, une soirée au profit des enfants handicapés en Pologne est donnée le 12 décembre sous le chapiteau Grass, parc de la Villette. Peco Raszewski et Jacek Kaczmarski ont sauvé les principaux invités.

ALAIN WAIS.
★ Voir les films nouveaux. Disque : Vogue, 542040.

DERNIÈRES

9 NOVEMBRE-23 DECEMBRE

LULU

au BATACLAN

MUSIC-HALL DE PARIS

d'après l'œuvre de Frank WEDEKIND

réalisation André ENGEL

Nicky RIETI

une production Nanterre-Amateurs

au BATACLAN 50 Bd Voltaire 75011 PARIS

LOCATION ABONNEMENT 721.18.81

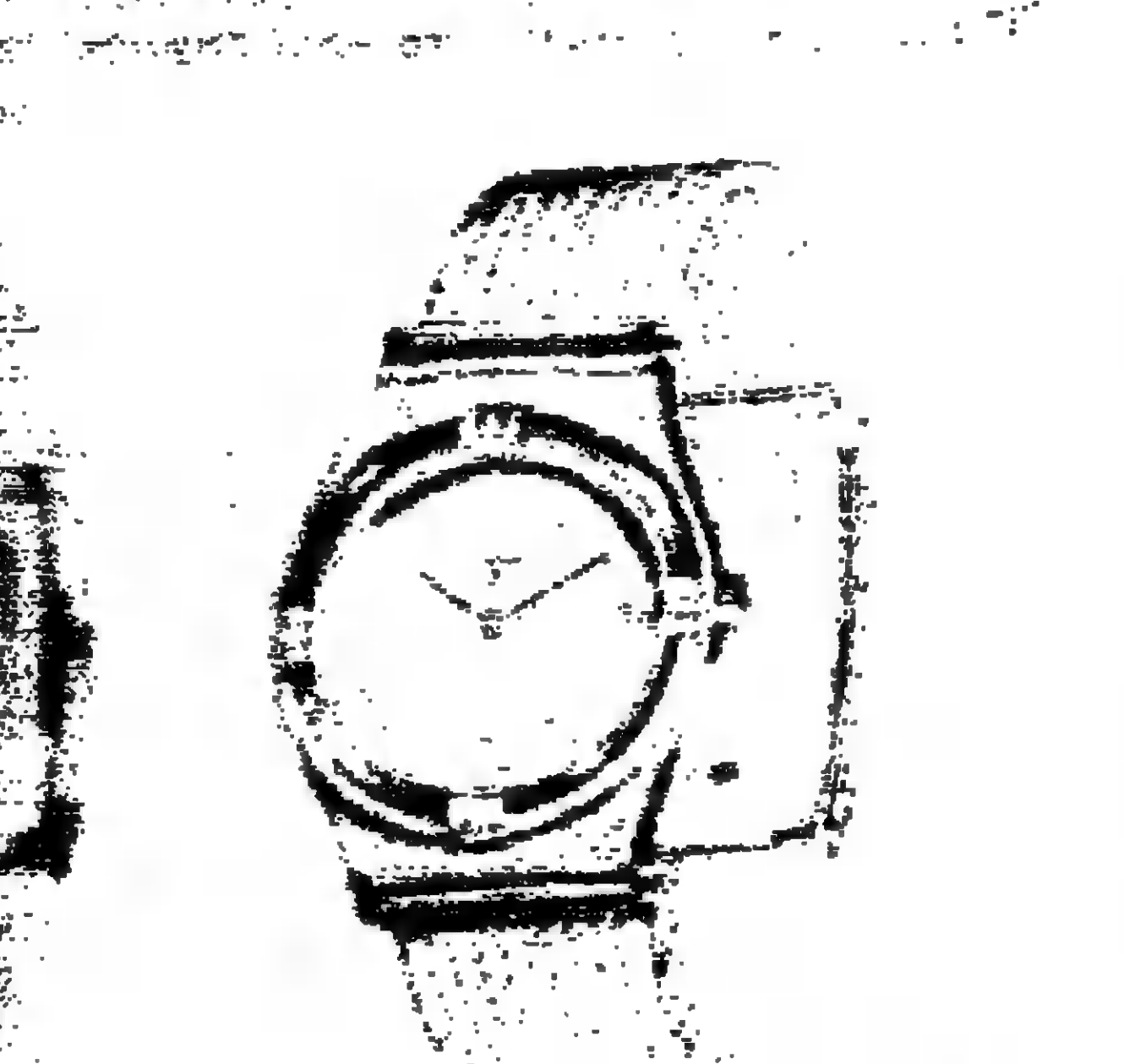
ÉCHECS

Capitaine Barril

LA CHUTE

PARIS BY LIGHT

Précision Fred



FRED

MERCREDI

Le film à côté duquel, cette fois, BEN-HUR n'est qu'un spot publicitaire.

MONTY PYTHON

A HOLLYWOOD

Le Monde ECONOMIE

POUR ÉVITER À L'ALUMINIUM LE SORT DE LA SIDERURGIE

Pechiney essaime à l'étranger

A peine a-t-on survolé la centrale électrique de Newcastle, à 250 kilomètres au nord de Sydney — une centrale à charbon assise sur un gisement dont la facilité d'exploitation est visible à l'œil nu, — qu'apparaît Tomago. Une architecture industrielle à la gloire de l'aluminium, rutilante dans le soleil du printemps austral, d'une propreté toute japonaise. C'est là, dans la Haute Vallée, en bordure des vignobles de la Nouvelle-Galles-du-Sud que Pechiney a construit l'usine d'électrolyse la plus moderne du monde qui exporte déjà ses premiers lingots mais ne sera inaugurée qu'au mois de mars 1984. Un bel exemple de délocalisation industrielle et de stratégie de redressement d'une entreprise en difficulté.

« Partout où le courant sera trop cher, nous partirons. » Ce principe de base de M. Georges Besse, le nouveau président de Pechiney, n'est pas une parole en l'air. Il a été mis en pratique aux États-Unis, justifie les implantations australiennes et camerounaises, explique l'attitude négative du groupe en Espagne et les interrogations sur l'avenir d'une présence en Grèce ou aux Pays-Bas.

Car l'aluminium est une industrie énergivore. Il faut, pour en produire une tonne, deux fois plus d'énergie que pour une tonne de cuivre ou cinq fois plus que pour une tonne d'acier. Aussi le prix de l'électricité est-il devenu un élément majeur de toute stratégie, un facteur déterminant de la localisation de tout nouveau projet.

Il faut dire que, depuis 1973, l'écart entre les coûts maximal et minimal de l'électricité a plus que doublé (de 4 à 1 il est passé à 10 à 1) et que désormais, selon le lieu de production, les coûts énergétiques représentent entre 15 % et 55 % des coûts totaux de l'aluminium de première fusion (1).

Le Japon, pays pauvre en énergie et qui utilise encore largement du pétrole importé pour produire son électricité, en a tiré les conséquences : fermeture des usines les

moins performantes, réduction de moitié des capacités de production, substitution enfin, souligne une étude publiée dans l'Observateur de l'O.C.D.E. du mois de septembre, de la production nationale non rentable par des importations dont une grande partie pourrait provenir d'installations à l'étranger dans lesquelles les firmes japonaises détiennent ou se proposent de prendre des participations. Avec pour objectif de préserver ce qui dans cette industrie est viable à long terme sans pour autant pénaliser les secteurs consommateurs d'aluminium.

C'est un peu une stratégie à la japonaise qu'a adoptée Pechiney. L'électricité augmente-t-elle de façon durable dans certains États américains (3 à 27 mills (2) dans le Maryland), le groupe français vend à son partenaire Alcanex, filiale du groupe minier Alcan, filiale du groupe minier Alcan et du japonais Mitsui, sa part de 50 % dans les coentreprises de production d'alcalo dans le Maryland et d'Intalco dans l'État de Washington. Mais il affecte aussi le montant de la transaction (1,7 milliard de francs) au financement d'un complexe d'électrolyse d'aluminium à Trois-Rivières, dans la province du Québec. Grâce au barrage de la baie James les autorités québécoises — fort critiquées actuellement de ce fait par l'opposition — ont accepté de fournir à Pechiney, par un contrat de longue durée, un courant à 8 centimes le kilowatt-heure et à 4 centimes seulement les quatre premières années, les plus difficiles (contre un peu moins de 11 centimes dans le meilleur des cas en France).

Les cent vingt caves argentées, de 180 000 ampères chacune, de l'usine de Tomago sont un autre exemple de cette délocalisation, décidée en 1979. L'Australie dispose non seulement d'énergie bon marché — l'usine obtient son électricité à moins de 10 centimes le kilowatt-heure — mais aussi de bauxite, la matière première dont est tiré l'alumine, à profusion. Il n'est donc pas

étonnant que les projets de production d'aluminium s'y multiplient (la capacité est passée de 257 000 tonnes en 1979 à 402 000 tonnes en 1982 et devrait être de 843 000 tonnes en 1985, dont 230 000 tonnes à Tomago). Le Japon, presque voisin, avec une consommation de 1,7 million de tonnes pour une capacité de 400 000 tonnes et une production de 280 000 tonnes est, il est vrai, un client tout trouvé.

Cette stratégie menace les filiales européennes. En Espagne, la restructuration engagée par le gouvernement entraînera une réduction de la participation de Pechiney dans Aluminium de Galicia de 67 % à 37 %. En Grèce, la requête des autorités de relever les tarifs d'électricité d'Aluminium de Grèce (60 % Pechiney) fait l'objet d'une négociation difficile. Quant au maintien de la filiale néerlandaise, il semble directement lié à son coût d'accès à l'énergie.

Un coût social élevé

Ce redéploiement ne peut pas non plus ne pas avoir d'effets dans l'Hexagone. A Tomago chaque tonne produite 250 tonnes d'aluminium par an. En France, la productivité moyenne est de 100 tonnes par an. La production est largement déclinée entre les Alpes et les Pyrénées : Saint-Jean-de-Maurienne (65 000 tonnes), La Paz (4 000 tonnes) et La Saussaz (30 000 tonnes) en Savoie, Rieuprès (25 000 tonnes) dans l'Ariège, l'Argenteuil (40 000 tonnes) dans les Hautes-Alpes, Nogères-Atlantiques (45 000 tonnes) dans les Hautes-Pyrénées, Auraz (40 000 tonnes), Sibaur (25 000 tonnes) et Mercus (60 000 tonnes) dans l'Ariège.

Déjà La Paz a été fermée et les fermetures de La Saussaz et de l'Argenteuil ont été annoncées. Le contrat de plan signé entre Pechiney et les pouvoirs publics précise que la

capacité de production nationale ne devra pas tomber, dans les cinq années à venir, en dessous de 290 000 tonnes (contre près de 400 000 tonnes actuellement). Un investissement important — près de 1 milliard de francs — va être effectué à Saint-Jean-de-Maurienne où seront implantées des cuves de 280 000 ampères — une première mondiale — pour porter la capacité à 120 000 tonnes. Avec l'objectif de produire une tonne d'aluminium à 7 000 francs contre 11 400 francs actuellement. Mais cette volonté, facilitée par la signature avec E.D.F. d'un contrat de fourniture d'électricité à bon prix (le Monde du 26 juillet), a un coût social élevé. Au terme de la décennie il n'y aura sans doute plus en France que deux sites de production d'aluminium, Saint-Jean-de-Maurienne et Nogères ; peut-être trois si le marché le permet. Et déjà les salariés de l'Argenteuil envisagent la création d'une coopérative ouvrière pour éviter la fermeture. Car arrêter une usine est bien souvent condamner la vallée tout entière.

La même politique est suivie par les autres grands de cette industrie que sont Alcan, Alcoa, Reynolds, Kaiser et Alusuisse. Ces groupes plus Pechiney contrôlent 45 % des capacités d'extraction de bauxite, 60 % des capacités de raffinage de l'aluminium, et 50 % des capacités de production d'aluminium existant dans le monde. Le rythme auquel s'opère la relocalisation (voir encadré) de l'évolution du marché (voir encadré). Mais elle n'est qu'un modèle pour d'autres industries énergivores. Ainsi à Florence, il y a deux mois, le président de la Mitsubishi Petrochemical, M. Kurokawa, a-t-il souligné que le processus de désengagement total du Japon dans la fabrication de produits de base de la pétrochimie était inévitable.

Pour ces groupes multinationaux, cette relocalisation s'accompagne nécessairement d'un développement en aval des technologies avancées : « Chaque kilo d'aluminium que

nous vendrons demain coûtera plus cher parce qu'il incorporera davantage de valeur ajoutée, plus de produits finis », affirme le président de Cegedur, une filiale de Pechiney, M. Ergas. Il s'agit donc de fabriquer moins cher pour les produits standards, pour les autres de s'appuyer sur une importante recherche-développement. Ainsi l'adjonction de 3 % de lithium dans l'aluminium en abaisse-t-il le poids de 10 % à 15 %. Un alliage qui intéresse au plus haut point tous les aviateurs de la planète et qui est de nature à retarder de dix à quinze ans le rôle des matériaux composites dans l'aviation. Car l'aluminium doit se battre contre ses concurrents directs mais aussi contre les matériaux concurrents — verre, plastiques, fer-blanc, composites — selon qu'il s'agit de l'emballage, du bâtiment, de l'aéronautique ou de l'automobile.

Dans la transformation aussi, la compétitivité passe par l'allongement des séries. En laminage, les coûts de production sont supérieurs de 30 % sur un site d'une capacité de 300 000 tonnes par rapport à une usine de 300 000 tonnes. Voilà pourquoi toutes les activités de laminage de Pechiney seront regroupées à Neuf-Brisach pour tenter de concurrencer le voisin d'outre-Rhin Norf (50 % Alcan, 50 % l'allemand Vaw) : il faut économiser 1 franc par kilo (passer de 3,80 francs à 2,80 francs quand Norf est à 3,20 francs), ce qui représente un enjeu de 260 millions de francs par an. De même pour les laminés durs toute l'activité sera-t-elle centrée sur le site d'Issore. Pour les fils durs il faudra économiser 2,3 francs par kilo, et quelque 3,3 francs par kilo pour les fils doux avec en permanence l'objectif d'être dans chaque domaine « dans le premier tiers de la profession ». A terme, cela signifie sur tous les sites non performants (on passera dans la transformation de 22 à 11 sites) des problèmes d'emplois que l'utilisation systématique de la mise en préfabrication jusqu'à présent permis de minimiser dans la nationalisée Pechiney.

Enfin parce que pour vendre sur un marché mondial il faut être près des clients, Pechiney essaime. Au Japon, sa filiale commerciale est la plus importante société commerciale française (1 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1982), tandis qu'aux États-Unis la firme cherche à renforcer ses positions par le rachat d'une société.

Pour une société qui opère sur le marché mondial, les termes de reconquête du marché intérieur, d'investissements prioritaires dans l'Hexagone trouvent bien vite leurs limites. Des 16 milliards de francs que devrait investir Pechiney dans les cinq années à venir, une bonne partie sera à l'étranger. Avec pour principe la répartition des risques (mieux vaut cinq fois 20 % qu'une fois 100 %) et pour crainte permanente de ne pas voir l'aluminium (58 % de l'activité du groupe) devenir la sidérurgie des années 90.

BRUNO DETHOMAS.

(1) L'aluminium peut être recyclé. Dans ce cas la production d'aluminium secondaire n'exige que le vingtième de l'énergie nécessaire à une première fusion.
(2) 1 mill : un millième de dollar.

CAPACITÉS DE PRODUCTION STAGNANTE OU EN RECUL, SAUF EN AUSTRALIE

(millions de tonnes)

	1980	1982	1983 (1)	1990 (2)
O.C.D.E.	11,9	11,6	12,9	12,7
dont				
Amérique du Nord	6,1	6,1	6,6	6,3
Europe occ.	3,9	3,9	4,4	4,2
Japon	1,3	0,5	0,7	0,7
Océanie	0,5	0,5	1,2	1,4
(Australie)				
Divers autres	2,8	2,6	3,8	3,4
(Inde, Moyen-Orient, Amérique latine, etc.)				
Total monde non communistes	14,1	14,2	16,7	16,1

(Source O.C.D.E.)

(1) Banque mondiale.
(2) Association européenne de l'aluminium.

Un marché en nette reprise

Le marché de l'aluminium se redresse après trois années de crise, la plus dure et la plus étendue qu'il ait connue cette industrie. Les taux d'utilisation des capacités mondiales étaient tombés à la fin de l'année dernière à 72 % (60 % aux États-Unis, 84 % en Europe, moins de 30 % au Japon). Les stocks avaient atteint plus de 5 millions de tonnes, soit quatre fois de consommation, et les prix étaient tombés en juin 1982 au London Metal Exchange — sous l'impulsion des pays producteurs de l'Est et du Moyen-Orient — à 510 livres la tonne, un cours inférieur au coût de production de la plupart des industries.

Les six grands de l'aluminium, qui contrôlent longtemps les prix et les trois quarts de la production, contre 50 % actuellement — Alcan, Alcoa, Reynolds, Kaiser, Pechiney et Alusuisse, — ont perdu de l'argent. Pechiney a ainsi annoncé pour 1982 une perte de 3 milliards de francs (y compris, il est vrai, la chimie lourde). Mais même Alcan, le premier producteur mondial, qui bénéficie de prix énergétiques exceptionnellement bas, était dans le rouge.

A l'heure de la reprise économique aux États-Unis les producteurs ont retrouvé le sourire. Les prix sont remontés à Londres à près de 1100 livres la tonne, tandis qu'un marché à terme s'ouvrait à New-York. Quant aux stocks, ils ont été réduits de 25 %, retombant autour de 4 millions de tonnes. Enfin des capacités de production ont été remises en marche grâce au redressement outre-Atlantique de l'automobile et du bâtiment. Ainsi Alcan tourne-t-il à plus de 80 % de ses capacités.

L'avenir n'en est pas assuré pour autant. L'un des rares marchés capitaux de l'aluminium — l'adropastelle — ne connaît pas la même reprise, et l'évolution de ce métal par rapport aux matériaux concurrents — cuivre, fer et acier, bois, matières plastiques — dépendra de son coût. Il s'est déjà complètement substitué au cuivre dans les lignes de transport d'électricité ; au fer-blanc pour les boîtes pour poissons, et gagne du terrain sur l'acier dans l'automobile. Métal adulte, l'aluminium ne connaît sans doute plus la croissance exceptionnelle des années 80, mais les producteurs espèrent d'ici la fin du siècle des taux de l'ordre de 2 % par an.

Afin de stimuler la croissance il faut freiner la hausse des coûts et libérer les prix

par JEAN MARCZEWSKI (*)

Depuis une vingtaine d'années, il est généralement admis que la distinction entre une inflation des coûts et une inflation des prix n'a pas de sens. Cette regrettable confusion s'explique par les conventions de la comptabilité nationale qui ne permettent pas d'établir une distinction claire entre les notions de coût et de prix à l'échelle nationale. On peut en effet dire que tout ce qui est prix pour le vendeur constitue un coût pour l'acheteur. Et, comme tous les agents économiques sont à la fois acheteurs et vendeurs, les prix et les coûts désignent le même phénomène vu sous deux angles différents.

La réalité économique est cependant plus complexe. Il est vrai que tous les agents économiques achètent et vendent. Mais les uns achètent des facteurs de production (travail, capital, matières premières importées) et vendent des produits finaux de consommation et de production, tandis que les autres vendent des facteurs de production et achètent des produits finaux. En résumant le terme prix à la valeur unitaire d'un produit final et le terme coût à la valeur des facteurs de production nécessaires pour fabriquer une unité de produit final, on obtient deux grandeurs qui ne sont pas du tout identiques et dont les variations diffèrent considérablement, en exerçant ainsi une influence déterminante sur la rentabilité et par conséquent aussi sur la croissance de la production et de l'emploi. Pour s'en rendre compte, il suffit d'observer les variations concomitantes des trois taux annuels de croissance : celui du produit intérieur brut marchand (P.I.B.M.) à prix constants, celui du prix moyen pondéré courant de ce même produit et celui de son coût par unité produite. Ce dernier agrégat — auquel nous avons donné le nom de coût intérieur net (CIN) — comprend tous les versements nets du système productif national, composé de l'ensemble des entreprises et des administrations publiques, aux ménages consommateurs et à l'étranger. Sont donc éléments positifs du CIN : la rémunération

des salariés des entreprises et des administrations publiques, les prestations sociales, les revenus de la propriété et de l'entreprise distribués aux ménages et à l'étranger, les intérêts versés par les entreprises et les administrations aux banques. En revanche, les contributions sociales et les impôts directs sur le revenu et la fortune, payés par les ménages et l'étranger, en constituent les éléments négatifs.

Une observation systématique des trois taux de croissance ainsi définis pour la France et la République fédérale d'Allemagne pendant une période de onze ans (1971-1981) (1) se fait donc sous deux angles combinés de trois variables — nous a permis, entre autres, d'aboutir aux cinq constatations suivantes :

- 1) Une hausse des coûts unitaires plus rapide que la hausse simultanée des prix coïncide dans tous les cas observés, sans aucune exception (France 1971, 1973, 1974, 1975, 1977, 1978, 1980, 1981 ; Allemagne 1974, 1975, 1980, 1981), avec un ralentissement de la croissance du P.I.B.M. à prix constants ;
- 2) Une hausse des prix plus rapide que la hausse simultanée des coûts détermine normalement une accélération de la croissance du P.I.B.M. à prix constants (France 1972, 1976, 1979 ; Allemagne 1972, 1973, 1976, 1979). Les exceptions (Allemagne 1971, 1977, 1978) s'expliquent par les révaluations du deutchmark, qui ont accru les coûts intérieurs allemands par rapport aux prix extérieurs ;

(Lire la suite page 25.)

(1) J. Marczewski, « Théorie de la stagnation et expérience comparée de la France et de l'Allemagne, 1971-1979 », Economie appliquée, 1981, n° 4, mise à jour et développée dans notre rapport au congrès de l'International Association for Research in Income and Wealth à Luxembourg du 21 au 27 août 1983, sous le titre *The Concept of Costs when Accounting for Inflation*.
(*) Professeur honoraire à l'université de Paris-I.

L'avertissement de Mme Thatcher à M. Reagan

Le premier ministre de Sa Majesté n'y est pas allé par quatre chemins pour dire ce qu'elle pense de la politique économique et monétaire suivie par M. Ronald Reagan et son équipe. Alors que les taux d'intérêt américains sont à nouveau orientés à la hausse, que le dollar monte encore, les durs propos de Mme Thatcher font figure de solennel avertissement. Les Américains ne pourront pas dire qu'ils n'ont pas été prévenus, et par leurs meilleurs amis. L'ancien chancelier Schmidt a déclaré cette semaine que, si l'afflux de capitaux vers les États-Unis devait encore se prolonger, les pays européens, y compris ceux réputés les plus libéraux, finiraient par y mettre la tête en instituant des contrôles.

C'est un fait qu'un régime de liberté, dans quelque domaine que ce soit, n'est susceptible de durer que si ceux qui en bénéficient s'imposent les disciplines nécessaires. C'est dans ce sens que la libérale Mme Thatcher est sérieuse et que le libéral M. Reagan ne l'est pas. A un député conservateur, mais d'idées très « keynésiennes » (une variété très répandue), qui l'interpellait mercredi aux Communes pour lui dire qu'elle avait bien de s'inspirer de la politique du président américain pour relancer l'économie, Mme Thatcher a verbalement répondu qu'elle préférait mille fois être dans sa peau que dans celle des dirigeants américains, car la position dans laquelle elle se trouvait était « tenable » tandis que celle dans laquelle ils s'étaient mis ne l'était pas. Son argument central : l'énormité du déficit budgétaire américain, et le haut niveau des taux d'intérêt qui en résulte, non seulement cause d'énormes préjudices à la Grande-Bretagne et aux autres pays européens (et ici, elle rejoint les préoccupations de M. Helmut Schmidt sur les effets de l'exode des capitaux vers les États-Unis), mais aussi prépare de grands désastres (great trouble) sur la scène internationale, aux conséquences desquelles les Américains n'échapperont pas plus que les autres. Fait inhabituel en matière de prévisions, Mme Thatcher a précisé dans quel délai elle pensait que les choses se vérifieraient : dans les douze mois qui viennent.

En dépit de l'optimisme plus ou moins forcé du F.M.I. (que M. Jacques de Larosière, son directeur général, a exprimé cette semaine à Versailles et qui participait à un colloque sur l'« inflation », tous les éléments d'une crise financière d'énorme dimension sont en train de se mettre en place. Dans un monde surendetté, le taux élevé de la monnaie dans laquelle sont libellées les dettes les plus considérables et un crédit cher risquent de créer une situation effectivement « intenable » pour un nombre croissant de débiteurs. Les voies qu'emprunte le déficit béant des finances publiques américaines pour espérer les bases déjà fragiles des systèmes bancaire et monétaire du monde sont encore plus perverses qu'on pouvait s'y attendre. Comme pour endormir l'attention des futures victimes du krach, le déficit crée une situation dans laquelle la monnaie américaine, dopée par les hauts taux d'intérêt qu'il provoque, apparaît en pleine santé.

PAUL FABRA.

La Direction, les Professeurs et les Élèves de l'E.S.C. DIJON ont le plaisir de vous faire part de la naissance le 21 novembre 1983 du

GROUPE ESC DIJON

une nouvelle structure de formation, de recherche appliquée et de conseil comprenant :

- L'E.S.C. (École Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Bourgogne et Franche-Comté)
- Le C.E.A. (Certificat Européen des Affaires)
- Le C.I.F.C.E. (Centre d'Intervention en Formation et Conseil d'Entreprise)
- L'I.R.E.A. (Institut de Recherche et d'Études Appliquées)

entreprendre

GROUPE ESC DIJON

29, rue Sambin 21000 Dijon - (80) 72.12.40

nt des marchés à tem

urrent des places américaines

Les marchés américains ont connu une semaine de forte volatilité. Les indices ont oscillé entre optimisme et inquiétude, reflétant les tensions géopolitiques et économiques. Les investisseurs ont réagi avec prudence, attendant de voir des signes concrets de la politique monétaire de la Réserve Fédérale.

Sucre : un négociant fran

New-York

Le marché du sucre à New-York a été marqué par une baisse significative des prix. Les négociants français ont dû ajuster leurs positions en conséquence. Les perspectives de récolte dans les pays producteurs restent incertaines, ce qui maintient une certaine tension sur le marché.

Pomme de terre : les premières trans

auront lieu en avril 1984

Les premières transactions pour les pommes de terre sont prévues pour avril 1984. Les producteurs et négociants se préparent à une saison de négociations intense. Les conditions météorologiques et les rendements des cultures seront des facteurs clés à surveiller.

La France doit changer sa politique de coopération pour répondre aux besoins du tiers-monde

L'essor industriel des pays en développement est un phénomène inéluctable. Leur part dans la valeur ajoutée de l'industrie mondiale a progressé de 11,9 % en 1960 à 18,1 % en 1980. Dans trente de ces pays, les produits manufacturés comptent pour plus de 20 % de la formation du P.I.B. Pour un nombre croissant de ces produits, les pays du Sud concurrencent ceux du Nord. C'est dans les pays en développement que se situent les marchés et la force de travail de demain.

La France dépend du tiers-monde pour ses approvisionnements en matières premières mais aussi pour 8 % de ses importations industrielles, et elle lui vend 26 % des produits industriels qu'elle exporte ainsi que des services (ingénierie, banque...). Elle ne peut donc choisir une politique attentiste, purement défensive. « Il n'est d'autre issue que de tirer partie du formidable potentiel qu'offre l'industrialisation du tiers-monde », en l'accompagnant. L'accompagner, c'est participer à la création d'entreprises, à la découverte de technologies, à l'organisation de circuits commerciaux ; c'est aussi adapter le tissu industriel français pour qu'il profite des complémentarités et souffre le moins possible des concurrences (1).

Ces constatations et ce « projet » ont constitué la trame d'un récent colloque portant sur les « nouvelles formes de coopération technologique et industrielle ». Organisé par la mission scientifique et technique du ministère de l'Industrie et de la Recherche, il a réuni à Marseille, autour de représentants de l'Etat et des collectivités locales, cent trente industriels, responsables de grandes entreprises et de P.M.E., délégués de chambres de commerce et d'industrie, mais aussi des trois continents du tiers-monde. Cette manifestation ne se présentait pas seulement comme un échange d'expériences ; elle avait pour but de tenter de déboucher sur des conclusions pratiques.

Les chasses gardées

Le dynamisme industriel du tiers-monde ne se fait pas seulement sentir sur le marché des textiles, mais également dans certains domaines, pour les usines « clés en main » et même l'armement. Sa concurrence est vive pour les transports, les moteurs électriques et mécaniques, la chimie, les thermoplastiques, les laminés, les structures métalliques, les chantiers navals. Près d'un tiers des portes enregistrées par la France sur les marchés étrangers sont dues à cette concurrence (2). Celle-ci est appelée à s'accroître.

Plutôt que dans les « chasses gardées » africaines, les nouveaux centres d'activités industrielles se situent, pour l'essentiel, en Asie et en Amérique latine. Or la France achète dans le tiers-monde des produits industriels, surtout en Asie, et vend les siens principalement en Afrique et au Proche-Orient. Et l'on remarque qu'elle a relativement peu participé au développement des nouveaux pays industriels (N.P.I.).

Une compétition

Les pays du tiers-monde réclament des technologies adaptées à leurs besoins ou à leurs objectifs. Mais ils se montrent souvent des partenaires exigeants, qui ne se satisfont plus d'usines toutes faites ; ils souhaitent généralement acquérir la maîtrise industrielle (connaissances, savoir-faire, formation...), et qu'un ensemble d'opérations, accompagnant le transfert de technologie. En outre, dans certains cas - Brésil, Inde, Corée du Sud, etc. - ils n'ont pas le maximum de composants d'un produit industriel ; ils veulent aller au-delà et participer, par exemple, à un effort commun d'innovation avec l'entreprise du Nord. Le colloque de Marseille a souligné cette évolution et le fait que la coopération technologique et industrielle était, de ce fait, devenue « un enjeu important et décisif ». A cet égard aussi, la compétition est vive entre pays développés. Les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, le Japon, notamment, n'ont pas perdu de temps à adapter leur stratégie aux nouvelles exigences des pays en cours d'industrialisation.

Leur percée affecte le tissu industriel français. Ce devrait être le rôle aussi d'une coopération technologique et industrielle bien comprise, estimant encore les organisateurs de la rencontre, de faire à sa sorte que les ajustements nécessaires soient les moins pénibles possibles. Sans doute, cherchant-ils d'abord à convaincre

différents milieux dirigeants lorsqu'ils proclament qu'une véritable politique de coopération doit à la fois servir les intérêts de l'industrie française et répondre aux besoins des entreprises et des gouvernements du tiers-monde. De même lorsque les auteurs d'un rapport présenté au colloque affirment que « l'impact qu'un pays du Nord peut avoir sur le développement d'un pays du Sud dépend essentiellement de la nature et des modalités des relations qu'il établit avec des agents économiques des deux pays ». Ou encore : « Si la France prétend accroître sa contribution au développement du tiers-monde, il est bien plus important d'infléchir ces relations que d'augmenter l'aide (1) ».

La reconnaissance d'une relation de partenaire

Ce ne sont pas là, évidemment, les conceptions régissant la politique française de coopération à l'heure actuelle. Mais, à l'arrière-plan du colloque de Marseille, il y avait l'idée que la coordination des politiques industrielles au Nord et au Sud peut être bénéfique à l'un et à l'autre, et la volonté de faire de la coopération « l'un des axes privilégiés d'actions pour un renouveau des relations entre la France et le tiers-monde ». Dans cet esprit, la coopération ne saurait être uniquement assistance. Comment, dans ce cas, peut-elle permettre aux pays en développement de combler leur retard technologique, l'un des facteurs du sous-développement ? Mais, pour en arriver là, il y a une bataille franco-française à mener, entre divers « concepteurs » de la coopération, entre diverses administrations.

La réunion de Marseille avait également pour but de tenter de convaincre les industriels français qu'ils sont, dans leur intérêt, « condamnés à coopérer ». Le tiers-monde, a-t-on voulu, y faire entendre, ne doit pas être regardé comme une sous-zone stratégique réservée à une « élite » industrielle dynamique. En revanche, les échecs faisant suite à certains faux pas peuvent porter préjudice à l'ensemble de l'industrie française dans tel ou tel pays. Aussi, une tout autre approche que celle au « coup par coup » est proposée : la reconnaissance d'une relation de partenaires plutôt que de client-fournisseur. La cession industrielle doit être assortie d'actions de formation. « Les entreprises doivent avoir de plus en plus les capacités de former les hommes sur lesquels elles appuieront leur expansion dans le tiers-monde ; cela entraîne contraintes et charges, qu'elles ne sont pas toujours en mesure de supporter », a souligné le colloque.

Il est aussi apparu souhaitable de favoriser la coopération entre organismes de recherche du Nord et du Sud, et d'inciter, par exemple, le C.N.R.S. à s'intéresser à la coopération technologique et industrielle et les banques à faire partager leurs données sur les pays en développement. Les succès remportés par Faiveley (équipements de transports) et les applications industrielles des minerais de magnésium, au Brésil, d'une P.M.I. - la Cofim - qui, avec Renault-Véhicules industriels, a développé la réalisation de matériaux composites en Tunisie, de CIT-Alcatel, en Inde, etc., montrent qu'aider le tiers-monde à s'industrialiser peut servir les intérêts de l'industrie française !

Reste, à encore indiqué ce colloque, à mobiliser les sources de financement (publiques, privées, multilatérales...). De nombreux industriels français ignorent les possibilités offertes, par exemple, par les financements « arabes » et « pétroliers » et par des opérations triangulaires Nord-Sud-Sud. Reste à obtenir aussi des pouvoirs publics nationaux, régionaux, des collectivités locales, qu'ils appuient les activités de coopération technologique et industrielle. Reste, peut-être, aussi à assurer le « suivi » d'une initiative comme celle prise par la mission scientifique et technique du ministère de l'Industrie et de la Recherche, si la France veut vraiment « accompagner » plutôt que subir l'émergence d'un tiers-monde industriel.

GÉRARD VIRATELLE

(1) Rapport de la commission « Accompagner le développement industriel du tiers-monde », présidée par M. Pierre Uri, rapporteurs MM. A. Sid Ahmed, Yves Berthelot et Daniel Pinay.

(2) Cf. « Impact des relations avec le tiers-monde sur l'économie française », Yves Berthelot et Jacques de Bandt. La Documentation Française.

Pour stimuler la croissance il faut freiner la hausse des coûts et libérer les prix

(Suite de la page 23.)

3) Une décelération des coûts unitaires coïncide toujours avec une hausse des prix, plus rapide que celle des coûts unitaires (France 1972, 1976, 1979 ; Allemagne 1971, 1972, 1973, 1976, 1978) :

4) Une accélération des coûts unitaires, qui n'est pas compensée par une accélération encore plus forte des prix, détermine toujours un ralentissement de la croissance du P.I.B.M. à prix constants (France 1971, 1973, 1974, 1975, 1977, 1978, 1980, 1981) ; Allemagne 1974, 1975, 1980, 1981.

5) Dans les pays fortement industrialisés, comme la France et l'Allemagne, un ralentissement de la hausse des prix ne peut être réalisé sans une décelération de la hausse des coûts salariaux par unité produite (France 1976, 1977 ; Allemagne 1972, 1973, 1976, 1977, 1979, 1981). Mais une décelération des coûts salariaux par unité produite ne suffit pas toujours, à elle seule, pour ralentir la hausse des prix. Encore faut-il que d'autres éléments importants des coûts (prestations sociales, prix à l'importation, intérêts) ne subissent pas de majorations excessives.

Une décelération de la production

Notons à ce propos que, malgré une hausse des salaires nominaux plus de deux fois inférieure à la hausse des salaires français, les salaires allemands ont bénéficié, pendant les années considérées, d'une augmentation du pouvoir d'achat tout à fait comparable à celle de leurs camarades français.

Les constatations empiriques dont nous venons de faire état s'expliquent, théoriquement, par le fait que toutes les entreprises, aussi bien privées que publiques, ont tendance

à restreindre la production des articles dont la rentabilité diminue, et à accroître celle des articles dont la rentabilité augmente. Une hausse du C.I.N. par unité produite plus rapide que celle du prix du P.I.B.M. signifie que la valeur globale des produits dont la rentabilité diminue dépasse la valeur globale des produits dont la rentabilité augmente. Il en résulte donc une décelération de la production.

A la lumière de ces constatations, on voit combien sont absurdes les politiques qui, tout en ralentissant ou même en suscitant les hausses des coûts unitaires de production (augmentation des dépenses de personnel des administrations, hausse des salaires nominaux dépassant l'amélioration de la productivité, accroissement du déficit social, maintien des taux d'intérêt excessifs, dépréciation de la valeur externe de la monnaie, obstacles à la réduction des effectifs dans les entreprises non rentables, etc.), cherchent à freiner la hausse compensatrice des prix et à ralentir la demande par une politique trop restrictive du crédit.

Pour réduire l'inflation et accroître la production, l'emploi et le pouvoir d'achat des travailleurs, il faut au contraire faire tout pour freiner la hausse des coûts unitaires, tout en libérant les prix et le crédit, qui ne doivent pas être soumis à d'autres contraintes que celles qui résultent du libre échange de marchandises et de capitaux à l'intérieur du pays et avec l'étranger. Seules les entreprises fonctionnant à l'abri de la concurrence intérieure et extérieure exigent une surveillance administrative tendant à limiter la hausse des profits non réinvestis dans la production. Ces profits constituent en effet des coûts, au même titre que les salaires ou les intérêts.

JEAN MARCZEWSKI.

LE PROGRAMME DES CADRES DÉCIDEURS.

Sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, le Groupe ESCP propose un programme de « Généraliste » Siège Gestion-Direction. Il a pour vocation de permettre aux spécialistes opérationnels d'élargir leur domaine de compétence, leur champ d'activité et de développer leur aptitude à la direction des entreprises.

Sur 20 jours de formation, le Siège Gestion-Direction consacre une semaine à un diagnostic d'entreprise, « sur le terrain ».

tege

groupe ESCP

79, avenue de la République - 75011 Paris - Tél. : 355.39.08.

Votre nom : _____
 Votre Société : _____
 Adresse : _____
 Tél. : _____

MAITRISE de L'ENERGIE

Spécial deuxième Fonds grands travaux

- Le lancement du deuxième Fonds, par Jean Arroux.
- D'une tranche à l'autre : changements et continuité.
- Qu'est-ce qu'une politique de grands travaux ?
- Reportages, enquêtes sur le terrain.

Dans « Le Monde » du samedi 17 décembre daté : 18-19 novembre

EN 1983, QUI PARLE SANS ACCENT LES LANGUES DU MONDE ENTIER ?

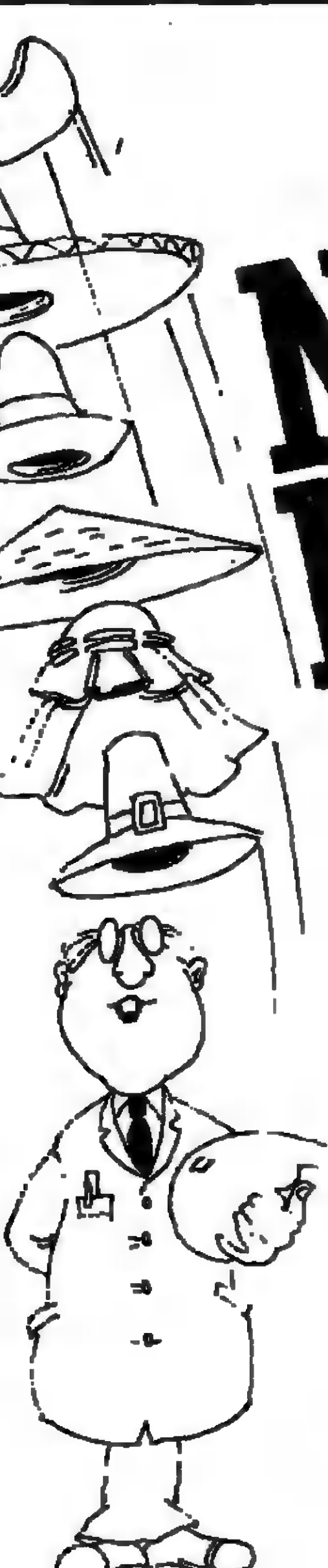
Au cours des 16 dernières années (1967-1982), avoir multiplié son chiffre d'affaires par 18, cela paraît être une performance rare dans la vie d'une entreprise - d'une entreprise d'Etat fondée il y a 81 ans.

C'est pourtant le cas de DSM qui, pour atteindre un chiffre d'affaires équivalent à 52 milliards de francs, a appris à vendre à travers le monde produits et procédés.

Une diffusion internationale des produits chimiques,

des plastiques, des engrais et du savoir-faire a demandé en effet, l'étude et la mise en place de structures particulièrement adaptées : à chaque continent, à chaque pays.

Pays par pays, le groupe DSM s'est efforcé de créer des structures capables de faire face aux nécessités locales. Ainsi, DSM-France, qui date de 1972, étend son activité à l'ensemble de l'hexagone et, en dix ans, a multiplié son chiffre d'affaires par 10.



NOUS DSM!

Certes, la réussite internationale d'un groupe industriel tel que DSM provient de son dynamisme, de sa stabilité, de ses atouts techniques. Mais elle passe aussi, dans chaque pays, par la nécessité de connaître les hommes et de parler, dans tous les domaines, la même langue qu'eux - avec le même accent.

nous cherchons toujours à être en avance sur notre temps

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houllères d'Etat néerlandaises, aujourd'hui, DSM, Groupe à location internationale, implanté en Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS :

- Engrais : ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
- Produits chimiques : acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélamine, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
- Plastiques : éthylène, polyéthylène hd et ld, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
- Résines : pour encres d'imprimerie, colorants et peintures, résines adhésives, etc.
- Energie : gaz naturel, pétrole, charbon.
- Transformation des plastiques : emballages, articles ménagers, produits techniques, etc.
- Construction : briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont 85 % des ventes sont réalisées dans la Communauté Européenne. Au total : 29 000 employés dont les 2/3 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 29 milliards de florins.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :
 • les plastiques, produits chimiques et résines.
 • les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

DSM : CHIMIE ENERGIE CONSTRUCTION ENGRAIS.

DSM

NOTES DE LECTURE

● **LAWRENCE G. FRANKO.** - Réplique occidentale aux multinationales japonaises. Préface de Eneko Landaburu. Avant-propos de Terutomo Ozawa.

La très courte préface du directeur de l'I.R.M. (Institut de recherche et d'information sur les multinationales) est une simple justification de l'intérêt attaché, par cet institut, aux recherches du professeur américain, lui-même... multinationale.

Thème général : une réaction contre le mythe décourageant de l'invincibilité japonaise. Il s'agit non seulement de combattre illusions et postulat trop répandus, mais aussi d'indiquer des moyens positifs de mener une lutte qui, elle, n'est contestée par personne.

Dès le début, mise en évidence du faible dommage subi par les Occidentaux (« une simple égratignure ») et contestation ou mise au point sur diverses supériorités techniques ou avantages sociaux : c'est ainsi que le nombre d'heures de travail par semaine ne serait guère supérieur à celui de la France et que, pour l'importance des conflits sociaux, l'industrie japonaise, certes très avancée par rapport à celle de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, souffre plus que d'autres, si l'on excepte bien sûr la Suisse et l'Autriche.

Et les investissements ? Sans doute un peu plus importants là-bas, mais surtout plus efficaces. Quant aux ententes elles-mêmes, souvent conclues en vue de faire baisser les prix, elles ne doivent pas nous servir de prétexte pour justifier les nôtres.

Un facteur favorable, en revanche, bien peu cité : la population, non seulement du fait de l'économie d'échelle qu'elle permet, mais aussi de sa densité.

Quant au licenciement à cinquante-cinq ans, il n'est de règle que pour certaines catégories de personnel et que pour les seules grandes entreprises, lesquelles ne font que 20 % de l'ensemble. Pour les autres, on a recours au darwinisme sélectif. L'existence de « syndicats maison » et du large usage de la rémunération par primes personnelles, des pratiques étroitement liées, sont également reconnues.

Brièvement présentée, mais sous un jour intéressant, l'utilisation de la multinationnalité est largement orientée vers l'Extrême-Orient.

Après l'étude de cas, où les téléviseurs tiennent la plus grande place, vient la question brûlante : que faut-il faire ? En bref, transporter le combat chez l'adversaire, utiliser ses méthodes, bien sûr, mais aussi vendre chez lui et même produire chez lui.

En conclusion, si tout n'est pas possible, rien n'est désespéré. La lutte étant bien ouverte, ne cherchons pas la solution dans les astres, mais en nous-mêmes.

Bibliographie de cent trente-six titres, dont dix-neuf en langue française et les autres en anglais.

Bonne traduction de Françoise Arnaud, un peu entachée peut-être de conformisme : ainsi, elle emploie les termes *technologie* et *technologique* lorsque le mot correct est *technique*. Fâcheuse accumulation de notes, difficiles à consulter.

* Presses universitaires de France, Paris, 1983, 210 p., 95 F.

● **SHALOM REICHMAN.** - Les Transports : servitude ou liberté.

Ce n'est jamais sans inquiétude que l'on aborde une étude sur les transports, tant l'information en ce domaine obéit souvent à d'autres lois que le hasard et la fidélité. Cette crainte paraît au début devoir se justifier, le facteur *espace* étant, comme souvent, mal entendu. Il est en outre déclaré comme une évidence que, dans les divers pays, le montant des taxes perçues sur les automobiles est supérieur au coût pour la collectivité. Pour la France, en particulier, sont ignorés de nombreux calculs « non officiels », notamment ceux de M. Lammens et de M. Malinvaud.

Du reste, lorsque le cas des villes est abordé, le facteur *espace* devient si important qu'il s'impose aux praticiens comme aux doctrinaires. Ici, il est bien question, à propos de la congestion, du « coût social », mais les précisions manquent, et les travaux de M. J.-M. Beauvais ne sont cités que dans la bibliographie. L'étude n'en est pas moins poursuivie avec conscience et sans affectivité.

Le ton s'améliore peu à peu, en particulier à partir du moment, si fatal à tant d'auteurs, où est abordée la politique à suivre. Sont en particulier bien mis en évidence les retournements décidés en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis à la fin des années 70, ainsi que la taxe française instituée sur les entreprises par les lois de 1971 et 1973, lesquelles, cependant, ne tiennent pas compte des distances parcourues quotidiennement — donnée essentielle.

Après avoir bien dégagé les broussailles et évité les pièges, le professeur de l'université de Jérusalem en vient au jugement le plus honnête : en dehors même de la querelle classique morale ou d'efficacité, et sans faire intervenir le coût des vies humaines, il n'est pas possible de donner une solution pleinement scientifique sans quelque arbitraire.

En fin d'ouvrage, des vues trop sommaires sur les pays en développement, où les distances rurales retiennent davantage l'attention. Accumulation importante de notes, pas de bibliographie.

* PUF, coll. « Espace et liberté », Paris, 1983, 197 p., 140 F.

● **LÉOPOLD SEDAR SENGHOR, de l'Académie française.** - Liberté IV. Socialisme et planification.

Ce volume important, le quatrième de la série *Liberté*, fait directement suite à *Liberté II. Nation et voie africaine*, et rassemble dans leur ordre chronologique vingt et un discours, messages et rapports prononcés ou rédigés par le célèbre humaniste et créateur africain. Si nous disons « africain », alors que le mot « sénégalais » vient à l'esprit, c'est en raison du caractère général de la doctrine, établie bien plus pour une région, un continent que pour un seul pays.

De ce remarquable recueil, qui s'arrête malheureusement en 1973 — mais d'autres *Liberté* vont suivre, — quelques pièces méritent une attention particulière. Si vaste est la notion de socialisme que le besoin se fait sentir partout de régionaliser, ou même de localiser, la doctrine. Confirmation ici, dès le premier texte : *Rapport de politique générale*, présenté au congrès de l'U.P.S. (Union progressiste sénégalaise) P.F.A. (Parti de la Fédération africaine), tenu au lendemain de l'indépendance, le 23 juillet 1960. De l'immense lot des constructions se détache l'investissement humain. Tous les aspects sont bien présentés, et la femme n'est pas oubliée.

Citons encore : *Socialisme, unité africaine, construction nationale*, rapport au troisième congrès de l'U.P.S., à Thiès, le 14 juin 1961 ; *Décoloniser pour créer*, quatrième congrès de l'U.P.S., à Dakar, en juillet 1963, où est mise en relief la notion de responsabilité ; et *Problèmes de développement dans les pays sous-développés* (leçon inaugurale du cours d'administration publique à l'université d'Ottawa, le 20 septembre 1966). Est ici esquissé le projet des relations dites aujourd'hui « Sud-Sud », pour faciliter la solution du problème crucial des prix des matières premières.

Enfin, au cours d'une allocution sur l'*Organisation internationale du travail* et l'*Afrique*, prononcée à la Conférence de O.I.T. (Genève, 1969), est prononcé avec tact l'éloge d'Albert Thomas.

Un ensemble précieux, qui retrace les grandes lignes d'une doctrine novatrice et d'une vie politique exemplaire.

* Le Seuil, Paris, 1983, 669 p., 195 F.

● **JEAN-PAUL PRIOU.** - L'indice des prix.

Dès le départ, si l'on peut dire, le titre de ce remarquable ouvrage suscite une crainte, par l'utilisation du singulier au lieu du pluriel ; simplification certes conformiste, mais qui correspond à la concentration des esprits, des débats, des luttes sociales, de la politique entière, sur un chiffre dont la fragilité (déjà apparente sur le mot *indice*) est en

contradiction tragique avec la masse qu'il doit supporter. Des milliards sur une décimale incertaine, tel est le jeu aujourd'hui. La faute incombe d'ailleurs, pour une large part, aux pouvoirs publics, puisque, par exemple, M. Giscard d'Estaing — cela est rapporté ici opportunément — a, en décembre 1976, désigné l'« indice des prix » comme le seul juge de la réussite ou de l'échec du plan Barre. M. Delors n'est-il pas, sur ce point, quelque peu giscardien ?

Cette remarque formulée, soulignons que nous nous trouvons devant un ouvrage remarquable, le meilleur sans doute, de la bibliothèque éditée sur ce sujet ardent. Sont, en particulier, bien exposées les difficultés soulevées par les changements de qualité des produits et, plus encore, par l'apparition de produits nouveaux. Les divers cas présentés ou évoqués donnent à conclure que la mesure de l'ensemble des prix à la consommation ne se prête à aucune mesure rigoureusement scientifique, d'où l'adoption cruelle, lors du calcul, d'hypothèses de bonne commodité.

En heureux complément, assez rare, une critique originale, purement technique, de l'indice de la C.G.T.

Les responsabilités de l'INSEE ? Souvent attaquées et avec légèreté, cet organisme est ici correctement et justement défendu, sur le plan technique plus encore que sur le plan tactique. Opportunément est suggéré, par le jeune maître assistant de Paris-II, le calcul d'autres indices appropriés à diverses catégories sociales (les vieux de condition modeste, par exemple), non pour brouiller les cartes, mais au contraire pour les éclairer. Vient d'ailleurs à l'appui de cette suggestion une excellente déclaration de M. Malinvaud sur le sujet.

Annexes de grand intérêt documentaire. Courte bibliographie.

Un ouvrage à consulter, à conseiller et à conserver.

Regrettons seulement que cette intéressante collection n'indique pas le prix sur la couverture de ses ouvrages, alors même qu'il ne s'agit pas cette fois... d'un calcul d'indice.

* La Découverte/Maspero, collection « Repères », 127 p., 28 F.

● **BOHDAN HAWRYLHYN.** - Les Itinéraires du futur. Vers les sociétés plus efficaces. Avant-propos de Saburo Okita. Introduction d'Alexandre King et d'Aurelio Peccei.

Ce nouveau rapport au Club de Rome, dernier en date, vaut beaucoup mieux que les si regrettables deux premiers.

Après le « survol » général sur l'« efficacité » des sociétés, nous passons les unes et les autres en revue : aux vues assez classiques sur les Etats-Unis suc-

cède un jugement plus tranchant sur l'Union soviétique, vouée, sauf refonte sérieuse, à une « désintégration totale ». Mais déjà une curieuse lacune dans un travail aussi minutieux, peut-être même à l'excès : l'oubli du problème de la population, si bien mis en évidence, cependant, par Hélène Carrère d'Encausse. Et, de même, les observations pénétrantes sur la Chine ne sont accompagnées d'aucune mention du grand renversement démographique.

Laissons pour la France chaque lecteur juger ; l'examen ne nous paraît cependant pas pénétrant, non plus que celui des Pays-Bas. Quel que soit notre jugement, d'ailleurs, le fil se suit toujours avec intérêt, sinon avec anxiété. C'est à propos de l'Inde que la population reprend son importance, sans mention toutefois des efforts considérables et parfois pittoresques à soulever entrepris depuis trente ans contre l'exubérance.

Par des voies différentes vers une destinée commune — dans ce chapitre, le facteur population est, cette fois, pris en considération, jusqu'à la recommandation d'une « politique migratoire internationale », esquive un peu facile du grand problème de demain.

Régime commun ? Nous n'allons pas jusque-là, si contraignante que soient la solidarité croissante et la réduction des « distances ». Non tranchée, non traitée même, la force du double pouvoir national : battre monnaie et assurer la sécurité sociale des hommes.

Une lecture attachante, tantôt attirante, tantôt inquiétante, qui peut inspirer de multiples sentiments, sauf l'indifférence.

* PUF, coll. « Politiques d'aujourd'hui », Paris, 1983, 239 p., 125 F.

● **M.E. BENISSAD.** - Economie internationale.

Un examen général et remarquable du vaste lot de problèmes économiques et financiers qui courent la planète (commerce, échanges, monnaie) sur le double plan de la théorie classique et des soucis actuels. De Ricardo, et même A. Smith, à Samir Amin, de l'étalon-or aux difficultés actuelles du Fonds monétaire international, nous passons en revue tout ce domaine si enrichissant, du moins pour les lecteurs. Le rappel presque protocolaire des revendications des soixante-dix-sept fait pendant à la constatation, si au regret, de l'absence d'une autorité supranationale.

Si étendu, si général, est ce panorama qu'on en vient à regretter l'absence d'allusion à ce qu'on pourrait appeler l'agriculture nourissante, en opposition à l'industrie industrialisante. Serions-nous, en ce cas, si loin de la monnaie ? C'est le seul aspect quelque peu dogmatique de ce remarquable ouvrage, si peu affectif, si ouvert, si probant en tant de points.

* Editions Publibud, 1983, 282 p., 78 F.

afrique PLUS

N°3 vient de paraître

Chaque mois une approche africaine des grands sujets dans tous les domaines : le sport, la culture, les arts, la musique, le cinéma, la santé...

N'attendez pas 100 ans avant de l'acheter

une publication du groupe **afrique**

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

EAP

ÉCOLE EUROPÉENNE DES AFFAIRES
PARIS- OXFORD- DUSSELDORF
Adresse France : 108, bd Malesherbes - 75017 Paris - 766.51.34

L'INDUSTRIE DU MEUBLE : ENJEUX POUR 1985
Journée d'études
Mardi 10 janvier 1984 - 10 h - 19 h
En coopération avec l'UNIFA

- L'internationalisation de la profession : nécessité et défi.
- Comment choisir la stratégie : choix du marché et conditions de réussite.
- La restructuration du secteur et les éléments de compétitivité. Des idées nouvelles.
- Opportunités et spécificités des marchés anglais et allemand.
- L'apport de l'informatique et de la robotique dans le secteur : pourquoi, comment, à quel prix ?

Prix : 1 800 F (déjeuner compris) - Non assujéti à la T.V.A.
Veuillez contacter : Patrice RENARD, coordonnateur du séminaire, 108, bd Malesherbes, 75017 Paris. Tél. : (7) 766-51-34. Téléc. : EAPFRAN 640 611 F.

Cette journée est conçue pour un public de chefs d'entreprises, cadres dirigeants, responsables institutionnels.

Prochaine manifestation : l'ouverture du marché mexicain aux entreprises françaises (deuxième quinzaine de janvier).

Je souhaite recevoir la brochure du séminaire (10 janvier 1984)

Nom :

Titre :

Société :

Adresse :

Téléphone :

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur.

Le N°1 - 20 FF chez votre marchand de journaux.

STERN

GRAVEUR depuis 1840

Pour votre Société papiers à lettres et imprimés de haute qualité

Le prestige d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

HOTEL INDUSTRIEL MOZINOR

A LOUER LOCAUX INDUSTRIELS

TOUTES SURFACES AUX PORTES DE PARIS
RACCORDEMENT DIRECT AVEC AUTOROUTES

RENSEIGNEMENTS : SEMIMO - 15, av. de la Résistance, 93100 MONTREUIL
858.15.60

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

DECISION

INFORMATIQUE

Centraire sur les ordinateurs personnels

DIRECT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PREST. DE SERVICES

DIRECTEUR COMMERCIAL

DIRECTEUR GENERAL

GRH conseils

Unilever Export France

DIRECTEUR REGION Afrique Francophone

diriger une filiale commerciale
sur la Côte d'Azur de l'Afrique

	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	154,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	58,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de publications.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES

DONT LE SIÈGE EST À PARIS

recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Le candidat 30 ans minimum diplômé d'études supérieures aura acquis une expérience de Directeur Commercial dans le secteur tertiaire.

Une personnalité dynamique capable d'animer et contrôler une cinquantaine d'agences, excellent gestionnaire, ayant l'ambition de progresser et de réussir, devra concevoir et mettre en application une véritable politique commerciale de l'entreprise.

Rémunération élevée.

Adresser candidature manuscrite, C.V. détaillé indiquant votre rémunération actuelle et photo sous réf. 789 à SPIRALE, 36, rue Balin, 75009 Paris.

DIRECTEUR GENERAL

300 - 350.000 F

BRETAGNE
Alimentation animale

Une société (CA 360 millions de Frs - effectif 110 personnes) filiale de l'un des premiers groupes français de l'agro-alimentaire, et spécialisée dans l'alimentation animale (production de 170 000 T/an d'aliments composés et d'aliments d'appoints) recherche UN DIRECTEUR GENERAL. Dans le cadre de la politique du Groupe, tout en disposant d'une grande autonomie de décision et d'action, il sera particulièrement chargé d'élaborer et faire appliquer une politique commerciale dynamique permettant de développer le chiffre d'affaires de la société et d'accroître ses parts de marché auprès d'une clientèle composée d'agriculteurs, d'éleveurs... Il sera également responsable de la gestion financière (établissement des budgets et plans, suivi des prix, de revient, du compte d'exploitation, de la trésorerie...), technique (supervision des 2 unités de production) et humaine de cette société. Il représentera sa société auprès de divers groupes professionnels. Le candidat retenu, âgé d'au moins 38 ans, de formation Ingénieur Agro, ENSIAA, ENSA, Vétérinaire... possèdera une expérience professionnelle acquise à des postes de responsabilité dans une société du secteur agro-alimentaire et impliquant des rapports avec les agriculteurs. Ecrire sous référence 648/M.

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Directeur général

500 000 +

Arabie Saoudite

Important groupe national (4000 personnes ; 2,3 milliards de CA) nous sommes spécialisés dans le domaine de la communication et nos activités sont aussi bien culturelles que techniques : recherche, exploitation, entretien de systèmes électroniques de pointe. Le directeur de notre filiale d'Arabie Saoudite part à la retraite et nous cherchons son remplaçant. En liaison permanente avec les autorités saoudiennes, il supervise, coordonne, gère avec efficacité l'ensemble des activités de cette filiale : missions culturelles, chantiers, assistance technique... Il anime une équipe d'une quarantaine de spécialistes. Ce poste peut convenir à un candidat de 35 ans minimum, de nationalité française, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, ayant acquis une très solide expérience de la gestion de grands projets dans le domaine des techniques de l'information. La connaissance de l'anglais est impérative. La rémunération, très motivante, est accompagnée des avantages habituels liés à l'expatriation : logement à RYAD, voiture... De larges perspectives d'évolution, à terme, au sein du groupe, peuvent être envisagées. Adresser lettre man. CV détaillé et photo sous réf. 3054/M à Claudine FERRY-CLEMENT qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 204 rond-point du Pont de Sévres 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé
CEGOS

Un groupe pharmaceutique de premier plan souhaite renforcer sa Direction de la Recherche et du Développement par un

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT

Rattaché au Directeur de la Recherche et du Développement, il aura la responsabilité de planifier, organiser et contrôler le développement de nouvelles molécules provenant de différents Centres de recherche. Il aura en outre à animer les Services des Visas chargés de l'élaboration des dossiers d'enregistrement au niveau mondial.

Ce poste, basé à Paris, conviendrait à un médecin ou à un pharmacien ayant une expérience réussie de plusieurs années dans le développement de médicaments.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous réf. 1934 à

PUBLIVAL, 27, route des Gardes, 92190 MEUDON

Machines spéciales automatisées : jeune ingénieur de haut niveau pour diriger le bureau d'études - 250 000 F

Un important Groupe industriel français développe sa position sur un marché en expansion. Disposant déjà du know-how et de l'implantation sur le marché, il recherche un ingénieur d'études pour renforcer son équipe dirigeante.

Vous êtes actuellement un homme de B.E., à l'aise dans diverses techniques (mécanique générale, mécanique des fluides, automatismes...). Vous voulez vous affirmer comme patron d'une équipe. Rattaché directement au Directeur général, vous aurez la responsabilité du développement technique de la Société, appelée à une forte croissance. Vous aurez à intégrer une dizaine de spécialistes divers pour en faire votre équipe, dynamique et motivée.

Lieu de travail : importante ville de l'Est de la France.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite et photo) sous la référence 1/DBE/LM à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Unilever Export France

recherche pour son siège social (Paris - La Défense) un

DIRECTEUR REGIONAL Afrique Francophone

Sous l'autorité du Directeur de marketing, le candidat retenu assure le développement et la gestion des activités de la société dans les territoires placés sous sa responsabilité. Il met en œuvre, après approbation, les plans de marketing concernant les produits Unilever exportés ainsi que les politiques de fabrication locales. Il est aidé dans sa mission par deux chefs de marchés opérant à Paris et des délégués régionaux basés dans les territoires.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure ayant une expérience professionnelle indispensable de 5-8 ans tant dans le marketing des biens de grande consommation que dans la fonction commerciale et connaissant l'Afrique. L'anglais est nécessaire et le poste implique des missions ponctuelles dans les pays concernés. Les possibilités ultérieures d'évolution sont importantes dans les sociétés du Groupe Unilever en France et/ou à l'étranger.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Jean-Claude CHERPIN Département Central du Personnel - UNILEVER FRANCE SERVICES - 8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08 sous la référence XXV/83M

diriger une filiale commerciale

sur la Côte d'Azur de l'Afrique

GABON : un Important Groupe Industriel très diversifié en fort développement (500 MFF de CA) implanté en France et en Afrique recherche le Directeur de l'une de ses filiales (80 personnes, 100 MFF de CA) commercialisant et assurant la maintenance d'engins de T.P., forestiers, des véhicules automobiles et du matériel industriel. Rattaché au Directeur Financier de la holding, après une période d'intégration, ce dirigeant assurera avec une très large délégation, la responsabilité globale de la société tant sur le plan commercial (représentation des plus grandes marques mondiales) que financier et technique. Il animer une équipe de 8 cadres, proposera et réalisera les plans et budgets. Son efficacité personnelle appuyée par la très forte notoriété de la société et du groupe, devra lui permettre de s'intégrer rapidement dans cette fonction. Ce poste intéresse un candidat âgé de 35 ans minimum, possédant une formation commerciale supérieure et pratiquant couramment l'anglais. Son expérience professionnelle l'aura amené à exercer des responsabilités de direction similaires. Une première expérience de l'Afrique serait appréciée.

A une rémunération d'un très bon niveau et aux intérêts liés au statut de Cadre expatrié, s'ajoutent les avantages sociaux propres au Groupe ainsi qu'un intéressement sur le résultat de la filiale.

LIBREVILLE comprend une importante communauté française et un cadre de vie très agréable.

Si vous désirez de plus amples informations sur cette réelle opportunité de carrière adressez votre candidature sous réf. 1104-M à REALISE, B.P. 2233, 69123 Lyon Cedex 2 qui traite confidentiellement cette recherche.

Société spécialisée dans la vente au détail de produits pour l'équipement de la maison (tapis, moquette, tissus, pelature, etc...) recherche son

Directeur Commercial

MISSION :
- Conception et mise en application de la politique commerciale
- Encadrement et animation des directeurs de magasins et des vendeurs
- Mise en place des promotions

PROFIL :
- Formation supérieure commerciale souhaitée
- Dynamisme et puissance de travail
Lieu de travail : BASSE NORMANDIE
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : P. Evangelista - FIDORGA - 18 bis, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS PERRET

LA MAIRIE DE BOUC-BEL-AIR (13320) recrute.

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

EXPERIENCE EXIGÉE

Titulaire soit d'une licence en droit, soit d'une licence en sciences économiques

Adresser toute candidature au Service du Personnel jusqu'au 31 décembre 1983 à 17 heures.

Directeur de programmes

Groupement de Société de Crédit Immobilier, S.A. HLM et CIL, recherche un Responsable de programmes.

S'appuyant sur des services technique, administratif et commercial, il assure le développement de l'activité d'un secteur de construction (locatif et accessoire).

Le candidat retenu devra avoir :

- une expérience similaire à cette fonction,

- une maîtrise de la construction sociale.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats déjà obtenus.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à



GROUPE ARCADE - Service du Personnel 63, rue de la Victoire - 75009 PARIS

Pour un habitat social de qualité

COORDINATEUR PERSONNEL
Les réponses à toutes les questions des candidats sont envoyées par la poste à l'adresse suivante :
UNILEVER FRANCE SERVICES - 8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08 sous la référence XXV/83M

HOTEL INDUSTRIEL MOZINOR
A LOUER
LOCAUX INDUSTRIELS

RENTONNEMENTS SEMMA - 15 M. 2
RUE DE LA VICTOIRE - 75009 PARIS

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS
DECISION



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER PARIS

Filiale d'un grand Groupe Industriel Français, notre société qui emploie 1300 personnes et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 500 Millions de Francs, crée le poste de Directeur Administratif et Financier. Rattaché au Directeur Général, il animera et supervisera les fonctions suivantes : comptabilité, contrôle budgétaire, contrôle de gestion, trésorerie, relations banques, recouvrement, contentieux, ainsi que la gestion du personnel et les services généraux.

Il aura en outre, personnellement la charge des relations sociales au niveau de l'établissement Central. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 40 ans, diplômé d'une Grande École, et maîtrisant parfaitement les problèmes de gestion d'une S.A. de taille comparable.

Adresser votre dossier de candidature accompagné d'un CV en mentionnant votre rémunération actuelle à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 34057 M. Discretion assurée.



Filiale du Groupe américain EMHART pour : La Société Française qui fabrique et distribue des produits industriels. MORBIHAN

Directeur financier

Rattaché à la Direction Générale de cette société de 125 personnes pour

Assurer les responsabilités de l'ensemble des services comptables et financiers (comptabilité générale, analytique, reporting, trésorerie, etc.).

Participer à la mise en place d'un IBM 36. Expérience réussie de 3 à 5 ans dans un poste où l'on pratique la comptabilité anglo-saxonne (cabinet-audit ou FMI). Bonnes connaissances de l'informatique.

Formation DECS exigée. Bilingue anglais (écrit - lu).

27 ans minimum. Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) souhaitant s'intégrer dans une équipe jeune et performante.

La rémunération motivante est liée à son acquis professionnel.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23023 à :

MRJ conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michels 92522 Neuilly.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Si votre souhait est de pouvoir utiliser des outils d'information et de gestion spécialement conçus et ajustés aux problèmes de l'organisation que vous aurez en charge et si vous êtes capable de résoudre efficacement les problèmes du quotidien (au plan social, fiscal et comptable) cette annonce vous concerne :

Nous sommes un Groupe important de Services en Informatique (10 Sociétés en France) dont l'expansion constante dépasse 20% par an. En liaison avec la Direction Générale, vous aurez la responsabilité des services de comptabilité (générale et analytique) financier et de gestion (y compris le Personnel). Une équipe de 9 personnes et des moyens performants vous permettront d'assurer l'élaboration des budgets prévisionnels et des comptes d'exploitation (automatisés) ; en outre, vous aurez en charge le suivi administratif (paie, déclarations fiscales et sociales, secrétariat des assemblées générales, administration du Personnel), les relations bancaires, les bilans et l'optimisation de la trésorerie.

Agé d'au moins 30 ans, votre formation de base (ESC + DECS), l'expérience de la fonction dans une Société Informatisée, à taille humaine et surtout votre ouverture d'esprit et votre aisance dans les relations seront des atouts majeurs pour votre réussite à ce poste. Le salaire proposé ne sera pas inférieur à 280 000 F.

Votre dossier (avec C.V., photo, salaire actuel) sous la référence 84008 M sera étudié en toute confidentialité par notre Conseil :

Sonia Lipzyne

HAY Managers 13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS

Directeur Financier et Administratif

250 000 F +

Paris Ouest

Importante société française de prestations de services, liée à un prestigieux groupe international de communication, notre politique de croissance tant en France qu'au niveau européen nécessite un renforcement de notre organisation financière et administrative.

Le collaborateur que recherche notre Président est sans conteste l'un des piliers de notre développement. Sa mission recouvre en effet de larges responsabilités : comptabilités générale et analytique, trésorerie, plans et budgets, informatique, personnel et juridique. Financier, il doit être orienté vers les procédures et les moyens d'analyse et de contrôle facilitant la rapidité des prises de décision de la Direction. Ses idées seront très écoutées si elles vont dans le sens de notre développement à l'international. Il est capable d'assurer à l'intérieur de l'entreprise un esprit de communication dynamique. Il dirige et anime une équipe de 25 personnes.

Une formation supérieure, HEC, ESSEC, Sup de Co, M.B.A., quelques années passées en cabinet d'audit et une solide expérience de la fonction pour l'avoir exercée pendant au moins 4/5 ans dans une société de type anglo-saxon sont les meilleurs atouts pour réussir.

Cette expérience témoigne de sa fermeté et de ses qualités de contact. La pratique de l'anglais est fortement souhaitable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire-actuel sous réf. M 28312 à Rudolf von Raesfeldt

TEG 18, place Henri Bengson - 75008 Paris.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

ASIAN DEVELOPMENT BANK

The Asian Development Bank is an international finance institution based in Manila, Philippines, and established for the purpose of lending funds, promoting investments and providing technical assistance to developing countries and generally, for fostering economic growth in the Asian region. Its membership comprises forty-five countries, thirty-one of which are from the Asian region and fourteen from Western Europe and North America.

The Bank offers challenging opportunities to highly qualified and experienced professionals who seek employment on a career or fixed term basis, and applications are invited for the following positions for which staff are required for 1984 :

FINANCIAL ANALYSTS/PROJECT ECONOMISTS (Agriculture, Education, Demography, Fisheries & Livestock, Water Supply, Industry and Health) — Identification, preparation, appraisal and evaluation of financial viability of loans and technical assistance projects ; financial analysis including forecasting of financial rates of return ; evaluation of financial impact and viability repercussions of changes in project implementation conditions ; administrations of financial aspects of loans and technical assistance projects. Candidates should be acquainted with academic, social and technological developments, especially in the developing countries of Asia and the Pacific region, and should have a university degree or equivalent education and a minimum of 5 years of professional experience in project work in less developed countries, preferably in the Asian region.

EVALUATION SPECIALIST — Independent performance audits of completed Bank-assisted projects with a view to assessing the Bank's developmental lending activities and the efficiency of means used to achieve these results. Specifically, duties involve research of project documentation, liaison and consultation with representatives of developing member countries, consulting specialists, and Bank operational staff ; analysis of social, economic and financial impact of projects ; written reports on findings.

Candidates must have a university or equivalent education, preferably with advanced degrees, in economics, finance, public administration or business management and a minimum of 5 years of professional experience in these fields, preferably with an international development or aid agency operating in developing countries. Experience in development banking, industrial or power supply sectors would be an advantage.

Fluency in written and spoken English is essential. Staff will be based in Manila, Philippines, but the positions involve international travel.

An attractive salary, normally free of tax, and comprehensive fringe benefits will be offered to the successful candidate.

Interested persons are requested to send their curriculum vitae, including present salary and details of their working experience, and quoting REF. NO. FR-19 to :

Head, Employment & Staff Relations
Personnel Division
Asian Development Bank
P.O. Box 789
Manila, Philippines.



LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

recherche pour son siège à Washington

TRADUCTEURS

spécialisés dans la traduction d'anglais en français de textes économiques. Les candidats devront être de langue maternelle française et avoir une connaissance approfondie de l'anglais, des connaissances au niveau universitaire dans les domaines économique ou juridique et/ou une longue expérience professionnelle de la traduction dans ces domaines.

Un concours sera organisé pour les candidats retenus.

Les traitements seront fonction des connaissances et de l'expérience des candidats ; les avantages comprennent le congé dans les foyers tous les deux ans, des indemnités pour personnes à charge et des allocations pour l'éducation des enfants, un régime de retraite et d'assurance maladie et vie.

Les candidats sont priés de joindre à leur demande un curriculum vitae et de l'adresser, au plus tard 15 jours après la date de publication de la présente annonce, à :

M. Berend P. van Baak
Recruiting and Training Division
International Monetary Fund
Washington, D.C. 20431

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux

Sur la Côte, votre évolution de carrière.

Responsable des services de l'audit et du contrôle général

emplois internationaux

Professional Consultants

Professional Consultants
Services de conseil en gestion, informatique, ingénierie, architecture, etc.

SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
1700 personnes, C.A. 250 M F.
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale,
recherche pour le

Cameroun
INGENIEURS-ANALYSTES

15 à 25 ans d'expérience professionnelle de
niveau universitaire dans les domaines de l'ingénierie, de l'analyse, de la programmation, de la gestion, de l'administration, de la comptabilité, de la logistique, de la maintenance, de la sécurité, de la qualité, de la recherche et développement, de la formation, de la gestion des ressources humaines, de la gestion des finances, de la gestion des opérations, de la gestion des projets, de la gestion des risques, de la gestion des systèmes d'information, de la gestion des technologies, de la gestion des innovations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services, de la gestion des produits, de la gestion des clients, de la gestion des fournisseurs, de la gestion des partenaires, de la gestion des relations, de la gestion des réseaux, de la gestion des flux, de la gestion des données, de la gestion des informations, de la gestion des connaissances, de la gestion des compétences, de la gestion des talents, de la gestion des carrières, de la gestion des performances, de la gestion des processus, de la gestion des méthodes, de la gestion des outils, de la gestion des équipements, de la gestion des infrastructures, de la gestion des services

DIRECTIONS

Financier

Offre de conseil financier EMBART pour la Société Française qui fabrique et distribue des produits industriels. M. BERNARD.

Directeur financier

Offre de conseil financier EMBART pour la Société Française qui fabrique et distribue des produits industriels. M. BERNARD.

Financier et Administratif

Offre de conseil financier EMBART pour la Société Française qui fabrique et distribue des produits industriels. M. BERNARD.

Financier et Administratif

Offre de conseil financier EMBART pour la Société Française qui fabrique et distribue des produits industriels. M. BERNARD.

emplois internationaux

LE MONDE

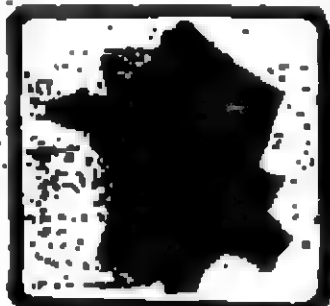
Offre de conseil financier EMBART pour la Société Française qui fabrique et distribue des produits industriels. M. BERNARD.

emplois internationaux

LE MONDE

Offre de conseil financier EMBART pour la Société Française qui fabrique et distribue des produits industriels. M. BERNARD.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ALPES MARITIMES

Sur la Côte, votre évolution de carrière.

Responsable des services de l'audit et du contrôle général

d'un important organisme bancaire.

Notre champ d'intervention couvre les circuits et procédures de traitement des Services et Agences. Il vous appartient, à la tête de votre équipe, d'en faire l'analyse critique et de contrôler le respect des règles existantes.

Le poste exige une formation supérieure allée à une solide expérience de l'audit (comptabilité, organisation ou informatique). Il implique de porter intérêt aux questions d'organisation ainsi qu'aux nouvelles technologies; d'être capable de saisir un problème dans sa globalité tout en conservant le souci du détail.

Une expression écrite de qualité est nécessaire.

La fonction demande d'avoir le sens du contact humain et de posséder des qualités d'animateur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae, photo, prétentions) à l'attention de Mme Régine MALAN - ARSH 22, rue des Martyrs 75009 PARIS (Discretion assurée).

Ingénieur chimiste ou génie chimique

ou équivalent

Responsable du Secteur PRODUCTION (250 personnes)

Notre Société, filiale d'un grand groupe français de renommée mondiale, activité Parfumerie-Cosmétiques, effectif 500 personnes, dotée de moyens modernes de gestion, implantée en Normandie, recherche pour remplacer l'actuel responsable promu à d'autres fonctions au sein du groupe un jeune ingénieur ayant une expérience de 3 à 5 ans minimum dans une fonction similaire et dans un secteur d'activité performant comparable au nôtre.

Rattaché directement au P.D.G., il aura en charge la responsabilité complète de la production au sens le plus large du terme (fabrication, conditionnement, planification, stockage) avec pour objectifs constants, l'amélioration de la qualité et le gain de productivité.

Sa réussite, sous réserve de formation complémentaire si nécessaire, dépendra pour une large part de ses capacités d'adaptation et d'animation, avec perspective d'évolution au sein du groupe.

Bébé CEGOS

Adresser lettre man., CV détaillé, photo et prétentions, sous réf. 71850/M à R. VERDET, Bébé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sévres, 92516 BOULOGNE Cedex.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Professional Consultants

American Based F-100 Multinational Information Services Co. seeks bilingual professionals (individuals or firms) to deliver sales training courses to employees in France, Italy, Germany, and UK. Instruction will attend two months training course in USA starting Jan. 84.

Candidates must have outstanding presentation skills and be fluent in target country language.

Please forward C.V. to Mr. Raymond Kasbarian, The Kasbarian Group, 1534 Route 23, Wayne, N.J. 07470 USA

SOCIÉTÉ A CASABLANCA

recherche

1 INGENIEUR

spécialiste fabricant peintures bâtiment et industrielle.

(expérience minimum 4 années)

Envoyer C.V. à Ets Veuve Com. 5-12, rue Chénier, Casablanca-MAROC

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(700 personnes, C.A. 220 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, recherche pour le

Cameroun

INGENIEURS-ANALYSTES

- 2 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion

- connaissance d'au moins un des langages : GAP II, BASIC ou COBOL exigée

- connaissances bancaires souhaitées

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- 4 à 5 ans d'expérience.

Pour ces postes la préférence sera donnée aux candidats connaissant IBM 34 et/ou 36.

Séjour de longue durée, avantages liés aux statuts d'expatriés.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2045 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 315, Bureau de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

CONSEILLERS EN DÉVELOPPEMENT

Fortes rémunérations pour de hautes responsabilités

Notre Société Internationale de Conseil organise constamment de nombreuses missions de conseillers dans des pays en développement pour des durées de quelques semaines à 2 ou 3 ans.

Pour nos missions en 1984 et 1985, nous recherchons

DES EXPERTS

Niveau minimum licences avec au moins 3 ans d'expérience des pays en développement dans chacune des 3 spécialités suivantes :

- Gestion et restructuration de grandes entreprises publiques;
- Banques de développement;
- Analyse macro-économique de politiques industrielles nationales.

Env.c.v. chronologique dét. à : M. CRAMER - D.F.C. 17, rue Georges-Saint, 75116 PARIS.

ARABIE SAOUDITE

Société recherche un

INGENIEUR GENIE CIVIL

connaissant maintenance de bâtiments, infrastructures portuaires et VRD pour participer à gestion port mer Rouge.

5 ans d'expérience, anglais excellent indispensable.

Envoyer sous réf. 7246 le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

PONTICELLI frères S.A.

recherche

● Pour assurer la responsabilité de la coordination, de la réalisation des travaux neufs et entretien de ses activités dans la région de DUNKERQUE

INGENIEUR TRAVAUX diplômé

Age limite 40 ans

Sera également responsable de l'établissement des études de prix et du suivi commercial des dossiers.

Connaissance antérieure des travaux de tuyauterie et de montage, nécessaire.

Effectif actuel à encadrer : 100 personnes.

Basé à BOURBOURG (59630), il dépendra du Directeur du Centre Nord.

● Pour seconder le Directeur du Centre Nord

INGENIEUR diplômé débutant

ou quelques années de pratique futur chef de secteur.

Il assistera le Directeur dans toutes les actions commerciales, administratives et techniques d'une agence qui réalise la préfabrication et le montage de tuyauteries industrielles.

Basé près de DUNKERQUE son activité étendue à toute la région Nord justifie un véhicule de fonction et un salaire intéressant.

Envoyer avec CV à l'attention du Secrétaire Général - Ets PONTICELLI FRERES Boîte Postale 22 - 94401 VITRY CEDEX

LILLE 4 INGENIEURS

Etablissement de l'ONERA

Nous sommes spécialisés dans les activités de Recherche-Développement.

Nos principaux secteurs d'activité : l'Aéronautique et le Naval.

Nous disposons de plusieurs moyens d'essais importants dont certains sont uniques en Europe. Nous renforçons nos structures et proposons aujourd'hui à 4 Ingénieurs de s'intégrer à nos équipes travaillant dans différents domaines :

INFORMATIQUE

Vous avez une formation de base en informatique et 5 années d'expérience vous ont familiarisé avec les systèmes orientés temps réel, ex. : Perkin Elmer 3300, SEMS Solar 16 / 75 et 16 / 40, Philips P 100. Vous avez un goût marqué des réalisations concrètes.

Vous serez intégré dans un groupe responsable d'un ensemble de matériels informatiques à dominante mini ou 32 bits, orientés vers le calcul scientifique, l'acquisition de données, la CFAO, assurant : l'assistance technique auprès d'utilisateurs ingénieurs et techniciens, ainsi que le développement d'applications spécialisées, notamment la conception, la réalisation et la maintenance de sous-ensembles intégrés.

STRUCTURES

- une formation « Grandes Ecoles »;
- bonnes connaissances en mécanique des milieux continus et en aérodynamique;
- maîtrise suffisante des calculs en éléments finis.

Pour ces postes la nationalité française est exigée.

Adresser C.V. détaillé et photo à : INSTITUT DE MECANIQUE DES FLUIDES DE LILLE 5, Boulevard Paul Painlevé, 59000 LILLE.

HYDRODYNAMIQUE

De formation « Grandes Ecoles », vous maîtrisez les méthodes actuelles de calcul en hydrodynamique. Vous avez déjà participé à la conduite d'études et de recherche-développement. Vous possédez des qualités d'animateur et avez le goût de la confrontation calcul expérience, et celui de l'application concrète de vos travaux.

Votre mission : participer au développement d'un groupe d'études et de recherche en hydrodynamique, notamment dans les domaines de la dynamique des corps immergés et des impacts sur l'eau.

AUTOMATIQUE

Vous travaillerez avec une équipe assurant le développement de travaux de modélisation menés en liaison avec un support expérimental faisant appel à des techniques apparentées aux essais en vol.

Vous apporterez vos compétences dans les domaines « frontières » : automatique, informatique, mathématique, traitement du signal. Vous possédez une expérience similaire exercée dans l'industrie ou en laboratoire depuis quelques années.

chef de produit "maille"

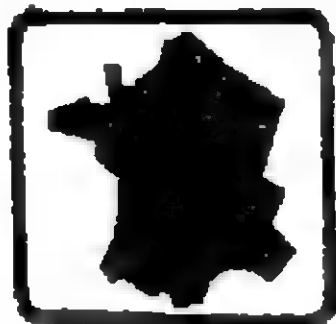
JOUSSE **KIMAGERS**

La part de la maille dans nos collections JOUSSE (pour le femme) et KIMAGERS (pour l'homme) va grandissant, 30 % du C.A. environ. Nous souhaitons confier la responsabilité de ces produits à un professionnel de la maille. Ce collaborateur élaborera, en liaison avec les 2 Directeurs de Départements, les plans de collections, concevra les modèles, avec l'aide de stylistes extérieures, fait les recherches matières, négocie avec les tisseurs, contrôle les prototypes. Ce poste convient à un homme produit capable de bien orienter les collections, ayant des connaissances techniques en bonneterie, et pouvant justifier d'une expérience similaire réussie. Le poste est à pourvoir à CHOLET.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 318.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune cadre administratif

Comptabilité-informatique. Cette société, en expansion constante, est l'un des leaders du secteur d'activité. Elle fabrique et commercialise essentiellement à l'export (70 %) des produits industriels de très haute technologie et recherche pour son unité de production, située dans le centre de la France, un jeune cadre administratif et comptable. Il aura la responsabilité de faire évoluer l'outil informatique existant, de concevoir et de développer de nouvelles applications en liaison étroite avec les utilisateurs. Il assurera également la responsabilité du service dans l'ensemble de ses missions : budget, comptabilité (générale et analytique), gestion, administration... Cette création de poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (type école de commerce) âgé d'au moins 28 ans et possédant une première expérience de la fonction. Elle sera idéalement acquise dans un domaine où l'informatique est largement utilisée. La croissance de la société permet d'envisager, à terme, des évolutions de carrière. La rémunération, fonction de l'expérience acquise et du potentiel, sera assortie d'un logement de fonction. Ecrire à M. LE GOUËFF en précisant la référence A/3774M.

PA

76, bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

le Chef du Personnel

qui implantera notre seconde usine

LORRAINE

180.000 +

Notre groupe s'installe en Lorraine. Nous allons développer la fabrication de produits de haute technicité destinés à l'exportation. Le Chef du Personnel que nous recherchons, après un stage de quelques mois dans l'une de nos usines situées à 200 kms au sud de Paris, participera avec le futur Directeur de l'Usine aux démarches administratives inhérentes à la création d'un établissement industriel. Il établira les contacts avec les administrations, recrutera le personnel, organisera le fonctionnement des instances sociales qu'il animera, veillera à l'instauration d'un bon climat et s'assurera de la mise en place de l'ensemble des procédures et réglementations d'ordre social qui régissent la vie d'une entreprise. Il trouvera au sein du groupe tous les appuis nécessaires. Le candidat retenu, actif, dynamique, ayant le goût du challenge, sera âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure (juridique par exemple) et justifiera d'une expérience réussie d'au moins trois ans comme Chef de Personnel (ou adjoint). Les perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité dotée d'un fort potentiel. ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 312264 M en précisant si vous le voulez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

35 rue du Rocher 75008 Paris



CIAPEM S.A.

Filiale THOMSON

ensemble industriel de 2 000 personnes, leader européen du lave-linge, crée à LYON le poste d'

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ou équivalent, ayant une première expérience ou débutant. Il insérera une équipe au sein d'un laboratoire d'assurance qualité aux normes internationales. Chargé des essais de qualification et de l'homologation des nouveaux composants, il les suivra à partir du fournisseur, en fabrication pour le repérage des défaillances et jusqu'au SAV compris avec une grande autonomie permettant la meilleure fiabilité de nos produits de grande série à base de microprocesseurs. L'importance du Groupe et ses structures lui permettront d'envisager une carrière formatrice et ouverte à une évolution. Anglais écrit et oral maîtrisé. Ecrire au CABINET GATIER - 32, rue Barrême - 69006 LYON sous réf. 800M.



Chef de Personnel

YONNE

170.000 +

Filiale d'un groupe important de réputation internationale, notre Société 700 personnes fabrique des produits semi-finis destinés aux industries électrique et électronique. Notre Chef de Personnel va faire l'objet d'une promotion et nous lui cherchons un successeur. Après quelques mois de mise au courant, celui-ci se verra confier l'ensemble de la fonction au sein d'une entreprise qui développe de nouvelles activités et qui a su maintenir un bon climat social. Sous l'autorité hiérarchique du Directeur Général, il élaborera et mettra en œuvre la politique sociale, conseillera et assistera la hiérarchie, animera les instances sociales, développera une politique de formation apte à assurer la conversion du personnel à de nouvelles technologies. Cette fonction s'adresse à un candidat expérimenté, âgé de 30 ans environ, issu de l'enseignement supérieur, diplomate et ouvert au dialogue, soucieux de participer activement à la réussite d'une mutation ouvrant de nouvelles perspectives. Ambitieux, il trouvera dans notre groupe d'intéressantes possibilités de carrière. ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 312263 M en précisant si vous le désirez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

35 rue du Rocher 75008 Paris



PENSER L'AVENIR...

L'avenir des hommes de Texas Instruments à travers leur formation ; celui d'une ligne de produits à travers la stratégie mise en œuvre par son chef de produit. C'est la responsabilité respective des deux hommes que nous recherchons. Bases à Villeneuve-Loubet, près de NICE, ils seront là où se trouvent notre usine modèle et notre siège pour la France et l'Europe.

responsable de la formation

Sa mission est certes classique dans son contenu : élaboration du plan de formation à partir des besoins individuels et de ceux de l'entreprise, suivi de la réalisation, aspects juridique et budgétaire, sélection des organismes extérieurs... Mais nous attendons de lui ou d'elle créativité, sens de la coordination et de la stratégie, pour conseiller notre direction en matière de politique de formation. Ce poste évolutif est très motivant par sa rémunération. Il implique une formation de type Grande Ecole commerciale ou scientifique ou en Sciences Humaines et une expérience de 5 à 10 ans, par exemple en cabinet conseil. La connaissance de l'anglais est indispensable. (Réf. COR/1283/1M)

chef de produit "automates programmables industriels" pour l'Europe

Cet ingénieur automaticien ou équivalent assure la gestion de ses produits au niveau européen à travers : analyse des marchés, définition et introduction des produits, prix, publicité, formation des commerciaux, support technique... Ce poste implique une solide connaissance des automates programmables et des applications industrielles dans la fabrication mécanique et/ou des contrôles de processus. Une expérience de la vente et du marketing lui seront utiles. Basé à Nice mais disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger, il parle couramment l'anglais et si possible une ou deux autres langues. (Réf. EIC/1283/1M) Monique Nervez vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence du poste choisi à TEXAS INSTRUMENTS France - 8/10 av. Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

MICRONDE

Sat du groupe RADIAL recherche pour son usine implantée à TLE D'ORLÉANS (Seine)

INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLECTRONICIEN

- Bonnes connaissances en composants hyper fréquence.
- Anglais soigné.
- Envoyer C.V. : 101, rue du Hoffmann, 93116 ROSSNY-SOUS-BOIS.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT

en pleine expansion cherche pour renforcer son équipe de vente :

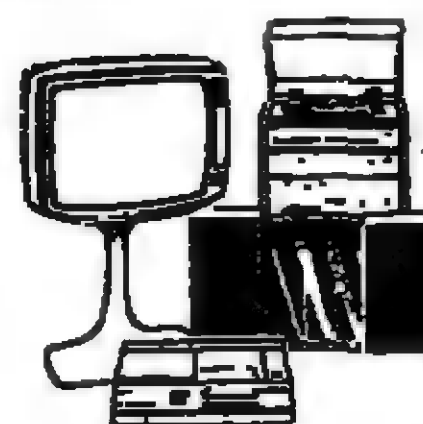
AGENTS COMMERCIAUX DE 1^{er} ORDRE

- minimum 25 ans ;
- disponible pour voyages fréquents à l'étranger ;
- confiance de la vente réussie d'au moins 2 ans ;
- une connaissance de la vie en Afrique francophone ou des DOM-TOM serait appréciée ;

Nous offrons :

- rémunération très motivante ;
- formation continue ;
- possibilité de promotion selon résultats ;
- Grande disponibilité et autonomie indispensables.

Ad. C.V. + lettre manuscrite + photo à TIC INVESTISSEMENT S.A., 18, rue de la République, 31000 TOULOUSE.



VIDÉOCOLOR

à Lyon, filiale du groupe THOMSON Branche Grand Public. Nous recherchons pour nos services techniques

DES JEUNES INGÉNIEURS ASSISTANCE TECHNIQUE A LA PRODUCTION.

VERRERIE INDUSTRIELLE, CHIMIE MINÉRALE, MÉCANIQUE, ÉLECTRO-MÉCANIQUE, voilà les technologies qu'il nous faut maîtriser dans la fabrication quotidienne de plusieurs milliers de tubes cathodiques couleur.

A 28 ans au moins, vous êtes diplômé (Chimie Lyon, A. et M., ECAM, ESIEE, INSA, ...) et possédez l'expérience de la production de série à la connaissance de l'une des technologies que nous mettons en œuvre.

Chez nous, vous améliorerez les performances de nos lignes de production, contribuerez à la qualité, concevrez et mettez en œuvre des procédés nouveaux ; vous prenez part à la formation des hommes. Votre réussite vous ouvre la porte à une belle carrière industrielle dans un groupe de taille internationale.

Notre consultant, M. Michel PERROT, vous remercie de lui écrire (réf. 921 LM) chez ALEXANDRE TIC S.A. - 7, rue Servient - 69003 LYON.



THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC

ENERTEC

Département INSTRUMENTATION GÉNÉRALE Instruments de mesures électroniques, enregistrements graphiques, centralisation de données et analyses dynamiques recherche pour développer son réseau commercial

Ingénieurs technico-commerciaux Rouen - Montluçon ou Bourges - Poitiers

Jeunes ingénieurs diplômés d'une grande école d'électronique, vous connaissez bien le Basic et, si possible, l'anglais, vous êtes prêts à suivre une formation approfondie à nos produits, à participer à notre action commerciale et notre stratégie produit. Merci d'adresser CV et prétentions en précisant le secteur retenu au Département Instrumentation Générale, Service du Personnel, 5, rue Daguerre, 42030 Saint-Etienne Cedex.



ENERTEC Schlumberger



40 km Ouest de Lyon

Jeune ESC, concevez et expérimentez avec nous de nouvelles approches commerciales

Peu d'entreprises sont allées aussi loin dans leur marketing, ce qui est une des explications de la réussite des meubles GRANGE (500 personnes) tant en FRANCE qu'à l'étranger (export + 30 %).

Leurs produits comme leurs méthodes s'adaptent en permanence. Vous participerez très concrètement à cette évolution dans le domaine commercial : la conception de la politique et les moyens de la transformer en résultats. Pratiquement : 2 jours au Siège, 3 jours d'expérimentation sur le terrain auprès de points de vente sélectionnés en fonction de leur notoriété utile. Vous serez à l'ère de véritables partenaires.

Vous aurez tous les moyens pour réussir : tous les appuis et la formation nécessaires mais aussi une rémunération qui vous donnera le soutien, une voiture de fonction et tout ce qui vous permettra de vous consacrer à 100 % à votre tâche. Une première expérience de vente peut être un atout, mais c'est surtout votre personnalité et votre adhésion à nos choix marketing qui seront décisifs. Merci d'écrire à Françoise GAUTIER avec CV et appointements actuels référence MTM. Discretion assurée.

SCHNEIDER RECRUTEMENT

55 montée de Choulans 69323 Lyon Cedex 05.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER RÉGIONAL RECHERCHE UN

RESPONSABLE RELATIONS HUMAINES

de formation supérieure, en droit ou en législation sociale, le candidat âgé entre 30 et 40 ans aura la responsabilité du Service du Personnel.

En outre, il supervisera le Service Juridique, Contentieux et Fiscal.

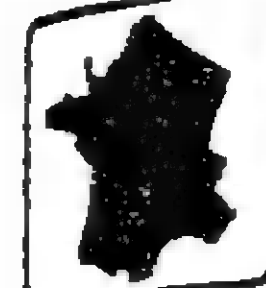
Il a une expérience de 3 ou 4 ans dans un poste similaire.

Des connaissances bancaires seraient appréciées.

Le candidat devra avoir un sens aigu de la négociation. Le poste, basé à Reims, est à pourvoir rapidement. Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à l'AGENCE HAVAS, 18, rue Carnot, 51100 REIMS sous la référence 9.116.

OFFRES D'EMPLOIS

ANALYSTE FINANCIER pour son service des



ENERTEC

DÉPARTEMENT SYSTÈME GÉNÉRAL

LA MISSION :

LES POSTES :

Banque Populaire DE L'AYOIS ET DE LA COCOTTE
18, bd Jean-Monnet, 53002 Clermont-Fd Cedex.

Ingénieur électronicien Chef de produits

Ingénieur électronicien expérimenté, vous serez responsable de la production et de la commercialisation de nos produits. Vous serez en contact direct avec les clients et les fournisseurs. Vous serez responsable de la qualité et de la livraison. Vous serez responsable de la formation et du développement du personnel. Vous serez responsable de la gestion des stocks et des commandes. Vous serez responsable de la gestion des finances et des ressources humaines. Vous serez responsable de la gestion des risques et de la sécurité. Vous serez responsable de la gestion des relations publiques et de la communication. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques.

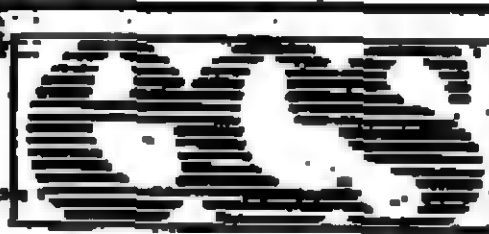
Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics et les institutions. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les partenaires et les clients. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les concurrents et les autres acteurs du marché. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les investisseurs et les banques. Vous serez responsable de la gestion des relations avec les médias et les associations.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Europe computer systèmes
Notre Société spécialisée dans la location de matériel IBM,
recherche un

ANALYSTE FINANCIER - H/F
pour son service des engagements

Cette fonction comprend :
- l'établissement des diagnostics financiers,
- l'étude des risques sur la clientèle.
Nous recherchons des candidats ayant une formation supérieure et une expérience d'analyste de 2 à 3 années dans un établissement bancaire ou financier.
Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite à l'appui de votre CV à Hervé Boulon,
ECS - 16 rue Washington - 75008 Paris



emplois régionaux

ENERTEC

DÉPARTEMENT SYSTÈMES DE TEST

Vous êtes débutant ou avez une première expérience :
- dans la vente de biens d'équipement à l'industrie électronique ;
- dans le test de circuits intégrés complexes.
Vous êtes ingénieur diplômé et l'évolution rapide des techniques de simulation et des moyens de test vous passionnent.
Nous vous proposons de rejoindre notre équipe de vente pour prendre en charge et pour le développement, après une période de formation, un secteur clientèle existant.
L'évolution rapide du volume d'affaires offre une réelle opportunité de carrière pour les candidats retenus.

Merci d'envoyer votre C.V. en mentionnant votre rémunération actuelle à Michèle LEFORSTIER - SCHLUMBERGER
42, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS.

ENERTEC
Schlumberger

P.M.E. CENTRE FRANCE
PRODUITS ALIMENTAIRES
HAUT DE GAMME
50.000.000 F.C.A.
leader dans son créneau
recherche

RESPONSABLE FINANCIER

- Il s'occupe du S.P. de CO ou DECS ;
- Il sera chargé de la gestion des stocks ;
- Des comptes clients, des comptes bancaires ;
- Des importations de l'informatic ;
- Il saura s'adapter à une équipe de direction jeune et dynamique ;
- Il sera libre immédiatement. Expérience professionnelle souhaitée (2 ou 3 ans).

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à :
Conserveries du Val de V. M. Cornet, Coulon, S.P. 10, 43700 BRIVES CHARENÇAIS.

LA MISSION :

Gérer et développer un portefeuille de P.M.E. et d'artisans, comprenant entre autres la préparation et le suivi des dossiers de financement sous l'autorité du directeur d'agence.

LES POSTES :

Chargé(e) de relations entreprises pour les agences de l'agglomération clermontoise et le Cantal, les Candidats retenus pourront rapidement évoluer selon leurs aptitudes vers des fonctions de directeur d'agence.
Si vous possédez une expérience bancaire de 3 à 5 ans dans des postes similaires, merci d'adresser votre candidature manuscrite, c.v. détaillé, photo, salaire et prétentions à la direction des relations humaines.

Banque de l'Auvergne Populaire et de la Corrèze
18, bd Jean-Monnet, 63002 Clermont-Fd Cedex.

ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS DE MARSEILLE

recherche
INGENIEUR
très bon GENERALISTE

par formation et expérience industrielle diversifiée - 35 ans environ - Coût des contacts et de l'organisation.
Il prendra en charge une partie du programme de formation scientifique et technique générale (conception, coordination, participation).
Il sera associé à des projets industriels à caractère pluridisciplinaire. Objectifs de développement motivants.

Ecrire avec c.v. et prétentions à :
M. LAPORTA, E.S.I.M., 28, rue des Electriciens, 13012 MARSEILLE



La Direction de l'Exploitation de TRANSPAC à RENNES, recrute
LE RESPONSABLE DE LA GESTION DES MATERIELS

Ingénieur H/F

Placé à la tête d'une équipe dont il assurera l'organisation et l'encadrement, il aura pour mission :
- l'organisation générale de la gestion et de l'identification des matériels : Gestion des mouvements et des stocks (20 sites géographiques distincts + Magasin central) ;
- la participation à la mise en place de l'information des activités de gestion de matériels.

Si vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur avec si possible quelques années d'expérience, Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions à la Direction de l'Exploitation.

transpac Réseau national de transmission de données par paquets.
5, rue du Chêne Germain
BP 80 - 35510 CESSON SEVIGNE

Vous êtes
Ingénieur électronicien
et souhaitez évoluer vers une fonction de
Chef de produits
au sein d'un secteur très porteur et d'une Société se situant parmi les plus performantes dans son créneau.
Votre mission : soutien technique de nos sept agences françaises, vous assurerez la supervision de la mise en route des installations et prendrez part aux négociations commerciales. Vous serez notre homme-contact auprès de notre usine-mère en ce qui concerne l'information sur le marché français. Une pratique courante de l'allemand est à cet égard requise.
Qui sommes-nous ?
HELLIGER Etude, fabrication et commercialisation d'appareils électroniques de surveillance et diagnostic médical. Notre base française se situe à STRASBOURG, grande ville de province, bénéficiant d'une qualité de vie rare, associant les richesses culturelles et touristiques.
Nous avons choisi de confier ce recrutement à notre Conseil qui étudiera votre dossier sous référence 3951
40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing
Chambre de Commerce et d'Industrie d'Eure-et-Loir
recrute
UN CHARGE DE MISSION
pour la commercialisation de sa zone d'activité.
Fonction sup. souhaitée. Déplacements fréquents. Salaire : fixe + commission.
Envoyer C.V. + photo à C.C.I., 28-15P. 62. 28005 Chartres.

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 296-15-01

MID

Stratégie - Diversification

Société de conseil en stratégie, en forte expansion (+ 40% par an)

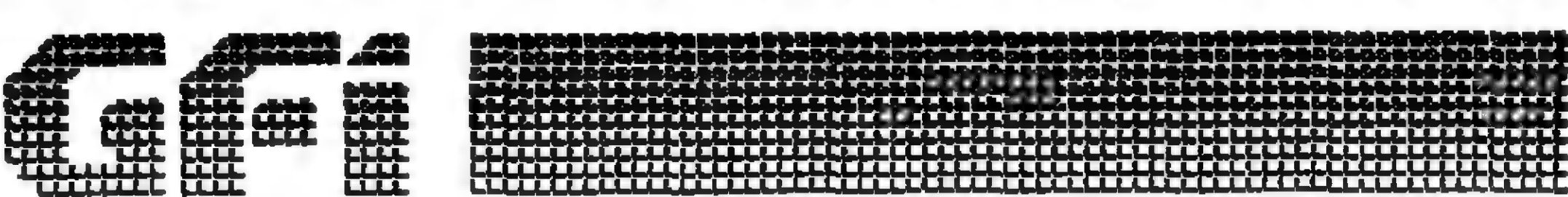
- Travaillant à l'échelon international pour des grands groupes et des entreprises moyennes performantes.
- Intégrant dans sa démarche conceptuelle les caractéristiques du secteur étudié et les spécificités culturelles des entreprises.
- Assistant ses clients dans l'élaboration et le choix de leur stratégie.
- Ayant la volonté de devenir l'un des leaders de son marché. Souhaite renforcer sa structure et recherche la collaboration d'un

consultant de haut niveau

- diplômé d'une grande école et possédant ou non un MBA,
- ayant acquis une pratique professionnelle d'au moins trois ans dans l'industrie,
- maîtrisant parfaitement la langue allemande.

Ecrire à M.I.D.

1232, rue Louis Blériot - B.P. 26 - 78530 Buc



Réalisez vos projets dans l'une des premières SSII françaises

Le Groupe Français d'Informatique ? Une des premières SSII en France, un développement dans un contexte international, une gamme de services très diversifiés (conseil, études et réalisation sur gros matériels, ingénierie, logiciels de base, télématiques...). Son originalité tient aux moyens et à la politique mis en œuvre pour assurer la maîtrise des applications informatiques dans le commerce, l'industrie et les finances. C'est pour chacun, le moyen de développer son meilleur niveau informatique et d'élargir son activité. Cette ouverture nous la proposons à de

Jeunes ingénieurs grande école

Nous favorisons votre évolution vers la responsabilité de projets après une formation méthodologique. Vous pourrez ainsi acquérir de solides compétences pour participer à la conception et à la mise en œuvre d'applications de gestion et contribuer à la réalisation de grands projets.
Merci d'adresser lettre de candidature CV + photo + prétentions sous réf. M 30 à Monsieur Dujardin, GFI, Groupe Français d'Informatique 49 avenue de l'Opéra 75002 Paris.

chef de produit

PEDAGOGIE INFORMATIQUE

Notre entreprise est spécialisée dans la conception et la fabrication de matériel d'expérimentation destiné aux établissements scolaires. Nous envisageons de lancer une nouvelle activité centrée sur du matériel informatique à vocation pédagogique. Nous souhaitons recruter un jeune diplômé d'une Ecole de gestion (HEC, ESSEC, ESCP) pour lui confier une mission d'une durée déterminée d'un an afin de vérifier l'existence de ce marché et d'y définir notre degré d'implication. Si nous décidons de développer cette nouvelle activité, nous pourrions en confier la responsabilité à ce nouveau collaborateur. Ce poste, à dominante marketing, peut convenir à un jeune Chef de Produits ou Chef de Marché de produits de grande consommation, ou d'électronique grand public, prêt à saisir une opportunité pour progresser plus vite. Le poste est à pourvoir soit à Paris, soit à 100 km à l'Ouest de Paris.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 320.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



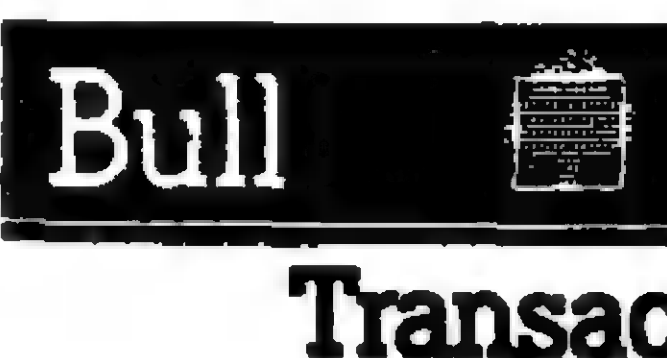
Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTIC

Elaborer et mettre en oeuvre notre stratégie produits.

1700 personnes, leaders en informatique distribuée et bureautique, nous désirons confier cette mission à des Chefs de Produits, ayant des compétences dans les techniques de l'informatique et au moins 5 ans d'expérience dans un domaine proche de cette fonction.
A la fois moteurs et coordonnateurs pour une ligne de produits, ils devront, dans le cadre des objectifs généraux de la compagnie :
• définir et suivre le développement des produits et en assurer le lancement.
Cette activité est liée à différents domaines soit : terminaux, concentrateurs-serveurs, terminaux télématiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. 1212/2 à Michèle CORBINEAU
BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.



Transac

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'INNOVATION TECHNIQUE

CGCT COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

Centraux téléphoniques, périteléphonie, télématique, réseau et commutation à large bande, la vocation de la société est de concevoir, produire et installer des matériels et réseaux dans le monde entier.

LA DIRECTION TECHNIQUE CENTRALE recherche

► pour son Service Techniques d'Equipement

INGENIEURS POSITION II
(ESPCI, ENSAM, ENSI)

ou
TECHNICIENS CONFIRMES

pour participer à des études des technologies d'équipement dans les domaines nouveaux de la micro-électronique (couches polymères, report de composants hybrides...).

Les candidats devront avoir une bonne connaissance des phénomènes physico-chimiques.

INGENIEUR POSITION II

pour assister l'Ingénieur responsable du Groupe CAO :

- étude de développement et maintenance du système,
- mise en place de procédures et élaboration de spécifications.

Travail en double équipe possible. Connaissances HF et UHF appréciées.

► pour son Service Appareils

AGENT TECHNIQUE DE LABORATOIRE IV ou V

Niveau BTS (optique)

2 ans d'expérience minimum dans le domaine des composants passifs en transmission optique avec bonnes connaissances sur coupleurs et/ou multiplexeurs et/ou connectique optique.

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération à CGCT Direction du Personnel - 251, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15.



Dans le cadre du développement de ses activités internationales, notre Direction TRAVAUX PUBLICS recherche un

adjoint au directeur financier

Votre profil : vous êtes jeune diplômé d'une Grande Ecole de gestion-finances : HEC, ESSEC, SUP de CO, Sciences Po-Ecofi... bilingue anglais.

Vous avez acquis une 1ère expérience des financements internationaux de grands projets auprès du département International d'une grande banque ou société exportatrice.

Votre poste : vous vous verrez confier la responsabilité de dossiers de crédit pour nos chantiers à l'étranger : montage, gestion de ces dossiers, établissement et suivi des différents documents financiers et juridiques.

Dans un premier temps, vous serez basé au siège ; vous aurez à vous déplacer à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8761 au Service du Personnel Travaux Publics - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

cadre classe VI

GESTION CLIENTELE PRIVEE

Nous sommes l'une des premières banques de dépôt françaises privées (total de bilan : 1 Milliard de Francs, 12 agences). Le Directeur du département Gestion de fortune (6 personnes) recherche un adjoint. Celui-ci devra participer activement au développement de la clientèle privée, (prospection, actions de promotion...) et, s'appuyant sur une réelle connaissance des titres et fonds communs de placements, il devra jouer un rôle de conseil auprès de ses clients. Ce poste nécessite un fort dynamisme, un entente personnel, une grande disponibilité, pour établir des relations à niveau élevé. Le poste est à pourvoir à Paris 8ème. Le salaire peut être élevé pour un collaborateur performant.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. A 302.83 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTHE



SMAbtp

1^{er} Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics

recherche un

Chargé d'Etudes Statistiques

INGENIEUR GRANDE ECOLE, (option statistiques) ENSAE, ISUP, DEBUTANT, il participera, après une période de formation, au sein de cette équipe, à l'élaboration et à la production des tableaux de bord, à l'étude et à la surveillance des risques, ainsi qu'à l'évolution du système d'information.

Envoyez-nous en précisant stages et prétentions sous référence 629 à :

Intercomières
5, rue du Helder 75009 Paris



INGENIEURS X, ENSAE, ENST, ENSTA, ESE

Domaines d'activités :

- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

La capacité d'innovation de la SODERN lui a valu de participer à de grands projets spatiaux français et internationaux, en particulier aux programmes de satellites SYMPHONIE, SPOT, METEOSAT, INTELSAT V, EXOSAT...

Ingénieur grande école, débutant à quelques années d'expérience, vous êtes fortement motivé par le traitement de l'information.

La SODERN vous propose de mener des études de conception de systèmes complexes qui associent logiciel, électronique, optique, physique et mécanique.

Pour un premier contact, adressez-vous au Service du Personnel - SODERN - 1, avenue Descartes - 94450 LIMEL BREVANNES.

IMPORTANT DISTRIBUTEUR DE MICROS IBM et APPLE IMATIC DIVISION de ISTA (C.A. 70 M.F.)

en très forte expansion

recherche

ADJOINT MARKETING A LA D.G.

HEC - ESSEC - SUP DE CO
2 à 4 années d'expérience.

INGENIEURS COMMERCIAUX

2 à 5 années d'expérience de la vente pour région parisienne avec possibilités d'évolution dans ses centres de province.

Envoyer C.V. à ISTA, Service du Personnel
R.N. 186 - La Boursidière - 92350 Le Plessis-Robinson

Paris

Un skipper pour piloter notre service planning-ordonnancement

Grand Groupe Français du secteur tertiaire, nous recherchons un ingénieur pour lui confier l'ordonnancement et le macro-planning de nos chantiers pluridisciplinaires. Véritable skipper, vous menez à bon port les travaux avec le maximum d'efficacité. Votre autorité fonctionnelle s'étend à toutes les directions de la société : vous assurez l'interface entre tous les services. Vous établissez le programme prévisionnel et le pilotez. Vous faites vivre les procédures de descente et de remontée des informations liées à l'activité planning. Enfin, vous déclenchez l'alerte et proposez les mesures de redressement. Homme de synthèse, vous avez de réelles qualités de contact et d'autorité. Diplômé d'une école d'ingénieurs généralistes (Arts et

Métiers...), vous pouvez justifier d'une expérience de 5 à 7 ans minimum dont 3 dans la planification. Idéalement, vous avez assuré la gestion de travaux traditionnels pluridisciplinaires à caractère répétitif. Bien entendu, vous connaissez parfaitement des logiciels informatiques de planification. Une dernière chose : nous attachons beaucoup d'importance à votre souci de développement personnel et à votre honnêteté intellectuelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et prétentions sous réf. 1590 en précisant le nom des sociétés auxquelles votre candidature ne doit pas être transmise, à Emplois et Carrières, 30 rue Vernet, 75008 Paris.

Techniques de pointe et communication : une passion.

Ce sont en effet les deux domaines qui font votre vie professionnelle. Filiale de l'un des très grands groupes français, nous sommes incontestablement, en permanence, au cœur des technologies nouvelles et d'avenir. Vous comprenez pourquoi vos compétences, votre passion, prennent dans nos structures une importance toute particulière : la compétitivité est également chose quotidienne. Créatif, vous ferez réaliser l'ensemble de nos outils de communication, et vous saurez faire passer vos vues auprès de vos collaborateurs. Bonne plume, vous prêterez vos talents de rédacteur. La connaissance de l'anglais, certes, est une chose acquise... Mais tous ces atouts, nous sommes sûrs de les trouver chez vous puisque vous avez déjà une première expérience et que vous êtes de formation supérieure. D'ailleurs, mieux que cette annonce, le Directeur du Marketing dont vous dépendrez vous expliquera l'intérêt et les exigences de ce poste basé tout près de Paris. Adressez-lui votre candidature détaillée. Il saura être discret. Merci d'écrire à D. FOURNIER - 251, rue St Martin - 75003 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

Télématique

INGENIEURS COMMERCIAUX

TECHNICO-COMMERCE

FORMATEURS

INGENIEUR « politique produits »

INGENIEURS DEBUTANTS

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Télématique

Transpac, réseau national de transmission des données informatiques, support de la télématique des années 80, propose des postes d'avenir :

INGENIEURS COMMERCIAUX

Elargissez votre horizon grâce aux réseaux.

Vous êtes jeune ingénieur commercial en informatique ou fraîchement diplômé de l'enseignement supérieur, option informatique. La perspective d'une activité limitée à un arrondissement de Paris vous fait hésiter. Vous avez soit d'espace et de diversité. Orientez votre carrière vers un domaine où le potentiel est illimité : la télématique et les réseaux.

TRANSPAC - Réseau national de transmission de données - est le fer de lance des applications de télématique en France. Il met la télématique à la portée des PME comme des grands organismes. Nous vous offrons la chance de vous valoriser en contribuant à son développement commercial sur un secteur d'activité sans limitation géographique.

TECHNICO-COMMERCIAUX

L'avenir est à ceux qui choisissent les techniques de pointe.

La télématique est en profonde mutation. Ses techniques évoluent à un rythme rapide. Ses applications pénètrent tous les secteurs d'activité. La transmission de données par paquets s'est imposée avec la norme internationale X25. Dans ce domaine, le réseau TRANSPAC est l'un des leaders au plan mondial. Nos clients sont aussi bien des PME que des grands organismes. Pour les aider à mettre en œuvre leurs systèmes télématiques autour de notre réseau, nous avons besoin d'ingénieurs technico-commerciaux qui recherchent le contact à la fois avec une technique moderne et une clientèle variée. Si vous avez quelques années d'expérience en informatique, avec si possible des connaissances techniques dans le domaine des réseaux, saisissez l'occasion d'acquiescer, dans notre discipline, une compétence enviable qui fera de vous un spécialiste rare.

FORMATEURS

Pour répondre à un besoin sans cesse croissant de formation dans le domaine des réseaux, TRANSPAC étend les activités de son centre de formation, qui aura assuré près de 2 000 jours x hommes de formation en 1983. Si vous avez une expérience pédagogique dans le domaine informatique, avec si possible des connaissances techniques sur les réseaux, nous vous offrons la chance de rejoindre le monde passionnant de la télématique en prenant en charge une partie de nos cours de formation. Vous participerez également à des actions de promotion liées au développement des activités de TRANSPAC.

INGENIEUR

« politique produits »

TRANSPAC est un système vivant. Aujourd'hui comme hier, nous pensons à son avenir.

Si vous avez une expérience du marché et des techniques de la télématique, pourquoi ne pas rejoindre notre département « politique produits » ? Vous contribuerez au lancement de nouveaux services sur TRANSPAC : études de marché, spécifications technico-commerciales, tarification, plan marketing, suivi du démarrage et de l'utilisation des produits. Ecrire au cœur même de l'évolution télématique, n'est-ce pas se doter d'un atout exceptionnel pour l'avenir ?

Pour tous ces postes le lieu de travail est à PARIS.

Adresser votre C.V. à J.F. GUILBERT, Directeur Commercial TRANSPAC, Tour Maine Montparnasse BP 145 - 75755 PARIS Cedex 15



Bull Systèmes pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou DESS - DEA (disciplines scientifiques) de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de ses systèmes. Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion. Une session de formation débutera en Février 1984 et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 136 M à

Gérard Levergne
Cui Honeywell Bull
PC0G021C
94, avenue Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20



LE GROUPE RHONE-POULENC

CREE LE POSTE DE

Responsable organisation et informatique des services centraux

Sa responsabilité :

Le management des Systèmes d'Information pour les services centraux de l'un des premiers groupes industriels français (environ 80 000 personnes, 40 milliards de CA, dont 70 % à l'étranger). Il est rattaché hiérarchiquement à l'un des membres de la Direction Générale et ses clients sont toutes les grandes Directions fonctionnelles de l'état-major du Groupe, regroupées au Siège à Courbevoie.

Ses missions :

- Conseil auprès des Directeurs fonctionnels
- Conception des Systèmes d'Information, choix des solutions (organisation, informatique, bureautique), études d'opportunité.
- Maîtrise d'œuvre de la réalisation, confiée à des prestataires de services internes ou externes, et de la mise en place.

Votre compétence :

Vous êtes sorti d'une Grande Ecole de premier plan et vous êtes devenu un expert en Systèmes d'Information, avec une expérience professionnelle réussie d'au moins 7 ans dans une grande entreprise ou dans une société de conseil. Vos connaissances vous permettent de dominer la technique, mais vous êtes surtout un manager rigoureux, un organisateur méthodique et un créateur ouvert à une collaboration permanente avec les utilisateurs. Votre tête bien faite et votre ascendant personnel vous permettront d'évoluer dans un environnement complexe, où votre autorité ne pourra se fonder que sur une compétence reconnue.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73693/M à Madame CLERE, S616-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204 Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.



Chef de service export

Trilingue : français, anglais, allemand. Nationalité indifférente

Groupe international, leader européen sur le marché de la menuiserie pour le bâtiment - doté d'une importante capacité de production - recherche, pour consolider une croissance rapide à l'exportation et atteindre des objectifs ambitieux, le Chef du Service Export. Ce poste convient à un homme expérimenté (5 ans mini dans un poste analogue), 32 ans mini, dynamique, concré, ambitieux, aimant le terrain et la négociation, mais aussi sachant préparer et planifier son action. Formation école supérieure de commerce international ou ingénierie.

- Missions : Directement rattaché au Gérant de la société, il disposera des moyens nécessaires à son action et devra :
- poursuivre le développement à l'exportation, avec un objectif de doublement rapide du C.A. déjà réalisé,
 - encadrer une équipe de 5 personnes dont 2 Chefs de Zone,
 - contrôler, animer, dynamiser les réseaux d'agents existants pour optimiser leur action,
 - rechercher et mettre en place personnellement de nouvelles implantations pour de nouveaux marchés,
 - collecter et analyser les informations nécessaires à l'action et à son développement.

La rémunération comprend un fixe important - un intéressement. Lieu de travail : SARREBOURG. Déplacements à prévoir 30 % du temps minimum.

Adresser lettre man. C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73696/M à Mme CLERE, S616-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.



Filiale d'un très important Groupe étranger - 1er transformateur d'acier recherche pour poursuivre son développement sur le marché français un

Responsable de marché "France" manager et négociateur

Nos clients actuels, leaders dans leur spécialité sont tous des industriels transformateurs de produits métallurgiques. Notre coopération avec eux est basée sur les meilleures solutions techniques offertes par la gamme de nos produits. Les missions :

- adapter en permanence la stratégie de conquête de marché,
- rechercher les opportunités de développement par des améliorations techniques ou des produits nouveaux,
- assurer l'interface entre la clientèle et les usines.

Il pourra se faire assister sur le plan technique par un ingénieur de l'usine, et aura des relations fonctionnelles avec les services du siège à l'étranger.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme ayant le goût et les aptitudes pour assumer seul des responsabilités importantes. Il aura accès au cours de sa vie professionnelle, à des postes de haut niveau de responsabilité, une très bonne connaissance du tissu industriel français et des réalités de l'entreprise, en particulier le travail avec le Bureau d'Etudes et le Service Méthodes. Bonne connaissance de l'anglais appréciée. Domicilié en région parisienne, il aura son bureau sur place avec les moyens nécessaires. Rémunération motivante et évolutive sur base fixe + budget fonctionnel.

Adresser lettre man. C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73692/M à Mme CLERE, S616-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE



Division Moyens de Paiement La compétence monétique

SLIGOS assiste l'ensemble des professions de la banque et de la distribution dans l'élaboration et la mise en place des nouveaux systèmes de paiement électronique (cartes magnétiques et à mémoire, terminaux point de vente, autorisation en temps réel, systèmes d'autorisations multicartes, « home banking », transferts électroniques de fonds, ingénierie de systèmes de paiement, etc.). L'expérience acquise depuis 12 ans lui a permis, non seulement de devenir le leader européen incontesté dans ces domaines, mais aussi d'acquiescer une réelle maîtrise dans les techniques les plus avancées, tant informatiques que de télécommunications. Pour faire face au développement rapide de cette activité en France et à l'exportation, SLIGOS est amenée à renforcer ses équipes et à rechercher des

Ingénieurs expérimentés

X, Télécom., Centrale, Mines, Ponts...

pour concevoir et développer des systèmes originaux faisant appel à des techniques avancées.

Ces candidats devront pouvoir très rapidement assurer :

- soit des responsabilités de projet important comportant l'encadrement d'équipe,
- soit des missions de conseil et d'assistance à la clientèle pour la conception et la mise en place de moyens de paiement adéquats.

Ces postes conviendront à des ingénieurs ayant une expérience confirmée de 4 à 7 ans dans les domaines des applications bancaires ou de gestion en temps réel acquise chez des utilisateurs, des banques ou des SSII.

Pratique courante de l'anglais technique ; connaissance d'une autre langue appréciée. Une formation aux techniques spécifiques de l'activité sera assurée. Courts déplacements envisageables en France et à l'étranger. Lieu de travail : PUTEAUX.

Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée, réf. 73695/M à Mme CLERE, S616-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Pour sa nouvelle filiale, RHONE-SILTEC, prévue pour être créée début 1984, en association avec la société américaine SILTEC, pour fabriquer en France des WAFERS (tranches de silicium), utilisés pour la fabrication des circuits intégrés.

1 DIRECTEUR ASSURANCE QUALITE

directement rattaché à la direction générale, son rôle est d'implanter et de maintenir dans la société une politique "Qualité" de très haut niveau.

Il sera amené à intervenir aussi bien sur les aspects techniques de la production et du contrôle, que sur les aspects organisation et motivation du personnel. Il assurera également les contacts avec les services-qualité des clients.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de 30 à 40 ans, ayant occupé un poste équivalent dans l'industrie électronique et ayant une connaissance approfondie des méthodes les plus récentes d'Assurance Qualité.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Le poste suppose des déplacements relativement fréquents en France, en Europe et aux U.S.A.

2 JEUNES INGENIEURS

Le premier sera rattaché au directeur de production qu'il sera chargé d'assister dans tous les aspects scientifiques et technologiques relatifs à la production de monocristaux et de tranches de silicium.

Le second sera rattaché au directeur commercial qu'il sera chargé d'assister dans tous les aspects scientifiques et technologiques relatifs à l'utilisation des wafers par les clients.

Ces postes pourraient convenir à de jeunes ingénieurs de formation grandes écoles ou universitaires ayant 2 à 3 ans d'expérience chez un fabricant de semi-conducteurs ou dans un organisme de recherche dans ce domaine.

Compte tenu des possibilités importantes d'évolutions de carrière que supposent ces postes, les candidats seront jugés tant sur leurs qualités humaines (dynamisme, imagination, sens des responsabilités, aptitudes au contact) que sur leurs compétences techniques.

La pratique de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une seconde langue (allemand) serait appréciée.

Les postes supposent des déplacements fréquents en France, en Europe et aux U.S.A.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions sous N° 84322 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

E.P.S. SCHLUMBERGER

La société Etudes et Productions Schlumberger accroît l'efficacité de la recherche pétrolière par la conception, le développement et la production de systèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures. Au sein de la Direction des Etudes, des équipes d'ingénieurs (Physiciens, Electroniciens, Mécaniciens, Informaticiens...) conçoivent et réalisent des unités mobiles destinées à l'acquisition de mesures géophysiques sur les sites de forages pétroliers. Ces unités mobiles sont équipées de mini-ordinateurs. Pour renforcer notre potentiel d'innovation et d'études, nous recherchons un

Ingénieur informaticien

Temps Réel.

Diplômé d'une Grande Ecole ou de niveau équivalent, vos quelques années d'expérience vous ont peut-être permis d'acquérir des connaissances en traitement du signal. Informaticien au sein d'une équipe pluridisciplinaire, et en contact étroit avec nos équipes terrain vous aurez la responsabilité de mener à bien les projets en :
- Introduisant de nouveaux produits adaptés à nos besoins.
- Assurant la maintenance de ceux existants.
La Dimension du Groupe Schlumberger à travers 77 pays et

vos relations avec nos équipes aux Etats-Unis, impliquent une parfaite maîtrise de l'anglais, et vous ouvrent une perspective de carrière à la mesure de votre implication, de vos résultats et de la diversité de notre Groupe.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel, EPS Schlumberger, 26, rue de la Cavée 92140 Clamart.

EPS
Schlumberger



En prise directe sur l'actualité...

Votre intérêt marqué pour l'actualité, qu'elle soit politique, économique ou sociale, vous donne le goût de l'anticipation, de l'étude, de la réflexion, de la rigueur... et de l'action. C'est l'opportunité que nous offrons à un

Chargé d'études

à qui nous confierons le soin de rassembler les informations nécessaires, de participer à l'élaboration des projets, de suivre les études auprès des opérationnels, de dépouiller les résultats et de participer au rapport final.

A Paris, auprès d'un Directeur d'études, vous mettrez en pratique vos connaissances acquises au cours d'une formation supérieure, complétées si possible par une première expérience de la fonction. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) en précisant la référence 8/ICE/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Votre expérience et notre savoir-faire : une réussite commune.

L'informatique en direct, c'est depuis plus de 10 ans la vocation de SPI, Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, filiale de Pechiney.

Nos moyens : 425 collaborateurs dont une forte proportion d'ingénieurs et Cadres, 2 centres de traitement, l'un à Clichy (IBM 3081 et 3083), l'autre à Lyon (2 IBM 3033), et un vaste réseau (plus de 1.200 terminaux et 10.000 télex).

Nos prestations : des services complets en Télégestion et des Progiciels.

Dans le cadre de l'expansion de nos activités, nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATIENS CONFIRMES

afin de prendre rapidement des responsabilités dans la mise en œuvre de projets importants, dans notre DIVISION TELEGESTION.

Dans un environnement technique très évolué, dans une Société dynamique à taille humaine, et après la formation nécessaire, vous évoluerez au sein d'équipes autonomes, et pourrez envisager de larges perspectives d'avenir à la mesure de votre compétence.



Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence JM à :
SPI - SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY



L'INFORMATIQUE DANS UNE IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE

Pour participer au développement de nos applications informatiques utilisant les techniques et les matériels les plus récents, nous recherchons

CHEFS DE PROJETS

Expérimentés ou confirmés, vous élaborerez et réaliserez des projets de nature très diverse qui concernent tous les aspects de la banque.

L'importance de l'équipe qui vous sera confiée et votre évolution seront fonction de votre expérience et de votre potentiel.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf 89689 M à BLEU Publicité, 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

BANQUE PRIVEE PARIS 8°

recherche

CHIEF COMPTABLE R/F

250.000 F +

La préférence sera donnée à un véritable professionnel de la comptabilité bancaire, ayant une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la responsabilité d'un service d'une quinzaine de personnes.

Anglais souhaité.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo récente et rémunération actuelle à n° 5134 PUBLIFOP 29 rue Bleue 75008 PARIS qui transmettra

Carte de paiement et de crédit

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER DE CRÉDIT A LA CONSOMMATION (L'UN DES PRINCIPAUX ÉMETTEURS DE CARTES EN FRANCE) ACTIF ET ÉVOLUTIF FAISANT PARTIE D'UN DES GRANDS GROUPES FRANÇAIS recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES & DE MISSIONS

RATTACHÉ AU PRÉSIDENT

et avec une démarche typiquement MARKETING, (à partir d'études quantitatives et qualitatives)

IL SERA CHARGÉ DE

- CONCEVOIR ET TESTER DE NOUVELLES FORMES DE MANIÈRE DU CRÉDIT A LA CONSOMMATION ET DES CARTES DE PAIEMENT.
- PERFECTIONNER, MULTIPLIER ET DÉVELOPPER LES SERVICES-ET PRODUITS (originaux ou à adapter) A PROPOSER AUX PORTEURS DE LA CARTE.

SON PROFIL

- Jeune CADRE DE BANQUE (formation supérieure), familiarisé avec le maniement de la loi bancaire française.
- EXPÉRIENCE BANCAIRE (3 à 5 ans minimum) EN MARKETING, CRÉDIT AUX PARTICULIERS et, si possible, CARTES DE CRÉDIT.
- Capable d'utiliser les procédés statistiques, les sondages, l'informatique. Apté à mener un projet de A à Z.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 7018 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Notre Chiffre d'Affaires a dépassé le milliard de francs cette année et porte notre croissance à un rythme moyen de 40 % l'an. Nos effectifs doublent tous les 3 ans : nous sommes aujourd'hui 1300 personnes en France.

Pour nous aider à gérer les aspects immobiliers de cette croissance, de la planification jusqu'à la coordination générale de projets de construction et d'aménagement intérieur nous recherchons un

Chef de projet immobilier

(REAL ESTATE AND CONSTRUCTION)

Pour notre Service Immobilier à Evry. Vous avez une formation d'ingénieur TP ou d'architecte si possible complétée par des études de gestion (ex : Chartered Surveyor). Vous avez une grande expérience du bâtiment en maîtrise d'œuvre et d'ouvrage, acquise de préférence dans une société multinationale. Vous parlez l'anglais.

Écrivez sous la REF. M 77 à Alberto SCARPA, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

OFFRES D'EMPLOIS

LA RADIOTECHNIQUE

Direction Administrative et Financière

JEUNESSE FOMES

H.E.C.
E.S.S.E.C.
E.S.C.
I.N.S.E.A.D.
INGENIEURS

Un développement possible: la formation



VAG Audi

Prenez le parti d'un constructeur dynamique



Choisissez Héro, notre nouveau ordinateur personnel de réseau.

Venez rejoindre notre service communication

1501 611 411

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LA RADIOTECHNIQUE

Appareils et Composants Electroniques
C.A. consolidé 5 milliards de Frs.
11.000 personnes - 7 usines
Pour renforcer le potentiel de sa

Direction Administrative et Financière

recherche :

JEUNES DIPLOMES

**H.E.C.
E.S.S.E.C.
E.S.C.
I.N.S.E.A.D.
INGENIEURS** + formation de gestion.

• Souhaitant évoluer dans LES DOMAINES DU CONTROLE DE GESTION.
Ces postes impliquent une affectation immédiate ou à court terme en Province Ouest.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
LA RADIOTECHNIQUE
à l'attention de M. BOURGES - Département Central du Personnel
BP. 301 - 92156 SURESNES Cedex.

Un développement possible: la formation

Votre première expérience d'encadrement de vendeur vous a permis d'évaluer vos qualités de négociateur et de patron. Vous avez donc pu mesurer vos points forts et ceux que vous devez améliorer. Pour y parvenir la formation vous semble être l'un des moyens privilégiés car vous êtes convaincu que le développement des autres passe par le développement de soi-même.

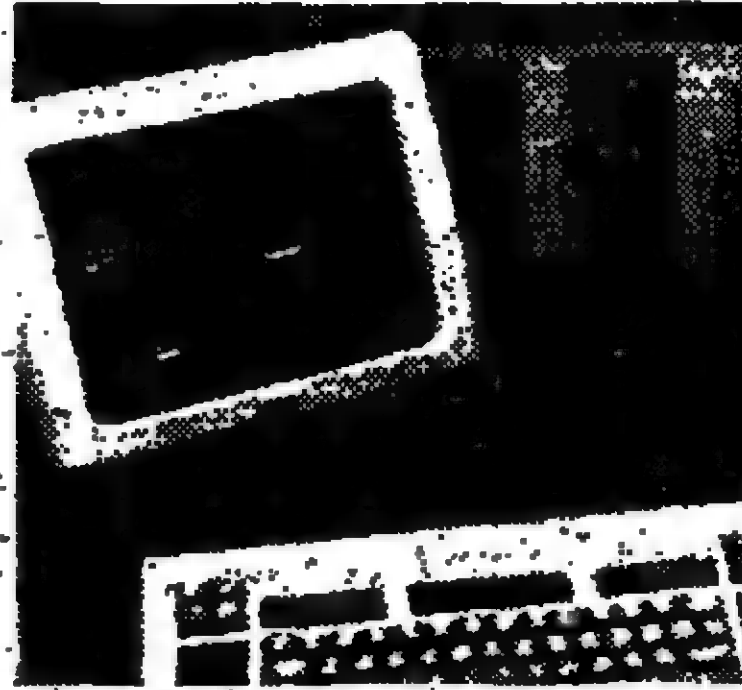
Nous vous offrons, aujourd'hui, l'opportunité d'intégrer notre jeune équipe de formation-conseils. La structure d'accueil est performante, ouverte sur le changement et nous privilégions la progression personnelle avant tout.

Si nous avons su par ces quelques phrases attirer votre attention, écrivez avec CV et photo à la Direction du Personnel et des Relations Sociales, V.A.G. France, BP 62, 02600 Villers-Cotterets.



VAG Audi VW
V.A.G. France

Prenez le parti d'un constructeur dynamique.



Choisissez Héro,
notre nouvel ordinateur personnel de réseau.

Spécialiste de l'interactif, M.D.S. se place au 14^e rang des constructeurs de mini-informatique. De taille humaine, M.D.S. France compte 300 collaborateurs dans 13 agences.

Si vous avez :
une formation supérieure, une bonne expérience des réseaux, le goût de la communication, une bonne pratique de l'anglais.

Si vous êtes :
un spécialiste des réseaux plus particulièrement dans un environnement IBM ou BULL.

Venez rejoindre notre service communication.

Adresser-nous votre candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel, M.D.S. France S.A., Tour Gamma B, 197 rue de Bercy 75582 Paris Cedex 12.

MDS
MDS FRANCE S.A.

IBM France explique sa campagne de recrutement

Notre Campagne de Recrutement

Elle s'inscrit dans la logique du développement d'une entreprise qui depuis 1914 a grandi sans aucune fusion ou absorption d'autres sociétés. En 1982 nous étions créateurs d'emplois, puis qu'aux termes du Contrat de Solidarité ayant entraîné le départ de 1200 collaborateurs, nous avions embauché 1600 jeunes.

Sous contrainte de cet ordre en 1983, nous avons poursuivi une importante campagne de recrutement. Pourquoi ? Parce que nous voulons nous doter des moyens humains nécessaires à la poursuite d'une politique continue d'innovation. L'établissement de la gamme de nos matériels et la diversification de notre clientèle nous amènent à rechercher des méthodes commerciales nouvelles.

Par exemple nous avons en 1983, lancé des ordinateurs de moyenne puissance IBM 4361 et 4381, et IBM 36 ordinateur résolument innovateur qui intègre informatique, télématique et bureautique.

Enfin, il nous faut assurer le remplacement de nos collaborateurs qui ont atteint l'âge de quitter la vie active. En 1982 nous avons réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 22 milliards de francs, en progression de 29 % sur l'année précédente.

Nos collaborateurs se sentent bien chez nous.

En 1982, sur un effectif d'environ 21.000 personnes, nous avons enregistré que 195 démissions, soit moins de 1 % du total.

Notre Politique de Recrutement, notamment dans le domaine commercial.

Nous recherchons des jeunes diplômés d'écoles d'ingénieurs et de Commer-

ce, des titulaires d'une maîtrise scientifique ou de gestion, débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Nous leur demandons de bonnes connaissances de l'anglais. Ils doivent accepter le principe de la mobilité géographique, car nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Nous suivons essentiellement une politique de promotion interne. Nous n'embauchons pas pour satisfaire des besoins à court terme, mais pour répondre aux besoins à moyen et long terme de l'Economie Française.

Les postes à pourvoir.

Notre campagne porte principalement sur les Ingénieurs Commerciaux et Ingénieurs Techniques Commerciaux. Nous sommes exigeants, sans pour autant qu'il existe un profil type de candidat. C'est la diversité des formations, diplômes et personnalités qui fait la richesse et l'efficacité de nos équipes. Nous faisons en effet appel à plus de 100 écoles et universités.

Peut-on faire carrière chez IBM ?

Absolument. IBM est une entreprise où il est possible d'exercer différents métiers, dans le cours d'une carrière. La possibilité d'accéder à des responsabilités de haut niveau demeure. Il n'y a pas de "parachutage" : les dirigeants actuels sont d'anciens ingénieurs.

Comment s'exerce notre choix final.

Notre premier critère porte sur une formation supérieure, sanctionnée par un diplôme de niveau Bac + 3 ; puis nous sommes très attentifs d'une part à l'aptitude à l'informatique, d'autre part à la capacité d'établir des contacts commerciaux.

Les candidats sont reçus pour des examens d'aptitude et une séquence d'entrevues. Aujourd'hui notre outil principal de recrutement, c'est l'entrevue. Les candidats retenus à ce stade rencontrent ensuite leur futur patron, Directeur d'agence ou de région, qui approuvent leur candidature.

Nous apprécions à la fois les connaissances qui résultent de la formation, et les qualités humaines.

Le marché de l'informatique atteint un tournant où la vente des solutions apportées par les logiciels importe autant que celle des caractéristiques techniques des matériels.

Cette évolution, nous la constatons chaque jour. C'est pourquoi nous avons besoin de femmes et d'hommes ambassadeurs, motivés par la vente, capables de faire preuve d'innovation dans la recherche de nouveaux clients comme dans la préparation d'un projet informatique.

Où les jeunes diplômés peuvent-ils adresser leur candidature ?

A notre Département Recrutement-Orientations-Conseils, 2 rue de Marignan 75001 Paris, en mentionnant la référence : IBM-13/12. Elle sera traitée avec la plus grande discrétion.

IBM
le bon départ

INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE

Dans le cadre de l'expansion de son informatique de gestion recherche :

pour assurer le développement de ses nouveaux produits :

Pour la Direction des Etudes

INGENIEURS LOGICIELS

(formation grandes écoles) (réf. DE-59)
ayant une expérience dans au moins un des domaines suivants :
• Bureautique (messagerie, traitement de texte...),
• Systèmes d'exploitation,
• Systèmes de télécommunications,
• Systèmes de gestion de base de données,
• Techniques de compilation.

Pour la Direction Commerciale

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

(réf. DCI-60)
titulaires d'un diplôme d'Ingénieur ou MIAGE et ayant une expérience de 2 ou 3 années en logiciel.
Après une période de formation sur nos matériels, ils se verront confier des projets et auront à assurer le démarrage et les suivis techniques de la clientèle.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.
INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

Sté en expansion à Boulogne-s/Seine

ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour :
• Développer des applications de gestion sur micro-ordinateur.
• Assurer l'exploitation et maintenance des applications existantes.
Contacteur M^{me} DEMIR ou M. FAURE au 604-91-44.

Groupe de Sociétés d'Assurances et de Crédit - Quartier OPERA
Recherche pour son Département Contentieux Crédit

juriste spécialiste du recouvrement

possédant une grande expérience professionnelle de la procédure et des voies d'exécution.
- Age souhaité : 40 ans et plus.
- Le poste est à pourvoir rapidement.
Les candidatures devront être adressées sous forme d'une lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, photo et prétentions, sous référence 84339 à CONTEXTE PUBLICTE - 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Notre Direction Recherche et Technologie recrute un

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT DE PROCÉDES

Il participera au développement de procédés d'assemblage de semi-conducteurs complexes (VLSI) au sein d'une équipe travaillant sur des techniques de pointe dans ce domaine.
Le poste s'adresse à un Ingénieur débutant ou ayant quelques années d'expérience dans cette activité. De solides connaissances en métallurgie et en micro-mécanique seront appréciées.

Anglais souhaité.
Lieu de travail : les Clayes-sous-Bois (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 465 M à
Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 Paris Cedex 20

Bull

L'INFORMATIQUE DANS UNE IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE

CHEFS DE PROJET

Expérience en informatique, maîtrise de l'anglais, sens de l'organisation, capacité de gestion d'équipe, connaissance des techniques de programmation, intérêt pour les nouvelles technologies.

BANQUE PRIVEE PARIS 8

CHEF COMPTABLE

250 000 F -

Les candidats doivent avoir une expérience de 5 à 10 ans en tant que chef comptable, être titulaire d'un diplôme de comptabilité, avoir une bonne connaissance de l'anglais, être capable de gérer une équipe de comptables, avoir une bonne connaissance des techniques de programmation, être intéressé par les nouvelles technologies.

Carte de paiement et de crédit

CHARGÉ D'ÉTUDES & DE MISSIONS

CHARGÉ D'ÉTUDES & DE MISSIONS

RATTACHE AU PRINCIPAL

Le candidat doit avoir une expérience de 5 à 10 ans en tant que chargé d'études et de missions, être titulaire d'un diplôme de commerce, avoir une bonne connaissance de l'anglais, être capable de gérer une équipe de commerciaux, avoir une bonne connaissance des techniques de programmation, être intéressé par les nouvelles technologies.

Le candidat doit avoir une expérience de 5 à 10 ans en tant que chargé d'études et de missions, être titulaire d'un diplôme de commerce, avoir une bonne connaissance de l'anglais, être capable de gérer une équipe de commerciaux, avoir une bonne connaissance des techniques de programmation, être intéressé par les nouvelles technologies.

Le candidat doit avoir une expérience de 5 à 10 ans en tant que chargé d'études et de missions, être titulaire d'un diplôme de commerce, avoir une bonne connaissance de l'anglais, être capable de gérer une équipe de commerciaux, avoir une bonne connaissance des techniques de programmation, être intéressé par les nouvelles technologies.

SC sélection conseil

SC sélection conseil

Le candidat doit avoir une expérience de 5 à 10 ans en tant que chargé d'études et de missions, être titulaire d'un diplôme de commerce, avoir une bonne connaissance de l'anglais, être capable de gérer une équipe de commerciaux, avoir une bonne connaissance des techniques de programmation, être intéressé par les nouvelles technologies.

Chef de projet immobilier

REAL ESTATE AND CONSTRUCTION

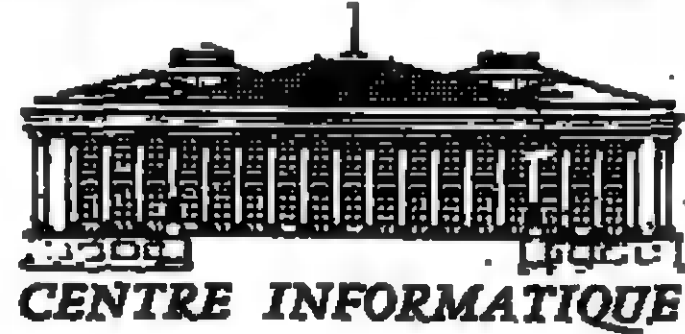
OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BOURSE DE PARIS



CENTRE INFORMATIQUE

Un des axes de développement les plus importants de notre centre informatique — 140 personnes, deux IBM (3083 et 3031 API, un réseau important de mini-ordinateurs et de terminaux — concerne les traitements centralisés de gestion des charges d'Agents de Change.

Nous vous confions la responsabilité d'un de ces projets : vous en assurez la conception et en conduisez la réalisation en animant une équipe que vous constituez. Nous vous donnons les moyens de mettre en valeur vos compétences et d'évoluer.

De préférence diplômé d'une grande école, vous avez, au cours de quatre ans minimum d'expérience en informatique de gestion, acquis une pratique de la conduite de projets Temps réel avec Bases de Données, dans un secteur bancaire ou financier. Des connaissances en gestion des Titres seraient, bien sûr, appréciées.

Nous vous remercions d'écrite, sous référence M/517, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SEPTI 49, av. de l'Opéra
75002 Paris

SELECTION

Chef de projet

la gestion des Titres vous intéresse

GAZ DE FRANCE

DIRECTION DES ETUDES ET TECHNIQUES NOUVELLES

recherche
POUR SON CENTRE D'ESSAIS ET DE RECHERCHES DE LA PLAINE SAINT-DENIS

DES JEUNES INGÉNIEURS

FORMATION CENTRALE, MINES, A. et M. ou ÉQUIVALENT,
OPTION THERMIQUE ET/OU MÉCANIQUE DES FLUIDES

Les candidats retenus auront en charge des études de développement impliquant des contacts nombreux avec des partenaires du milieu industriel.

Envoyer lettre avec curriculum vitae et photo à :
REGIE-PRESSE, sous n° 278.711 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ÉNERGIE INFORMATIQUE •

GROUPES

ÉNERGIE INFORMATIQUE •

EXPLOITATION
INFORMATIQUE

L'un des premiers Groupes de Services et d'Ingénierie Informatique recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL GRANDS SYSTÈMES

L'homme idéal : Vous avez la trentaine et votre expérience professionnelle s'est faite dans une activité commerciale ou technico-commerciale chez un constructeur de gros ordinateurs, dans une SSI, ou à un poste de responsabilité dans le service exploitation informatique d'une grande Société.

Vous connaissez l'informatique de haut de gamme, ordinateurs et Operating Systems IBM notamment. Vous avez intégré les problèmes majeurs posés par sa mise en œuvre technique.

Votre compétence et votre dynamisme évaluent votre goût pour le diagnostic, l'étude de solutions adaptées, leur négociation et le suivi de leur réalisation.

Se mission : Après intégration nous vous confierons la promotion et la vente auprès d'utilisateurs d'ordinateurs de grandes dimensions, de prestations de Back-Up, d'Assistance d'Exploitation, d'Énergie Informatique. Vous bénéficierez du potentiel informatique de centres de grande puissance en région parisienne et de l'assistance d'équipes de techniciens hautement qualifiés.

Vous participerez à la définition de la stratégie de promotion des Services d'exploitation dans le Groupe.

Votre rémunération suit la progression de vos résultats.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence IC/SE à Christian ESPINOSA - SG2 - Direction Commerciale - 64, rue du Ranelagh - 75016 PARIS.

ASSISTANCE D'EXPLOITATION • BACK-UP • INFOCENTRE • BLOCK TIME • SÉCURITÉ • RÉSEAU • RÉPARTITION • TIME

Chef de service études informatiques dans l'industrie de pointe

Nous sommes une Société de plusieurs milliers de personnes, un des leaders mondiaux dans sa spécialité de haute technologie. Notre matériel informatique comprend à notre siège social en région parisienne des IBM 4341 complétés par des Mini-ordinateurs.

Rattaché au Directeur de l'Informatique et en relation étroite avec les utilisateurs, vous assurerez les responsabilités et la cohérence des activités de l'ensemble du Service Études : une trentaine de personnes, dont plusieurs chefs de projets spécialisés par application.

Au-delà de la conception et de la réalisation de l'existant dans le cadre de notre plan informatique, du développement des projets en cours (gestion de production, comptabilité analytique), vous serez partie prenante dans nos choix informatiques à venir.

Formation souhaitée :

- Formation Ingénieur de préférence.
- Expérience informatique en milieu industriel soit comme chef de service études, soit comme chef de projets ayant mené à son terme deux ou trois applications dont une en gestion de production.
- Connaissance du COBOL, TOTAL/ICS/DTF.
- Capacité à animer une équipe importante.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente) sous la référence 3/SEA/UM à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

RESPONSABLE "DEVELOPPEMENT ET REGLEMENTATION"

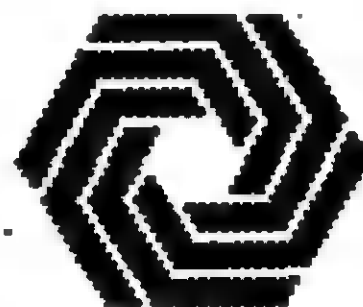
Agro-alimentaire

PARIS

Une société (500 personnes - CA 450 millions de francs, dont 80% à l'exportation), filiale de l'un des premiers groupes industriels français, et spécialisée dans la production d'acides aminés destinés à l'alimentation humaine et animale, recherche UN RESPONSABLE "DEVELOPPEMENT ET REGLEMENTATION". Au sein de la cellule Marketing, il analysera en permanence l'évolution des tendances et besoins des utilisateurs. Il sera chargé de développer un argumentaire technique destiné à l'équipe commerciale, de conforter les emplois déjà connus des produits de la société et d'en proposer de nouvelles utilisations. Il mènera les actions nécessaires auprès des autorités administratives et sanitaires de chaque pays importateur en vue de promouvoir l'image de marque des produits et d'obtenir les autorisations nécessaires à leur utilisation. Il veillera de même à leur conformité aux réglementations en vigueur (demande d'homologation, contrôle des spécifications exigées par les clients...). Il représentera activement sa société au sein d'organismes professionnels ou de contrôles nationaux et internationaux chargés de la défense des produits. Il gèrera directement ou en participation différents budgets d'études. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation Ingénieur-Agro, ENSIAA... possèdera quelques années d'expérience acquise en food technology. Ce poste implique d'assez fréquents déplacements, une parfaite maîtrise de l'anglais et, si possible, une bonne connaissance de l'allemand. Ecrire sous référence 646/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.



COGEMA
GROUPE CEA

Société leader mondial dans le domaine du cycle du combustible nucléaire (9.000 salariés) recherche pour sa
BRANCHE ENRICHISSEMENT à VELIZY
(unité de gestion budgétaire)

CADRE DE GESTION

Sa mission sera de :

- participer à l'établissement du budget,
- élaborer les documents et leurs révisions périodiques (exploitation, investissement et financement),
- assurer le contrôle de gestion de la branche et effectuer les liaisons avec la Direction Financière et les établissements industriels.

Il sera assisté, pour accomplir sa mission, d'un Comptable.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure en Gestion, ayant quelques années d'expérience dans un milieu industriel.

De réelles perspectives d'avenir peuvent être offertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 1212 M à Elisabeth FRIEDEL - CETAGEP

30, avenue de l'Amiral Lemonnier - 78160 MARLY-LE-ROI

COMPAGNIE GENERALE DES MATIERES NUCLEAIRES

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

ingénieurs électroniciens

Grandes Ecoles ou Universitaires 3ème cycle

Quelques années d'expérience pour études théoriques en électromagnétisme.

- modélisation de cibles radars
- antennes micro-ondes.

Très bonnes connaissances en analyse numérique et en programmation.

réf. SM

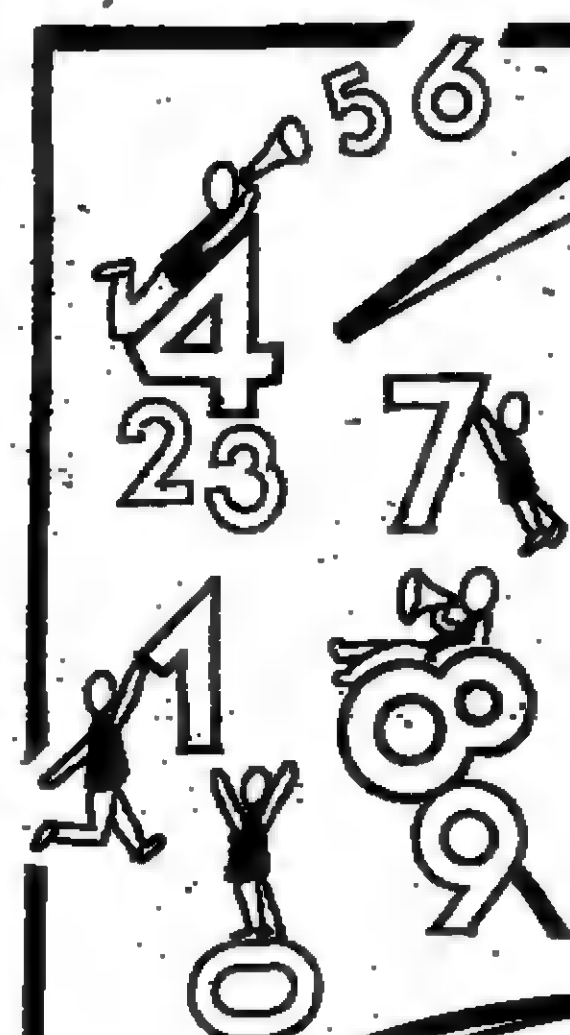
ingénieurs grandes écoles

pour animer une équipe responsable de l'étude et du développement des systèmes radars. 5 à 10 ans d'expérience indispensables.

réf. BZ

Bonnes connaissances de l'anglais. Nationalité française exigée.
Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre Etat Civil (CV et prétentions)
en rappelant la référence du poste choisi, à LCT - BP 40
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



Faites parler les chiffres

130 - 140 000 F

En fait montrez-nous vos talents d'analyste comptable. Prévisions, statistiques, études sectorielles des frais généraux, tel sera votre quotidien. A vous donc de signaler ce qui va, ce qui ne va pas ou qui pourrait être amélioré dans la ventilation de notre budget.

A 30 ans environ, vous pouvez vous targuer d'une formation type DECS ou ISG et d'une expérience professionnelle comparable.

Le Chef du Service Budget auquel vous allez reporter apprécierez en outre une bonne ouverture à l'informatique compte tenu des outils qui seront mis à votre disposition dans le cadre de vos fonctions. Un mot enfin sur notre société : filiale française d'une multinationale US, CA 250 MF, tout près de l'Opéra. Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 4550 à l'agence DESSEN - 69 rue de Provence - 75009 Paris qui transmettra en toute discrétion.

TELESYSTEMES

Nous sommes le premier fournisseur de systèmes d'information chimique en Europe.

Pour assurer le développement de nouveaux produits et renforcer notre présence commerciale auprès de l'industrie Pharmaceutique européenne, nous recrutons :

ingénieurs commerciaux (hf)

pour le marketing de nos produits et de nos services d'information en ligne en Europe.

Profil :
- une première expérience commerciale, en informatique de préférence
- une très bonne pratique de la langue anglaise
- une formation de base scientifique, si possible en chimie.

Rémunération directement liée à l'envergure du poste (R&E, ICM).

ingénieurs informaticiens (hf)

pour prendre en charge le développement et la maintenance d'une ligne de produits sur VAX 11.

Profil :
- 2 à 3 ans d'expérience sur matériel VAX 11

- FORTRAN, Assembleur, Système VMS

- expérience logiciels graphiques souhaitée. (réf. IM)

ingénieurs analystes (hf)

pour développer des systèmes de bases de données sur IBM et sur VAX (Fortran). (réf. IAM)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence correspondante à notre Service Recrutement - 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

telesystemes

DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

1550 من الال

OFFRES D'EMPLOIS

GAZ DE FRANCE

DES JEUNES
INGÉNIEURS

LCT Laboratoire Central
de Télécommunications
recherche

ingénieurs électroniciens

ingénieurs grandes écoles

Faites parler
les chiffres

TELESYSTEMES

ingénieurs commerciaux (mf)

ingénieurs informaticiens (mf)

ingénieurs analystes (mf)

telesystemes

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Diplômé de l'enseignement
supérieur

Sensibilisé à l'informatique
expérience de l'informatique (mini ou
micro), et si possible dans le secteur
bancaire.
Si vous êtes intéressé, merci d'adresser
CV et prétentions sous réf. BL 122 à
Société Générale, Service Recrute-
ment, 7 rue Caumartin, 75009 Paris.

Nous sommes leaders en informatique distribuée et bureautique.
Nos effectifs : 1700 personnes.
Notre croissance nous amène à recruter pour notre Direction
technique des

Ingénieurs Grandes Ecoles
expérimentés

- logiciels de base et systèmes d'exploitation orientés mini-micro.
- développement matériels orientés micro-informatique, contrôleurs et terminaux.
- développement firmware spécialisé terminaux et stations bureautiques.

Ces opportunités sont à pourvoir au sein de petites équipes très
motivées par l'intérêt des travaux basés sur des techniques de
pointe. De plus, notre appartenance à grand groupe permet de
garantir de larges possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
complet sous réf. 1212/1 à Michèle CORBINEAU
BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.

Bull
Transac

THOMSON CGR
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX
Le Département Études
Développement
et Imagerie Nouvelle

recherche pour participer à la conception et à la réalisation d'un
système numérique d'archivage associant texte et images

UN INGÉNIEUR
INFORMATICIEN
GRANDE ÉCOLE OU ÉQUIVALENT

Expérience d'au moins 2 ans en systèmes de gestion de fichiers.
Le projet utilise les technologies les plus récentes de stockage et
s'inscrit dans le cadre d'un réseau local d'imagerie.
Anglais indispensable.

Pour ce poste à pourvoir d'urgence à Issy-les-Moulineaux adressez
CV + photo + prétentions à Françoise LEMAIRE, THOMSON EDIN,
48, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
Filiale d'un important Groupe Financier
Nous nous adressons par vocation
aux professions Médicales et Paramédicales.
Nous recherchons

JURISTE - H/F

Pour prendre en charge une petite équipe gérant les sinistres Assurances de
Personnes.

Notre préférence ira à un candidat de formation juridique supérieure (spécia-
lisation Droit des Assurances souhaitée) et possédant, si possible, une pre-
mière expérience, même courte, de l'Encadrement.

Envoyez lettre manuscrite et C.V. ss réf. 84316 à CONTESSÉ PUBLICITE
20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS
recherche

ingénieur commercial

POUR DÉVELOPPER EN FRANCE ET À L'EXPORTATION
SON ACTIVITÉ TUYAUTERIE INDUSTRIELLE.

MISSION :
- il assurera la prospection, fera établir les offres en réponse aux consulta-
tions obtenues et négociera
- il participera au lancement en réalisation

PROFIL :
- jeune ingénieur ou technico-commercial expérimenté dans la vente de
prestations aux ingénieurs et donneurs d'ordres internationaux
- bonne connaissance des problèmes liés à la construction d'ensembles
industriels dans les pays tiers
- anglais courant exigé, seconde langue appréciée

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3346
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

IMPORTANT
LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
- Banlieue Sud de Paris -
recherche

UN JEUNE MEDECIN HF
POUR SON SERVICE RECHERCHE
ET DEVELOPPEMENT CLINIQUES

Ce médecin participera au déve-
loppement des produits issus de la recherche et
au soutien scientifique des produits déjà enre-
gistrés.

Ce candidat devra avoir une ex-
périence minimum de 3 ans de la pratique médi-
cale en milieu hospitalier et / ou en médecine
privée.

Une spécialisation en médecine
interne ou en cardiologie serait appréciée ainsi
que le diplôme du CESAM.

La connaissance de l'anglais
écrit est indispensable.

Envoyer votre CV et photo
sous réf. 9571 à

Publicité Adèle LITAG
27, avenue de Lutèce de Tassigny
93200 CHARENTON

transpac

La Direction de l'Exploitation de
TRANSPAC recrute pour ses centres
de PARIS

des Techniciens

chargés dans un premier temps du rac-
cordement et de la maintenance du réseau
d'abonnés. Certains d'entre eux pourront,
ultérieurement, après avoir reçu une forma-
tion plus complète et en fonction des
besoins spécifiques du centre, se voir
confier d'autres responsabilités : exploita-
tion du commutateur du centre, mainte-
nance au 1^{er} niveau des différents matériels.

Si vous êtes titulaire du BAC F3 (niveau
requis pour assurer les tâches de raccorde-
ment) ou du niveau D.U.T. ou B.T.S. électro-
nique, ou diplôme professionnel équivalent
et avez une première expérience de 3 ans
dans le domaine de la téléinformatique.

Adressez C.V., photo et prétentions au
Service du Personnel TRANSPAC.

transpac Réseau national de transmission
de données par paquets.

Tour Maine Montparnasse - BP 145
75755 PARIS Cédex 15.

L'envergure des ambitions, l'envergure des solutions,
Des carrières d'envergure,

Matra Micro Systèmes

Nous sommes la structure MATRA qui a pour mission de répondre aux besoins des organisations dans
le domaine de la micro-informatique de gestion et de la bureautique. Pour faire face à notre expansion
sur ce marché en croissance rapide, nous cherchons à renforcer notre Direction Technique d'ORSAY (91).

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT
HARD ET SOFT

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Technique, le titulaire du poste anime et supervise des
ingénieurs responsables de projets matériels et logiciels. A court terme, sa confirmation dans la fonction et
sa connaissance de l'entreprise lui permettent d'accroître ses responsabilités par la mise en place de
nouvelles équipes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur d'environ 35 ans, diplômé d'une grande école type
TELECOM, CENTRALE, SUPÉLEC. Il justifie d'une expérience de plusieurs années dans le domaine
de la micro-informatique ou des automatismes sous leurs aspects hard et soft, acquise dans un groupe
international. Une bonne connaissance de la langue anglaise et une expérience américaine sont des
atouts supplémentaires.

Le développement de la Société et une rémunération très attractive sont de nature à motiver des
professionnels de haut niveau.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous
référence M 19893 D, à :

EGOR SA
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDOFF LONDON HAMBURG MONTREAL

egor

WANG

responsable des opérations comptables
(management accountant)

qui, sous la supervision du responsable des services comptables se verra confier les missions suivantes :
• Préparation et émission mensuelle des états comptables (enregistrement des opérations en comptabilité
et clôture).
• Supervision d'une petite équipe comptable (5-7 personnes).
• Liaison avec les services informatiques pour mise en œuvre des améliorations nécessaires.
• Participation à la mise en place du nouveau plan comptable européen.
Le candidat idéal doit posséder une formation initiale ESC + DECS, une bonne connaissance de l'anglais,
une expérience de 2 à 3 années dans un cabinet d'audit et/ou dans une filiale de société anglo-saxonne.
L'expérience d'animation d'une équipe serait un atout supplémentaire.

Envoyez lettre manuscrite et C.V. à : Brigitte RICHARD Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Gallieni - 93174 BAGNOLET CEDEX

Bull Systèmes recherche,
pour s'intégrer aux équipes
chargées du développement de ses futures
gammas d'ordinateurs, des

INGENIEURS LOGICIEL

C'est dans le domaine spécifique du logiciel de base
qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécom-
munications, Bases de Données, Compilateurs, ...
Ils participeront aux divers stades de la réalisation
des produits : architecture, développement,
maintenance, qualification.

Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et
posséderont des connaissances de base en infor-
matique acquises lors de leurs études ou au cours
d'une première expérience professionnelle.
Lieu de travail : Paris 20^{ème}/Louviciennes (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
en précisant la référence 135 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

Notre Etablissement de Louveciennes
(2417 personnes rattachées à des
Directions Commerciales et d'Études)
implanté dans les Yvelines, recherche

ADJOINT AU CHEF D'ETABLISSEMENT
DEBUTANT

Responsable, vous le serez. Nous vous confierons deux
missions capitales pour la bonne marche de
l'entreprise :

- assistance au Chef d'Etablissement pour les
Relations Sociales.
- prise en charge des problèmes d'Hygiène, Sécurité,
Conditions de Travail.

Vous avez acquis des connaissances spécifiques dans
ces domaines lors de votre formation (Maîtrise, Droit
Social), ou d'une première expérience.
De plus vos aptitudes aux contacts et votre rigueur
dans l'élaboration de dossiers vous donneront
l'aisance souhaitée dans ce métier.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en
précisant la réf. 467 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Bostik
CHEMICAL GROUP
EMHART

Filiale française (C.A. : 127 MF - 250 personnes) d'un Groupe industriel international, leader mondial des colles, mastics et produits insonorisants, recherche un

Chef de produits consumer

pour développer une gamme de produits sur un marché en très forte croissance (grande distribution, magasins spécialisés en bricolage...).

Vous avez une première expérience de la vente et vous voulez faire du marketing. Vous avez des idées, du dynamisme et vous aimez les contacts. Avec l'appui des laboratoires, des usines, des sociétés sœurs européennes et de notre force de vente, vous développerez un secteur dont l'avenir est prometteur. Les études de marché, la publicité, les salons, ce sera votre responsabilité aussi, en liaison avec le Directeur du Marketing dont vous dépendrez.

Lieu de travail : banlieue Nord de Paris. Anglais indispensable.

Si cette excellente opportunité de « percer » vous séduit, adressez votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité) sous la référence 1/CPB/LM à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Réussissez dans l'Informatique côté affaires

Votre expérience de 2 à 3 ans de la vente en informatique pour devenir Ingénieur commercial à Paris - Lyon - Marseille.

Une informatique accessible à tous. Un système modulaire à intelligence répartie pour que l'entreprise s'adapte au rythme de son évolution. Voilà l'esprit du réseau local Ethernet.

Accompagner les entreprises dans leur croissance, afin que chacune de leurs étapes soit une réussite. Comprendre leurs structures, leurs contraintes, leurs attentes et les conseiller.

Voilà le rôle des Ingénieurs commerciaux que nous recherchons. Pour remplir cette mission, vous devez être bien sûr indispensables l'expérience informatique, de réelles aptitudes relationnelles et

la volonté de réussir. Votre évolution ? Elle sera à la mesure de votre implication et de la dimension Rank Xerox.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions), sous réf. M/ET 40, à Edith Legrand, Rank Xerox, Service Recrutement, 93607 Aubnay-sous-Bois Cedex.

RANK XEROX

INGENIEUR ORGANISATION LOGISTIQUE

Industrie Informatique

Nous sommes un puissant Groupe international du secteur informatique. Notre développement conduit notre Direction Logistique à recruter un Ingénieur de haut niveau. Spécialiste des problèmes d'organisation et de gestion physique des magasins, il maîtrise les techniques du stockage, de la maintenance et de la distribution. Son action s'étend à l'ensemble des magasins centraux et des unités logistiques décentralisées en France et dans notre réseau international. Il intervient auprès des responsables opérationnels pour promouvoir des méthodes et des outils nouveaux, assurer leur mise en œuvre et leur suivi.

Vous êtes Ingénieur, vous parlez anglais, et vous avez acquis, en dix années de vie professionnelle, une expérience approfondie des techniques les plus avancées de la fonction logistique et de la grande diffusion.

Ce poste, basé en proche banlieue Ouest, offre de réelles possibilités d'évolution vers des responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 25874 H à :

EGOR INDUSTRIE

8 rue de Berni 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



PREMIER GROUPE EUROPEEN DE JEANS recherche, dans le cadre du développement de son informatique, pour son siège en France où se trouve le centre pilote de l'informatique de l'ensemble des filiales de l'Europe de l'Ouest

ANALYSTES PROGRAMMEURS

débutants ou ayant une première expérience

Pour s'intégrer dans une équipe performante, il est nécessaire que les candidats soient de haut niveau pour faire face au développement important de la puissance informatique inscrite au plan à moyen terme (Ingénieur, M.I.A.G.E., D.E.A., I.U.T., ou équivalent).

Nos plans de formation permettent à nos collaborateurs d'acquiescer ou de maintenir une technicité qui les situe au meilleur niveau professionnel (IBM sous MVS - HP sous MPEIV - 200 terminaux).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 8584 Q à :

EGOR INFORMATIQUE

63 rue de Pontbieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

CADRE COMPTABLE ACTIVITE B.T.P.

La Direction Financière d'une importante Entreprise de BTP (CA + 600 MF) souhaite confier la COMPTABILITE METROPOLE (28 de son C.A.) à un Cadre Comptable de 35 ans environ, formation DECS ou équivalent. Excellent praticien de la comptabilité en entreprise de BTP et utilisateur confirmé de l'outil informatique, il aura pour mission essentielle, avec l'aide d'une équipe de 4 collaborateurs, d'harmoniser et d'exploiter les éléments comptables des Agences et Directions Régionales, d'établir les bilans et comptes de résultats et de réaliser les travaux de consolidation avec les autres partenaires concernés (filiales, services étrangers, ...).

Poste à pourvoir en Banlieue OUEST de PARIS.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prêt. sous réf. 1217 M



Jean-Claude Maurice S.R.

397 rue de Valenciennes - 75015 PARIS

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

recherche pour

PARIS

INGENIEUR ECONOMISTE H/F GRANDE ECOLE

(PONTIS, A.M., T.P., MINES...)

+ 2^e ou 3^e cycle en économie, gestion ou marketing

- Débutant/e ou 2/3 années d'expérience.
- Anglais nécessaire.
- Connaissances en géométrie climatique appréciées.
- Sens du contact et aptitude à l'expression écrite.
- Bonnes connaissances en informatique.

An sein d'une équipe dynamique, il aura la responsabilité d'études dans le domaine de l'économie de l'énergie.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à M. URMEN - C.S.T.B.

4, avenue du Recteur-Poincaré, 75016 PARIS.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

leader dans sa branche, recherche

INGENIEUR DE PRODUCTION

30 ans environ - Grande Ecole, ayant plusieurs années d'expérience de production et de commandement dans l'industrie lourde :

- cimenterie
- chimie lourde
- mines

Allemand indispensable.

Après une période de formation d'environ 1 an dans une usine française, le candidat retenu sera appelé à prendre d'importantes responsabilités au sein d'une ou plusieurs unités en pleine expansion, situées en Europe du Nord.

Le poste présente de réelles perspectives d'évolution pour un candidat à fort potentiel.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 84436 à CONTESSA PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

Société Française d'Instrumentation Scientifique, recherche pour rédaction et élaboration de notices techniques et commerciales

un rédacteur technique

Anglais lu et écrit indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions SOCIETE DELSI, 51, rue de Verdun 92150 SURESNES

Paris

CA 500 Millions

Coordonner et animer les services comptables

Filiale d'une entreprise nationale nous développons une importante activité «travaux extérieurs» et réalisons plus de la moitié de notre volume d'affaires à l'exportation, nous cherchons à pourvoir le poste de

Chef de comptabilité

Agé de 35 ans au moins, titulaire du DECS ayant l'expérience de l'animation et du contrôle du travail d'équipes décentralisées, son rôle sera plus celui d'un coordinateur et d'un homme de consolidation que celui d'un opérationnel du quotidien. La pratique de l'anglais serait un atout important.

Adresser dossier de candidature complet sous référence 1392 à

SVP RESSOURCES HUMAINES

7, rue de Logelbach 75017 Paris.

Ingénieurs informaticiens, chefs de projet I

de formation supérieure, ayant pratiqué une méthode de conception et assuré la responsabilité de projets mettant en œuvre des techniques DB/DC. Si vous avez la conviction que le développement d'applications évoluées ne peut se concevoir, aujourd'hui, sans l'appui d'une méthodologie rigoureuse et valorisante, et si vous souhaitez exercer vos compétences dans ce domaine :

avant de vous contenter de responsabilités plus étendues, un

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER QUARTIER OPERA

vous propose de rejoindre son équipe support méthodes.

Sous l'impulsion de sa direction de l'informatique et de l'organisation, cette équipe participe activement au développement, à la promotion des actions entreprises, et assiste les groupes de projet, depuis la phase de conception, en y incluant les aspects de communication avec les utilisateurs, jusqu'aux phases techniques de réalisation.

L'annonceur chargé de cette mission vous assure la plus totale discrétion, et s'engage à ne pas communiquer votre candidature aux sociétés dont vous leur avez communiqué les noms.

Adresser C.V., lettre, photo et prétentions sous référence 8749 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Notre Direction Recherche et Technologie recrute des

INGENIEURS

Grandes Ecoles.

Doctorat d'Etat ou de 3ème cycle.

Ils seront chargés de l'étude, la conception et la réalisation de machines spécifiques de haute performance et plus particulièrement d'études matérielles centrées sur les systèmes de mémoire secondaire, les dispositifs de gestion de mémoire, les opérateurs de calcul.

Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 466 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 06021C
94, avenue Gambetta
75990 Paris Cedex 20

Bull

INGENIEUR THERMICIEN

AM, ENSAIS, ... ENSI - COSTIC.

ayant quelques années d'expérience dans le domaine du chauffage ou de la climatisation (BE, installation, exploitation...).

L'activité de notre Société, en pleine expansion et filiale d'un puissant groupe pétrolier français, est axée sur la gestion de l'énergie (eff. 800 - CA 500 MF - 20 implantations en province).

Nous recherchons pour Paris pour notre Direction Technique un jeune ingénieur à fort potentiel, il secondera le responsable dans toutes ses fonctions qui sont multiples : appui technique aux agences, animation des équipes en région (information - formation) promotion et mise en œuvre de technique de pointe (télé-gestion, télé-alarme...).

Ce poste, très vivant et formateur, comporte de nombreux contacts, des déplacements fréquents de courte durée.

Evolution de carrière très ouverte soit au sein de la direction technique, soit en province.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 2972 M à D. DANGER - CORT - 85, av. Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTIC

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

Vous êtes Ingénieur de formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 10 à 15 ans dans le domaine de la conception et de la réalisation de machines spécifiques de haute performance et plus particulièrement d'études matérielles centrées sur les systèmes de mémoire secondaire, les dispositifs de gestion de mémoire, les opérateurs de calcul. Vous avez une expérience de 10 à 15 ans dans le domaine de la conception et de la réalisation de machines spécifiques de haute performance et plus particulièrement d'études matérielles centrées sur les systèmes de mémoire secondaire, les dispositifs de gestion de mémoire, les opérateurs de calcul. Vous avez une expérience de 10 à 15 ans dans le domaine de la conception et de la réalisation de machines spécifiques de haute performance et plus particulièrement d'études matérielles centrées sur les systèmes de mémoire secondaire, les dispositifs de gestion de mémoire, les opérateurs de calcul.

GRH conseils

1, rue de la République - 75001 PARIS

Adjoint(e) au Directeur Commercial

DESTINANT A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

MAINTIEN A LA MAINTIEN

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Coordonner et animer les services comptables

Chef de comptabilité

CA 3000

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

PARIS
Télétransmissions

Une société française occupant une position de leader dans le domaine des télétransmissions, recherche UN CHEF DE SERVICE TECHNIQUE. Sous l'autorité du directeur d'une division, et à partir des orientations qui lui auront été fournies, il sera responsable des études et du développement de systèmes et équipements de télétransmission et téléimpression de données, de l'électronique, de l'optique et de l'acoustique. Il dirigera un service d'une quinzaine d'ingénieurs et techniciens. Il assurera les relations avec les autres services de la société et avec l'usine située en province. Le candidat devra, âgé d'au moins 30 ans, obligatoirement ingénieur de formation, posséder au moins une première expérience en matière d'étude et développement de produits nouveaux. Il devra avoir une bonne connaissance de l'électronique et de l'anglais. La connaissance de l'anglais est indispensable. Ecrire sous référence 649/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discretion assurée.

PROFESSEUR DE LETTRES

Adresser C.V. au 36 avenue du Président Wilson 94230 CACHAN.

DE GERIATRIE

recherche

DIRECTEUR

200/240.000 F/AN

Responsable à part entière de l'exploitation, gestion et commercialisation d'une unité de 65 lits et d'un effectif de 30 personnes. Une expérience en milieu médical est nécessaire.

Poste à pourvoir janvier 84 dans région Nord de Paris. Mandat d'admission C.V. + photo sous réf. 60/01/84
NORAY CONSULTANTS
28, rue de l'Éclairage 75010 PARIS.

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
en progression rapide et constante, dont le C.A. prévu pour 1984 est de 440 MF, situé en proche banlieue parisienne

désire s'adjointre un

PHARMACOLOGUE

(cardio-respiratoire)

de bon niveau mais dont la carrière est encore en phase ascendante, désireux de participer au développement d'un département du Centre de Recherche de ce Groupe

Un premier entretien, confidentiel, est prévu avec un Consultant de GEFOR-SELECTION, qui s'engage à présenter votre candidature aux Responsables du Groupe concerné seulement si, à l'issue de cet entretien, vous confirmez votre intérêt pour ce poste.

Votre C.V. sera donc à adresser sous référence M 102

GEFOR selection
Tour Maine-Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 Paris Cédex 15

JEUNES INSA, MIAGE...

Dans le cadre du développement de notre département

AUDIT INFORMATIQUE

situé à Paris.

Nous sommes l'un des grands cabinets d'audit implantés en France, et nous intervenons dans l'ensemble des secteurs professionnels.

Nous recherchons de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une solide expérience de l'analyse programmation (2 à 3 ans), pour concevoir et animer, en relation avec les équipes d'auditeurs, des programmes de tests financiers et comptables, à Paris et en province (déplacements de courts ou moyen terme).

Nous vous remercions de nous envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence INFO 8312 M, à :

BEFEC-MULQUIN & ASSOCIÉS

Associé français

de
Binder Dijkster Otte & Co
Groupe international d'auditeurs
12, rue Marguerite - 75017 PARIS

Ingenieurs informaticiens chefs de projet

Importante Société de Transports recherche pour son Siège Parisien

Adjoint(e) au Directeur Commercial

DEBUTANT (E) ESC ou MAITRISE DE GESTION

Mission : Vente en milieu industriel - Etudes et Actions Marketing - Analyses commerciales. Formation assurée.

Adresser CV et photo sous référence 3434 à Pierre Molot Publicité - 39 rue de l'Arcade 75008 PARIS.

adret électronique

Entreprise d'Électronique professionnelle en fort développement 200 personnes recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR HF

Il devra améliorer l'organisation de traitement de l'information au sein de l'entreprise : en particulier il aura la charge d'introduire la micro-informatique et de former les utilisateurs.

Il aura la responsabilité du Service Informatique (2 IBM 34 - 6 micro).

Expérience : IBM 34 - GAP II. Connaissances Logiciel MAPICS et micro informatique appréciées.

Lieu de Travail : Trappes.

Envoyer : lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à la Direction du Personnel. BP 33 - 78192 TRAPPES Cédex.

transpac

La Direction de l'exploitation de TRANSPAC recrute pour l'un de ses centres d'exploitation de PARIS.

Un Technicien principal

chargé, après une période d'adaptation pendant laquelle il recevra une formation appropriée, de coordonner les activités liées au raccordement et à la maintenance du réseau d'abonnés (près de 1600 raccordements actuellement en service).

Si vous êtes titulaire d'un DUT électronique ou diplôme professionnel équivalent et avez au minimum 10 ans d'expérience pendant lesquels vous avez pu acquérir une bonne connaissance des systèmes informatiques et de la transmission de données et encadrer une équipe de techniciens.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel TRANSPAC

transpac - Réseau national de transmission de données par paquets.
Tour Maine Montparnasse - BP 145
75755 PARIS Cédex 15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recrute son futur responsable du département technique.

des compétences étendues en :
• méthodologie
• génie logiciel
• outillages logiciels

constituent les points forts d'une expérience de 8 à 10 ans en développement de systèmes informatiques.

Envoyer C.V. et prétentions J.M.S.

19, rue de Presbourg 75116 PARIS.

Préciser réf. sur enveloppe : 95 LIM

ON
agence d'annonces recherche pour sa Direction RELATIONS PUBLIQUES

UN (E) ATTACHÉ (E) DE PRESSE

LA MISSION :

Elle comprend :

• l'élaboration et la diffusion des documents internes d'information (Journal d'entreprise...)
• l'établissement de la Revue de Presse.
• la tenue et mise à jour d'un fichier presse et la rédaction de dossiers.
• l'organisation de conférences de Presse.

LE PROFIL :

• De formation supérieure (École Attachés de Presse...), le candidat possède une expérience d'au moins 2 années dans une fonction similaire.
• Une bonne connaissance des médias et de la communication est nécessaire pour tenir ce poste.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à : OFFICE D'ANNONCES, Evelyn MALACH - 138, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Un jeune cadre comptable

De jeunes DECS - ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel dans un cabinet d'audit ou d'expertise comptable.

En tant qu'assistant du chef comptable, il sera chargé de l'élaboration des états financiers mensuels consolidés, il contribuera à l'animation et à l'encadrement de la comptabilité du Siège Social (environ 10 personnes).

Poste situé dans la proche banlieue Ouest de Paris. Mandat d'admission C.V. photo et prétentions, sous réf. 3300 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

ORGANISME NATIONAL
qui démarre des applications informatiques pour la gestion à son siège social, ses différentes antennes régionales embauche au 1^{er} janvier 1984

un ANALYSTE

- Responsable d'applications pour le suivi et le développement des applications à mettre en place.
- Responsable de la gestion et de la réalisation avec l'assistance des S.S.C.I. qui disposent d'ordinateurs installés dans les différents centres et au siège social.

Ce poste nécessite en priorité des qualités d'adaptation, d'autonomie et de polyvalence.

Une formation initiale en informatique MIAGE, ÉCOLE D'INGÉNIEURS est indispensable.

Une première expérience (3 ans) de l'analyse, de la programmation d'application de gestion et une bonne connaissance du système d'application GECOS 6 sont vivement souhaitées.

Lieu de travail : PARIS.

Candidature avec C.V. à adresser sous références 11363 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

SBCI recherche
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Confirmés COBOL-CICS
Pour développement applications informatiques.
Tél. pour C.V. : 874-38-28.

GENUS SYSTEMES recherche
INGÉNIEURS
Logiciel temps réel, diplômés et expérimentés sur SOLAR, 280, 68000... pour grand projet Y.R.
TANG. 605-85-60.

Organisme public de documentation
Porte d'Italie, recherche
PHARMACIEN, ou MAITRISE BIOLOGIE
Anglais indispensable, travail partiellement à domicile.
Envoyer C.V. et prétentions sous la réf. 278.712 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT
Agence immobilière
VERMOREL 78
recherche
PROFESSIONNEL QUALIFIÉ

pour diriger et développer son service co-propriété
Ecrire DUMARTIN, 10, résidence Foch 92280 GARCHES
ou tél. 741-27-16.

D.O.O.
78, Champs-Élysées
recherche
INGÉNIEURS LOGICIEL
POUR RÉALISATIONS temps réel mini/micro
- PROCESSUS INDUSTRIELS -
Téléphone : 359-17-86.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche
INGÉNIEURS INFORMATIQUES
GRANDES ÉCOLES
Connaissances temps réel
Expérience 5 ans et plus
SALAIRES MOTIVANTS
Env. C.V. et prétentions à :
INTER COMPUTER
61, av. de la République
75011 PARIS
Tél. : 806-50-00.

SOCIÉTÉS BIENS D'EQUIPEMENT
PONT DE NEUILLY
C.A. 450 millions/950 pers.
RECHERCHE POUR SA DIRECTION FINANCIÈRE
RESPONSABLE FACTURATIONS/RE-LANCES CLIENTS
POSITION CADRE

- Quelques années d'exp. dans fonction similaire.
- Anglais indispensable.
- Bonne connaissance des termes/conditions de paiement à l'exportation.
Adresser C.V. + photo + prétentions, sous réf. à SOURCES, 18, J.-J. Rousseau, 75001 PARIS.

INGENIEUR THERMIQUE

AM. ENSAIS... ENSI - COSTIC.

recherche pour son département COSELEC

La filiale du plus grand groupe français d'électronique professionnelle spécialisé dans les composants passifs

recherche pour son département COSELEC

UN TECHNICIEN COMMERCIAL EXPORT

Pour assister le Chef de vente export dans ses activités de gestion commerciale. Ce poste, basé dans la proche banlieue Est de Paris et adéquat, nécessite une bonne connaissance de l'anglais. Les notions d'allemand seraient appréciées. Ce poste s'adresse à un candidat de formation B.T.S. ou D.U.T. Electronique ou électrotechnique ayant une première expérience de la commercialisation des composants pour l'industrie électronique.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. T 043.520 M Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Clark France Manutention

recherche pour ses bureaux situés à BAGNOLET

UN RESPONSABLE COMMERCIAL CONFIRMÉ

chargé des relations avec le réseau. Anglais souhaité.

Envoyer candidature avec C.V. à : CLARK FRANCE MANUTENTION, tour Les Mercatiales, 40, rue Jean-Jaurès, 93176 BAGNOLET Cédex.

BANQUE PRIVEE PARIS 8ème

GRADE HF CLASSE II / III

pour son service
BOURSE ÉTRANGÈRE

Expérience 2 à 3 ans des négociations Bilingue anglais

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 4021 M à OCBF 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.

Nous prions instamment nos clients d'avoir l'obligeance de retourner les lettres qu'ils reçoivent aux adresses ci-dessous pour que ces lettres puissent être traitées.

L'opposition ralentit le travail en commission

commission, ajoutant qu'elle tenait à
écouter M. André Rousselet, prési-
dent de l'Union ou « Grand Irre-

M. ANDRÉ ROUSSELET A. B. T. I. - LE MONDE -

• Le Grand Jury R.T.L.-le blic dans le domaine de la commu- le procès que les générations futures

re-sur-leur siège. Continuent à faire monter la tension. Les contradicteurs piaffent. Lâchez tout, ça explose. Spectacle garrant. Mais pas de véritable débat, le sujet n'est jamais traité en fond. Après tout, qui s'en plaindrait? La télévision c'est d'abord le divertissement, l'image, la scène. Pour le fond, voyez votre quotidien préféré.

YVES AGNIÈS.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

h 36 125, rue Montmartre.
Film français de G. Grangier (1959), avec L. Ventura.

2 h - 5 Magazine santé : Vivre sans vessie.
Émission d'I. Barrère et E. Lalou.
Diagnosics, thérapeutiques et dépistages des maladies de la vessie, avec le professeur Kuss, urologue à la Pitié-Salpêtrière.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

h 265 Emmanuël-moi en théâtre : Saint François d'Assise, d'O. Messiaen, oration à l'Opéra de Paris (enregistré le 9 décembre à l'Opéra). Avec l'orchestre et les chanteurs de l'Opéra de Paris, dir. S. Ozawa, sol. J. Van Dam, C. Bide-Pierre, C. Blang, G. Gauthier, M. Sédachian. (en liaison avec Franco-Musique).

— *Deux heures de musique, com trente instrumentistes — dans la fosse, hors la fosse, sur des praticables, dans des loges, sur des gradins... un chœur de cent cinquante personnes... Olivier Messiaen, pour son premier opéra, a vu grand. Il s'est inspiré des écrits de saint François ou de textes anonymes de l'époque : pas d'écrit ni de référentiel dramatique, mais un très grand sens du rythme et une maîtrise de couleur sonores.* (L'Espresso 22.8.10 et 9.8.11)

1 h 50 Magazine : Plaisir du théâtre, de P. Lavilla.
Emission spéciale sur le théâtre à l'opéra, avec comme invité Patrice Chéreau. Les contraintes particulières de l'art lyrique et la mise en scène. Qu'est-ce que le théâtre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h 30 Le rendez-vous d'Annik.
13 h 30 About com.
13 h 30 Journal.
13 h 45 Portes ouvertes.
14 h 5 Avec ou sans parapluie.
16 h 25 Série : Amicalement vôtre.
15 h 25 Série : Santé. La voisie (diff. le 12 déc.)
16 h Le forum du mardi. Des femmes et des robots.
17 h 30 Le paradis des chefs.
18 h Candida caméra.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variéscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les parties drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
21 h 35 Un homme de liberté, Jean Moulin.
De A. Lambert et A. Perisson.
L'Unité des premiers résistants de la résistance, nous en chefs et les compagnons de Jean Moulin. De juin à 1940 à juin 1943, l'itinéraire historique d'une grande figure entrée dans la légende. Instructif et émouvant.
22 h 5 L'enquête. Magazine économique et social, de F. de Closets, E. de la Taille et A. Waillet.
Le rose espagnol : premier anniversaire du socialisme en Espagne : les soldats de Bourbourg : conflits dans une tribu du Nord : Ardoises : le match France-Espagne.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOIPE.
11 h 00 Journal (à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des nouf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Légende d'Adams et de l'ours Benjamin.
15 h 45 Raportis : La chasse aux trésors. En Tunisie, (diff. le 11 décembre).
16 h 45 Entre vous.
« Le soleil de l'aube », de R. Franchet. Le cheminement
d'un jeune homme handicapé, et les problèmes de
l'insertion sociale.
17 h 45 Récité A 2.
18 h 30 C'est la vie.
19 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h
21 h Journal.
22 h 30 D'accord peu d'accord.
23 h 40 Film : Une seule affaire.
Film français d'Alain Rennot (1980), avec V. Lanoix,
M. Jobert, A. Chateau, P. Bouchette, F. Clécot,
R. Crombhe.
*Un Raveur, un camarade de la brigade des suppléments
alimentaires, jeune de l'école, secrétaire de la mairie qui
ignore sa description, pour obtenir des dossiers d'accueil
elle a accès. Description bien venue des devoirs et du rôle
de la police dans une ville de province. Attirance amoureuse
pour la-dessus. Marlene Jobert est très attachante.*
22 h 45 Film d'animation
avec Bernardette Lafosse et Jean-Claude Brialy.
23 h 25 Journal.


TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 30 **Dessin animé : l'inspecteur Gadget.**
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**
20 h 35 **De Mâtée à E.T.**
Emission de P. Elbing, A. Solt et M. Leo.
Les précurseurs d'E.T. ; avec des extraits de films de Mâtée, David Butler, Irvin S. Yearworth, R. Wise, S. Kunitz, S. Spielberg.
21 h 30 **Journal ?**

et l'opéra ont à voir ensemble ? Comment dirige-t-on un chanteur ?...

ROISIÈME CHAÎNE : FR3

h 35 Film (cycle Alain Deton) : les Granges brûlées.
Film français de Jean Chapot (1973), avec Alain Deton, Simone Signoret, P. Cranchet, C. Allégret, B. Le Comte-Mion-Mion (rediffusion).
h 15 Journal.
h 35 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.
Régates de péniches en Hollande.
h 20 Prélude à la nuit.
A. Harnold - de M. Constant, par F. Pierre, harpiste.



**BIJOUX
BURMA**

R 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

- h 6. Document : le verri.
- h 30. La vie du château : Azay-Le-Ferron.
- h 35. C'est toujours la saison.
- h 5. Dessin animé : Ulysse 31 (et à 18 h 56).
- h 30. Sports.
- h Informations.
- h 15. Informations régionales.
- h 35. Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

h. « Le prince heureux », de C. Charras, d'après O. Wilde. Avec R. Bret, J. Topart, C. Laborde...
h. L'autre scène, ou les vivants et les défunts : droit, loi, liberté... la philosophie sociale de Friedrich August Hayek.

RANCE-MUSIQUE

le 30, Concert (en simultané avec Antenne 2, donné le 9 décembre à l'Opéra de Paris) : « Saint-François d'Assise », opéra en trois actes et huit tableaux d'O. Messiaen.

Scombro

h 50 Film : Pourquoi.
Film français d'Anouk Bernard (1976), avec J. Gomez, E. Henry, S. Landry, J. Ary, G. Barry, F. Desnages.
Un adolescent vit avec sa lesbienne et meurt alors pour ses idées. On apprend l'usage de la drogue avec des voyous.
On essaie, en vain, de le guérir. Un problème important et préoccupant traité de façon un peu trop misérabiliste, même s'il s'inspire de faits réels.

h 35 Prêt-à-l'air.
« Sonate pour violon et piano », de C. Franck.

R 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

h 6 Hier au cinéma : Les deux orphelines, film de M. Tourneur.
h 66 Dessin animé : Ulysse 31.
h Informations.
h 15 Informations régionales.
h 36 Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

- h 2, *Mathématiques* : à Rouen.
- h 3, *Les chemins de la connaissance*.
- h 4, *La méthode des autres* : les peuples sibériens.
- h 45, *Pour sauver l'Université*, entretien avec Laurent Schwartz (monnaie sur la recherche).
- h 46, *Mathématique d'Arménie* (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
- h 5, *Agora*.
- h 45, *Panorama*.
- h 50, *Sciences*.
- h 5, *Un livre, des voix* : les *Cités charnelles*, de Zoe Oldenbourg.
- h 47, *Les après-midi de France-Culture* : à Nancy ; à 15 h 20, *Magazine international* ; à 17 h, *Raison d'être*.
- h 30, *Resilience* : le grand décre.
- h 25, *Jeux à l'écume*.
- h 30, *Sciences* : le monde des fourmis.
- h 30, *Dialognes* : « Lubrification et perfidie », avec R. Von Thadden et F. Hartweg.
- h 15, *Mathique traditionnelle d'Arménie dans le monde contemporain*.

FRANCE-MUSIQUE

- h 45, Le Journal de musique.
- h 12, Magazine.
- h 2, D'une oreille l'autre : œuvres de Brahms, Mozart, Debussy, Schenker, Mahler.
- h 3, Les grands symphonistes : Ozar Kalman, basse, et Marie Baglida, contralto.
- h 35 Jazz : le blues urbain : Chicago.
- h 1, Les nouvelles masses en dialogue.
- h 4, Chanteurs de son studio.
- h 30, Les enfants d'Opéra.
- h 3, Les grands opéras de l'Opéra français au XIX siècle : œuvres de Pizarro, Hahn, Messager, Sanguet.
- h 5, Respirer contemporains.
- h 1, L'opéra.
- h 5, Studio-Concert : œuvres de Tairn, Bousch, Risset pour l'ensemble d'instruments électroniques de l'Institut.
- h 30, Concert : Journaux de musique ancienne de Bern 1982) œuvres de Sweelinck, Frobenberg, Rossi, Buxtehude, Stanley, Bach, Balbastre, Scarlatti par Ton Koopman, orgue.
- h 1, Cycle acoustiques : œuvres de Vandenbogaerde, Lefèvre.
- h 1, Fréquence de nuit : jazz club

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 12 DÉCEMBRE

— M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a invité de l'émission « Face au public », sur France-ter, à 19 h 15.

MARDI 13 DÉCEMBRE

- *M. Georges Lamoine*, secrétaire d'Etat aux DOM-OM, participe à l'émission « Music and News », sur radio ABC, 100,6 MHz et 94,8 MHz Paris, à 8 heures.
- *M^{me} Georgina Dufol*, secrétaire d'Etat chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, est reçue sur le Poste parisien, 101 MHz Paris, à 14 h 45.
- *M. Jean Brunet*, vice-président délégué de la confédération générale des P.M.E., est invité sur Génération 2 000, 88,5 MHz Paris, à 19 heures.

Le Monde

économie

SOCIAL

LES NÉGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

Les positions du patronat et des syndicats demeurent très éloignées

A défaut d'un réel progrès, la sixième séance de négociations entre les partenaires sociaux pour jeter les bases du futur système d'assurance-chômage, le 10 décembre, aura cependant permis de déceler la situation. M. Bergeron a demandé, le 11 décembre, avant la signature d'une nouvelle convention, l'ouverture d'une autre négociation, « tripartite, cette fois, puisque il conviendrait d'y ajouter les représentants de l'Etat ». M. Denil (S.N.P.M.I.) a répondu que le C.N.P.F. ne pouvait pas « appliquer un accord qui n'aurait pas été discuté ».

Déclarant, on sait que, d'un côté, se prépare le rassemblement des organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C.) sur la base d'une proposition commune qui pourrait apparaître au grand jour lors de la prochaine rencontre, fixée au 14 décembre. Des rendez-vous et des contacts discrets devraient avoir lieu dès le début de cette semaine.

De l'autre côté, ayant perdu l'avantage de l'initiative, la délégation du C.N.P.F., isolée, a montré qu'elle tenait plus à ses projets de séparation entre l'assurance et l'assistance pour des raisons de doctrine ou de principe que pour des besoins techniques.

Les positions des syndicats et du patronat (C.N.P.F. et C.G.P.M.E.) n'auraient jamais été aussi éloignées qu'à l'issue de cette réunion, et il est probable que l'accord n'interviendra pas dans les délais prévus, comme l'ont laissé entendre la C.F.T.C. et F.O. Mais la clarification qui est intervenue est largement due à l'attitude du C.N.P.F. qui, d'entrée de jeu - et sans doute pour repérer ses précédents impasses - a fait une « contre-proposition » en acceptant le maintien de la cotisation à son niveau actuel, soit à 5,8 % de la masse salariale, puis a accepté plusieurs modifications du dispositif proposé.

Les ouvertures du C.N.P.F.

En contrepartie d'un « système durable d'assurance-chômage totalement maîtrisé par les partenaires sociaux », la délégation patronale a en effet accepté le taux de cotisation, y compris, malgré ses protestations à l'époque, le point supplémentaire décidé et imposé par le gouvernement le 1^{er} juillet dernier.

Ce geste devait être considéré comme positif par toutes les délégations syndicales, dont la C.G.T., et permettait dans la matinée une « avancée sur les chapitres de roue » selon l'expression de M. Pierre Héritier (C.F.D.T.). Le C.N.P.F. a aussi accepté de ramener à six mois de cotisation au cours des deux derniers mois la période minimale pour pouvoir bénéficier des allocations puis de prolonger de six mois l'indemnisation des plus de cinquante-cinq ans.

Quoique insatisfaites, les délégations syndicales ont reconnu l'intérêt de l'avancée chiffrant à environ cent soixante mille le nombre de chômeurs qui réintégreraient ainsi l'assurance-chômage.

Encore conciliant le patronat a donné son accord au principe d'un guichet unique de l'UNEDIC, qui accueillerait aussi bien les chômeurs indemnisés au titre de l'assurance que les demandeurs d'emploi et préretraités relevant de l'assistance, pourvu qu'une convention de gestion soit signée avec l'Etat. Il s'est rangé, en outre, à l'avis des délégations syndicales qui souhaitaient demander à l'Etat une prise en charge du déficit cumulé de l'UNEDIC (10,7 milliards de francs fin 1983) et, éventuellement, de ses frais financiers (2,8 milliards par an à partir de 1984).

Vers un rapprochement syndical

Mais, ces obstacles franchis, il fallait encore discuter de l'essentiel, et c'est alors que, de suspensions de séance en conciliabules, apparurent les véritables divergences et naquit l'esquisse d'un rapprochement inter-syndical. On avait déjà constaté, le 29 novembre, que la contre-proposition de la C.F.D.T., « montage » de trois types d'allocations au sein d'un système unique, suscitait de l'intérêt parmi les autres organisations syndicales et notamment F.O. (le Monde du 10 décembre) F.O., par la voix de M. Faesch, a présenté une variante qualifiée de « verticale », par opposition à l'hypothèse « horizontale » de la C.F.D.T., prévoyant pour toutes les allocations une partie fixe à la charge de l'Etat, et une partie en pourcentage relevant du système d'assurance et de cotisation. C'est d'ailleurs ? Manœuvre ? Toujours est-il que, dans l'instance, la délégation C.F.D.T. se déclarait prête en séance à étudier ce nouveau projet dont M. Faesch avait pris soin de dire « qu'il n'appartenait pas aux représentants de l'Etat, mais serait celui de tous ceux qui voudraient bien s'y rallier ».

Une interruption de séance permit d'ailleurs de constater que cette éventualité faisait son chemin parmi les représentants des salariés. La C.F.T.C. devait ensuite déclarer M. Gruat, reconnaissant que l'on avait « dégagé des idées qui doivent permettre d'aboutir à une solution moyenne ». La C.G.C. faisait savoir que « la cohérence et la continuité dans un système où les ayants-droit seraient comptabilisés en deux colonnes distinctes : l'une financée par les partenaires sociaux, l'autre par l'Etat, avaient été bien engagées ». Toutefois, M. Marchelli ajoutait que la C.G.C. préférerait « une indemnité en pourcentage ».

(qui avantage les cadres) à un « système binaire partie fixe plus pourcentage », admettant qu'il y avait là « un problème avec les autres organisations ».

Restait à savoir ce que pensait et voulait le C.G.T. toujours enfoncé dans son opposition depuis le début de la négociation. Dans le colloque, on vit bientôt MM. Héritier et Kasper (C.F.D.T.) engager une conversation discrète avec MM. Calvetti et Deluchat (C.G.T.). « Nous devons souligner quelques convergences qui se sont manifestées », devait indiquer un peu plus tard M. Calvetti, en mettant en avant quelques « idées forces » : ne pas réduire le nombre de chômeurs indemnisés, ne pas modifier leurs droits et ne pas introduire de « coupure formelle » entre eux.

Peu à peu se dessinait un front syndical que M. Faesch confirmait en annonçant la possibilité de rencontres avant le 14 décembre. Mais, du même coup, l'hypothèse d'un score immédiat par la négociation elle-même risquait de s'éloigner.

Répondant à la proposition formulée par F.O., M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., a rappelé que son acceptation du taux actuel des cotisations était conditionnée par la mise en place d'un système d'assurance paritaire, « sous la seule responsabilité des partenaires sociaux », sans intervention extérieure. Soulignant son refus des contre-propositions syndicales, M. Chotard ajoutait : « Nous considérons de notre responsabilité de ne rien demander à l'Etat, et nous avons enregistré que les organisations syndicales font appel à l'Etat pour augmenter les prestations ».

Le désaccord entre les positions du patronat et celles des délégations syndicales paraît donc total. C'est ce qu'a observé M. Faesch, en évoquant « le refus patronal de tout système croisé », et en concluant à l'échec de la négociation. « Deux conceptions s'opposent », reprit M. Héritier, en écho. Le C.N.P.F. veut la partition des deux systèmes, ce qui présente le gros risque de la marginalisation de catégories importantes de chômeurs et surtout des jeunes.

Entre le camp syndical, brusquement renforcé par la perspective de l'unité, et le C.N.P.F., qui se trouve isolé après avoir mené la négociation à sa guise, le débat tourne maintenant autour d'un principe ou d'un point de doctrine ou, comme on pouvait le croire, autour des structures nouvelles, rendues nécessaires par l'évolution même du chômage. En fait, il apparaît clairement que l'enjeu de cette négociation est la conception, large ou étroite, que les uns ou les autres ont de la responsabilité sociale des employeurs dans le traitement du chômage.

ALAIN LEBLAUME.

AFFAIRES

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU C.N.P.F.

Après les charges, « les libertés » sont le nouveau mot d'ordre du patronat

M. Yvon Gattaz n'en dément pas. « Ma stratégie, dit-il à la veille de l'assemblée générale du Conseil national du patronat français du 13 décembre, est rectiligne ». Il est vrai que sa base remue un peu. N'a-t-il pas facilité la tâche du gouvernement en faisant passer les chefs d'entreprise qui ne viennent pas les salaires au moment où ils ont « une chance historique (...) de faire baisser le pouvoir d'achat », pour ensuite se faire rabrouer par ce même gouvernement sur les prix industriels ? « Pour les salaires », explique-t-il, nous avons pris nos responsabilités. L'espère que le gouvernement saura faire preuve lui aussi de courage.

« La défense de l'entreprise »

Voilà qui ne facilite pas forcément la compréhension de la base. Déconvoquée par leurs organisations, les patrons le sont sans doute presque autant actuellement que les salariés. Un sondage effectué par R.E.S. (Recherche économique et sociale) pour l'hébdomadaire *la Vie française* - et contesté par le C.N.P.F. - souligne que 24 % seulement des chefs d'entreprises se sentent proches du Conseil national du patronat français contre 42 % en septembre 1982. Mais il ne s'agit pas d'une désaffection qui profite aux autres organisations - la C.G.P.M.E. (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), et le S.N.P.M.I. (Syndicat national du patronat moderne et indépendant) - connaissent une érosion tout aussi forte. Ce sont les indices qui augmentent, de 23 % à 56 %.

M. Gattaz peut difficilement être rendu coupable de ce déclin. Le choix du dialogue avec les pouvoirs publics, qui a tant irrité les petits patrons, était le seul possible. Aucune autre organisation ne l'a ignoré. Et cela n'a pas été sans effet. La défense de l'entreprise - stratégie simple - a permis, la crise aidant, de modifier amplement l'idée que les Français se font de l'entreprise et des entrepreneurs. Tous les sondages le prouvent, le sentiment de leurs entreprises est devenu l'une des préoccupations majeures des salariés français.

Le poids des charges - salariales, fiscales et financières - a en outre été reconnu par le pouvoir socialiste avant même la publication d'un livre blanc C.N.P.F. - administration, en juin, sur le sujet. On en veut pour preuve le fait que, pour la première fois, un plan de rigueur n'a pas alloué les charges qui pèsent sur les sociétés.

De plus, le budget de 1984 comporte certaines mesures favorables.

Des rabais sur les automobiles

TOUS LES CONSTRUCTEURS DÉMENTENT AVOIR PASSÉ ACCORD AVEC M. MICHEL LECLERC

M. Edouard Leclerc, le fondateur des Centres Leclerc, a répondu à l'initiative de son frère Michel de vendre des automobiles avec un rabais de 10 % dans les garages Leclerc-Service en annonçant des rabais de 25 centimes par litre d'essence.

Il ne s'agit pas tant de tourner la réglementation en vigueur (les rabais autorisés ne peuvent dépasser 17 centimes désormais) que de faire connaître la différence qu'il y a entre les supermarchés et les stations-service. « Nous ne nous sommes jamais dans des opérations où les services après-vente sont trop importants », a souligné M. Edouard Leclerc, qui n'est pas loin de traiter son frère Michel de « bluffeur ».

De fait, toutes les marques automobiles avec lesquelles M. Michel Leclerc affirmait avoir passé accord ont démenti. Et nul ne pense, dans les milieux automobiles, que les garages Leclerc puissent vendre, comme ils l'ont annoncé, deux cent mille véhicules en 1984. Un simple « coup de pub » ?

aux entrepreneurs (l'exonération définitive de l'outil de travail, même si les patrons qui détiennent moins de 25 % de leur capital ont été oubliés). Et les fonctionnaires du ministère de l'économie et de l'industrie continuent de travailler avec des membres de l'appareil patronal sur la réforme de la taxe professionnelle. Enfin les patrons pourront mettre au crédit de M. Gattaz le fait que la réduction du temps de travail apparaisse désormais au champ contractuel, ce qui leur en laisse l'initiative.

Tout cela n'a pas été sans résultat. Les comptes de la nation pour le premier semestre - les derniers connus - montrent une relative amélioration de la situation des entreprises, avec un excédent brut d'exploitation qui progresse plus vite que la valeur ajoutée, une moindre progression des charges salariales et un taux d'épargne en légère augmentation.

M. Gattaz reconnaît d'ailleurs que la situation des entreprises est « contrastée » et que, notamment, celles qui exportent une part importante de leur chiffre d'affaires se portent parfois très bien. Des chiffres globaux qui pourraient toutefois se dégrader de nouveau, si l'on en croit les enquêtes mensuelles de l'INSEE sur l'industrie, du fait du ralentissement général de l'activité au second semestre.

Le renforcement de pouvoir de M. Gattaz sur l'appareil - après une élection dont tout le monde se souvient qu'elle fut difficile - n'en est pas moins évident. Les opposants les plus virulents comme M. Yves Corpet sont partis ; M. Yvon Chotard le concurrent malheureux reste le spécialiste des questions sociales et l'ancien président des entreprises à taille humaine a effectué en douceur les remplacements qui s'imposaient (MM. Robert Pelletier et Jean Neidinger remplacés par

MM. Claude-Alain Sarre et Claude Archambault).

A l'extérieur, si M. Gattaz n'a pu empêcher M. Ambrósio Roux d'accroître l'influence, auprès de l'Elysée notamment, du lobby des grandes entreprises réunies dans l'AFEP (Association française des entreprises privées), il a obtenu que cela se passe dans le silence. Quant au rapprochement avec la C.G.P.M.E. après des mois de brouille, il a été facilité par le déclin rapide du S.N.P.M.I. étié par ses querelles internes, et qui n'a pu réintégrer lors de sa « grande journée de la liberté » le 21 novembre que quelques deux mille personnes, alors qu'il parvenait à en mobiliser dix fois plus un an plus tôt. Une évolution confirmée par le sondage de *la Vie française*, qui voit l'audience du S.N.P.M.I. chez les patrons décliner de 16 % à 4 % entre janvier et novembre 1983.

Pour répondre à l'inquiétude des chefs d'entreprise - et les rappelés du C.N.P.F. - l'assemblée générale devrait, en 1984, modifier la tactique de l'organisation. On n'y parviendra plus guère des charges mais de libertés. Liberté de licenciement comme d'embauche, liberté des prix et du crédit, liberté des changes. Du quantitatif - les charges - on passe à un qualitatif - les libertés - ce qui est idéologiquement moins neutre. M. Gattaz proposera donc aux syndicats une grande négociation sur la flexibilité dans l'entreprise. Reste à savoir si ceux-ci, aux prises avec le même problème de désaffection de leurs adhérents, surpris par son fait par l'attitude étrange du C.N.P.F. dans la discussion si importante de l'assurance-chômage, sur la défensive vis-à-vis d'un patronat qui joue de la rigueur sans plaisir - même si le mot d'ordre de la croissance refait surface - n'auront pas l'impression de faire un marché de dupes.

BRUNO DETHOMAS.

CORRESPONDANCE

Une lettre du P.-D.G. d'I.B.M.-France

Après notre article intitulé « Le bras de fer entre I.B.M. et la Commission européenne » (le Monde du 30 novembre), M. Lemonnier, président-directeur général d'I.B.M.-France, nous écrit :

- 1) Les industriels qui, comme I.B.M., investissent pour développer de nouvelles technologies et de nouveaux produits, en réponse aux besoins de leurs clients, ne sont aucunement dans l'obligation de livrer des développements à leurs concurrents, comme le suggère votre article. Une telle attitude aboutirait, croyons-nous, à l'arrêt de toute innovation, au détriment des utilisateurs où qu'ils soient ;
- 2) Les industriels qui développent de nouveaux produits, grâce à l'innovation, l'investissement et la recherche, ont le droit de protéger leurs secrets et leurs informations confidentielles contre le vol, le détournement et l'appropriation illicite. Il est nécessaire, en effet, que la loi s'exerce pleinement ;
- 3) Le ministère américain de la Justice a abandonné son procès contre I.B.M., le considérant comme « sans fondement », après une révision longue et minutieuse. Il n'a pas, comme vous dites, « cessé brusquement ses poursuites » ;
- 4) I.B.M. n'a pas enfreint la législation de la C.E.E. ni celle d'aucun des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Votre journaliste a omis de signaler, à propos de l'exposé des griefs de la C.E.E., que les seules plaintes portées contre I.B.M. sont celles de filiales de compagnies américaines. Une d'entre

elles a précisément perdu tous les procès intentés devant les tribunaux américains pour des motifs similaires. Les pratiques commerciales d'I.B.M. sont non seulement légitimes, mais couramment exercées dans le monde industriel ;

5) I.B.M. ne s'est pas livrée à des manipulations de codes sources, comme il est suggéré dans cet article. D'ailleurs, ni le gouvernement américain ni la C.E.E. ne nous ont jamais accusé de l'avoir fait ;

6) Affirmer que les parts de marché que vous indiquez impliquent une anomalie dans l'industrie informatique européenne ne reflète pas la réalité. Pour ne citer qu'un exemple, nous ceux qui ont visité le SICOB cette année à Paris ont pu voir le très grand nombre de produits proposés par des firmes européennes qui ont pris place dans ce marché et y prospèrent.

[Une lecture plus attentive de l'article aurait montré que : personne en Europe ni aux Etats-Unis ni au Japon, n'a jamais demandé à I.B.M. de livrer ses développements à ses concurrents ; personne n'a parlé de « manipulation » de « codes sources » ; personne n'a affirmé que les parts de marché d'I.B.M. impliquent une anomalie dans l'industrie informatique européenne.]

En revanche, le problème qui est bel et bien posé est de savoir comment, en cas de modification de ses standards, annoncer quand et comment il procédera à ces changements. Ceci afin de permettre à tout le monde d'être sur un pied d'égalité et de ne pas préparer aux changements de standard. Notons à ce sujet que le « code source » du nouveau logiciel « X.A. » qu'I.B.M. vient d'annoncer n'a pas été communiqué par la firme à ses utilisateurs.

Cette question de la communication en temps voulu des changements des « standards I.B.M. » est au centre des discussions avec la Commission européenne. S'il n'y avait pas de ce problème, on voit mal pourquoi cet organisme poursuivrait les négociations et envisagerait, en cas où un accord ne serait pas trouvé, de porter l'affaire devant la Cour de justice de Luxembourg.

Quant à l'abandon par les autorités américaines de leur action contre I.B.M., on rappellera que, aux Etats-Unis, comme ailleurs, la position de l'administration, fil-elle le ministère de la Justice, peut évoluer en fonction des changements de politique du pays. - J.-M. Q.]

La Chapelle-Darblay

LA PRODUCTION DE PAPIER A REPRIS A L'USINE DE SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY

Le 10 décembre 1980, le conseil d'administration des Papeteries de la Chapelle-Darblay autorisait leur directeur à déposer le bilan. Le 10 décembre 1983, la production a repris à l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), après une occupation de plus de cent jours par des salariés de la C.G.T. Le travail avait repris le 17 octobre 1983, à l'usine de Grand-Couronne après qu'un commando eut délogé les grévistes de cette unité.

Le travail reprend alors que l'entreprise est encore, trois ans après, sous administration provisoire.

Selon la C.G.T.

PLUS DE 160 000 EMPLOIS ONT ÉTÉ SUPPRIMÉS DE MARS À DÉCEMBRE

Selon la C.G.T., 163 667 emplois ont été supprimés entre mars et décembre 1983, dont 85 900 depuis le 27 juillet. D'après ces chiffres « calculés empiriquement » par l'organisation syndicale, c'est la métallurgie qui est, de loin, la plus touchée, avec 81 978 suppressions d'emplois, devant la construction (16 513), puis la chimie (14 909) et le verre céramique (10 431).

Lors d'un comité central d'entreprise tenu le 8 décembre, la direction de l'entreprise Pochea a annoncé son intention de supprimer 270 emplois dans deux usines de l'Oise (Plessis-Bellerville et Compiègne), qui comptent 2 400 salariés. L'objectif de la direction, qui invoque « l'écoulement continu depuis plusieurs années du marché de la pelle hydraulique », est de concentrer la production de l'unité de Plessis à Crépy-en-Valois (Oise).

« Revalorisation des allocations de certaines catégories de chômeurs. - Le Journal officiel du 11 décembre publie deux arrêtés en date du 9 décembre, portant à 36 F par jour la partie fixe des indemnités de chômage servies à certaines catégories de personnel dépendant soit de l'Etat soit des collectivités territoriales.

Il s'agit des « agents non fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs ainsi que des agents des collectivités locales et des autres établissements publics administratifs ».

Un des arrêtés prévoit également que le montant de l'allocation journalière ne peut être inférieur à 95,34 F. Enfin, les salaires de référence sont revalorisés de 8,96 %. Toutes ces mesures prennent effet au 1^{er} juin dernier.

ÉNERGIE

Le marché pétrolier réagit peu au résultat de la conférence de l'OPEP

Le marché libre du pétrole a peu réagi à l'accord conclu à Genève par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole sur le maintien des dispositions adoptées en mars dernier (Le Monde du 10 décembre). Sur un marché très calme, quelques ventes ont été réalisées (de 10 à 15 cents par baril) par rapport à la semaine précédant la réunion de Genève, ce léger redressement s'expliquerait, selon les professionnels, par des raisons essentiellement saisonnières. Les milieux pétroliers, sceptiques vis-à-vis de l'accord de Genève, n'en continuent pas moins de compter sur une poursuite en janvier de l'effritement des cours.

L'attention se porte désormais sur les négociations prochaines de la Commission nationale britannique du pétrole (B.N.O.C.) avec ses principaux clients, en vue de fixer ses prix de vente pour le premier trimestre 1984. En dépit des fortes pressions exercées par les compagnies internationales pour une diminution de ces prix, supérieurs de plus d'un dollar par baril aux cours observés sur le marché libre, l'opinion la plus généralement admise est que la B.N.O.C. maintiendra ses tarifs inchangés, à moins que le marché ne se dégrade très fortement d'ici la fin de l'année.

Une baisse des prix officiels du pétrole de la mer du Nord, actuellement ajustés aux cours officiels de l'OPEP, risquerait en effet de déstabiliser vivement la situation, en faisant subir de fortes pressions aux producteurs de l'OPEP, directement concurrents de la Grande-Bretagne (Nigéria notamment). Interrogé sur l'éventualité d'une baisse du prix britannique, M. Mansa Salid al Oteiba, ministre des Emirats arabes unis, a déclaré, vendredi 9 décembre, à l'issue de la conférence :

« Nous ne permettrons pas à quiconque de casser les prix de l'OPEP », précisant que dans une telle éventualité, l'Organisation se réunirait immédiatement à nouveau.

Les ministres réunis à Genève ont en effet décidé de rester en contact étroit afin de convoquer très vite une nouvelle conférence extraordinaire, « à peu-être en février », a précisé le ministre koweïtien, « si les conditions du marché l'imposent. M. Al Oteiba a estimé que la demande adressée à l'OPEP s'élevait à 18,4 millions de barils par jour au premier trimestre 1984, ce qui, si l'OPEP respecte son quota de 17,5 millions de barils par jour, devrait « provoquer un déstockage de 800 000 à 900 000 barils par jour ». Pour le second semestre, il a prévu une chute de la demande à 16,4 millions de barils par jour. Il y aurait alors une reconstitution des stocks des compagnies de un million de barils par jour, « à moins que nous ne décidions de diminuer notre plafond », a ajouté M. Oteiba, précisant que le niveau des stocks mondiaux était actuellement « bas, entre quatre-vingts et quatre-vingt-dix jours » de consommation.

De son côté, M. Nahf, ministre algérien du pétrole, tout en reconnaissant que la conférence de Genève avait été « relativement difficile, mais l'une des plus responsables de l'Organisation », a souligné l'importance des « interférences » de la politique internationale avec la situation pétrolière. Le marché pétrolier n'est pas isolé du contexte international (...). L'année 1984 sera fertile en événements. Il faudra se voir beaucoup plus souvent », a-t-il déclaré, faisant allusion « entre autres » à la tension qui règne actuellement dans le golfe arabo persique.

à l'étranger

Le Monde

les communautaires

Le Monde

LES CONSEILS DURTE-VUE

NTS DE CHANGE

TRANSPORTS

LA DESSERTE MARITIME DE LA RÉUNION

Guerre du fret pour une île

Saint-Denis-de-la-Réunion. — On ne compte plus les motions de la chambre de commerce, les vœux de l'association pour le développement industriel de l'île, les lettres d'hommes politiques adressées aux pouvoirs publics pour leur demander de définir une politique claire de la desserte maritime de la Réunion. Ce besoin est particulièrement ressenti depuis l'apparition, sur les lignes maritimes Europe-Réunion, de compagnies qui ne font pas partie de la Conférence maritime internationale (1) : Madagascar, les Comores, la Réunion, Maurice (Cimacore). Après plusieurs tentatives infructueuses de diverses sociétés, la Méditerranée Shipping Company (M.S.C.) France, qui utilise des bateaux d'une société dont le siège est à Genève, s'est installée dans l'île en août 1979. Très rapidement, M.S.C. s'est taillé une belle part du

De notre correspondant

gâteau que constituent les 329 000 tonnes (en 1982) de marchandises importées d'Europe. Cette société outsider, agissant en franc-tireur grâce à des tarifs inférieurs de 30 % à 40 % à ceux de la Conférence, est parvenue à conquérir 30 % de ce trafic.

L'arrivée de M.S.C. n'a pas été sans influence sur les tarifs de fret,

dont l'éventail s'est considérablement rétréci. L'offensive n'a pas été non plus sans conséquence — néfaste — sur les résultats financiers des six compagnies (dont trois françaises) qui sont membres de la Conférence. On notera qu'en 1956 le pavillon français assurait 66 % du trafic destiné à l'île; sa part est passée, en 1982, à 24 %.

A l'occasion d'un voyage, début octobre, dans l'océan Indien, le président-directeur général de la Navale commerciale havraise péninsulaire (N.C.H.P.), M. Gilles Bouthillier, a pris position en termes particulièrement vifs, dénonçant la « concurrence déloyale » des outsiders. Le dirigeant de la compagnie, qui exploite six navires sur les quatorze de la Conférence, cite un exemple : « On trouve aujourd'hui, sur le marché mondial, des navires à affréter pour des tarifs de l'ordre de 24 000 F par jour, alors que le coût des bâtiments des flottes régulières, comme la nôtre, se situe entre 50 000 F et 100 000 F par jour. Nos concurrents utilisent des équipages de tiers-monde dont les salaires sont sans comparaison avec les coûts de la main-d'œuvre européenne. »

Concurrence déloyale ?

Le président-directeur général de M.S.C. France, M. André Miara, arrivé à la Réunion quelques jours avant le secrétaire d'Etat chargé de la mer, a plaidé son dossier auprès des mêmes responsables économiques et politiques.

Concurrence déloyale ? « Le transport d'un conteneur sur le trajet La Réunion-Durban coûtait 2 200 dollars en 1982, il revient aujourd'hui à 1 400 dollars. La Cimacore, commente M. André Miara, qui a placé la Réunion hors de la conjoncture mondiale, n'a pas fait bénéficier ses clients de cette baisse. Aujourd'hui, même la Cimacore facture 20 000 F le transport d'un conteneur de matériel électro-ménager pour le voyage Rouen-La Réunion-Durban, alors qu'elle fait payer 1 000 F pour le trajet Rouen-Durban. La Réunion aurait-elle pour vocation d'assurer, en tout temps et en toute circonstance, la rentabilité des activités de la Cimacore ? »

Accueillant M. Lenglagne pour une séance de travail, le président du conseil régional, M. Mario Hovan (parti communiste réunionnais), a résumé les souhaits des élus du département : « La desserte maritime de notre île, parce qu'elle conditionne étroitement son développement, suppose le respect de certains principes. Cette desserte doit être assurée avec régularité, la concurrence entre armements doit être organisée et contrôlée, la solidarité nationale, enfin, doit pleinement s'exprimer, ici plus qu'ailleurs. »

Hubert Bruyère.

(1) Une conférence maritime est un pool d'armateurs qui établit des règles relatives à la fréquence des départs des navires et qui fixe les taux de fret.

La C.G.T. juge positifs les plans de développement d'Air France et d'Air Inter

Air France, Air Inter et l'Aéroport de Paris mettront en œuvre, l'année prochaine, de nouveaux plans d'entreprise, triennaux pour la première, quinquennaux pour les deux autres. La C.G.T. juge positives certaines dispositions contenues dans ces plans.

Au cours d'une récente conférence, Mme Sylvie Salmon-Tharreau, secrétaire générale de la Fédération nationale des syndicats de transports C.G.T., a exprimé la satisfaction de son organisation sur le fait que les trois documents retiennent l'hypothèse d'une croissance des trois entreprises au cours des prochaines années (+ 4 % pour Air France, + 6 % pour Air Inter,

+ 3,5 à 4,5 % pour l'Aéroport de Paris) : « Nous apprécions positivement l'orientation du développement retenu », a dit Mme Salmon-Tharreau, d'autant plus qu'elle intervient dans un contexte difficile pour le transport aérien international. Mais elle a souligné que l'on dépasse néanmoins « la démarche actuelle de rentabilité financière à court terme qui marque ces plans », par un appel à la recherche et au développement de techniques nouvelles et par une politique de progrès social.

L'affirmation renouvelée par les trois entreprises de leur mission de service public est, pour la C.G.T., un autre acquis appréciable. La politique tarifaire d'Air Inter, la volonté générale de « soutenir et de favoriser les fabrications nationales », restent particulièrement sous attention, comme les perspectives d'investissements : engagement d'achat d'Airbus A-320 par Air France et Air Inter, agrandissement de l'aérogare d'Orly-Quai, construction d'un troisième module à Roissy II.

En revanche, la fédération est déçue de « volets sociaux » figurant dans les trois plans, constatant que « le progrès social », « la démocratie », n'y sont, dans tous les cas, envisagés que « comme inhérents aux résultats économiques de l'entreprise et du pays ». « Nous considérons, à l'inverse, que l'efficacité économique du transport aérien, sa croissance, sont liés au progrès social dans l'entreprise », a déclaré Mme Salmon-Tharreau. La C.G.T. entend lutter pour le maintien du pouvoir d'achat, l'augmentation plus rapide des bas et moyens salaires, la remise en ordre des classifications et un développement de l'emploi supérieur au niveau retenu.

LA CHUTE DU TRAFIC DU PORT DE MARSEILLE S'ACCENTUE

(De notre correspondant régional)

Marseille. — Pour la quatrième année consécutive, le Port autonome de Marseille (PAM) devrait enregistrer, en 1983, une diminution de son trafic, estimée à 7 % par rapport à 1982 (1). Ces mauvais résultats sont dus, essentiellement, au ralentissement de l'activité du complexe sidérurgique Solmer à Fos-sur-Mer et aux opérations de déstockage réalisées par les compagnies pétrolières. Malgré ces pertes de trafic et en dépit des difficultés persistantes de la réparation navale, le déficit d'exploitation du PAM devrait être ramené de près de 65 millions de francs en 1982 aux alentours de 60 millions.

« Nous admettons volontiers », a déclaré au cours d'une conférence de presse le président du PAM, M. Roger Huillet, que l'augmentation des tarifs intérieurs français soit limitée à 5 %. Mais nous ne comprenons pas que l'on nous oblige à respecter cette règle pour les trafics internationaux. Plus de 80 % des navires traités à Marseille sont étrangers et acquittent leur droit de passage en dollars. Pourquoi se priver d'une rentrée supplémentaire de devises ? Si nous ne pouvons pas moduler nos tarifs, ce sont, en définitive, les armateurs français qui seront pénalisés. »

G. P.

(1) Le trafic a été de 109 millions de tonnes en 1979, 103 en 1980, 97 en 1981 et 91 en 1982. Il devrait se situer en 1983 à près de 84 millions de tonnes, dont environ 62 millions de tonnes d'hydrocarbures.

LA CORSE

les horaires d'été 1984 sont parus

Vous pouvez dès le 13 décembre 1983 réserver vos places chez votre agent de voyages ou dans les agences SNCM.

SNCM
PARIS 12, rue Godot de Mauroy
75008 - Tél. (1) 265.67.50
Marseille 61, bd des Dunes
13002 - Tél. (91) 91.92.20

CAR-FERRIES SNCM

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

IZIS - LAPERCHE ou PICARD

Garanti 5 ans

1 blindage acier

15/10"

4 goujons d'acier

anti-dégondage

renforcement

du bâti bois par

1 cornière en acier

3 cornières anti-plac

à l'extérieur sur la

pourtour de la porte

Une barre de souli

OFFRE EXCEPTIONNELLE

(limitée)

(au lieu de 3.260 F)

3.200 F TTC

Port et décal. compris

PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.

11, rue Mirvald

92130 Issy-les-Moulineaux

554.58.08

554.41.95

CREDIT GRATUIT

3 Mois

PROGRAMME D'ACTION



Servir les collectivités locales partout en France en leur apportant notre expérience centenaire du bâtiment, du génie civil et des travaux publics et notre capacité d'innovation. Nous avons des compétences étendues dans l'aménagement urbain, les télé-systèmes, la valorisation des ordures ménagères et plus généralement dans les économies d'énergie.

Organiser sur des bases techniques et économiques performantes le cycle de l'eau tellement essentiel à la vie : captage, traitement, adduction, distribution, assainissement, irrigation... Poseurs de canalisations reconnus dans le monde entier, nous travaillons aussi bien dans les déserts que dans les sites urbains très denses.

Bâtir pour les familles des logements confortables, pour les collectivités les édifices nécessaires à la vie sociale (salle de sports ou de spectacles, hôpitaux, bureaux...), pour les industriels des usines rationnelles. Nos filiales de génie climatique et de second-œuvre sont renommées. Nous sommes le premier bâtisseur de maisons solaires.

Exporter notre savoir parce que nous croyons que la concurrence internationale forge l'aptitude à résoudre les problèmes, parce que l'économie française en a besoin, parce que nous avons déjà une réputation à soutenir au-delà des frontières comme gestionnaires de très grands chantiers et parce que nous voulons encore grandir.

Améliorer la qualité de la vie et l'environnement. C'est une ambition que nous comptons, malgré les difficultés, mener à bien. Les 12 000 agents de Sobe et de ses filiales qui participent, dans toutes les régions de France et à l'étranger, à nos activités en ont le goût et le talent. Tous les jours, sur le terrain, ils en donnent la preuve.

Siège : 280, avenue Napoléon-Bonaparte - 92506 Rueil-Malmaison - Tél. (1) 749.03.30

SOBEA

GROUPE SAINT-GOBAIN

54000^F c'est cadeau!

Citroën BX

Équipements de série : 5 portes, 4 freins à disque, Essuie-glace 3 vitesses, Feux de croisement et route à iode, Rétroviseur extérieur réglable de l'intérieur, Lunette AR chauffante, Serrure trappe à essence, Banquette AR rabattable (dossier), Becquet AR, Prise diagnostic. Consommations en litres aux 100 km : 5,6 l à 90 km/h, 7,5 l à 120 km/h, 7,7 l en parcours urbain. Prix clés en main. Tarif au 1^{er} juillet 1983.

CITROËN préfère TOTAL

CITROËN

150 000 000

APRÈS U
Les Dix ré
dans des conc

Après l'annonce de la victoire de la droite aux élections législatives, les dix républicains ont été élus dans des conditions de concurrence déloyale. Ils ont été élus dans des conditions de concurrence déloyale. Ils ont été élus dans des conditions de concurrence déloyale.

DANS LE « TIMES » DE LONDRES

« Nous sommes prêts à examiner avec réalisme le problème budgétaire britannique » écrit M. Pierre Mauroy

Le Premier ministre français, M. Pierre Mauroy, a déclaré à la presse à son retour de Londres que son gouvernement était prêt à examiner avec réalisme le problème budgétaire britannique.

FINANCES

BANQUE MONDIALE
DEBLOQUE
MILLIONS DE DOLLARS
POUR LES PHILIPPINES

La Banque mondiale a annoncé qu'elle débloquent 100 millions de dollars pour les Philippines. Cette aide est destinée à financer des projets de développement.

Le président de la Banque mondiale, Robert Triffin, a déclaré que cette aide était une démonstration de la solidarité internationale.

Le ministre des Finances français, M. Jacques Delors, a déclaré que son gouvernement était prêt à examiner avec réalisme le problème budgétaire britannique.

Le ministre des Finances britannique, M. Nigel Lawson, a déclaré que son gouvernement était prêt à examiner avec réalisme le problème budgétaire britannique.

Le ministre des Finances français, M. Jacques Delors, a déclaré que son gouvernement était prêt à examiner avec réalisme le problème budgétaire britannique.

Le ministre des Finances britannique, M. Nigel Lawson, a déclaré que son gouvernement était prêt à examiner avec réalisme le problème budgétaire britannique.

Le ministre des Finances français, M. Jacques Delors, a déclaré que son gouvernement était prêt à examiner avec réalisme le problème budgétaire britannique.

MARCHÉ COMMUN

APRÈS L'ÉCHEC DU SOMMET D'ATHÈNES

Les Dix réexaminent le dossier agricole dans des conditions plus que jamais difficiles

Bruxelles (Communauté européenne). — Après l'échec d'Athènes, le débat agricole au sein de la C.E.E. va se dérouler dans des conditions extraordinairement difficiles : surtout si les organisations professionnelles, par inquiétude ou par calcul, commencent la faute de ne pas calmer le jeu. Lors du conseil agricole, qui se tient les 12 et 13 décembre à Bruxelles, M. Rocard, à qui il reviendra, à

partir du 1^{er} janvier 1984, d'en assurer la présidence, indiquera peut-être selon quel schéma il considère que les Dix peuvent encore raisonnablement progresser.

L'élément nouveau de la bataille, c'est la nécessité de fixer au printemps les prix agricoles. M. Pöhl Dabagier, le commissaire compétent, a fait circuler une note dès le lec-

demain d'Athènes, indiquant que, compte tenu des ressources disponibles en 1984, on ne pouvait pas augmenter les prix et qu'il faudrait néanmoins appliquer les mesures de rationalisation et d'économies proposées par la commission et longuement étudiées par les Dix entre Stuttgart et Athènes.

Une crise salutaire ?

De notre correspondant

Bruxelles, n'est pas mécontent d'une crise dont il espère que les effets, au bout du compte, seront salutaires. « La crise est la condition sine qua non, du moins nécessaire, à un règlement durable du contentieux communautaire. Depuis 1980, M. Thatcher n'a rencontré aucune résistance ferme », commente, visiblement, point trop mécontent des événements, une haute personnalité d'un « petit » pays membre de la Communauté.

Les Neuf ont-ils une chance de rester unis, dans une situation qui promet d'être difficile, face aux exigences de M. Thatcher ? « La condition préalable pour que les Neuf tiennent, c'est que la France sienne. Il ne faut pas oublier que c'est M. Glavard d'Estaing qui a glissé le premier, en 1980. Si les Français résistent, il y a une bonne chance pour que les autres les suivent », poursuit notre interlocuteur. Il note : « Une plus grande détermination chez les Néerlandais, qui étaient en chute libre en 1980... la fermeté des Danois et des Italiens... »

Reste le cas des Allemands. Avant Athènes, ils ont successivement flirté avec les Anglais et avec les Français, ce qui révèle non du machiavélisme, mais de profondes contradictions internes. M. Schmidt, quand il occupait la chancellerie, était excédé, lui aussi, de voir son pays éternel payeur dans une Communauté qu'il jugeait peu efficace. Mais, considérant les intérêts nationaux de l'Allemagne et la nécessité de faire équilibre à la puissance des États-Unis, qui l'avaient déçu au dernier moment, au moins depuis 1977, il arbitrait régulièrement en faveur de l'Europe et de la coopération avec la France. Ce recadrage au profit de la Communauté est-il encore possible avec la coalition au pouvoir à Bonn ?

Neuf contre un

A Athènes, les Allemands de l'Ouest ont fléchi, ils n'ont pu se rendre à l'évidence que les Neuf devaient se montrer unis pour que les Britanniques corrigent le tir. Car l'objectif, pour tous, demeure bien d'échapper à la logique de M. Thatcher, de remettre en cause l'accord de mai 1980, qu'elle inter-

Pour la première fois

UN CONSEIL DES MINISTRES EUROPÉEN TRAITE DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Pour la première fois dans l'histoire de la C.E.E., un conseil des ministres européen traite exclusivement, lundi 12 décembre, à Bruxelles, de la protection des consommateurs.

Ce conseil tentera d'harmoniser les législations nationales sur la publicité trompeuse et le démarchage à domicile, et de renforcer la protection des consommateurs face aux produits dangereux ou défectueux.

Le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) a accueilli très favorablement cette initiative, estimant que, jusqu'ici, l'Europe s'est peu intéressée aux problèmes de la consommation (0,005 % du budget).

En dix ans, deux directives ont été adoptées : une sur l'étiquetage d'information, l'autre sur la fixation du prix à l'unité des denrées alimentaires.

En matière de démarchage à domicile, plus de quarante réunions d'experts n'ont pas permis aux États membres de se mettre d'accord sur le projet qui prévoit l'obligation d'un contrat écrit et un délai de réflexion de sept jours.

En outre, il s'agit d'organiser entre les Dix un système d'information sur les produits dangereux.

PHILIPPE LEMAITRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



Aéroport de Paris

ECU 25.000.000

Obligations 11 3/4 % 1983-1993

Garanties inconditionnellement par la République Française

Crédit Commercial de France • Société Générale • Société Générale de Banque S.A. Banque Bruxelles Lambert S.A.

Amro International Limited • Banque Générale du Luxembourg S.A.

Banque Internationale à Luxembourg S.A. • Banque Nationale de Paris

Caisse des Dépôts et Consignations • Crédit Commercial de Belgique S.A./Gemeentekrediet van België NV.

Crédit Lyonnais • Kleinwort, Benson Limited

Kreditbank International Group • Nomura International Limited

Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Algemeine Bank Nederland NV • Al-Mid Group • Bank/Banque Ilyria • Bank Glatfelter, Kunz, Rumpel (Overseas) Limited • Banque du Benelux S.A. Banque Paribas • Banque Privée de Gestion Financière S.B.G.E. • Banque de l'Union Européenne • Banque Worms Bayerische Landesbank Girozentrale • Badener Handels- und Frankfurter Bank • Caisse Centrale des Banques de France Compagnie Monégasque de Banque • Crédit Agricole • Crédit Commercial de France (Suisse) S.A. • Crédit Européen S.A. Luxembourg Crédit Général S.A. de Banque • Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine • Crédit Industriel et Commercial • Crédit du Nord Credit Suisse First Boston Limited • Dai-ichi Kangyo International Limited • Daiwa Europe Limited • Den norske Creditbank (Luxembourg) S.A. S.A. Dettling NV • Dominion Securities Ames Limited • Dresdner Bank Aktiengesellschaft • Enskilda Securities Scandinaviska Enskilda Limited Genossenschaftliche Zentralbank AG Vöhringen • Girozentrale und Bank der österreichischen Sparkassen Aktiengesellschaft • Hambro Bank Limited ICB International Limited • Istituto Bancario San Paolo di Torino • Kreditbank NV • Lehman Brothers Kuhn Loeb International, Inc. Nederlandsche Handelsbank NV • Nederlandsche Credietbank NV • The Nikko Securities Co. (Europe) Ltd. • Nippon European Bank S.A. Orion Royal Bank Limited • Postbank, Vm Compagnie et Cie S.C.S. • VE Christenbank (UK) Ltd. • Pörschank A/S Rabobank Nederland • Smith Barney Harris Upham & Co. Incorporated • Société Européenne de Banque S.A. Société Générale Alacranne de Banque • Société Générale de Banque • Sumitomo Finance International The Tokyo-Mitsubishi Bank (Luxembourg) S.A. • Union Bank of Norway Ltd. • S.G. Warburg & Co. Ltd.

Nouvelle Emission • le 23 novembre 1983

DANS LE « TIMES » DE LONDRES

« Nous sommes prêts à examiner avec réalisme le problème budgétaire britannique » écrit M. Pierre Mauroy

Le Times de Londres publie ce lundi 12 décembre un point de vue de M. Pierre Mauroy sur les suites à donner au conseil européen d'Athènes. Le premier ministre français écrit notamment : « Nous sommes disposés à soumettre la politique agricole commune à des disciplines raisonnables, à condition, bien entendu, que l'effort consenti soit également partagé entre nous. Cela suppose en particulier que les conditions d'une concurrence loyale soient rétablies et

le marché réellement commun.

« Nous sommes également prêts à examiner avec réalisme et souci de solidarité le problème de la situation budgétaire de la Grande-Bretagne », ajoute M. Mauroy. Cette question fait l'objet, depuis trop longtemps, de querelles qui nuisent à son fonctionnement de la Communauté. Il doit être bien clair, en revanche, qu'il y a un certain nombre de points fondamentaux sur lesquels nous ne pourrions pas transiger. L'agriculture européenne, en premier lieu, doit pouvoir, à l'avenir, tirer le plus grand parti possible de ses capacités, affirmer sa vocation exportatrice pour jouer son rôle dans l'équilibre de nos paiements extérieurs, et remplir son devoir à l'égard du tiers-monde. Il ne peut, d'autre part, être question de ruiner les principes de base de la C.E.E. (...). La solidarité financière des ressources propres, la préférence communautaire. Nous sommes prêts, je l'ai dit, à corriger ce qu'il peut y avoir d'excessif dans les situations budgétaires actuelles, mais cela ne peut, en aucune façon, conduire à ruiner les principes de base de la C.E.E., auxquels chacun de nous a souscrit en toute connaissance de cause. »

« Diminution du déficit commercial en Italie. Le commerce extérieur de l'Italie s'est redressé en octobre, le déficit étant ramené à 222 milliards de lire (environ 1 milliard de francs) contre 1 768 milliards de lire en septembre dernier et 1 125 milliards de lire en octobre 1982.

FINANCES

LA BANQUE MONDIALE DÉBLOQUE 3 MILLIONS DE DOLLARS POUR LES PHILIPPINES

Manille (A.F.P.). — La Banque mondiale a approuvé le versement d'une nouvelle tranche de 83 millions de dollars du prêt d'ajustement structurel de 302 millions de dollars accordé aux Philippines en avril dernier, a-t-on annoncé le 10 décembre de source présidentielle.

Par ailleurs, a-t-on indiqué de même source, la Banque américaine d'import-export décide de continuer à satisfaire les besoins financiers du commerce extérieur philippin.

Selon le président Marcos, ces informations reflètent « la confiance des institutions financières internationales dans les efforts du pays pour redresser son économie ». Les Philippines, dont la dette extérieure atteindrait 25 milliards de dollars, ont dû négocier en novembre avec les trois cent cinquante banquiers créanciers du pays le renouvellement de quelque 3 milliards de prêts à court terme venant à échéance avant le 15 janvier 1984.

En outre le pays demande le rééchelonnement de plus de 9 milliards de dollars de dettes supplémentaires venant à échéance entre 1984 et 1986 inclus.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		ON MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	+ les	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	8,360	8,360	+ 130	+ 140	+ 250	+ 300	+ 600	+ 700
DM	6,760	6,760	+ 115	+ 125	+ 230	+ 290	+ 600	+ 700
Yen (100)	3,540	3,540	+ 120	+ 130	+ 310	+ 340	+ 930	+ 930
DM	3,630	3,630	+ 140	+ 170	+ 287	+ 310	+ 850	+ 900
Mark	2,712	2,712	+ 135	+ 150	+ 250	+ 280	+ 740	+ 790
E.R. (100)	14,978	14,978						
ES	3,745	3,745	+ 200	+ 270	+ 400	+ 520	+ 1,420	+ 1,500
L. (1 000)	5,014	5,014	+ 210	+ 270	+ 400	+ 520	+ 1,420	+ 1,500
C.	11,991	11,991	+ 285	+ 340	+ 535	+ 630	+ 1,400	+ 1,670

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/8	3/4	7/8	10/14	15/16	18/16	10/16	10/16
SE-IL	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8
DM	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
FR (100)	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
ES	2	2 1/4	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16
L. (1 000)	15 1/2	16 1/2	16 3/4	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
E.	8 7/8	9	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
E. Imp.	11 5/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

adeau
Citroën BX

Gérez votre trésorerie

PROVAL EMPLOI

Fonds Communs de Placement de trésorerie
axés sur les plus-values taxées à 15 %.

Performances (du 30.09.82 au 30.09.83) :
Valeur liquidative accrue de 14,01 %.

Disponibilité tous les 15 jours.



NIVARD, FLORNOY & CIE
Agents de Change
20, boulevard Montmartre, 75009 PARIS

A réception de votre carte de visite, nous vous
adresserons une **documentation précise**,
sans engagement de votre part, sur toute notre
gamme de Fonds Communs de Placement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Rejoignez
un
nouveau monde



ACCOR
Augmente son capital

ACCOR : une entreprise d'hôtellerie, de restauration, et de services à l'échelle mondiale.
45 hôtels dans 45 pays, 195 millions de repas dans la restauration collective et publique.
Leader mondial du Ticket-Restaurant.
Des marques très connues : Novotel, Sofitel, Mercure, Courcheville... 35 000 personnes.
Un volume d'affaires de près de 8 milliards de F en 1983 dont 40% à l'étranger.
Des investissements importants pour conforter ses axes stratégiques :
- un développement accéléré dans l'hôtellerie, principalement à l'étranger,

- des positions renforcées en restauration,
- une croissance internationale du Ticket-Restaurant.

Emission de 1 746 654 actions nouvelles de F 100 nominal à souscrire en numéraire, au prix de F 140, à raison de 1 action nouvelle pour 4 actions anciennes.
Jouissance : 1^{er} janvier 1984.
souscription ouverte du 5 décembre 1983 au 5 janvier 1984 inclus.

Une note d'information ayant reçu le visa COB n° 85-316 en date du 22 novembre 1983 est à la disposition du public. BALO du 28 novembre 1983.

MARCHÉ COMMUN

LA VISITE DE M. SHULTZ A BRUXELLES

Une détente dans les relations commerciales entre la C.E.E. et les Etats-Unis

Bruxelles (Communautés européennes). — Détente dans les relations commerciales, notamment agricoles, entre la C.E.E. et les Etats-Unis : telle est l'impression qui prévaut après la visite que M. Shultz, le secrétaire d'Etat, accompagné de quatre membres du cabinet américain, a rendue vendredi à la Commission européenne.

L'an passé, à la même époque, les Etats-Unis pressaient la Communauté de mettre un terme à sa politique de subventions à l'exportation des excédents agricoles et men-

De notre correspondant

coient d'exercer des représailles dans le cas où ils ne seraient pas entendus. La perspective d'une guerre commerciale transatlantique semblait très réelle. « Quand quelque chose de très désagréable risque de se produire et ne se produit pas, c'est un progrès considérable. L'année dernière, on a mis au point une procédure de consultation. Nous avons pu progresser quelque peu, chacun de nous est resté calme. On a pu éviter les plus graves tensions. Je

pense que, dans un avenir proche, il n'y aura pas de grands conflits parce que nous savons que les uns et les autres nous faisons la nécessaire pour éviter la détérioration de nos relations commerciales », a résumé M. Shultz.

Même souci d'apaisement s'agissant de l'acier. La Bethlehem Steel, en déposant une plainte contre les importations de produits sidérurgiques aux Etats-Unis, venait-elle remettre en cause l'accord d'autorisation conclu avec la C.E.E. en octobre 1982 ? « Je crois que plusieurs producteurs américains importants sont hostiles à une telle initiative et seraient prêts à venir déposer contre elle devant la juridiction compétente. L'administration, pour sa part, considère que l'accord a fonctionné de façon satisfaisante et ne souhaite pas qu'il y ait une telle attitude », a répondu M. Baldrige, le secrétaire au commerce.

Ce souci de préserver des relations commerciales importantes (90 milliards de dollars d'échanges entre la C.E.E. et les Etats-Unis) ne fait pas disparaître les prévisions des Américains à l'égard de la politique agricole commune. « Vous devez régler vos problèmes en famille sans que ce soit à nos dépens », ont-ils dit sur tous les tons tant à propos de la réforme de l'Europe verte qu'à celui de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. M. Block, le secrétaire à l'agriculture, a répété qu'il était opposé à une limitation des exportations des produits de substitution de céréales vers la C.E.E. L'entrée de l'Espagne dans la Communauté et la réorientation du commerce agricole qui pourrait en résulter (qui devrait en résulter, a souligné le même jour à Bruxelles M. Cheysson) constituent déjà un sujet de préoccupation pour l'administration américaine. Aujourd'hui, pour l'essentiel, les importations agricoles espagnoles viennent des Etats-Unis. Après l'adhésion, le jeu de la préférence communautaire entraînera normalement une modification de ce courant d'échanges au profit des pays de la C.E.E.

MARCEL SCOTTO.

Ph. L.

Les Dix considèrent que la réduction du temps de travail est un moyen de diminuer le chômage des jeunes

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires sociales de la C.E.E. ont adopté le 8 décembre une résolution sur la promotion de l'emploi des jeunes. Le texte des Dix engage les gouvernements à « créer des possibilités d'emplois supplémentaires en vue de réduire progressivement le taux de chômage des jeunes de façon significative ».

Il annonce à cette fin toute une série de mesures qui portent notamment sur l'insertion professionnelle, les aides à l'embauche et à la création d'entreprise, le recrutement dans les services publics ou d'utilité collective. Malgré les réserves de la délégation danoise, les Dix ont retenu la réduction du temps de travail comme un moyen de diminuer le chômage des jeunes. Les Etats membres marquent ainsi leur intention d'encourager les partenaires sociaux à faire appel à cette méthode pour favoriser le recrutement des chômeurs de moins de vingt-cinq ans (un quart des onze millions de personnes à la

recherche d'un emploi dans la C.E.E.).

En dépit des apports modestes de la résolution, M. Bérégovoy a jugé utile l'appel des Dix qui « marque la volonté commune des Etats membres de la C.E.E. malgré l'échec du sommet d'Athènes ».

Les ministres ont continué leurs travaux entamés il y a quatre ans sur la mise en place d'une politique communautaire en matière de réduction du temps de travail. A l'évidence, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a l'intention de pousser ce dossier sous la présidence française (premier semestre 1984). Pour M. Bérégovoy, les gouvernements doivent indiquer leur orientation, mobiliser les forces sociales et définir les mesures d'accompagnement même si « cela ne signifie pas que la mise en œuvre relève de l'Etat ». Vouloir reconnaître pleinement les responsabilités des partenaires sociaux, il a considéré que la C.E.E. doit apporter une réponse à la Confédération européenne des syndicats (CES) qui souhaite « une démarche communautaire de réduction du temps de travail ».

LA C.F.D.T. ET LA C.F.T.C. DÉNONCENT L'ÉCHEC DU SOMMET D'ATHÈNES

« L'échec du sommet européen d'Athènes est grave et consternant », a déclaré, le 9 décembre, M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint de la C.F.D.T. « Cet échec témoigne de l'absence de volonté politique des gouvernements de faire de la Communauté européenne un ensemble économique, social et politique capable de répondre aux problèmes graves du moment et d'affronter en position offensive les défis majeurs de l'avenir. » Dénonçant les « intérêts nationaux et les replis égoïstes dominants de plus en plus le débat européen », M. Chérèque a affirmé que « la C.F.D.T. considère que cette situation charge singulièrement de responsabilité le président de la République et le gouvernement français pour les prochains mois. Elle attend d'eux que leurs efforts prioritaires portent à lever les obstacles actuels pour opérer par des mesures concrètes la relance indispensable du travail communautaire, notamment dans les domaines industriel et social ».

De son côté, la C.F.T.C. estime qu'« il n'y a pas d'alternative au renforcement de la Communauté européenne ». Pour la centrale chrétienne, « personne n'a le droit de remettre en cause cet acquis inestimable, d'autant moins que les solutions à la crise actuelle passent étonnamment par un effort commun dans la recherche, dans les politiques monétaire, industrielle, commerciale et sociale et dans la mise en œuvre d'un programme international de développement du tiers-monde ».

c'est facile,
c'est pas cher,
et ça peut rapporter gros



13.83 LO

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

de *Angèle Schlumberger, Hallet, S. & L.*

L'assemblée générale des actionnaires réunie le 7 décembre a nommé aux fonctions d'administrateur M. Guy Dejouany, président-directeur général de la Compagnie générale des eaux et ratifié la cooptation comme administrateur, faite en cours d'exercice, de M. Jean François, vice-président directeur général de Lafarge-Coppée et de M. Robertus Hazellhoff, membre du Managing Board d'Algemeen Bank Nederland.

Après ces nominations, le conseil d'administration et la direction de N.S.M. S.A. sont ainsi composés :

- Président : Remy Schlumberger
- Vice-présidents : Robertus Hazellhoff, Jean-Louis de Neufville
- Administrateurs : Lorrain Cruse, Guy Dejouany, Jean François, Jean Labasse, Eric O. Langelaar, Bernard Monnier, Peter J. Pistor, Christian de Fournet, Guy d'Ussel
- Directeur général : Guy d'Ussel

UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE U.I.F.

Le conseil d'administration s'est réuni le 5 décembre 1983.
Après avoir examiné la situation provisoire du bilan au 30 juin 1983, il a pris connaissance du compte rendu d'activité et des perspectives de résultats de la société pour l'exercice de l'exercice.
Dans un marché locatif très soutenu, le domaine immobilier de la société est loué pratiquement à 100 %.
Les travaux de construction de l'immeuble de vingt-sept appartements à Issy-les-Moulineaux suivent leur cours normalement. Son achèvement est prévu pour mai 1984.
Au vu des résultats prévisionnels de l'exercice, une progression du dividende est dès maintenant prévisible.

13.83 LO

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **LIU** : la Crise finale, d'Ervin Laszlo.
- Lettres du Monde.

ÉTRANGER

34. **PROCHE-ORIENT**
- La crise libanaise et le sort des Palestiniens de Tripoli.
4. **EUROPE**
- **POLOGNE** : C'est qui a respiré l'air de la liberté ne se laissera pas abattre », déclare M. Walesa dans le discours lu en son nom à Olsztyn.
5. **ASIE**
- **BANGLADESH** : le général Ershad se proclame chef de l'État.
6. **DIPLOMATIE**
- Les Soviétiques vont-ils suspendre les conversations de Vienne ?
6-7. **AFRIQUE**
- **DUBOUTI** : la stabilité politique et les concours extérieurs permettant une amorce de développement.
8. **AMÉRIQUES**

POLITIQUE

- 9 à 11. Les élections partielles.
12. Le vote du budget au Sénat.

SOCIÉTÉ

14. Au Mans, une nouvelle affaire de fausses factures.
15-16. **SPORTS** : Wilander champion d'Australie. Les équipes françaises de ski alpin renouent avec le succès.
20. **ÉCHOS**

RÉGIONS

18. **ILE-DE-FRANCE** : Point de vue : « Des cités dans les jardins », par Bernadette Prevost-Marcilhacy.

CULTURE

21. **THÉÂTRE** : la reprise de *Mademoiselle Julie*.
- **MUSIQUE** : le gala Calles à l'Opéra.
41-42. **COMMUNICATION**
- M. André Rousselet à R.T.L.-le Monde.
- Le projet de loi sur la presse à l'Assemblée nationale.
- La législation sur la presse à l'étranger.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

23. Pour éviter à l'avenir le sort de la sidérurgie, Péchiney essaime à l'étranger.
24. Nouvelles initiatives pour le développement des marchés à terme.
25. La France doit changer sa politique de coopération pour répondre aux besoins du tiers-monde.
26. Notes de lectures d'Alfred Sauvy.

ÉCONOMIE

43. **SOCIAL** : les négociations sur l'assurance-chômage.
- **AFAIRES** : l'assemblée générale du C.N.P.F.
- **ÉNERGIE**
44. **TRANSPORTS** : la desserte maritime de la Réunion.
45-46. **MARCHÉ COMMUN** : après l'échec du sommet d'Athènes.

- RADIO-TÉLÉVISION (41)**
INFORMATIONS
- **SERVICES** (17) : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- **ANNONCES CLASSÉES** (27 à 40) ; **CARNET** (20) ; **PROGRAMMES DES SPECTACLES** (22) ; **MARCHÉS FINANCIERS** (47).

Le numéro de « Monde » daté 11-12 décembre 1983 a été tiré à 459 179 exemplaires

CADEAUX EN TISSUS

- Etamines et soies
- Châles et écharpes
- Mètres « couture »
- Carrés et foulards
- «Idées» et coussins
- Mètres «décoration»

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Pas d'accord sur l'augmentation des ressources de l'AID

Après deux jours de vaines discussions aux bureaux parisiens de la Banque mondiale, les délégués (hauts fonctionnaires) des treize-trois pays donateurs de l'Association internationale de développement (AID) se sont séparés sans résultat, en décidant toutefois de se réunir à nouveau en janvier, probablement les 11 et 12 de ce mois à Washington.

Comme on pouvait s'y attendre (le 11-12 décembre), le chef de la délégation américaine, M. Marc Leland, n'a pas bougé d'un iota de sa position : les États-Unis ne sont disposés à contribuer qu'à concurrence de 25 % du total et pour un montant de 750 millions de dollars seulement, ce qui correspond à un budget de 9 milliards de dollars pour la prochaine période triennale (la septième) de fonctionnement de l'AID, filiale de la Banque mondiale spécialisée dans l'aide aux pays les plus pauvres en leur accordant des prêts à cinquante ans ne portant pas intérêts.

Le temps presse, car l'AID n'aura plus de ressources à partir du 30 juin 1984, qui marquera la fin de l'exercice en cours pour lequel les États-Unis ont encore fourni 945 millions de dollars.

Selon M. André Delattre, représentant spécial de la Banque mondiale pour l'AID (et ancien directeur du Crédit national), la réunion a toutefois été utile en ce sens que les autres donateurs ont fermement exprimé leur soutien à une reconstitution plus importante des res-

sources de l'AID égales aux 12 milliards recommandés par le président (américain) de la Banque mondiale. Il reste que les pays contributeurs ne sont pas prêts à augmenter leur part. C'est ainsi que la France, qui fournit actuellement 5,38 % des ressources de l'AID, est prête de porter sa contribution à environ 7 %, mais elle voudrait se limiter à 6 %. Seul le Japon, qui contribue déjà pour 13 % environ, se déclare prêt à aller jusqu'à 15 % ou 16 %, mais à condition que les autres pays s'engagent à lui accorder la place de deuxième actionnaire de la Banque mondiale après les États-Unis, à l'occasion de la prochaine augmentation de capital de cette institution.

La grève du 14 décembre à la radio et à la télévision

SITUATION BLOQUÉE

La situation est toujours bloquée dans le service public de l'audiovisuel. Lundi 12 décembre en fin de matinée, les syndicats des personnels techniques et administratifs des sociétés issues de l'O.R.T.F. n'avaient toujours reçu aucune invitation à se réunir de la part de l'Association des employeurs, qui avait annulé la rencontre prévue pour le 6 décembre. M. Jacques Pomonti, président de l'association, devait présenter à cette occasion un second projet de système salarial.

Les syndicats C.F.D.T., C.G.T. et F.O. maintiennent en conséquence le préavis de grève générale « à durée non déterminée » déposé pour mercredi 14 décembre, la C.F.T.C. et la C.G.C. ne s'associant pas au mouvement.

Il semble que la pierre d'achoppement réside dans la position de la commission interministérielle des salaires, qui a voté à ce propos sur les rémunérations du secteur public. Celle-ci aurait en effet jugé le système élaboré par l'association des employeurs comme insuffisamment rigoureux dans le contexte général de la politique de lutte contre l'inflation suivie par les pouvoirs publics.

A Poissy

L'USINE TALBOT DEMEURE BLOQUÉE PAR LES MOUVEMENTS DE GRÈVE

L'usine Talbot de Poissy (Yvelines) était toujours paralysée ce lundi 12 décembre par le mouvement de grève de la C.G.T. et de la C.F.D.T. La C.G.T. a appelé les huit mille ouvriers de l'équipe du matin à se présenter à leur poste « pour décider de la suite de l'action ». Une partie des O.S., en grève totale depuis mercredi soir à l'appel de la C.G.T. puis de la C.F.D.T. — pour obtenir l'annulation des 2 905 suppressions d'emploi — sont restés chez eux dans l'attente de nouvelles. Cependant, des assemblées d'ouvriers se déroulaient sur les lieux de travail et l'on s'orientait, semble-t-il, vers une nouvelle reconduction de la grève, au-delà de lundi.

L'usine de Poissy devrait être d'autant plus paralysée que la direction, dès le mois dernier, avait décidé de mettre en chômage technique l'équipe d'après-midi, soit la moitié du personnel, pour deux semaines à partir de ce lundi, juste avant la cinquième semaine de congés payés accordée à l'ensemble de l'effectif entre le 23 décembre et le 2 janvier.

Le 1^{er} janvier 1984, hausse de 3,05 % du plafond de la Sécurité sociale

Le ministre des affaires sociales a annoncé, le lundi 12 décembre, que le « plafond » utilisé pour calculer le montant des cotisations à la Sécurité sociale sera porté à 3 110 francs le 1^{er} janvier 1984 (à cette date, il se situait à 3 010 francs). Il ne s'appliquera plus que pour la retraite et les allocations familiales, les cotisations d'assurance-maladie portant désormais sur la totalité du salaire.

La hausse est de 3,05 % par rapport à la valeur actuelle du « plafond »

(7 870 francs depuis le 1^{er} juillet 1983) et de 9,45 % par rapport au chiffre de janvier 1983 (7 410 francs), soit un peu plus que la hausse des prix prévisibles pour 1983.

Selon le ministre, « cette revalorisation modérée », conséquence de la « déflation » des bas salaires, « permettra de ne pas accroître le poids des charges sociales des entreprises ».

ROLEX
GENÈVE

Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

La collection complète Rolex Oyster, chez:

Aldebert
16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

A la Grenade

LES DERNIÈRES TROUPES DE COMBAT AMÉRICAINES SONT RAPATRIÉES

Les dernières troupes de combat américaines encore à la Grenade depuis le débarquement du 25 octobre, doivent être rapatriées aux États-Unis ce lundi 12 décembre, ont annoncé, samedi 10, de hauts fonctionnaires du Pentagone et de la Maison Blanche, qui ont requis l'anonymat.

Cette mesure concerne neuf cent quinze parachutistes. En outre, sept cents autres soldats chargés du soutien au sol des combattants doivent être rapatriés le 16 décembre. Seuls restent donc à la Grenade trois cents membres de la police militaire, et des techniciens qui seront chargés du maintien de la sécurité aux côtés de la force caribéenne de paix qui est en train d'être constituée.

D'autre part, le nouveau président du Conseil consultatif (gouvernement provisoire), M. Nicholas Brathwaite, a indiqué, samedi, que le délai initialement prévu pour organiser les prochaines élections, soit six mois, lui paraissait trop court. Il a fixé comme nouvelle date Noël 1984. Les inscriptions sur les listes électorales devant s'effectuer entre mars et mai avec l'aide du gouvernement de la Barbade.

M. Brathwaite a ainsi défini ses trois objectifs prioritaires dans les mois à venir : mise en place de services publics efficaces ; restitution d'une atmosphère de sécurité, de sorte que les Grenadins se remettent au travail ; lutte contre le chômage. Sur ce dernier point, M. Brathwaite veut créer des emplois pour les quelque deux mille membres de l'armée révolutionnaire du peuple de l'ancien gouvernement de M. Bishop, qui se trouvent aujourd'hui en situation de « personnes déplacées ». — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

En Israël

ARRESTATION D'UN COLON JUIF SOUPÇONNÉ D'AVOIR TUÉ UNE PALESTINIENNE

La police israélienne a arrêté dimanche 11 décembre, un colon juif de vingt-et-un ans, M. Ephraïm Segal, soupçonné d'être l'un des auteurs du meurtre d'une jeune Palestinienne de Naplouse (Cisjordanie). Le jeudi 8 décembre, victimes de jets de pierres, deux Israéliens avaient poursuivi leurs agresseurs réfugiés dans une boulangerie. Les deux hommes, en ouvrant le feu, avaient tué la fille du boulanger âgée de onze ans, Alcha El-Benech, et blessé sa sœur, avant de prendre la fuite. M. Segal appartient à l'implantation d'Elon-Moreh, constituée en 1979 par des militants américains de Gush Emounim (Bloc de la foi). A l'époque, la loi suprême d'Israël avait jugé « illégale » la création de cette colonie.

D'autre part, un soldat israélien, en patrouille dans les faubourgs de Salfia (Liban-Sud), a été tué samedi 10 décembre par l'explosion d'une bombe.

SOUDAN

Exploration des tréfonds du SOUDAN en camion aménagé
PRIX : 12 000 F
Circuit accompagné par un spécialiste
14 personnes maximum
PEUPLES DU MONDE
10, rue de Turin
75004 PARIS
271-50-36

Sur le vif

Vox populi

Vous savez le formidable prestige dont jouissait la presse aux États-Unis depuis le Watergate. Eh bien, c'est fini. Un récent sondage analysé avec lucidité et courage le semaine dernière par *Time Magazine* indique, en effet, que la confiance accordée par les Américains aux médias est tombée de 39 % à 13,7 %. Ils accusent et les têtes et les grandes journaux, dont la tendance libérale n'est un secret pour personne, d'être trop systématiquement opposés à la politique de l'administration Reagan.

Ainsi l'interdiction faite à la presse d'accompagner les « marines » à la Grenade n'a-t-elle scandalisé que les journalistes. C'en est au point, explique dans cet article l'un des rédacteurs en chef du *New York Times*, que, aux yeux d'une bonne partie de l'opinion, si les reporters voulaient être de la partie, ce n'est pas pour rendre compte des opérations au peuple, mais « pour les saboter, au contraire, pour les ridiculiser ».

CLAUDE SARRAUTE.

La mystérieuse disparition de deux Britanniques en France

Le noyé découvert le 2 décembre dans la matinée par les gendarmes maritimes dans la rade de Brest a été identifié, samedi 10 décembre. Il s'agit de Niall Campbell, quarante-deux ans, expert en provision économique à la société internationale Imperial Chemical Industry (I.C.I.), disparu depuis le 1^{er} décembre à Paris. Une première autopsie a permis de conclure à la mort par noyade.

Le 1^{er} décembre, après une réunion d'affaires, Niall Campbell avait quitté son hôtel, dans le quartier des Champs-Élysées, pour faire quelques courses avant de reprendre l'avion pour Londres. Il avait laissé à la réception tous ses papiers et ses affaires personnelles dans un attaché-cas. D'après un témoignage, il aurait été approché la veille par un agent des services secrets britanniques qui lui aurait fait des offres de collaboration. Toutefois, selon un parent de la victime, ces affirmations seraient sans fondement.

Un autre Britannique a disparu à Paris le 29 novembre dans des circonstances similaires : il s'agit de M. Robert John Graham, vingt-cinq ans, qui avait quitté sa chambre en fin d'après-midi ; depuis on ne l'a plus revu. En l'état actuel de l'enquête, les policiers français et britanniques estiment qu'aucun lien apparent n'existe entre ces deux disparitions. Le sixième cabinet de délégation judiciaire vient de charger le S.R.P.J. de Rennes de continuer l'enquête sur la mort de Niall Campbell. La D.S.T. a démenti les

rumours d'espionnage qui ont couru sur ces disparitions.

Selon notre correspondant à Brest, le caractère mystérieux des conditions dans lesquelles Niall Campbell a quitté Paris pour se rendre à Brest soulève néanmoins plusieurs questions. Le suicide paraît peu vraisemblable. On a émis l'hypothèse d'un espionnage des installations militaires — le corps a été retrouvé non loin de l'île Longue — ou d'une affaire de drogue à laquelle Niall Campbell aurait pu être mêlé.

● **Atterrissage d'urgence d'un avion d'Iberia à l'aéroport de Madrid.** — Un avion de la compagnie espagnole Iberia transportant soixante-dix-neuf passagers a dû effectuer, ce lundi 12 décembre, un atterrissage d'urgence à Madrid-Barajas, à la suite d'une alerte à la bombe.

DOLLAR FERME :

8,3650 F

En l'après-midi lundi 12 décembre, à 2,75 DM et 5,5450 F, après un fort tassement de vendredi 9 décembre, le dollar s'est légèrement raffermi dans le courant de la matinée à l'annonce des attentats qui se sont produits au Koweït (voir page 1). En début d'après-midi, son cours dépassait légèrement 2,75 DM à Francfort (contre 2,7440 DM à la veille du week-end) et atteignait 8,3650 F à Paris, où le record historique de 5,3540 F daté vendredi dernier a été battu.

De la comparaison des deux cours, de part et d'autre du Rhin, il ressort que le cours de Deutschmark à Paris, versé à 3,4350 F, est tombé un peu au-dessous de 3,04 F.

IBM
est à la "Règle à Calcul"

La Règle à Calcul
65-67, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tél. : 325.68.88
Téléc. : 220.064 F/1303

LENTILLES DE CONTACT



Lentilles souples BAUSCH & LOMB : les plus minces au monde ; confort incomparable. Nos optométristes sont continuellement formés aux plus récents progrès, et nous pouvons vous garantir leur compétence et leur gentillesse. Vous aurez vos lentilles le jour même ; prendre rendez-vous.

PROMOTION

Jusqu'au 15-1-84
(sur présentation de ce bon)
650 F la paire, forfait d'adaptation compris (sans adaptation : 496 F)

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

PARIS 1^{er} - (Métro Châtelet ou Pont Neuf)
20 quai de la Mégisserie (1) 233.00.20
PARIS 5^e - 127 bd St Michel (1) 326.27.97
PARIS 8^e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99
BORDEAUX - 4 cours Alsace-Lorraine (56) 52.96.26
LILLE - 10 rue du Palais Rihour (20) 54.42.78
LYON 6^e - 4 quai du Gal Sarrail (7) 824.72.46
NICE - 5 boulevard Gambetta (93) 44.81.22

السلامة من الحرائق